

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°390

SEPTEMBRE 2017

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **KURDISTAN D'IRAK: «OUI» MASSIF AU RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION, LOURDES SANCTIONS IRAKIENNES**
- **ROJAVA: LES FDS AVANCENT DANS RAQQA ; PREMIÈRES ÉLECTIONS DANS LA RÉGION FÉDÉRALE DU NORD-SYRIEN**
- **TURQUIE: «GUERRE DES DRONES», POURSUITE DES DESTRUCTIONS DANS LES VILLES KURDES**
- **IRAN: ASSASSINAT DE PORTEURS KURDES, RÉPRESSION DE MANIFESTATIONS PRO-RÉFÉRENDUM**

KURDISTAN D'IRAK: «OUI» MASSIF AU RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION, LOURDES SANCTIONS IRAKIENNES

Le 5 septembre, a débuté la campagne officielle pour le référendum d'autodétermination du 25. Ce même jour, 58 organisations de la diaspora kurde ont lancé depuis Bruxelles un appel pour que la communauté internationale reconnaisse ses résultats, rappelant que «le droit à l'autodétermination des peuples est inscrit dans la Charte des Nations Unies». Le 10, le Haut comité pour le référendum a réaffirmé sa tenue à la date prévue et annoncé la prochaine réactivation du parlement d'Erbil, suite à l'accord «en sept points» obtenu entre PDK et UPK: réactivation du parlement, fin des réductions de salaire des fonctionnaires, modification de la loi sur la Présidence, adoption de la nouvelle constitution pour le Kurdistan, adoption d'une loi permettant la

représentation des territoires contestés au Parlement kurde. Le 12, le parlement a annoncé que la session de réactivation se tiendrait le 15 à 19 h. Le même jour, dans une session immédiatement quittée en protestation par les députés kurdes, le parlement de Bagdad a voté contre le référendum, et a le lendemain, à l'appel du Premier ministre, dans une séance de nouveau boycottée par les députés kurdes, démis le gouverneur kurde de Kirkouk, Najmaddine Karim, qui avait soutenu l'organisation du référendum dans sa province. Karim a dénié toute légitimité à cette décision, déclarant qu'il tenait sa fonction du Conseil provincial et des citoyens qui l'avaient élu et non du gouvernement central, qui n'a aucun pouvoir constitutionnel pour le démettre.

Le 15, le Parlement d'Erbil, réuni en session exceptionnelle après 2 ans de non-fonctionnement, a voté l'organisation du référendum par 65 voix sur les 68 parlementaires présents. Le parti *Gorran* (24 députés), avait refusé de participer, de même que *Jamaa islamiya* (6 députés), proche de l'Iran. Après ce vote, la Maison Blanche a redemandé l'annulation du référendum, qualifié de «provocateur» au profit d'un «dialogue sérieux» avec Bagdad. Le 16, l'émissaire des Nations Unies en Irak, Jan Kubis, a déclaré à l'AFP avoir proposé par écrit à Massoud Barzani, en contrepartie de l'ajournement du référendum, la médiation des Nations Unies dans des négociations sans préalable avec Bagdad sur 3 ans, l'ONU s'engageant également à ce que le Conseil de sécurité demeure saisi sur la suite donnée au dos-

sier. Le 17, l'ancien Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, reprenant mot pour mot les termes utilisés en leur temps par les membres du parti Ba'th de Saddam Hussein, déclarait: «Nous ne permettrons pas la création d'un second Israël au nord de l'Irak»... En contraste, l'ancien ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a soutenu le référendum sur *TV5 Monde*: «Tout le monde profite des Kurdes, mais on ne veut pas qu'ils soient indépendants. Quand même, c'est d'un cynisme invraisemblable!», ajoutant: «Il n'y a pas de bon moment pour choisir l'indépendance, il n'y a jamais de bon moment et tout le monde refuse d'avance. [...] Laissons-les décider pour eux-mêmes!»

Le 18, l'armée turque a annoncé des manœuvres à la frontière irakienne, et le président turc a annoncé qu'il discuterait [du référendum] avec le Premier ministre irakien durant l'Assemblée générale de l'ONU à New York. La Cour fédérale suprême irakienne, saisie notamment par des députés chiites et turkmènes de Kirkouk, et suite à une requête en inconstitutionnalité du Premier ministre, a ordonné la suspension du référendum jusqu'à ce qu'elle puisse examiner sa constitutionnalité. Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian s'est déclaré depuis New York en faveur d'un dialogue entre Erbil et Bagdad, précisant que «les éléments très importants sur l'autonomie» présents dans la Constitution irakienne [devaient] être respectés, validés et sécurisés» et ajoutant que «toute autre initiative» (incluant le référendum) lui semblait «inopportune». Ce même jour, un incident s'est produit à Kirkouk, des miliciens turkmènes d'un parti soutenu par la Turquie ayant ouvert le feu sur un groupe de jeunes Kurdes soutenant le référendum, faisant un tué et 5 blessés. Le 21, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, les diplomates irakiens, iraniens et turcs ont tenu une réunion durant laquelle ils ont réité-

ré leur «opposition sans équivoque au référendum» et ont menacé le Kurdistan de «mesures de rétorsion coordonnées». Le 22, le Président Massoud Barzani, multipliant les meetings, a confirmé ne pas vouloir céder aux pressions, et avoir rejeté le 21 une proposition du président irakien, le Kurde Fouad Massoum, reprenant l'offre de l'ONU de «négociations sans conditions préalables», au travers d'un «Haut comité» présidé par le chef de l'État et comprenant les Premiers ministres d'Irak et du Kurdistan ainsi que le président du Parlement irakien. Le 23, Mollah Bakhtiar, membre du bureau politique de l'UPK, a déclaré que ce parti avait informé Massoud Barzani et le PDK qu'il estimait cette proposition «acceptable».

Le 23, le Parlement turc a adopté en session extraordinaire retransmise à la télévision la prolongation du mandat autorisant l'armée à intervenir en Irak et en Syrie, justifiant cette mesure les menaces contre «la sécurité nationale» turque constituées entre autres par les «projets séparatistes illégitimes» en Irak et les activités des milices kurdes YPG en Syrie. Les 3 principaux partis politiques turcs, AKP (au pouvoir), CHP (kémalistes, opposition) et MHP (ultranationalistes, alliés de fait de l'AKP) ont approuvé la motion, rejetée par le parti «pro-kurde» HDP. Le 24, l'agence iranienne officielle *IRNA* a annoncé qu'à la demande de Bagdad, l'Iran avait mis fin à tous les vols aériens avec le Kurdistan irakien.

C'est dans ce contexte régional tendu que le référendum sur l'indépendance s'est tenu dans les trois gouvernorats de la Région du Kurdistan (Erbil, Suleimaniyeh et Duhok) et dans les territoires du Kurdistan irakien administrativement situés hors de cette région où des conseils provinciaux ou municipaux s'étaient prononcés en faveur de la tenue de cette consultation. Déterminés à faire entendre leur voix malgré l'inquiétude légitime

causée par les énormes pressions internationales et régionales, les Kurdes se sont rendus en masse aux bureaux de vote des trois capitales provinciales ainsi que dans les quartiers kurdes de Kirkouk – où les électeurs ont voté en arborant des drapeaux, au son de la musique et de tirs de joie. Dans les territoires dits disputés, situés hors de la Région du Kurdistan, la mobilisation des Kurdes a été massive. Environ, un tiers des électeurs arabes et turkmènes de ces territoires ont également participé au vote malgré les appels au boycott de certains partis de leur communauté. Enfin, rappelons que dans certaines localités arabes de la province de Kirkouk, comme Hawija, 70.000 habitants, le scrutin n'a pas été organisé et cela a eu une incidence significative sur le taux de participation. La diaspora kurde irakienne a également participé au scrutin par vote électronique. Sur 98.000 votes, près de 12.000 ont été invalidés en raison de pièces justificatives (carte d'identité, passeport) non conformes ou expirées. Le score de «Oui» parmi les électeurs de la diaspora a atteint 99,13%.

On ne peut que relever le contraste entre le ton quasi-hystérique des réactions qu'a provoquées le référendum et le calme et l'organisation dans lequel il s'est déroulé. Après plus de trois mois de préparatifs techniques, la Haute Commission électorale du Kurdistan avait recruté environ 60.000 agents temporaires pour assurer son bon déroulement. Les listes électorales étaient affichées à l'entrée des bureaux de vote et consultables par tous. Les électeurs dont le nom figurait sur la liste se présentaient au bureau de vote correspondant à l'ordre alphabétique de leur nom, présentaient leur pièce d'identité, signaient la case correspondante du registre électoral, recevaient un bulletin de vote et une enveloppe, se rendaient dans l'isoloir pour faire leur choix et venaient déposer leur bulletin dans l'urne avant de tremper leur index dans un encrier contenant une encre indélébile afin d'éviter des votes multiples.

Des scrutateurs représentant des partis politiques étaient présents dans tous les bureaux de vote. Le bulletin de vote, rédigé en quatre langues usitées au Kurdistan (kurde, araméen, arabe et turkmène), était ainsi libellé : « Voulez-vous que la Région du Kurdistan et les territoires du Kurdistan situés en dehors de cette Région deviennent un État indépendant ? »

Après dépouillement des votes et examen des litiges éventuels, la Commission a rendu publics les résultats officiels au cours d'une conférence de presse le mercredi 27 septembre à 17h, en présence de tous ses membres, de très nombreux journalistes et observateurs internationaux.

Voici les résultats officiels du référendum :

Inscrits :	4.581.248
Votants:	3.305.925
Taux de participation:	72,16%
Votes blancs:	40.011
Votes invalides et annulés	179.979
Votes valides:	3.085.935
«Oui» à l'indépendance:	2.861.471 (92,73 %)
«Non» à l'indépendance:	224.464 (7,25 %)

La campagne référendaire où les partisans du «Oui» et du «Non» ont pu s'exprimer en toute liberté, organiser des meetings et des rassemblements n'a donné lieu à aucun incident, aucune violence, et cela dans un pays encore en guerre contre Daech. Les observateurs internationaux dont les anciens ministres des Affaires étrangères de France et de Croatie, l'ancien vice-Premier Ministre de Géorgie, l'ancien ministre de la Sécurité publique du Québec, des députés, des universitaires, d'anciens ambassadeurs et des représentants d'ONG, ont donné une Conférence de presse au siège de

la Haute Commission électorale pour témoigner de la régularité et de la sincérité du scrutin et du processus référendaire – une position contredisant clairement les déclarations du secrétaire d'État américain Rex Tillerson, qui, sans avoir assisté au scrutin, a déclaré le 29 que «le vote et les résultats [manquaient] de légitimité»...

Dès la publication des résultats, le parti «pro-kurde» HDP en Turquie a déclaré dans un communiqué qu'il considérait au contraire le référendum et ses résultats comme «légitimes»: «Bien qu'il ait suscité divers débats et ait été critiqué pour ses méthodes de prise de décision, de préparation et de mise en œuvre, ce référendum s'est déroulé de manière transparente et sur la base de principes participatifs. Nous percevons comme légitime, et aussi comme la manifestation de la volonté du peuple, [son] résultat officiel proclamé [...] et saluons ce résultat. Nous félicitons par le présent communiqué la population, les partis politiques et les organes administratifs du Gouvernement régional du Kurdistan qui ont déployé de grands efforts pour organiser ce référendum».

Tandis que se déroulait le vote, les pressions continuaient de s'accroître: quelques heures après l'ouverture des bureaux, les députés arabes du Parlement de Bagdad, en l'absence de leurs collègues kurdes, ont voté un texte exigeant l'envoi de l'armée dans les zones disputées; en Turquie, l'Autorité des médias RTÜK a tenté d'empêcher la diffusion d'informations sur le vote en interdisant la diffusion de 3 chaînes kurdes d'Irak *Rûdaw*, *Waar* et *Kurdistan-24*. Le HDP a critiqué cette décision «politique», prise par les seuls repré-

sentants au RTÜK de l'AKP et du MHP... Le lendemain 26 septembre, tandis que le Département d'État américain déclarait «profondément déçu», des soldats irakiens participaient avec l'armée turque à des exercices militaires près de Silopi, à la frontière avec le Kurdistan. Puis le gouvernement irakien a lancé un ultimatum au Kurdistan, exigeant la remise sous 3 jours du contrôle de ses deux aéroports, Erbil et Souleimaniyeh, et menaçant autrement d'interdire tous les vols internationaux. Le 27, le Premier ministre irakien a posé comme condition à toute négociation avec le Kurdistan l'annulation des résultats du référendum, tandis que le Parlement de Bagdad votait la fermeture des postes-frontières non contrôlés par le gouvernement central, considérant dès lors toutes les marchandises y transitant «comme de la contrebande». Le lendemain, l'Irak a annoncé la suspension à partir de vendredi 29 à 18 h de tous les vols internationaux en provenance de et vers le Kurdistan. De nombreux étrangers, arrivés au Kurdistan directement et ne disposant donc pas de visas irakiens, ont commencé à rechercher des vols pour partir avant l'arrêt des vols. Le 30, l'Iran a fermé ses frontières au transport de produits pétroliers depuis et vers le Kurdistan et a annoncé des manœuvres militaires communes avec l'Irak, face aux postes-frontières tenus par les pechmergas.

Toujours le 30, le parlement d'Erbil, après une session de plus de six heures, a rejeté toutes les mesures punitives de Bagdad, appelant la communauté internationale comme les pays voisins à «respecter la décision du peuple du Kurdistan d'Irak».

ROJAVA: LES FDS AVANCENT DANS RAQQA ; PREMIÈRES ÉLECTIONS DANS LA RÉGION FÉDÉRALE DU NORD-SYRIEN

Le 1^{er} septembre, Talal Sello, porte-parole de l'alliance kurdo-arabe des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par la coalition anti-Daech dirigée par les États-Unis, a annoncé que celles-ci se trouvaient près du centre ville de Raqqa et des centres de commandement de Daech et contrôlaient à présent «la totalité de la vieille ville». Entrées en ville le 6 juin, les FDS avaient annoncé le 27 août avoir libéré 15 quartiers de la ville et en contrôler environ 60 %, un millier de djihadistes menant toujours des combats acharnés dans le centre ville et plusieurs quartiers nord où selon l'ONU 25.000 civils étaient pris au piège. Le 14 septembre, l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) a annoncé que les FDS contrôlaient à présent plus des deux-tiers de Raqqa, estimant le nombre des djihadistes restants seulement à quelques centaines, ce qui laissait prévoir une issue prochaine. Le 30, alors que la presque totalité de la ville avait été reconquise, les derniers djihadistes s'étaient retranchés dans un réduit du centre-ville comprenant le principal hôpital et le stade. Mais Daech conservait encore une importante capacité de nuisance, sans doute grâce à ses cellules dormantes et aux tunnels qu'il avait creusés en ville: une trentaine de djihadistes, portant des uniformes des YPG, ont réussi à s'infiltrer dans Mechleb, un quartier périphérique parmi les premiers reconquis en juin par les FDS et supposé sécurisé, et y ont mené une attaque meurtrière contre un centre de médias. Les affrontements ont duré plusieurs heures et ont fait deux morts parmi les FDS...

Dans la province de Deir Ezzor, à l'est du pays, la dernière contrôlée

par Daech en Syrie, la situation demeure complexe. Sa capitale, la ville du même nom, est en partie tenue par une garnison syrienne qui y est encerclée et assiégée par les djihadistes depuis plus de deux ans. La ville de Deir Ezzor est maintenant visée par deux offensives séparées: avançant par le sud-ouest, les troupes de Damas, soutenues par la Russie, cherchent à briser le siège djihadiste, tandis que les FDS, soutenues par la coalition internationale, s'approchent par le nord. Le 5, l'armée syrienne a remporté une importante victoire en parvenant enfin à briser le siège de la ville, mais Daech a conservé le contrôle d'environ la moitié de celle-ci, avec selon l'ONU 90.000 civils pris au piège. Tandis que les combats se poursuivaient, Ahmad Abou Khawla, chef du Conseil militaire de Deir Ezzor, affilié aux FDS, a annoncé le 9 le lancement d'une offensive pour reprendre à Daech le sud de la province de Hassaké et l'est de celle de Deir Ezzor. Il a indiqué que l'opération, lancée depuis la province voisine de Hassaké, contrôlée en majorité par les FDS, se faisait dans le cadre de la coalition internationale et avec le soutien américain, sans coordination avec l'armée syrienne ni la Russie. Cette situation n'a pas tardé à poser des problèmes, et les tensions sont rapidement montées entre les deux forces: le 16, les FDS ont accusé les aviations russe et syrienne d'avoir bombardé leurs combattants dans la province de Deir Ezzor, une accusation rejetée par le porte-parole de l'état-major russe Igor Konashenkov, qui a répondu qu'il n'y avait aucune raison pour que l'aviation russe agisse de la sorte. Il semble bien cependant que les avions de combat russes aient frappé les positions des FDS, peut-être pour arrêter leur progression et donner une

avance aux forces de Damas. Qui tiendra Deir Ezzor emportera un avantage décisif dans l'est du pays pour la suite... Les FDS ont publié une déclaration selon laquelle: «Le samedi 16 septembre 2017 à 03h00, nos forces sur la rive orientale de l'Euphrate ont été exposées à une attaque par les avions de guerre du régime syrien et russes qui [...] ont blessé 6 de nos combattants», dénonçant ces attaques et demandant leur arrêt. Le 21, Moscou a à son tour accusé les FDS d'avoir ouvert le feu à 2 reprises sur les troupes du régime la semaine précédente et a menacé de riposter si cela se reproduisait. Le 25, après que les FDS aient annoncé la prise de l'usine et du champ gazier de Conoco, une importante ressource économique qui produisait avant la guerre civile 13 millions de m³ de gaz par jour, Lilwa Abdallah, porte-parole de l'offensive des FDS sur Deir Ezzor, a déclaré à l'AFP que la Russie avait bombardé Conoco, tuant un combattant FDS et en blessant au moins six autres.

Par ailleurs, les tensions demeurent toujours vives avec la Turquie, au point que les militaires américains ont annoncé en début de mois avoir été directement attaqués fin août par des rebelles soutenus par la Turquie près de la ville de Manbij! Un responsable a déclaré que les troupes américaines avaient riposté, mais qu'il n'y avait eu aucune victime de part et d'autre: «Des incidents récents ont eu lieu dans des territoires contrôlés principalement par des combattants soutenus par la Turquie», a déclaré à CNN le porte-parole du Pentagone, Eric Pahon. «Nous discutons avec Ankara et d'autres forces pour gérer ce danger ». La Turquie vise toujours la région d'Afrin, considérée comme un «nid de terroristes», mais ses plans d'attaque ont semblé

compromis après que, le 6, l'armée russe ait annoncé la création d'une zone dite de «désescalade» («déconfliction») dans la région de Tell Rifaat, au nord d'Alep. Les combattants kurdes des YPG présents dans cette zone ont cédé la place à des unités de la police militaire russe, qui ont installé le 7 un point d'observation à Afrin. Le déplaisir de la Turquie a été manifeste, le journal pro-gouvernemental *Yeni Safak* ayant titré le lendemain: «La Russie protège les terroristes du PKK»... Mais malgré les obstacles se dressant sur son chemin, M. Erdoğan n'a pas abandonné l'idée d'une attaque – ou tout au moins d'un encerclement – d'Afrin. Le 19, depuis New York, où il était présent pour l'Assemblée générale des Nations Unies, le président turc a réitéré devant Reuters sa volonté de déployer des troupes dans la province d'Idlib dans le cadre d'un accord de «désescalade» avec la Russie, qui devrait être finalisé avec le président russe lors de la prochaine visite de celui-ci à Ankara. «Selon cet accord, les Russes assureront la sécurité hors de la région d'Idlib, et les Turcs dans cette région», a-t-il précisé.

Sur le plan des affaires civiles, les élections se sont déroulées dans le calme le vendredi 22 dans la «Région fédérale du Nord syrien», autoproclamée par le CDS, émana-

tion politique des FDS, et incluant les «Cantons» de Kobanê, Jézireh et Afrin, mais aussi celui de Shehba. Le 12, les autorités avaient annoncé la distribution de cartes d'électeurs par la Haute Commission électorale dans plusieurs zones, indiquant qu'environ 12.000 personnes s'étaient portées candidates dans près de 4.000 communes. Un attentat à la moto piégée dans la ville à majorité kurde de Qamichli (Qamichlo), qui a tué un enfant et blessé sept passants, et dont un porte-parole des *Asaysh* (Sécurité) de la ville a accusé une milice pro-régime, n'a pas perturbé durablement la préparation, bien qu'il se soit produit 4 jours seulement avant le scrutin. Ces élections, dites «communales», qui ont permis d'élire des comités dirigés par des co-présidents, un homme et une femme, représentent la première étape d'opérations électorales qui doivent en compter trois: le 3 novembre, un second vote permettra de désigner des «Conseils municipaux», échelon d'administration locale, puis, le 18 janvier, les habitants éliront pour chaque Canton un «Conseil législatif», ainsi qu'une «Assemblée législative» pour l'ensemble de la Région fédérale.

Pour Deir Ezzor, que les FDS espèrent prendre et gérer, la Conférence constituante du Conseil civil de la ville a selon l'agence ANHA élu deux co-prési-

dents, Ghassan al-Yousef et Laila al-Hassan, et a décidé de la mise en place de 15 comités thématiques de 5 membres, 2 co-présidents et 3 suppléants, pour administrer les zones libérées de la ville. Les thèmes d'action concernent les services municipaux, les femmes, l'éducation...

Il est à noter que le 26, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, qui avait le même jour rejeté le référendum tenu la veille au Kurdistan irakien, a indiqué en soirée dans une interview à *Russia Today*, reprise par l'agence officielle *Sana*, que la question d'une «forme d'autonomie dans le cadre de la République arabe syrienne» pour les Kurdes syriens était négociable et [pouvait] faire l'objet d'un dialogue». Il s'agit d'un ton quelque peu nouveau pour un représentant d'un régime ayant précédemment qualifié ces élections de «farce».

Le 27, le PYD a tenu sa 7^e conférence, au cours de laquelle deux nouveaux dirigeants ont été élus pour remplacer les co-présidents Salih Moslim et Asya Abdullah, dont les mandats se terminaient et qui ne se représentaient pas. Les deux nouveaux co-présidents, Şahoz Hesên et Ayşe Hisso, occuperont leurs postes jusqu'à la prochaine conférence du parti.

TURQUIE: «GUERRE DES DRONES», POURSUITE DES DESTRUCTIONS DANS LES VILLES KURDES

Déjà glaciales fin août, quand le ministre allemand de l'Intérieur déclarait: «Notre définition de la terreur est différente de celle de la Turquie. [...] Nous ne considérons pas forcément un membre de l'opposition kurde comme un terroriste», les relations germano-turques semblent destinées à toujours empirer. Le 1^{er} septembre, le magazine *Spiegel* a encore ajouté de l'huile

sur le feu en révélant qu'un citoyen allemand d'origine turque, Mehmet Fatih Saylan, arrêté en décembre dernier, avait reconnu durant son interrogatoire devant la Cour fédérale de justice travailler pour le MIT (services de renseignements turcs). Sa tâche aurait été de surveiller les activistes kurdes, voire de coopérer à des projets d'assassinat contre des responsables kurdes, et très concrètement à la préparation

d'une attaque contre Cem Özdemir, responsable du Parti vert, lui-même d'origine turque et très opposé au président Erdoğan. En contrepoint, les troupes allemandes stationnées sur la base turque d'Incirlik ont définitivement quitté celle-ci le 28 pour la Jordanie: la Turquie avait à plusieurs reprises refusé à des délégations parlementaires allemandes l'autorisation de visiter leurs propres troupes.

Mais c'est avec toute l'Europe que les relations sont difficiles: le 15, le Parlement européen a annoncé avoir nommé comme éventuels lauréats du prix Sakharov les deux co-présidents HDP emprisonnés, Selahattin Demirtaş et Figen Yuksekdağ. Le même jour, la Cour d'appel de Bruxelles, saisie à la fois par la Turquie et le parquet fédéral belge, a confirmé son jugement de non-lieu de novembre 2016 contre des militants kurdes accusés d'avoir recruté pour le PKK en Belgique. La Cour a motivé ce refus d'appliquer la législation antiterroriste par le fait que le PKK est engagé «dans un conflit armé contre l'État turc au sens du droit humanitaire international». Colère de la Turquie, dont le ministère des Affaires étrangères a déclaré qu'il s'agissait d'«un nouvel exemple du soutien accordé aux groupes terroristes qui s'attaquent à la sécurité de la Turquie».

Avec le système judiciaire des États-Unis non plus, les relations ne vont guère s'améliorer: alors que 15 d'entre eux font déjà l'objet de poursuites outre-Atlantique, les gardes du corps du président turc ont à nouveau attaqué des manifestants lors d'un événement à New York le 26: après sa participation à l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Erdoğan s'est rendu à un rassemblement organisé par le Comité national turco-américain à New York. Là, comme en témoignent plusieurs vidéos postées sur les réseaux sociaux, sa sécurité a été attaquée et frappée des militants américains venus exprimer leur opposition.

A l'intérieur du pays, la répression judiciaire se poursuit. Si le député et ex-porte-parole du HDP Ayhan Bilgen, accusé d'«appartenance à une organisation terroriste» pour avoir appelé en octobre 2014 à soutenir les combattants kurdes de Syrie contre Daech, a été remis en liberté provisoire le 8, quelques jours plus tard, le 11, un autre tri-

bunal a décidé du maintien en détention de cinq membres de la rédaction du journal *Cumhuriyet*: accusés d'avoir visé le président Erdoğan par des «méthodes de guerre asymétrique», ils risquent jusqu'à 43 ans de prison... Le 12, le président du Parlement turc, Ismail Kahraman (AKP), a demandé la privation du statut de député de cinq parlementaires d'opposition, 3 HDP et 1 CHP.

Ce même jour, après Diyarbakir, Istanbul et Izmir, le HDP a tenu une «Veille pour la Conscience et la Justice» à Ankara, dans un parc près de la Cour constitutionnelle. Devant des représentants d'ONGs, membres et députés du HDP, le porte-parole du parti, Osman Baydemir, a critiqué comme autant de «mensonges» les poursuites engagées contre 11 députés, demandant pourquoi, alors que son co-président Selahattin Demirtaş est incarcéré depuis plus de 300 jours, il n'y a encore eu aucune audience...

Le 18, a commencé à Ankara le procès de Figen Yuksekdağ pour «direction d'une organisation terroriste», «propagande terroriste», «incitation à la violence» et «viol de la loi sur les manifestations et les rassemblements». L'accusée, qui risque 83 ans de prison, avait décidé de ne pas se présenter à l'audience pour dénoncer l'organisation inique du procès: la salle d'audience, située à 20 km du centre-ville, ne peut contenir que 20 personnes, et était fermée au public. Lors de l'audience précédente, en juillet dernier, marquée par une imposante présence policière armée, les observateurs internationaux avaient été interdits d'entrée ou harcelés par les forces de l'ordre. Cette fois encore, les journalistes, personnalités politiques et représentants consulaires venus d'Angleterre, de France, d'Italie, de Norvège, du Danemark ou du Canada ont dû attendre des heures en plein soleil avant de se voir refuser l'entrée...

Les affrontements entre militaires turcs et combattants du PKK se sont poursuivis durant tout le mois. Le 1^{er} septembre, un drone militaire turc *Bayraktar* a tué 1 civil et en a blessé 3 autres près du village d'Oglu (Tale), dans la province de Hakkari. Les villageois blessés, dont 2 gravement, ont été emmenés à l'hôpital de Hakkari, mais selon plusieurs témoignages, les représentants de l'État se sont comportés de manière inacceptable avec la famille du villageois décédé, Mehmet Temel, 35 ans, père de 4 enfants. Celle-ci s'est d'abord vue refuser le transport du corps par l'hôpital et la municipalité, puis, une fois le corps transféré à Hakkari, le gouverneur, qui a accusé les villageois de soutenir le PKK, a empêché la tenue du service religieux, ordonnant la fermeture des mosquées et interdisant toute participation au personnel. Le 7, loin de présenter des excuses, le Ministre de l'intérieur Suleyman Soyly a au contraire menacé le député CHP et avocat Sezgin Tanrikulu, qui avait envoyé de nombreux tweets pour critiquer cette «bavure», l'accusant de «parler au nom du PKK»... Dans un article du 18, le journal en ligne *al-Monitor* remarque que le conflit opposant PKK et armée turque entre dans une nouvelle phase avec l'usage de plus en plus fréquent de drones. Le PKK a lui-même montré un intérêt grandissant pour cette technologie, utilisée fin août pour attaquer une base militaire. Au Rojava, le PYD a bénéficié de l'assistance américaine en la matière ; les militaires turcs ont rapporté 3 attaques de drones sur leurs positions à la frontière irakienne entre juin et août. Inversement, selon des sources sécuritaires, sur 2.000 militants du PKK «neutralisés» depuis septembre 2016, 600 l'ont été par des drones. Les forces de sécurité, MIT inclus, possèdent maintenant au moins 28 appareils, un nombre devant monter à 120 durant les 4 prochaines années. Aucun méca-

nisme opérationnel ou juridique de contrôle de leur usage n'étant prévu, Al-Monitor avertit que si le théâtre des combats s'urbanisait de nouveau, ces nouvelles armes pourraient faire de nombreuses victimes civiles.

Le 3, selon le bureau du gouverneur, un soldat turc a été tué dans une attaque à la roquette du PKK dans la province de Hakkari. Le même jour, le PKK a revendiqué la mort de 28 militaires turcs durant la semaine précédente, dont 15 lors d'un seul raid nocturne sur un convoi militaire entre Cukurca et Hakkari, durant lequel un véhicule blindé a été détruit. Le 8, selon des communiqués des bureaux des gouverneurs des provinces concernées, un autre soldat a été tué dans des combats à Bingöl, ainsi qu'un militant du PKK à Bitlis dans une opération de la gendarmerie. Le 10, selon l'agence Doğan, un militaire a été blessé dans une attaque à la bombe à Lice (Diyarbakir), et le même jour, selon le bureau du gouverneur de Hakkari, le PKK a attaqué au mortier une zone militaire depuis le côté irakien de la frontière. Le ministère de l'Intérieur turc a de son côté revendiqué le 11 septembre avoir neutralisé en une semaine 57 mili-

tants du PKK. Des combats entre militants kurdes et militaires turcs se sont poursuivis dans la région frontalière de Hakkari durant toute la seconde moitié de septembre, avec notamment un nouveau raid nocturne le 25 contre un convoi militaire ayant mené à la mort de 12 soldats. L'armée de l'air turque a également mené des opérations dans le nord de l'Irak, effectuant le 23 des frappes sur des dépôts de munition du PKK, et aurait même transporté le 26 en hélicoptères *Sikorski* des troupes d'élite jusque dans la région de Barzan (*al-Masdar News*), s'étant ensuivi des affrontements ayant fait des morts dans les deux camps. Des sources militaires turques ont annoncé la neutralisation de 63 militants kurdes entre le 21 et le 27 dans des «opérations antiterroristes» effectuées dans les provinces kurdes de Turquie, puis le 29 la mort d'un soldat turc et trois autres soldats blessés dans le nord de l'Irak, sans précision sur le lieu exact.

L'État turc semble avoir aussi malheureusement déclaré la guerre aux villes kurdes, menant contre elles une politique délibérée de destruction; ainsi de Sur, quartier médiéval de Diyarbakir, inscrit en 2015 par

l'UNESCO au patrimoine mondial. Lieu d'affrontements armés entre décembre 2015 et mars 2016, ce quartier a pourtant subi la plupart des destructions après la fin des combats. Depuis décembre 2015, le gouvernement a interdit l'accès aux responsables municipaux de la protection du patrimoine. En mars 2016, un décret d'urgence a confisqué 82 % des bâtiments de la vieille ville. 2.000 bâtiments ont été détruits, 20.000 habitants déplacés de force. De nouveaux immeubles ont été construits et vendus fort cher, dans le but évident de modifier la composition de la population... La plateforme contre la destruction de Sur demande 1- la fin immédiate du couvre-feu illégal de Sur, l'arrêt des expropriations, la compensation financière aux propriétaires des habitations détruites, l'établissement d'un plan de réhabilitation en coopération avec la société civile; 2- l'envoi immédiat sur place d'une mission d'évaluation UNESCO du Patrimoine mondial, en coopération avec la société civile et les ministères turcs concernés ; 3- En cas de refus du gouvernement turc, la convocation d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies pour discuter des destructions au patrimoine de Sur, sur la base de la résolution 2347 de mars 2017.

IRAN: ASSASSINAT DE PORTEURS KURDES, RÉPRESSION DE MANIFESTATIONS PRO-RÉFÉRENDUM

Selon le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan, le 4 septembre au matin, dans la province du Kordestan, des officiers de la Force de police iranienne (NAJA) chargés du contrôle de la frontière de Siranband ont tué en leur tirant dans la tête deux Kolbars (porteurs) qui se rendaient à la frontière pour y chercher des marchandises. L'un des porteurs assassiné était père de 4 enfants. Après le transfert des corps à l'hôpital de

Baneh, des manifestants se sont rassemblés devant le bureau du gouverneur et ont brisé la porte du bâtiment en demandant l'identification et la punition des auteurs de ce crime. Le 5, les magasins de la ville sont restés fermés en signe de solidarité avec les revendications des manifestants kurdes. Les manifestations, qui ont duré deux jours et mobilisé des milliers de participants, ont entraîné des centaines d'arrestations.

Le 19 septembre, les autorités iraniennes ont interdit les visites

hebdomadaires de sa famille à Zeynab Jalalian, 35 ans, incarcérée depuis 2008 à perpétuité dans la prison de Khoy, en Azerbaïdjan occidental. Cette militante politique préoccupée de renforcer la capacité d'action de la minorité kurde en Iran, et en particulier des femmes, a été condamnée sans preuves matérielles à la prison à vie pour ses soi-disant liens avec une organisation armée de l'opposition kurde. Lors de son procès, expédié en seulement quelques minutes, et durant lequel elle n'a

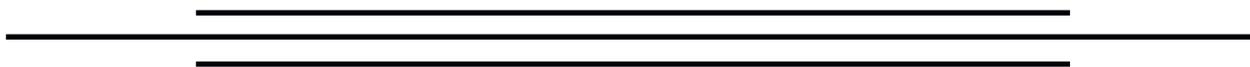
pas été autorisée à communiquer avec un avocat, elle a été condamnée sur la base d'«aveux» dont elle dit qu'ils lui ont été extorqués sous plusieurs mois de torture, comme des coups de fouet sur la plante des pieds et des chocs sur la tête si violents qu'ils lui ont causé une fracture du crâne et une hémorragie cérébrale. Depuis mars 2017, elle a cessé de prendre tout médicament pour protester contre le refus de traitement médical adéquat dont elle est la victime: atteinte d'une grave affection de l'œil qui menace de la

rendre aveugle (ptérygion), souffrant également de troubles cardiaques et de complications intestinales et rénales, Zeynab Jalalian s'est vue refuser un transfert même provisoire dans un hôpital pour y être examinée – sauf si elle accepte de faire des aveux filmés: les autorités utilisent donc son état de santé pour la soumettre à un chantage. *Amnesty International* a demandé à plusieurs reprises à ses adhérents d'appeler les autorités iraniennes à accepter ses demandes (AU 151/14, MDE 13/7005/2017, Iran –

<https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/7005/2017/en/>
ou

<https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/7005/2017/fr/>

Le 25 au soir, des milliers de Kurdes se sont rassemblés dans les rues de Sanandaj pour soutenir le référendum au Kurdistan d'Irak voisin. Les autorités ont arrêté plusieurs activistes qui avaient levé le drapeau du Kurdistan durant les rassemblements.



A real plan for Iraqi Kurdistan

Mohammed A. Salih

Iraqi Kurdistan's plans for a Sept. 25 referendum on independence have been met with frustration from many sides. Neither the United States nor the government in Baghdad, nor other regional capitals like Tehran or Ankara, are pleased with the prospect of a third of Iraq breaking away completely. Such a move, they fear, could further destabilize Iraq and the wider Middle East. The United States is now pushing the Kurdish government to postpone the referendum indefinitely.

Those fears are unfair. After all, the policies of the governments in Baghdad, Tehran, Damascus and Ankara have done more to wreak havoc in the Middle East than Kurdish voters possibly could. Moreover, the excessive focus on those risks misses the real reason the Kurds are planning the referendum in the first place.

Despite legitimate Kurdish aspirations for statehood, the Sept. 25 vote is not necessarily just a push to secure independence. Instead, its purpose is to fundamentally restructure the relationship between the Kurdistan regional government, or K.R.G., and the federal government in Baghdad. In their statements in recent years, senior Kurdish officials have repeatedly signaled — if often implicitly — their willingness to settle for something other than independence, namely a “confederation” between Kurdistan and Iraq.

Kurdish leaders hope that the referendum will draw the outside world's attention to the Kurds' cyclical and dysfunctional relationship with the Iraqi government. For decades, this relationship has been characterized by periods of calm, often when Baghdad is weak, followed by conflict when central authorities feel powerful enough to take on the Kurds militarily. Now, longstanding tensions over territory, oil and military affairs seem once again ready to explode into violence.

The current impasse is the result of mistakes by both the K.R.G. and Baghdad. But the Kurdish cause in Iraq is, at its essence, a matter of long-term security and survival for an ethnic minority group that has been subjected to violent repression for generations. Despite much talk about change in Iraq since 2003, the government in Baghdad — no matter who is in charge — has repeatedly demonstrated that it intends to undermine and dominate the Kurds. Baghdad's gross mistreatment of Sunni Arabs shows how brutal it can be.

It's for those reasons that many Kurds see full independence as desirable. But the government in Erbil, the Kurdish government capital, is also



On the citadel in Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan.

FOR PROCEET FOR THE NEW YORK TIMES

aware that it faces strong opposition not just from Baghdad but also from Iran and the United States. Turkey, too, has sent mixed signals and could come to oppose independence. That's why the Kurdish leadership is, in fact, open to other options, in particular a system that created a confederation of Iraq and what is now the K.R.G. — two separate but united states.

This idea is not as novel as it may sound. In an Aug. 10 phone conversation, Masoud Barzani, the K.R.G. president, said in a statement that he told Secretary of State Rex W. Tillerson that “the people of the Kurdistan Region would expect guarantees and alternatives for their future” if they were to postpone the referendum as Mr. Tillerson had requested. Mr. Barzani's statement indicates that he is willing to settle

Kurdish leaders hope the referendum will draw attention to the Kurds' dysfunctional relationship with the Iraqi government.

for something other than independence. It also echoes previous remarks by Mr. Barzani in 2014 in which he raised the possibility of “confederation.” Last year, another senior Kurdish official suggested a similar solution. The Kurdish leaders in Erbil have not articulated in detail what a confederal system would look like, but outside analysts and experts have put forward useful proposals. A confederal arrangement could give the Kurds the ability to sell their oil and gas legally without having to go through Baghdad. Erbil and Baghdad could also finally put an end to disputes over territory, such as parts of Kirkuk, Nineveh, Diyala and Salahaddin — provinces that are currently under Kurdish control but claimed by both parties. Residents of

those areas could vote in their own referendums: Would they rather join the Kurdish or the Iraqi state in the confederation? Finally, a confederal agreement could give the Kurds a fair share of Iraq's defense resources and more control over their foreign affairs, something that is now impossible because Kurdish representatives abroad do not have diplomatic status.

This arrangement wouldn't benefit only the Kurds. Baghdad would secure future Kurdish cooperation in the fight against terrorist groups like the Islamic State or its future iterations. Confederalism would also guarantee Iraq land access to Europe via Kurdistan and crucial water resources that flow from the Kurdish region into other parts of Iraq. The American government also has a vested interest in encouraging this: It would ensure peace between two of its main Middle East allies. Closer cooperation between staunchly pro-American Kurds and pro-American politicians in Baghdad, like Prime Minister Haider al-Abadi, would also help counter the influence of Iran and its armed proxies.

If the United States is serious about opposing Kurdish statehood, then instead of calling for the referendum's postponement, it could work with Baghdad and Erbil to set up a confederal Iraq. This may require rewriting the country's constitution or undertaking other challenging measures to address energy, territory and security guarantees for both sides, in particular the Kurds, who have legitimate long-term security grievances.

But if there is will and diplomatic pressure, it is surely possible. Short of this, the referendum will set in motion Kurdish independence. And even if those fears are overblown, that's something that few outside of Erbil want to see become a reality.

MOHAMMED A. SALIH is a Kurdish journalist.

Iraqi Kurds' referendum fever spills over to Turkish cousins

As Iraqi Kurdistan's independence vote nears, some Turkish Kurds are making efforts to thaw Turkish opposition to the referendum.



Mahmut Bozarlsan
September 11, 2017
www.al-monitor.com/

DIYARBAKIR, Turkey — Iraqi Kurdistan is gripped by excitement ahead of the Sept. 25 independence referendum. The sense of hopeful anticipation, however, is not limited to Iraqi Kurds. Their cousins in neighboring Turkey — reeling from Ankara's heaviest crackdown in years — are watching the process with an equal excitement, hoping that a vote for independence will boost the standing of Kurds across the region. And some are not only watching. Kurdish groups on good terms with Massoud Barzani's Kurdistan Regional Government have joined forces to promote the referendum, striving to allay deep-rooted Turkish apprehension and hostility toward Kurdish independence.

The Initiative for Support of the Independence Referendum includes small Kurdish movements such as the Kurdistan Freedom Party (PAK), the Turkey Kurdistan Democratic Party, the Azadi Movement, the North Kurdistan Democratic Party, the Freedom and Socialism Party and the Kurdistan Socialist Party (PSK) as well as seven independent figures. Turkey's main Kurdish political movement, the Peoples' Democratic Party (HDP) — whose leaders are languishing in jail — is not part of the initiative.

Since its creation in mid-July, the platform has met with Turkish opposition figures and nongovernmental groups, but its bids for meetings with government representatives have so far failed.

The platform is seeking contacts with the United States and European countries as the referendum has received little international support. "We got appointments from the European Union and American embassies," Vahit Aba, a PAK activist on the platform, told Al-Monitor. "We will explain to them why we back the referendum, that they should respect the outcome because every nation has the right to self-determination, that this is in line with international law, that our brothers in the south have that right, too, and that this should be recognized internationally."

Aba argued that the eventual emergence of a Kurdish state would stimulate democratic progress across the region. Iraqi Kurdistan is already "a place with five official languages, where all religious minorities are represented at the religious affairs administration," he said. "Its independence would impact surrounding regions as well. Democratic demands would rise in the neighborhood [and] all neighboring states would be compelled to democratize."

Aba said the platform has met with representatives of Turkey's main opposition Republican People's Party, but that the platform's requests for meetings with President Recep Tayyip Erdogan and his Justice and Development Party (AKP) have remained unanswered. "We met with the main opposition. They listened to us and we conveyed our views," he said. "The government has deliberately chosen to stay away and not get involved in this. We have received no reply from the presidency and no AKP body has agreed to meet with us."

The platform has also distributed leaflets printed in Turkish, Kurdish and Zazaki, and sent letters to all Kurdish lawmakers in Turkey's parliament, regardless of their parties, requesting support for the referendum, said Hasan Dagtekin, a PSK activist with the platform.

Their meetings with civic groups have been largely positive, Dagtekin said, stressing that Turkey should not align with Iran in opposing the referendum. "We have not met with the government ... but we hope they will not reach an agreement with Iran to stand against. Turkey should not act like Iran," he said. "Our objective is [to convince] Turkey's public and political quarters to not do that."

Given Turkey's ongoing state of emergency that has severely stifled political activism, especially on the Kurdish scene, the platform's ability to continue its efforts seems quite remarkable.

Ankara, which has enjoyed close ties with Barzani, has voiced opposition to the referendum but has done nothing concrete to prevent it. During a visit to Erbil last month, Turkey's foreign minister asked Barzani to cancel the referendum but made "no suggestion at all of sealing the border, revisiting trade or



Kurdish people celebrate to show their support for the upcoming Sept. 25 independence referendum in Erbil, Iraq, Sept. 8, 2017.

suspending money transfers to Erbil," a senior Iraqi Kurdish official told Al-Monitor's Amberin Zaman.

When it comes to the platform's activities, the Turkish authorities are mostly looking the other way, according to Sidki Zilan, who represents the Azadi Movement on the platform. "We asked for official permissions on several occasions and got obstructed. There is a de facto situation at present. They are like 'We don't see you,'" Zilan told Al-Monitor. He suggested that the AKP, which has enjoyed solid support from conservative Kurds over the years, seemed wary of further antagonizing the Kurdish community ahead of Turkey's crucial presidential election in 2019. "They have the election on their mind because the Kurdish vote is decisive," he said.

The platform is planning to hold a rally in Iraqi Kurdistan on Sept. 24, a day before the referendum.

The HDP has also lent support to the Iraqi Kurds. In a message from prison this week, HDP leader Selahattin Demirtas said, "We stand by our brothers, no matter what the outcome of the referendum will be."

The HDP's sister party, however, has raised objections. The Democratic Regions Party, which focuses on local politics, said Sept. 10 that the referendum was "an attempt to choke the Kurdish demand for freedom and status with a tiny nation-statelet." According to the statement, "artificial borders" have divided the Kurds for centuries, and it is important to convene a "national congress" and work for "national unity," which it described as "the only winning road map for Kurds amid the crisis in the Middle East."

The Rights and Freedoms Party, another Kurdish party that is not part of the platform but nonetheless supports the referendum, argues that Turkey should be the first country to recognize the independence of Iraqi Kurdistan, stressing the potential of significant economic benefits. "Turkey should recognize Kurdistan's independence before anyone else, which would ensure peace and stability in Turkey as well. Twenty-five million Kurds live in Turkey, and Turkey should take their sensitivities into account," party chair Refik Karakoc said at a Sept. 9 gathering in Diyarbakir. "Kurdistan is also one of Turkey's largest trade areas. Meeting Turkey's oil and gas needs from Kurdistan would be much cheaper. An independent Kurdistan will benefit Turkey both politically and economically."

Turkey's Kurds have had a rough patch in the past two years, marked by devastating clashes between militants of the Kurdistan Workers Party (PKK) and the security forces and then the heavy-handed emergency rule. The referendum in Iraqi Kurdistan has emerged as a glimmer of hope, as many seem to believe that Kurdish statehood across the border would positively affect the standing of all Kurds in the region. Even sympathizers of the PKK, which has had tense relations with the Barzani administration, are supportive of the referendum. As one of them told Al-Monitor, "What matters is that the Kurds have a state — no matter how." ♦

Mahmut Bozarlsan is based in Diyarbakir, the central city of Turkey's mainly Kurdish southeast. A journalist since 1996, he has worked for the mass-circulation daily Sabah, the NTV news channel, Al Jazeera Turk and Agence France-Presse (AFP).



Georges Malbrunot
@Malbrunot

Patrice Franceschi est un écrivain engagé auprès des Kurdes syriens depuis de nombreuses années. Il est à leur côté à Raqqa, où les forces arabo-kurdes combattent Daech.

LE FIGARO. - Raqqa pourra-t-elle être reprise d'ici à fin octobre, comme l'a annoncé l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura ?
Patrice FRANCESCHI. - Le commandement kurde qui dirige la bataille de Raqqa planifie, lui aussi, pour fin octobre la reprise de la ville. Mais la présence de boucliers humains derrière lesquels s'abritent les djihadistes ralentit l'avancée des combattants arabo-kurdes (FDS). Le dernier bastion de djihadistes se trouve dans le nord de la ville, fort d'un millier de combattants, dont 700 étrangers, des Français, des Tunisiens, des Tchétchènes. Ce sont les plus dangereux. Ils refusent de se rendre, empêchent ceux qui voudraient le faire et, surtout, ils empêchent les civils de sortir de leurs immeubles, en les retenant en otages.

Combien reste-il de civils ?

Environ 5 000 dans la partie nord tenue par les djihadistes, c'est-à-dire tout au plus 30 % de Raqqa. Tous les jours, les FDS tentent d'établir des corridors entre les rues où sont localisées des familles pour les faire sortir. Parfois, ça marche, mais souvent, les djihadistes en fusillent quand ils sortent. Parfois encore, les civils en fuite sautent sur des mines, car il y en a partout. C'est assez terrifiant. Sur pratiquement tous les cadavres de djihadistes que les forces arabo-kurdes récupèrent, ils trouvent des téléphones portables. Les djihadistes ont cette manie de filmer tout ce qu'ils font, et notamment leurs exactions. Dans les derniers portables récupérés, on a retrouvé des scènes abominables de djihadistes ayant rattrapé une famille qui tentait de fuir. On les voit les emmener ensuite dans des sous-sols d'immeubles, les filmer en tournant autour, avant de les abattre et de repartir, comme s'ils avaient tué un animal. Il y a des cadavres partout. Quand des djihadistes sont tués, leurs camarades cachent des bombes sous les corps.

Dans quel état se trouve Raqqa ?

Un état épouvantable. La banlieue de Raqqa, constituée de petites maisons basses difficilement défendables, n'est pas trop touchée, car les djihadistes n'ont pas opposé une grande résistance. Mais dès que les forces arabo-kurdes sont rentrées dans la ville, avec de premiers immeubles de quatre ou cinq étages, c'est là que l'on recense d'importants dégâts. Les bâtiments ont été presque totalement détruits, les combats ont eu lieu maison par maison, immeuble par immeuble. L'appui aérien de la coalition internationale est très ciblé, et permet immédiatement après aux FDS de donner l'assaut pour s'emparer des immeubles, mais c'est très sanglant.

L'ONU dénonce des bombardements collatéraux qui ont fait de nombreuses victimes civiles.

Non, cela fait partie de la propagande turque. Tout est fait pour épargner les civils, la précision des



« Sur pratiquement tous les cadavres de djihadistes que les forces arabo-kurdes récupèrent, ils trouvent des téléphones portables. Les djihadistes ont cette manie de filmer tout ce qu'ils font, et notamment leurs exactions. »
ERIC FEFERBERG/AFP

Patrice Franceschi : « Les Kurdes ont capturé des dizaines de djihadistes français »

Selon l'écrivain, Daech ne contrôle plus que 30 % environ de Raqqa, sa « capitale » syrienne, où 5 000 civils au moins sont retenus en otages.

frappes est impressionnante. Ce qui ne veut pas dire que dans une frappe contre des djihadistes aperçus dans un immeuble, il n'y ait pas de victimes collatérales. Mais cela reste marginal.

Les Kurdes ont-ils fait des prisonniers djihadistes ?
Oui, même des Français. Probablement plusieurs dizaines de Français. Quand des djihadistes sont capturés, ils sont livrés aux services de renseignements étrangers qui les interrogent ensuite à Kobané. Ce sont souvent des djihadistes qui se sont rendus - ils sont assez peu nombreux - ou qui ont été capturés alors qu'ils se faisaient passer pour des civils. Il y en a de toutes les nationalités. Les femmes et les enfants, eux, restent au camp d'Aïn Issa (à 50 km au nord de Raqqa, NDLR).

Le sens même du combat de Raqqa n'est pas seulement, comme à Mossoul, d'en finir avec Daech, il s'agit aussi d'engager un processus d'autonomie dans une fédération kurde

Comment des Kurdes pourraient-ils gérer Raqqa, une ville arabe ?

Les FDS, c'est 60 000 hommes ; dont presque la moitié d'Arabes, mais aussi des Tcherkesses, des Turkmènes, des yazidis et de nombreuses femmes. Ce sont les Arabes qui sont en première ligne, et ce sont les Kurdes qui donnent les assauts finaux, faute d'expérience chez les Arabes. Mais les Arabes sont fiers d'être en première ligne. Ils pourront dire que c'est grâce à eux si Raqqa a été libérée. Dans chaque ville libérée, les Kurdes créent les conseils civils pour gérer la cité dans l'après-Daech. Mais le sens même du combat de Raqqa n'est pas seulement, comme à Mossoul, d'en finir avec Daech, il s'agit aussi d'engager un processus d'autonomie dans une fédération kurde.

Une fois Raqqa libérée, les Kurdes redoutent-ils d'être lâchés par leurs alliés américains ou français ?

Les Kurdes ont reçu des garanties que les Américains maintiendraient leur soutien après Raqqa. Les Kurdes craignent, en revanche, que, sous la pression du lobby turc, la France ne réduise son aide militaire et politique. Les Kurdes ont besoin d'un pays comme la France qui n'est pas aligné sur les États-Unis. Les intérêts sécuritaires de la France coïncident avec ceux des Kurdes dans la problématique de l'islamisme au Moyen-Orient. ■

Cette brigade afghane qui défend Bachar

Piégés. L'Iran porte à bout de bras le régime de Damas en fournissant armes et finances, mais aussi des combattants chiites afghans.

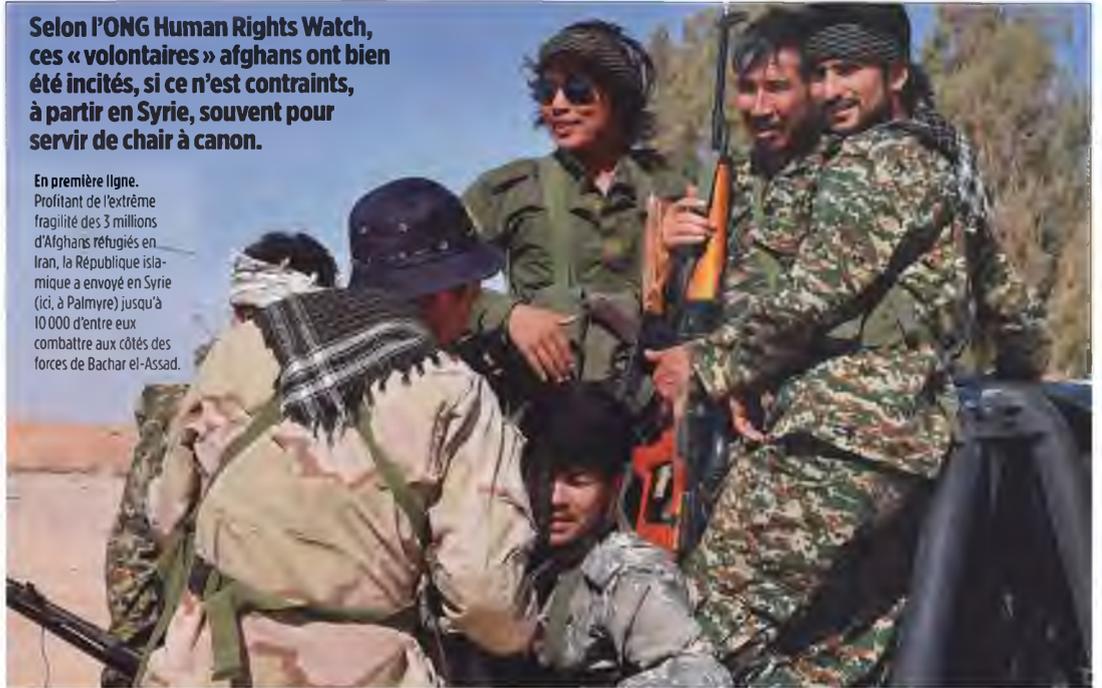
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN
ARMIN AREFI

Un soleil de plomb frappe le Paradis de Zahra, le plus grand cimetière de Téhéran. En cette fin de semaine, de nombreuses familles ont bravé la chaleur étouffante pour venir se recueillir sur la tombe de leurs défunts. Au cœur du « quartier 50 », se dressent les sépultures, imposantes, des « défenseurs du mausolée de Zeinab ». C'est ainsi que les autorités appellent les « volontaires » iraniens tombés sur le front syrien. Depuis le début du conflit, l'Iran a envoyé en Syrie des milliers de « conseillers », membres du corps d'élite des gardiens de la révolution, pour aider l'armée syrienne à mater la rébellion. Au moins 507 d'entre eux l'ont payé de leur vie. Non loin de l'espace réservé aux « héros » iraniens, une rangée d'arbustes cache une allée oubliée. Les tombes se succèdent pourtant en nombre. Les pierres sont bien plus rudimentaires. Certaines sépultures ne sont recouvertes que de terre. Les familles aussi se font plus discrètes. Leurs membres ont pour la plupart les yeux bridés : elles sont d'origine afghane.

Une femme en tchador dépose des pétales de fleur sur la tombe du « martyr » Hassan Salimi. C'était son mari. Il est décédé en ■■■■ avril 2016, à Palmyre, en Syrie. Gravée sur la stèle, une photo le représente posant fièrement en treillis devant le mausolée de Zeinab, la fille d'Ali, premier imam chiite. C'est pour protéger ce tombeau situé près de Damas et menacé de destruction par Daech que l'Afghan aurait rejoint la Syrie il y a trois ans. « Il avait fait un rêve, ra-

Selon l'ONG Human Rights Watch, ces « volontaires » afghans ont bien été incités, si ce n'est contraints, à partir en Syrie, souvent pour servir de chair à canon.

En première ligne. Profitant de l'extrême fragilité des 3 millions d'Afghans réfugiés en Iran, la République islamique a envoyé en Syrie (ici, à Palmyre) jusqu'à 10 000 d'entre eux combattre aux côtés des forces de Bachar el-Assad.

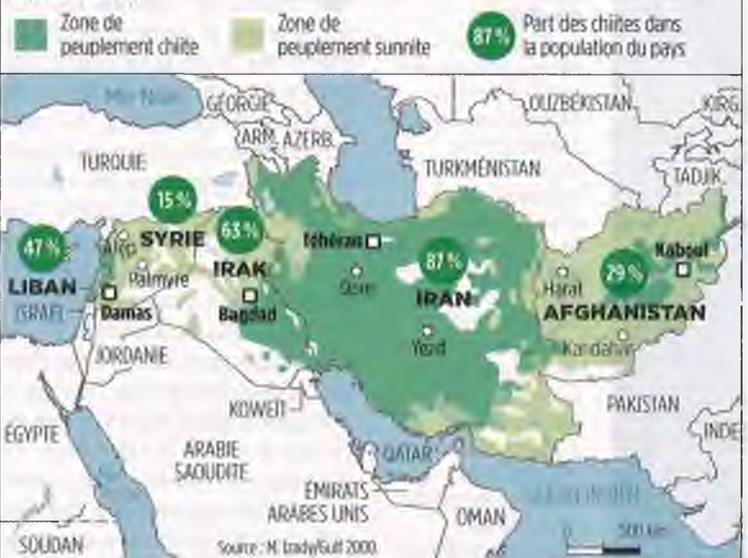


Le dispositif iranien en Syrie

La République islamique a envoyé en Syrie dès 2011 plusieurs milliers de gardiens de la révolution (dont 507 sont morts) pour former les forces de sécurité. A partir de 2013, ils ont encadré au sol de 5 000 à 8 000 combattants du Hezbollah libanais (1 339 morts), et jusqu'à 10 000 soldats chiites afghans de la brigade Fatemiyoun (732 morts). Plusieurs centaines de miliciens chiites pakistanaï (144 morts) et irakiens (94 morts) opèrent également sous leurs ordres. Outre l'aide militaire, Téhéran a accordé à Damas 5,6 milliards de dollars de ligne de crédit depuis 2013. Source : Ali Alfoneh, chercheur à l'Atlantic Council.

MIKHAIL VOSKRESENSKIY/SPUTNIK

L'arc chiite



conte sa femme, Massoumeh, 26 ans. La sainte Zeinab lui demandait de venir la défendre. Il m'a alors annoncé qu'il devait se rendre en Syrie.» Hassan Salimi n'est pas le seul à avoir succombé aux appels de la sainte. Pour sauver son allié Bachar el-Assad, l'Iran a encouragé dès 2013 des milliers d'Afghans chiites, membres de la minorité hazara, à combattre au Levant. « Nous n'avons jamais forcé quiconque à se battre, se défend un haut responsable iranien sous couvert d'anonymat. Les

Afghans ont décidé d'eux-mêmes de participer à la lutte contre le terrorisme.» Pourtant, d'après un rapport de l'ONG Human Rights Watch, ces « volontaires » afghans ont bien été incités, si ce n'est contraints, à partir en Syrie, souvent pour servir de chair à canon.

Dénuement. La tombe du martyr Hassan Salimi est surplombée d'un drapeau jaune à l'effigie de la brigade Fatemiyoun, du nom de la fille du prophète Mahomet. Créée

en 2014 par les gardiens de la révolution iraniens, cette milice chiite est exclusivement composée de combattants afghans. Comptant jusqu'à 10 000 membres, elle représente aujourd'hui le plus gros contingent étranger de forces pro-Bachar el-Assad, devant le Hezbollah libanais. Encadrés par des généraux iraniens, les deux groupes ont été les principaux acteurs, au sol, de la reprise de la ville d'Alep fin décembre 2016. Mais cette « reconquête » s'est faite au prix de nombreuses victimes : au moins 732 membres de la brigade Fatemiyoun ont péri en trois ans. Derrière la pierre tombale du martyr Salimi surgissent deux enfants, Mohammad-Reza, 11 ans, et Amir-Hossein, 4 ans : ses deux fils. L'aîné tend son portable et fait défiler une vidéo. Un bulldozer déblayaie le sable du désert syrien pour ériger une barricade. « *Mon père voulait sauver soixante combattants pris en otages, s'enflamme le garçon. C'était l'un des seuls à accepter d'y aller.* » Les secondes s'égrènent sur l'écran. Le véhicule est la cible d'une roquette RPG lancée par des djihadistes de Daech. Frappée de plein fouet, la machine s'embrase. « *Il me disait qu'il combattait au sein de l'armée de l'imam Ali, murmure sa femme. La veille de son départ, il m'a prévenue : "Prends soin des enfants, car je ne retournerai jamais en Iran."* » Originaire de Kandahar, la famille Salimi a fui l'Afghanistan en guerre il y a dix ans. Sans papiers ni ressources, elle a cédé à la promesse d'un salaire et d'une carte de résident pour chaque combattant afghan et sa famille. « *Mon mari était payé 2,8 millions de tomans par mois (667 euros) en Syrie* », affirme Massoumeh. A sa mort, les autorités iraniennes ont consenti à un geste. Elles ont versé à sa veuve 2 millions de tomans (476 euros) et lui ont délivré des papiers, ainsi qu'à ses enfants. La relève du martyr Salimi est déjà assurée. Embrassant le portrait de son père, le petit Amir-Hossein dit vouloir combattre à son tour en Syrie. Ses nuits, pourtant, sont perturbées par des cauchemars récurrents. « *Il rêve toujours de son père et se réveille en pleurant, raconte sa mère. Puis il rigole et nous annonce : "Papa va bientôt rentrer."* »

Pour prendre la mesure du dé-

« Il s'agit de manipulation d'individus qui ignorent tout de leur sort. Si mes compatriotes acceptent, cela n'a rien à voir avec la religion. » Moshtaba, 19 ans



Martyr. Massoumeh Salimi pose un fusil orange sur la tombe de son mari, Hassan Salimi, décédé à l'armée le 24 avril 2016. Le combattant afghan de la brigade Fatemiyoun Massoumeh Salimi, 26 ans, et ses deux enfants, de 11 et 4 ans. Si elle a refusé d'obtenir une carte de résident pour le couple, la famille Salimi vit dans le même quartier, mais à l'écart de la ville.

nuement total dans lequel sont plongés les Afghans d'Iran, il suffit de se rendre sur la place Haftah Tir, au centre de Téhéran. Malgré les 35 degrés à l'ombre, une dizaine de jeunes sont accroupis sur le trottoir devant un étal de marchandises disposé sur le sol. Parmi eux, Moshtaba*, adolescent au visage sale, vend des robes pour fillette à 15 000 tomans pièce (3,60 euros). Agé de 19 ans, ce garçon est originaire de la ville afghane de Harat, qu'il a quittée il y a six mois, en traversant les monts iraniens du Khorassan. Travaillant sept jours sur sept, de 11 heures à 23 heures, il peut gagner jusqu'à 40 000 tomans (9,50 euros). « *Financièrement, je n'avais pas d'autre choix que de venir en Iran, confie-t-il. Autrement, j'aurais bien voulu poursuivre mes études d'ingénieur.* » Affalé sur une moto, un homme d'une trentaine d'années interrompt soudain le vendeur ambulancier. « *Cesse ta conférence et lève-toi* », ordonne-t-il. Il s'agit manifestement de son patron, et il est iranien. Exploité de son

plein gré, le jeune Afghan espère réunir assez d'argent pour rentrer chez lui et se marier. Hors de question en revanche de céder à l'appel de la Syrie. « *Il s'agit de manipulation d'individus qui ignorent tout de leur sort, s'emporte-t-il. Si mes compatriotes acceptent, cela n'a rien à voir avec la religion.* »

Mais que fait le gouvernement afghan, lui qui s'oppose à ce que ses citoyens partent combattre en Syrie ? Située près de l'ancienne mosquée Mossala de Téhéran, l'ambassade d'Afghanistan est chaque jour prise d'assaut par des dizaines de réfugiés en mal de soutien. Le portillon en métal ouvre

Les Afghans d'Iran

Louée par l'Onu pour sa générosité, la République islamique accueille un million de réfugiés afghans. Problème : en raison du prix du visa et de l'obligation, jusqu'à peu, d'entrer en Iran par voie aérienne, deux autres millions d'Afghans séjournent illégalement dans le pays. Ne bénéficiant

d'aucun papier d'identité, la majorité vit de petits métiers. Parlant le persan, ils sont souvent victimes de racisme. En 2015, le guide suprême iranien a lancé une vague sans précédent de scolarisation de jeunes Afghans sans papiers.

sur un hall sombre et poussiéreux : la salle est bondée, l'air irrespirable, le brouhaha permanent. « *Ouvrez-moi, c'est juste pour un document !* » s'impatiente un homme en sueur en cognant à la vitre du guichet. Face à lui, l'employé ne daigne même pas lever les yeux. A l'étage, une porte dérobée s'ouvre enfin. Elle conduit à une pièce bien plus reluisante, où trône un portrait de feu le commandant Massoud. « *Le problème des réfugiés afghans est le coût trop élevé du visa – environ 300 euros – pour l'Iran, explique Mohammad Asef Darzabi, deuxième secrétaire de l'ambassade chargé de l'accueil des réfugiés. Malheureusement, cela encourage certains à recourir à des voies illégales, moins chères, mais dangereuses.* » Visiblement éreinté par l'immense masse de dossiers, ce jeune diplomate assure tout faire pour venir en aide à ses concitoyens. « *La difficulté est que les réfugiés illégaux ont le plus grand mal à fournir des documents officiels permettant de les identifier* », affirme-t-il. Mais à l'évocation du nom Fatemiyoun, les visages se figent dans le bureau. « *Nous ne sommes pas au courant* », assure un collègue. Une fois l'officiel sorti, le deuxième secrétaire se montre plus loquace.

« *Ceux qui partent en Syrie n'ont aucune relation avec nous et ne le font pas par la voie légale.* »

Il est pourtant relativement aisé de rencontrer des combattants afghans de retour de Syrie. Ils flânent souvent dans le quartier populaire de Rey, aux abords du mausolée de Shah-Abdol-Azim, dans le sud de Téhéran. En cet après-midi du mois de ramadan, deux jeunes se protègent du soleil à l'ombre d'un kiosque à journaux fermé. Discrètement, ils sortent deux pains et un fromage liquide, quand le coup d'œil trop insistant d'un journaliste bouscule leurs plans. Ils se lèvent brusquement et accélèrent le pas, avant de s'abriter derrière les toilettes publiques d'un jardin municipal. Mohsen* n'a pourtant rien d'un froussard. Il porte autour du cou une plaque argentée, sur laquelle sont gravés deux matricules. Du haut de ses 20 ans, ce jeune homme revient de l'enfer syrien. Né à Behsoud, dans l'est de l'Afghanistan, Mohsen a grandi en Iran. Mais à 18 ans, il a dû abandonner ses études pour subvenir aux besoins de sa famille. Apprenti ouvrier, puis plombier, il a finalement cédé à l'appel du Levant diffusé sur les réseaux sociaux. « *On te demandait de défendre le mausolée de la sainte Zeinab contre Daech, raconte ce musulman chiite qui n'a jamais eu droit à la nationalité iranienne. Je suis ici légalement, insiste-t-il néanmoins. Je possède une carte de résident afghan.* »

Enfer. Première étape vers la Syrie, le jeune homme doit se présenter à la mosquée Keyhan, située derrière le mausolée de Shah-Abdol-Azim. Il est alors pris en charge par des intermédiaires afghans, liés, dit-il, aux gardiens de la révolution. « *Ils ne me croyaient pas quand je leur disais que j'étais majeur. J'ai dû leur montrer ma carte d'identité.* » Les recruteurs lui demandent alors une autorisation écrite d'un membre de sa famille, afin de pouvoir l'identifier en cas de décès. « *Mes parents ont refusé, j'ai donc fourni un faux, comme la plupart des gens ici* », explique-t-il. Une semaine plus tard, le jeune Afghan a rendez-vous au

mausolée de l'ayatollah Khomeyni. Derrière l'édifice au dôme doré, des bus remplis de recrues. La centaine d'Afghans est conduite dans la ville de Yazd pour suivre un entraînement militaire et idéologique dans le camp Shahid

Sadoughi. Inquiets, les parents de Mohsen tentent de le contacter. Mais son portable est déjà éteint. Après vingt jours de formation, l'apprenti combattant est renvoyé à Téhéran. Direction l'aéroport international Imam-Khomeyni. Sur le tarmac, un avion les attend. Ses hublots sont condamnés. Nous sommes en mars 2015.

Deux heures plus tard, l'avion se pose sur la piste d'un aéroport militaire. Les jeunes Afghans sont arrivés à Damas. Leurs parrains iraniens tiennent d'abord parole. Les premières heures au Levant sont consacrées à la visite du mausolée de Zeinab. Son dôme en or resplendit tout autant que celui de Khomeyni. « La plupart des jeunes avaient fait le voyage en raison de leur



Résistant. Front al-Nosra en Syrie. Mohsen, 19 ans, gagne approximativement 5 500 euros par mois. Espérant réussir à Assad (l'ancien) pour retourner en Afghanistan et travailler avec sa famille, il jure ne jamais s'engager en Syrie.

« Ceux qui partent en Syrie n'ont aucune relation avec nous et ne le font pas par la voie légale. »

Un diplomate afghan

croyance », assure Mohsen. *Seuls quelques-uns étaient là pour l'argent.* Le pèlerinage express achevé, les choses sérieuses commencent. Les recrues sont expédiées à Alep, dans le nord-ouest du pays, en proie à de féroces combats entre armée et rebelles syriens. « On se demandait pourquoi ils nous envoyaient là-bas, poursuit le jeune homme, en allumant une cigarette malgré le ramadan. Notre but était de combattre Daech, pas le Front al-Nosra [ex-branche syrienne d'Al-Qaeda,

NDLR]. » En proie au doute, les néophytes finissent pas interroger le religieux iranien qui les accompagne. « Al-Nosra et Daech, c'est pareil, répond le mollah. Tous ces groupes sont contre l'islam. » Durant ses deux premiers mois en Syrie, Mohsen, qui n'avait jamais utilisé une arme, est chargé de protéger la garnison. Il reçoit pour cette mission un salaire de 6 millions de tomans (1 428 euros). Bien plus qu'il n'aurait jamais gagné en Iran.

Un an plus tard, il accepte, cette

fois, d'être envoyé en première ligne dans la ville de Khan-Touman, au sud-ouest d'Alep, reprise en décembre 2015 par l'armée syrienne et ses alliés, dont la brigade Fatemiyoun. « La majorité des Afghans étaient des gens normaux comme moi, raconte le soldat. Les plus expérimentés nous commandaient. Et il y avait quelques Iraniens, qui dirigeaient les opérations. » Son destin bascule le 5 mai 2016 : les forces pro-Bachar el-Assad sont surprises par une offensive rebelle, sur trois fronts différents. « Nous avions conclu un cessez-le-feu [avec les insurgés, NDLR], et nous ne disposons plus de défense aérienne [russe, NDLR] », tente d'expliquer Mohsen. En face, les djihadistes d'Al-Nosra, qui portent de longues barbes et des qamis, percent les lignes loyalistes avec leurs véhicules suicides. D'une violence inouïe, les combats se poursuivent toute la nuit.

Cadavres. Le lendemain matin, Khan-Touman tombe aux mains de la rébellion. Vingt et un soldats afghans ont perdu la vie. Mohsen, lui, a réussi à fuir. Il brandit maintenant son portable. Sur la vidéo, les corps sans vie de ses compagnons d'armes gisent au sol. « Nous étions attaqués. Je ne pouvais pas reculer, se justifie-t-il. Il fallait porter leurs cadavres mais on ne pouvait plus... Ils sont restés là. » Son visage

d'adolescent se referme. Mohsen n'est pas près de repartir sur le front. « Ma famille ne m'autorise plus à y aller, et j'ai repris le travail. » Le jeune homme est pressé. S'il est de retour aujourd'hui dans le quartier de Rey, c'est pour récupérer sa carte de résident afghan. Elle lui a été confisquée il y a deux mois, alors qu'il visitait la ville sainte de Qom. Impossible pour un Afghan, même en règle, de voyager en Iran sans autorisation. Peu importe s'il a servi pour la République islamique. L'ancien combattant allume une autre cigarette et ricane : « Le seul avantage que me procure ma carte est de ne pas être expulsé de Téhéran » ■

* Pour des raisons de sécurité, les prénoms ont été changés.



Survivant. Âgé d'à peine 20 ans, Mohsen brandit son portable. L'ennemi est des deux campagnes militaires à participer dans la région d'Alep. Présents de ses compagnons d'armes, afghans comme lui, il ne peut pas revenir.

« La plupart des jeunes avaient fait le voyage en raison de leur croyance. Seuls quelques-uns étaient là pour l'argent. » Mohsen, combattant

Netanyahu: Israel Supports the Establishment of an Independent Kurdistan

Netanyahu says that while Israel sees the Kurdish guerillas PKK as a terrorist organization, 'it supports the legitimate efforts of the Kurdish people to achieve their own state'

Barak Ravid / Sep 13, 2017
www.haaretz.com

Prim Minister Benjamin Netanyahu said in a statement on Tuesday that Israel supports the establishment of an independent Kurdish state.

Netanyahu's comments come on the heels of a speech given a few days ago by former IDF deputy chief, Maj. Gen. Yair Golan in a Washington conference, in which he expressed support for Kurdish independence and said that the Kurdish PKK fighting Turkey is not a terrorist organization.

"From my personal point of view the PKK is not a terrorist organization, that's how I see it," Golan said. "When you look at Iran in the east, when you look at the instability in the region, a stable and unified Kurdish entity in the middle of this swamp, is not a bad idea."

Golan's speech received a lot of media attention in Washington, Turkey and Iraq – both because



the PKK has carried out thousands of terror attacks against Turkish soldiers and citizens over the years – and because of the intention of the government in Iraqi Kurdistan to hold a referendum on independence this month. The U.S. opposes the referendum and is pressuring the Kurdish leadership in Iraq to back down from the plan.*

"Israel opposed the PKK and sees it as a terror group, as opposed to Turkey that supports the terror organization Hamas," Netanyahu said in

the statement. "While Israel opposes terrorism as a whole, it supports the legitimate efforts of the Kurdish people to achieve their own state."

Netanyahu has voiced support for Kurdish independence in the past. In June 2004, at a speech at the Institute for National Security Studies (INSS) he said the Kurds deserve their own state. However, senior Israeli officials said on Tuesday that Netanyahu's comments reflect the official Israeli policy on the matter in light of the possible referendum.

A number of senior Israeli officials, including the late President Shimon Peres and Defense Minister Avigdor Lieberman, have in the past years expressed support for Kurdish independence. A few days ago Justice Minister Ayelet Shaked said during a conference at the Interdisciplinary Center in Herzliya that "Israel and countries of the West have a major interest in the establishment of the state of Kurdistan. I think that the time has come for the U.S. to support the process."

The Telegraph September 17, 2017

Iraqi leader threatens to 'intervene militarily' if Kurdish independence referendum turns violent



Iraqi Kurds fly Kurdish flags during an event to urge people to vote in the upcoming independence referendum
Credit: AFP



Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi

Jacob Burns, Tunis 17 September 2017
http://www.telegraph.co.uk

Haider al-Abadi, the Iraqi prime minister, has said he is prepared to use military force if the Kurdish region's planned independence referendum results in violence.

Mr Abadi made the remarks in an interview with the Associated Press, saying he would resort to force if necessary to "protect our population".

"If they are threatened by the use of force outside the law, then we will intervene militarily," he said.

He repeated his call for the Kurdish authori-

ties to cancel the referendum, saying they were "playing with fire" and risked inviting other countries to violate Iraqi borders and its constitution.

The referendum is scheduled for September 25 in the three governorates that make up the Kurdish autonomous region and in some disputed areas that are controlled by the Kurdish authorities but claimed by Baghdad.

The United States has urged the Kurds to call off the vote. In a statement released on Friday, the White House called for the Kurdish region to abandon the referendum "and enter into serious and sustained dialogue with Baghdad."

It called the decision to hold the referendum in the disputed areas "particularly provocative and destabilising."

Masoud Barzani, the president of the Kurdish region, has also threatened to use military force should Iraqi forces or militias allied to the government attempt to enter the disputed areas.

The Kurdish authorities have said that they hope the referendum will push Baghdad to create a path for statehood, but Mr Abadi said negotiations to that end were being complicated by the referendum.

The Kurds have repeatedly accused Baghdad of failing to deliver on promises made in previous rounds of talks. ♦

Paramilitary leader warns of “inevitable” civil war after referendum

By Mohamed Mostafa Sep 14, 2017
<https://www.iraqinews.com/>

Najaf (IraqiNews.com) A senior Iraqi paramilitary leader said Thursday that civil war would become “inevitable” in Iraq if Kurdistan Region’s government proceeds with a planned referendum on independence from Iraq.

Hadi al-Ameri, secretary-general of Badr Organization, was quoted by Rudaw network on Thursday saying during a festival in Najaf province that civil war would occur “if escalation continues on the same rate regarding the issue of Kurdistan Region’s referendum”.

He urged world countries to prevent Iraq from “sliding to civil war” by blocking the vote.

Badr Organization is a major component of

the Popular Mobilization Forces, the Shia-led alliance of paramilitary troops fighting Islamic State militants alongside the Iraqi government. PMF leaders have warned against Kurdistan’s proceeding with the vote slated for September 25th, with a number of leaders threatening to use force and view Kurdistan as an enemy if secession is chosen.

Since it declared the date of the referendum, the Kurdish government has defied calls from Baghdad to postpone the measure. Baghdad has maintained that the planned poll was unconstitutional, and a political crisis erupted when Kurds included oil-rich Kirkuk, a disputed territory, as a voting constituency.

Kurdistan gained autonomous governance based on the 2005 constitution, but is still considered a part of Iraq. The region was created in



1970 based on an agreement with the Iraqi government, ending years of conflicts. ■

Netanyahu Finally Supports a Two-State Solution — In Iraq

By Rhys Dubin
 September 13, 2017
<http://foreignpolicy.com>

Iraqi Kurdistan’s quest for independence hasn’t gotten much international support so far. But on Wednesday, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu made growing Israeli backing for an independent Kurdistan official, turning his government into Erbil’s lone pillar of support.

Israel “supports the legitimate efforts of the Kurdish people to achieve their own state,” the prime minister’s office said in a statement Wednesday. A host of other senior Israeli officials, including cabinet ministers and a top general, have also recently voiced support for Iraqi Kurdistan’s Sept. 25 independence vote.

Though the referendum will not be legally binding, supporters hope that it will bolster Erbil’s hand in any future negotiations with the central government. Announced in June, the vote is the culmination of years of escalating tension between Erbil and Baghdad over territory, oil revenues, and military supremacy.

For Israel, supporting an independent Kurdistan makes plenty of sense: It’s spent years courting non-Arab allies in the region, and Iraqi Kurds have over the last decade carved out a reputation as tough fighters. This week, a top Israeli general called growing Kurdish identity “the only positive development concerning the destiny of the Middle East,” according to Turkey’s Daily Sabah.

But the Kurdish referendum has spooked nearly everybody else — including countries who’ve worked hand-in-glove with the semiautonomous



northern Iraqi region, such as Germany, Turkey and the United States

During a visit with Kurdish Regional Government President Masoud Barzani in August, U.S. Defense Secretary James Mattis urged him to emphasize the fight against the Islamic State, and not let other issues distract from that goal.

“Our point right now is to stay focused like a laser beam on the defeat of ISIS,” Mattis told reporters in Erbil.

European Union and Turkish officials have similarly urged the Kurdish government not to hold the referendum. The EU fears the referendum could further destabilize Iraq, while Turkey, which has a sizeable Kurdish population, sees an independent Kurdish state in Iraq as a potential Pandora’s box that could further unsettle its own Kurdish minorities. (Fears of Kurdish irredentism have fueled Turkish intervention across the border in Syria, too).

In contrast, Israel has maintained covert military, intelligence, and business relationships with Kurdish communities in Iraq since the 1960s — primarily as a buffer against its Arab

adversaries throughout the region.

“This was based on an old policy that Israel had called the ‘periphery policy,’” Natan Sachs, director of the Center for Middle East Policy at the Brookings Institution told Foreign Policy. “Since Israel faced hostility from the Arab world, it would seek non-Arab allies in the region. The Kurds were part of this,” he said.

That dynamic has continued on to the present day, Sachs says, though it has grown increasingly complex as Israel’s relationships with various regional powers have improved over the years.

Turkey plays a unique role in this situation.

Though relations between the two countries have improved recently — after the 2008-9 conflict in the Gaza Strip strained the relationship and a 2010 Israeli attack on a Turkish aid flotilla to the enclave furthered the rift — they are still rocky and unpredictable.

Now, Netanyahu finds himself balancing his country’s relationship between the two sides. Israel therefore feels like it has less to lose in potentially angering Ankara.

“Before, Israel wouldn’t have done this [endorse the referendum], or at least they would have been more careful about Turkish opinion,” Sachs said. “Now, while relations have returned to a normal posture, there’s no expectation of warmth.”

Both the Israeli and Iraqi Embassies in Washington and the Kurdistan Regional Government representation in the United States were unavailable for immediate comment. ♦

Iraq VP warns against 'second Israel' in Kurdistan

By Afp 17 September 2017
<http://www.dailymail.co.uk>

An Israeli flag is waved alongside Kurdish flags during an event in Iraqi Kurdistan's capital of Arbil to urge people to vote in a September 25 independence referendum

An Iraqi vice president warned Sunday that Baghdad would not tolerate the creation of "a second Israel" after the Jewish state became the only country to support a planned Kurdish independence referendum in northern Iraq.

The leaders of autonomous Iraqi Kurdistan must "call off the (September 25) referendum that is contrary to the constitution and does not serve the general interests of the Iraqi people, not even the particular interests of the Kurds", said Vice President Nuri al-Maliki.

"We will not allow the creation of a second Israel in the north of Iraq," Maliki, a Shiite former prime minister, said at a meeting with US ambassador Douglas Silliman, in a statement released

by the vice president's office.

A country set up on a religious or ethnic base, like the Jewish state established in 1948, would not be acceptable, Maliki said.

He warned that an independence vote would have "dangerous consequences for the security, sovereignty and unity of Iraq", and called for dialogue between Baghdad and the Kurdish Regional Government in the northern city of Erbil.

As opposed to Muslim countries in the region as well as the United States and Western allies, Israel has come out in apparent support of the referendum.

On Tuesday, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu backed the Kurds' aspirations for a state of their own, without specifically referring to the autonomous Kurdish region in northern Iraq.

"While Israel rejects terror in any form, it supports the legitimate efforts of the Kurdish peo-



An Israeli flag is waved alongside Kurdish flags during an event in Iraqi Kurdistan's capital of Arbil to urge people to vote in a September 25 independence referendum

ple to attain a state of its own," a statement from his office said.

An Israeli flag was flown alongside Kurdish flags at a rally in Arbil on Friday in support of the referendum.

The United Nations has urged Iraqi Kurdish leader Massud Barzani to drop plans for the controversial referendum and enter internationally-backed talks with Baghdad aimed at reaching a negotiated deal within three years. ■

President of Iraqi Kurdistan says 'its our right to seek independence'

Masoud Barzani says he wants to reach an agreement with Baghdad after the vote that takes place on September 25

Mina Aldroubi September 11, 2017
<https://www.thenational.ae>

The president of Iraqi Kurdistan warned Baghdad's central government of plans to draw "new Kurdish borders" if it does not accept its referendum vote.

"Its our right to seek independence, this is the first time in history that people in Kurdistan will freely decide their future," Masoud Barzani told the BBC.

Baghdad's central government rejects the vote calling it "unconstitutional", while Washington, Tehran and Ankara have pressed the Kurds to postpone the poll. They claim the referendum will distract from the fight against ISIL and will spark further instability in the region.

Despite the pleas, Kurdistan's regional government urges it will press ahead with the vote plans.

"When have we ever had stability and security in this region that we should be concerned about losing it? When was Iraq so united that we should be worried about breaking its unity? Those who are saying this are just looking for excuses to stop us," Mr Barzani said.

The Kurdish president confirmed he wants to reach an agreement with Baghdad after the vote that takes place on September 25.

"After the vote, we will start talks with Baghdad, to reach an agreement over border,



President of the Iraqi Kurdistan Region Masoud Barzani receives Secretary-General of the Arab League Ahmed Abul Gheit in Erbil. EPA/GAILAN HAJI

water and oil. We will take these steps and if they don't accept them, that will be another matter," Mr Barzani said.

Voting will take place both in the semi-autonomous Kurdistan region and in areas that are still disputed such as Kirkuk, which is home to Iraqi Arabs, Turkmen, Christians and Kurds, and is claimed by both Baghdad and the Kurdish Regional Government in Erbil.

"If people of Kirkuk vote 'No' in this referendum we will respect their vote. We don't accept that anyone can prevent us from holding a referendum there," Mr Barzani said.

The governor of Kirkuk, Negm Al Din Karim, said on Monday that the referendum vote will "not affect the historic coexistence among the people of the province."

Mr Barzani cautioned that "if any group wants to change the reality of Kirkuk using force, they should expect that every single Kurd will be ready to fight over it."

Meanwhile, Iraqi Turkmen political parties in Kirkuk reiterated their opposition calling supporters to boycott the poll. Ershad Salihi, head of the Iraqi Turkmen Front said that the vote is "a tool being used against the region's Turkmen."

On Sunday, the head of the Arab League Ahmed Abul-Gheit held talks with Mr Barzani in Erbil.

Mr Abul-Gheit said that the "longstanding disputes between Baghdad and Erbil should be resolved through dialogue", and urged Mr Barzani to delay the much contested vote.

The Iraqi prime minister is planning to visit Ankara to hold talks with Turkey's Foreign Minister Mevlut Cavusoglu, who visited Baghdad last month.

Haider Al Abadi is expected to discuss the Kurdish referendum with Mr Cavusoglu. ●

Bagdad menace de recourir à la force contre les Kurdes

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
ENVOYÉ SPECIAL À BAGDAD

Le pouvoir irakien veut empêcher la tenue d'un référendum sur l'indépendance dans les trois provinces autonomes kurdes.

IRAK À peine la menace djihadiste recule-t-elle en Irak qu'un autre danger affleure : lundi prochain, les Kurdes des trois provinces autonomes du nord du pays ont prévu de tenir un référendum sur leur indépendance. La plupart de leurs leaders répètent qu'ils n'ont pas « d'autre choix » pour garantir les droits des Kurdes - entre 15 et 20 % de la population irakienne -, durement réprimés par le régime de Saddam Hussein, jusqu'à sa chute en 2003. Même s'il ne s'agit que d'une étape en vue d'une lointaine indépendance, la consultation menace l'unité d'un pays déjà fragmenté.

Conforté par l'opposition de la communauté internationale à ce référendum, le gouvernement central de Bagdad est vent debout et se fait menaçant. « Quand j'ai parlé aux ambassadeurs européens de cette question, affirme au Figaro Hadi al-Ameri, le tout-puissant chef de la Mobilisation populaire, qui participe à la guerre contre Daech, je leur ai dit que si on ne peut pas empêcher Massoud Barzani (le président du Parlement autonome kurde, NDLR) de tenir le référendum, la confrontation sera certaine. On ne pourra pas éviter la guerre. »

Alors que le Parlement kurde - qui ne s'était pas réuni depuis deux ans - a ratifié le référendum (par 65 voix sur 68 présents, 43 députés étant absents), le Parlement central à Bagdad l'a rejeté, son président, Salem Jabouri, demandant au premier ministre Haidar al-Abadi de « prendre toutes les mesures pour protéger l'unité de l'Irak ». Samedi, al-Abadi, à son tour, a francé les sourcils, déclarant que « si la population irakienne était menacée par l'usage de la force en dehors de la loi, nous interviendrons militairement » contre les Kurdes.

Ces derniers prévoient de tenir la consultation dans leurs trois provinces autonomes, mais aussi à la périphérie de celles-ci dans des « zones disputées » avec Bagdad que les Kurdes contrôlent, depuis le blanc-seing donné par les Américains en 2003. Et c'est là que réside le principal danger de confrontation, notamment dans la riche province pétrolière de Kirkouk, que les Kurdes ont encore conquise lors de l'avancée de Daech en juin 2014, sans laquelle leur rêve d'indépendance n'est pas viable. « Tenir le référendum dans les zones disputées est particulièrement provocateur et déstabilisant », a averti vendredi la Maison-Blanche, qui appelle Massoud Barzani à renoncer au référendum et à

entrer en négociations avec Bagdad. « Un référendum à Kirkouk et dans toutes les zones disputées est une ligne rouge », gronde Hadi al-Ameri. Selon l'ancien chef de la milice chiite Badr, entraînée et formée en Iran jusqu'à la chute de Saddam Hussein, « les Kurdes agissent en contradiction avec la Constitution irakienne. Les habitants des zones disputées sont désarmés. Des Turkmènes, des Yazidis, des Arabes et des Shabaks refusent le référendum. »

La semaine dernière, le Parlement irakien a démis de ses fonctions le gouverneur kurde de Kirkouk, qui a rejeté cette décision. Le danger de confrontation est accru par la présence dans ces zones, non loin des combattants kurdes, de militaires chiites déployés à la faveur de la guerre contre Daech. Massoud Barzani exige, depuis des mois, leur départ. « Pas question », répond Hadi al-Ameri, arguant que le combat antidjihadiste n'est pas terminé. « Face à la décision prise par Barzani de déployer les pechmergas dans ces zones, le gouvernement irakien entrera en confrontation avec les Kurdes, c'est inévitable », prévient Hadi al-Ameri.

Pour éviter que la guerre des mots ne dégénère en affrontements, Américains, Britanniques, Français, mais aussi Iraniens et Turcs ont multiplié les pressions sur Barzani. Pour Washington, l'initiative kurde remet en cause la guerre, bien

avancée contre Daech, après les victoires à Mossoul et Tal Afar, alors que le prochain front sera précisément dans cette province disputée de Kirkouk, à Hawija, à 70 km plus à l'est. Mais alors que les forces irakiennes ont pris position non loin de Hawija, al-Abadi a d'ores et déjà demandé aux Kurdes de ne pas s'en approcher. En riposte, des renforts de pechmergas se seraient déployés dans d'autres secteurs de cette province de tous les dangers.

De leur côté, les voisins turcs et iraniens des Kurdes redoutent que ce référendum attise les appétits séparatistes de leurs propres minorités kurdes. Téhéran dispose de relais au sein des Kurdes irakiens, divisés sur

cette initiative jugée dangereuse par certains, compte tenu de leur isolement. « Les Kurdes vont quand même trop loin », regrette Hamid, un Irakien.

Le premier ministre espère encore que le dialogue évitera la confrontation avec Massoud Barzani, qui compte utiliser le oui attendu au référendum pour consolider sa position dans des négociations avec Bagdad sur un divorce. Mais Haidar al-Abadi est sous pression. « Jusqu'à maintenant, nous avons réfréné la Mobilisation populaire d'attaquer, mais ça ne durera pas toujours », aurait confié l'Iranien Qassem Soulaïmani, tout-puissant patron de la Force al-Qods, à un responsable kurde irakien. ■



Des Kurdes favorables à l'indépendance du Kurdistan, devant le Parlement kurde à Erbil, vendredi. SAFIN HAMËD/AFP

65
sur 68

Nombre de voix
du Parlement kurde
qui a ratifié
le référendum

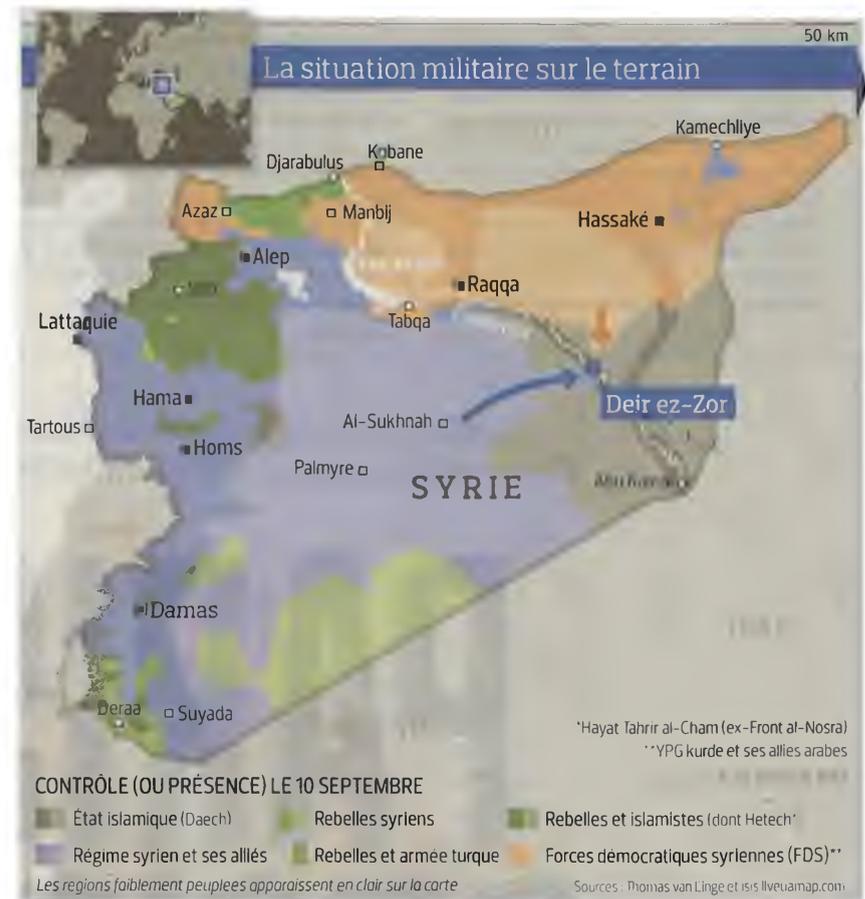
En Syrie, le régime à l'assaut de Deir ez-Zor

Les loyalistes et leurs alliés ont avancé dans cette ville stratégique tenue par Daech. Mais les Kurdes s'en rapprochent aussi.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MOYEN-ORIENT Qui va reprendre à Daech Deir ez-Zor, cette ville stratégique de l'Est syrien sur l'Euphrate ? Forces gouvernementales syriennes, épaulées par la Russie, et combattants arabo-kurdes, appuyés par les États-Unis, sont lancés dans une course contre la montre pour déloger l'État islamique (EI) de la ville, et s'ouvrir la route vers d'autres cités plus à l'est sur l'Euphrate en direction de l'Irak, encore aux mains des djihadistes. Dans cette course pour contrôler une province riche en pétrole et en gaz - la dernière encore sous le joug de l'État islamique en Syrie - les troupes de Bachar el-Assad ont incontestablement marqué des points, depuis une semaine.

Jusqu'à début septembre, l'armée ne contrôlait que trois poches dans Deir ez-Zor, encerclées depuis trois ans par 2 500 djihadistes, dont de nombreux étrangers. Mardi dernier, après avoir progressé dans le désert en provenance de Palmyre et rouvert les 450 km de l'autoroute Damas-Deir ez-Zor, les loyalistes ont mis fin au siège d'un des secteurs assiégés, dans l'ouest de la ville. Samedi, d'autres soldats, appuyés au sol par des conseillers iraniens, des miliciens chiïtes libanais du Hezbollah et dans les airs par les avions russes, sont parvenus à faire la jonction avec les hommes, assiégés dans le sud de la cité autour de l'aéroport militaire qu'ils défendaient depuis trois ans. Le siège de quartiers voisins a, du même coup, été brisé. Ce qui a mis fin aux pénuries alimentaires dans les secteurs progouvernementaux où vivotaient 90 000 personnes, approvisionnées jusque-là par des avions du régime ou de l'ONU, qui leur larguaient des sacs de vivres. Depuis jeudi dernier, les habitants ont vu arriver une quarantaine de camions du Croissant-Rouge syrien. « Avec le siège, j'avais fermé ma boutique, on ne pouvait pas travailler. Tout était trop cher, com-



ment pouvait-on vendre aux clients ? », explique à l'AFP Haytham, un vendeur de galettes devant sa boutique, où les clients affluent désormais.

Combien de temps Daech peut-il résister ? Un mois ou deux. Guère plus. Mais, depuis samedi, un troisième acteur s'est immiscé dans l'équation : les forces arabo-kurdes (FDS), déjà engagées dans la bataille de Raqqa, à 120 km plus à l'ouest sur l'Euphrate. Une certaine confusion règne toutefois sur leurs intentions. Les FDS vont-elles combattre simplement Daech dans la province de Deir ez-Zor, ou vont-elles élargir leur guerre à la ville éponyme ?

Course le long de l'Euphrate

Selon le chef de leur conseil militaire pour Deir ez-Zor, « la première étape est de libérer la rive orientale de l'Euphrate des secteurs que l'État islamique contrôle encore », affirme à l'agence Reuters, Ahmed Abou Kholeh, qui n'a pas voulu dire si les FDS poursuivraient leur offensive, au-delà de l'Euphrate vers la ville de Deir ez-Zor. Cela étant, dimanche, des combattants FDS, soutenus par Washington, n'étaient plus qu'à 7 km de la ville, après

avoir pris le contrôle d'une colline. Une avancée rapide qui s'explique par le fait que l'est de la province est une région désertique et peu peuplée. S'achemine-t-on vers un affrontement FDS-Damas, et par extension entre Américains et Russes ? « Nous ne savons pas où la bataille va nous mener », reconnaît Ahmed Abou Kholeh, tout en estimant qu'il ne devrait pas y avoir de confrontation directe avec Damas. Les alliés américains des FDS leur ont visiblement rappelé l'existence d'« une ligne de déconfliction » pour éviter tout incident entre les multiples acteurs engagés sur le terrain. « Une ligne de déconfliction passe par le sud de Tabqa et avance en parallèle le long de l'Euphrate, de telle manière que nous puissions maintenir notre priorité, avec les Russes, le régime (syrien, NDLR) et la coalition (...) contre Daech », a assuré le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la coalition, lors d'une conférence de presse au Pentagone jeudi dernier. Les forces pro-Assad progressant « dans la vallée de l'Euphrate, comme à Deir ez-Zor, a ajouté le colonel Dillon, nous allons continuer d'étendre cette ligne plus loin sur l'Euphrate, si nécessaire », c'est-à-dire

plus à l'est en direction de l'Irak, où les djihadistes défaits à Mossoul et Tall Afar ont trouvé refuge, ainsi que dans trois villes, côté irakien de la frontière.

L'Iran en embuscade

Prendre Deir ez-Zor et sa province serait un succès considérable pour Damas et Téhéran. La Syrie reprendrait ainsi ses plus grands champs pétroliers. Quant à l'Iran, il s'assurerait, via ses relais sur le terrain, le contrôle de la frontière syro-irakienne, et au-delà de l'existence d'une continuité territoriale entre la République islamique et le Liban. « Plus l'armée syrienne avance vers l'est, plus elle enclenche un mécanisme de retour vers l'État des tribus », renchérit un commentateur proche de Damas. Mais les Kurdes, aussi, ont réussi à rallier des clans tribaux. « Ce sera tribu contre tribu », nuance l'universitaire et spécialiste de la Syrie, Fabrice Balanche.

Au-delà, le sort de la bataille de Deir ez-Zor soulève deux autres incertitudes. En cas de victoire de Damas, que deviendront les sept bases américaines du nord de la Syrie ? Et quid du projet d'autonomie de leurs alliés Kurdes ? « Nous n'avons pas grand-chose d'autre à faire que de détruire Daech », a averti jeudi Donald Trump. ■



Troupes loyalistes syriennes et soldats pro-Assad fêtent la percée au sud de Deir ez-Zor, entrée principale de la ville syrienne tenue par Daech, le 9 septembre. IMAGE FORUM

Moscou dépêche 175 démineurs sur place

La Russie a annoncé l'envoi de 175 démineurs à Deir ez-Zor, que les forces gouvernementales syriennes vont tenter de reprendre à Daech. Un premier détachement de 40 spécialistes des opérations de déminage est déjà arrivé sur la base aérienne russe de Hmeimim, sur la côte méditerranéenne de la Syrie, précise l'agence

Interfax, qui cite le ministère russe de la Défense. Les autres démineurs devraient arriver au cours des semaines prochaines. Comme à Raqqa, la « capitale » syrienne de Daech, actuellement assiégée par des forces arabo-kurdes, ou à Mossoul, en Irak, tombée en juillet, les djihadistes défendent leurs positions en dissimulant de très nombreux engins explosifs dans les rues ou les appartements, provoquant ainsi d'importantes pertes chez leurs ennemis. Quelque 2 500 djihadistes tiennent Deir ez-Zor, depuis bientôt trois ans. AFP

LE FIGARO

12 septembre 2017

La défiance s'accroît entre Berlin et Ankara

Alors que la Turquie dissuade ses ressortissants d'aller en Allemagne, Merkel assure qu'ils sont en sécurité.

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte
CORRESPONDANT À BERLIN

DIPLOMATIE Les autorités allemandes ont fait état lundi de l'interpellation en Turquie ces dernières semaines de deux nouveaux ressortissants. Si l'un des deux a été relâché, il fait encore l'objet d'une interdiction de sortie de territoire. « Cela peut arriver à n'importe qui », s'est inquiété un porte-parole du ministère des Affaires étrangères en renouvelant un appel à la prudence. Le gouvernement n'est plus très loin de placer la Turquie sur la liste noire des pays à éviter, comme la Syrie ou la Libye : « Si ces arrestations d'Allemands par les autorités turques devraient être une routine quotidienne, alors il serait possible qu'une telle consigne survienne. » Outre le journaliste Deniz Yücel, emprisonné depuis plus de 200 jours, onze autres Allemands sont détenus en Turquie « pour des raisons politiques ».

À deux semaines des élections en Allemagne, la tension ne retombe plus entre Ankara et Berlin. Depuis qu'Angela Merkel s'est prononcée, sous la pression de son challenger Martin Schulz, pour la fin des négociations d'adhésion de la Tur-

quie à l'Union européenne, la situation s'est même dégradée. Pour le président turc Recep Tayyip Erdogan, l'Allemagne se comporterait comme au temps « du nazisme »...

« Une mauvaise plaisanterie »

Depuis dimanche, la Turquie déconseille aussi officiellement à ses ressortissants turcs de se rendre en Allemagne, où ils pourraient être victimes de « racisme ». Ils doivent aussi « éviter les rassemblements publics » qui peuvent être « organisés par des groupes terroristes ». « La campagne électorale (allemande) est dirigée contre la Turquie et a pour but d'empêcher l'adhésion à l'UE », assure Ankara. « C'est une mauvaise plaisanterie », a répondu dimanche soir Peter Altmaier, le directeur de la chancellerie.

Angela Merkel n'a pas tardé non plus à réagir, mais sans savoir sur quel ton se prononcer : « Tous les citoyens turcs peuvent venir chez nous », s'est-elle contentée d'expliquer. De son côté, le candidat du SPD Martin Schulz assume pleinement ses positions. « J'ai beaucoup combattu pour l'entrée de la Turquie dans

l'Union », a rappelé l'ex-président du Parlement européen lundi. Mais Ankara a choisi « la confrontation » et s'est éloignée de l'Europe, a-t-il regretté. Il souhaite aussi que l'Allemagne revienne ses livraisons d'armes à la Turquie. Depuis janvier, 99 autorisations de livraisons ont été délivrées vers le territoire turc pour 25,36 millions d'euros. C'est tout de même moins qu'en 2016, avec 69,32 millions d'euros sur la même période.

Dans son bras de fer avec la Turquie, l'Allemagne n'est pas soutenue par les autres États membres de l'UE. Mise à part l'Autriche, qui réclame aussi la fin des négociations, les autres capitales ont opté pour une attitude moins définitive. « Pour parler franchement, en coupant (les liens), on ne fera pas une bonne affaire », a expliqué vendredi le ministre lituanien des Affaires étrangères Linas Linkevičius. Cela qui ne veut pas dire que l'UE a renoncé à tout moyen de pression : sur les 4,5 milliards d'aide européenne qui devaient être accordés à la Turquie au titre de sa candidature à l'adhésion entre 2014 et 2020, seuls 250 millions ont été débloqués. ■

La Turquie achète des missiles russes

En choisissant le système de défense antiaérienne S-400, Ankara tourne le dos à l'Otan, dont il est membre.

PIERRE AVRIL pavril@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À MOSCOU

DÉFENSE Ce n'est pas encore un renversement d'alliance, mais cela y ressemble de plus en plus. La Turquie, qui possède la deuxième armée conventionnelle de l'Otan, est sur le point de se faire livrer par la Russie, adversaire numéro un de l'Alliance atlantique, des systèmes de défense antimissile S-400, perle de l'industrie militaire nationale. « Les signatures ont été faites pour l'achat de systèmes S-400 à la Russie », a déclaré mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan. Et ce dernier d'enfoncer le clou : « Un acompte a également été versé. » Selon un numéro parfaitement chorégraphié, l'information a été aussitôt confirmée côté russe. « Le contrat a été signé et on se prépare à le mettre en œuvre », a communiqué à l'agence Tass le conseiller militaire du Kremlin, Vladimir Kojine. Cette annonce est effectuée à la veille d'importantes manœuvres militaires russes et biélorusses, baptisées Occident 2017, qui commenceront jeudi aux portes de l'Union européenne, et qui suscitent l'inquiétude de l'Otan. Ainsi, l'Alliance voit ses doutes se renforcer sur la fiabilité de son allié, pourtant considéré comme stratégique.

Actuellement, la défense aérienne turque est totalement dépendante de l'architecture occidentale, en particulier sur la base d'Incirlik, dans le sud-est du pays, gérée par l'Alliance et équi-

« Le contrat a été signé et on se prépare à le mettre en œuvre »

COMMUNIQUÉ DE VLADIMIR KOJINE,
CONSEILLER MILITAIRE DU KREMLIN

pée de missiles Patriot sol-air de fabrication américaine. Piloté par Washington, le dernier déploiement de ces engins, en 2013, avait été dicté par les menaces que faisaient peser les bombardements syriens sur le territoire turc. De même le Pentagone a-t-il supervisé l'installation de radars américains dans la province de Malatya, à la frontière avec l'Iran. Enfin, par des financements américain et allemand, des avions radar Awacs opèrent à partir de la base de Konya, en Anatolie centrale. Désormais, a déclaré le président Erdo-



Défilé de véhicules militaires équipés du système antiaérien S-400 sur la place Rouge, à Moscou, le 9 mai 2015. SERGEI KARPUKHIN/REUTERS

gan sur un ton de défi aux Occidentaux, « nous prenons seuls les décisions relevant de notre indépendance », ajoutant que le contrat avec les Russes relevait de « l'intérêt stratégique » de son pays.

Les S-400 sont dotés d'un rayon d'action évalué à près de 400 kilomètres, bien supérieur aux cent kilomètres, limite maximale affichée par les Patriot. Ces derniers « opèrent dans une position stationnaire et se meuvent lentement, à la différence de nos engins qui sont très rapidement mobiles dans leur périmètre d'intervention. Leur suprématie est incontestable », claironne l'expert militaire russe Viktor Mourakhovski. Dès le mois de juillet, le chef du Pentagone, James Mattis, avait alerté son partenaire turc sur la « compatibilité opérationnelle du système de l'Otan et du système russe ». Les inquiétudes pointent également quant à la future localisation géographique de ces batteries. Les experts russes balaient cet argument en rappelant que, déjà en 2007, la Grèce, également membre de l'Otan, avait hérité de la Russie des systèmes antimissiles S-300 - une génération antérieure. Le contrat était initialement destiné à Chypre.

Mais avec la Turquie, dont les relations avec le voisin russe ont toujours été chaotiques, le contrat prend une tout autre dimension géopolitique. Après que l'aviation turque a abattu un avion russe en novembre 2015, les relations entre les deux puissances se sont spectaculairement réchauffées. « Aujourd'hui, il s'agit d'abord d'une victoire diplomatique de la Russie, dont le but constant est d'affaiblir l'Otan. Dans

la mesure où les forces aériennes turques, lourdement purgées après le coup d'Etat, seront incapables de faire fonctionner seules ces S-400, cela signifie que Moscou enverra sur place 100 à 200 militaires. Par la suite, le Kremlin va s'infiltrer à un haut niveau dans le système de défense turc », s'inquiète Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'UE à Ankara et analyste au centre européen de Carnegie.

Néanmoins, plusieurs inconnues pèsent sur l'exécution du contrat - notamment suspendue à l'octroi d'un prêt par Moscou à Ankara -, dont on ne connaît ni le montant ni les modalités. Il reste des « subtilités techniques » à régler, confirme le conseiller du Kremlin Vladimir Kojine. Moscou redoute que des transferts de technologie puissent fuiter et profiter à l'Otan, alors que la Turquie insiste sur cet aspect du contrat. Avant la Russie, Ankara avait déjà négocié avec la Chine la livraison de missiles sol-air HQ-9. Mais, faute de transferts de technologie adéquats, Erdogan avait fait annuler en 2015 ce contrat de près de 3 milliards d'euros. ■

Independence beckons Kurds



Men bought and sold prayer beads last month in front of the citadel in Erbil, a Unesco World Heritage site, in the Iraqi Kurdistan region.

BARZAN, IRAQ

Referendum in Iraq is seen as historic step, but powers in the region are opposed

BY TIM ARANGO

A pair of rusted eyeglasses, a grimy antique watch, torn bank notes and old identification cards.

These simple items on display at a museum here in northern Iraq, dug from a mass grave of Kurdish tribespeople massacred by Saddam Hussein's henchmen, help explain why there is little doubt about how Kurds will vote in a referendum this month on independence from Iraq.

"How could the international community expect us to be part of Iraq after these crimes?" said Khalat Barzani, who is in charge of the museum that memorializes the deportation and killings of thousands of Kurds in 1983.

Even if the outcome is a foregone conclusion — nearly every Kurd holds dear the dream of statehood — the vote in Iraqi Kurdistan represents a historic moment in the Kurds' generations-long

struggle for political independence.

Numbering about 30 million people spread across four countries — Iraq, Syria, Turkey and Iran — the Kurds are often described as the world's largest ethnic group without their own homeland. Iraqi Kurdistan, an oil-rich enclave in northern Iraq, may be their best hope yet.

The referendum's approval would start the process of turning the autonomous region into an independent state.

But outside of Kurdistan, every major player in the neighborhood opposes the vote, which could break up Iraq and further destabilize a volatile, war-torn region.

Baghdad has indicated that it would not recognize the results.

Across the border in Turkey, officials worry that Kurds declaring independence in Iraq would inflame the separatist sentiments of Kurds in Turkey. Turkey has opposed the referendum and warned that it could lead to a new civil war in Iraq.

American officials, concerned that it would hobble the fight against the Islamic State group, have urged the Kurds to delay the vote. An open rift between Baghdad and Kurdistan could end the cooperation between Iraqi and Kurdish forces, which is seen as critical in the

campaign to defeat the Islamic State. Kurdish secession would also deprive the United States of one of its primary goals since it invaded this country: keeping Iraq intact.

Iran, the pre-eminent foreign power in Iraq, with its close ties to the Shiited government in Baghdad and Iraqi Shiite militias under its control, has emphasized that its priority is maintaining the unity of Iraq.

Without the support of neighboring countries, the vote could backfire, failing to achieve independence and becoming another lost opportunity for a long-suffering people.

It also could set off violence in disputed areas like Kirkuk, a multiethnic city under Kurdish control that has long been contested between the Iraqi central government and the Kurdish authorities.

"Having a referendum on such a fast timeline, particularly in disputed areas, would be, we think, significantly destabilizing," Brett H. McGurk, President Trump's envoy to the international coalition battling the Islamic State, said in July.

But the Kurdistan Regional Government says the vote will go forward as scheduled on Sept. 25, and will be binding. Assuming it passes, Kurdish officials say, it will set in motion a formal breakaway process, including negotiations with the Iraqi government and a diplomatic push to win the support of regional powers.

"If you look at our history, we have been mistreated throughout history," said Masrour Barzani, the chancellor of the Kurdistan Region Security Council and the son of the region's president, Massoud Barzani, who is leading the drive for sovereignty. "We as a nation have every right to self-determination."

He added, "We believe it is the right time" to seek independence.

Many believe it is only a matter of time before the Kurds have their own state.

"The final destination is clear — it is independence," said Peter W. Galbraith, a former American diplomat who has close ties to the Kurdish leadership. "By announcing the date of the referendum, it can't be pulled back."

As a young Senate staff member in the late 1980s, Mr. Galbraith traveled to Iraqi Kurdistan to document the atrocities that the Kurds suffered at the hands of Mr. Hussein, the Iraqi dictator, including the use of chemical weapons and the destruction of villages. His report helped raise international awareness of the Kurds' plight and played a part in the United States' decision to establish a no-fly zone in northern Iraq in 1991. That protection gave the Kurds breathing room to build an autonomous region and the bones of an independent state.

Mr. Galbraith likened the referendum to Britain's decision to leave the European Union, a vote followed by negotiation. "At the end, it's Brexit," he said.

As the region has been troubled by



Photographs of members of the Barzani clan killed under Saddam Hussein's rule in a commemorative museum near Barzan, Iraq.



Kurdish pesh merga soldiers at a front-line position along the eastern edge of territory held by Islamic State militants in Iraq.

turmoil, the Kurds have steadily capitalized on chaos to make gains. In north-eastern Syria they have fought off the Islamic State, with support of the United States, and carved out a self-governing enclave. In Turkey, the Kurds won new political power in national elections and pushed for more rights.

And in Iraq, the onslaught of the Islamic State allowed the Kurds to claim new territory, including Kirkuk, which was abandoned by fleeing Iraqi soldiers.

But with each gain have come setbacks. In Syria, Turkey moved troops into the north to push back Kurdish advances. Turkey, after holding peace talks, reignited a long war with its own Kurds, and jailed Kurdish leaders. In Iraq, territorial gains were offset by a deep economic crisis after the price of oil collapsed and Baghdad stopped sending budget payments.

The economic crisis has created unease even among many Kurds who support the broader drive for independence but believe now is not the right time.

Thousands of Kurdish civil servants, including teachers, have not been paid their full salaries in years, and the regional government, which has not been able to export enough oil to achieve financial self-sufficiency, is close to \$20 billion in debt.

"There are so many political, social, economic and legal issues in Kurdistan that we must solve," said Kamal Chomani, a Kurdish analyst who has opposed the referendum.

Mr. Chomani worries that a declaration of independence now could fail, much like the experience of the only Kurdish state in history, the Republic of Mahabad, carved from Iranian territory in 1946 with support of the Soviet Union. But the Soviets quickly abandoned the Kurds, and the republic crumbled.

"The Kurds don't want to see a short-lived Kurdistan," Mr. Chomani said.

Another hurdle to independence is the oil-rich city of Kirkuk. Baghdad has said it would never give up its claim to the city, and Iraqi Shiite militias with ties to Iran have indicated they would fight to keep Iraq intact, raising the possibility of a military battle.

Kirkuk, inhabited by Kurds, Arabs and Turkmens, has long been the center of dispute between Baghdad and Kurdistan. A referendum on its fate, originally scheduled for 2007 and a key component of the Iraqi Constitution the Americans helped write, has never been held.

But in 2014, as the Islamic State's fighters bore down on the city and Iraqi soldiers dropped their weapons and ran, the Kurds took the city, which they consider a spiritual homeland and whose vast oil wealth could sustain an independent state.

The governor of Kirkuk, Najmaldin Karim, dismisses the argument that the Kurds have too many problems — an economic crisis, political divisions, the uncertain status of Kirkuk and other disputed areas — to seek independence now.

"Did the U.S. have a constitution when it declared independence?" he said. "No. Before African countries declared independence did they have everything in order?"

At 67, Mr. Karim is among a generation of Kurdish leaders raised as Kurdish nationalists and who now see, at the end of their careers, a chance to fulfill a long-held dream of independence. As a child, he saved his allowance to send money to the pesh merga, the Kurdish fighters who were battling the Iraq gov-

ernment then led by the Baath Party, to buy shoes and shirts.

Analysts say Baghdad is open to talking about independence with the Kurds, as long as their state does not include Kirkuk.

"People in Baghdad are willing to negotiate on independence," said Joost Hiltermann, program director for the Middle East and North Africa at the International Crisis Group, a conflict resolution organization. "But not with Kirkuk. That is an absolute red line for everyone in Baghdad who isn't a Kurd."

Mr. Hiltermann said he would not be surprised if the referendum was delayed for that reason.

Giving the Kurds Kirkuk is also anathema for the city's Arabs and Turkmens.

Outside of Kurdistan, neighbors fear that Iraq would be broken up and the entire region destabilized.

The city's Arab deputy mayor, Rakan Saeed al-Jibouri, ticks off a list of Arab grievances in Kirkuk, documented by Human Rights Watch: being forcibly displaced by Kurdish security forces, denied jobs and barred from buying land.

"For the Kurds to decide on their own



Thousands of people displaced by the Islamic State group's advances into Iraq, mainly from the city of Mosul and its surrounding area, are still living at the Khazir camp in the Kurdish-controlled portion of Iraq.



Floria City in Erbil, Iraq, a vast housing project that was started during the boom years of the city, sits largely unfinished. Some building has restarted, but buyers remain elusive.



A group of mainly Arab Iraqi tourists from southern Iraq cooling off at the Gali Ali Bag waterfall in Kurdish-controlled northern Iraq.

the fate of the city is a mistake," he said.

On the streets of Kirkuk, where Kurds, Arabs and Turkmen mingle in cafes and on street corners, talk of the referendum among them is taboo.

On a recent afternoon, Assam Hussein, a Turkmen taxi driver, was hanging out in the streets with his Kurdish friends. But when asked about the referendum, he insisted on finding privacy to

talk.

"I cannot talk in front of the Kurds," said Mr. Hussein, who like most Turkmen does not want to live in a Kurdish state. "They are my brothers, but they will be upset. To be honest, we cannot talk about politics."

At a nearby cafe, Kamaran Moham-med, a Kurd who works for the local intelligence agency, was jubilant about the

referendum. Mr. Mohammed nodded toward his brother, who was sitting next to him, and said: "He spent most of his life in Abu Ghraib prison. That is what happens when Arabs rule."

As for the referendum, he said: "You can imagine my feeling. I am free. I have power."

Falih Hassan contributed reporting.

the **algemeiner**

September 17, 2017

Media in Turkey Inciting Antisemitism Over Kurdish Independence Referendum

by Ben Cohen September 17, 2017
<https://www.algemeiner.com>

As the impending referendum on independence for the Kurdish region of Iraq draws closer, pro-government media outlets in Turkey – which remains bitterly opposed to Kurdish self-determination – are energetically promoting conspiracy theories centered on the alleged relations between Kurdish leader Masoud Barzani and the Israeli authorities.

The latest antisemitic salvo in the Turkish press claims that Barzani and the Israelis have agreed on the resettlement of 200,000 Jews in territory controlled by the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq following the referendum – currently scheduled for September 25. While Kurdish leaders are reported to be considering "alternatives" to the referendum given the international unease with the prospect of Kurdish independence, Barzani told a pro-independence rally on Saturday, "To this date, we still have not received the alternative that could take the place of the referendum, and therefore cast

your votes on September 25, and take your decision."

The Israel-related conspiracy theory appeared in a number of pro-government titles over the last week, including the magazine *Yeni Safak* – renowned for its fierce, unconditional support of President Recep Tayyip Erdogan. All the articles cited the magazine *Israel-Kurd*, a journal published in the Kurdish city of Erbil that highlights the historically good relationship between the Kurdish and Jewish minorities in the Middle East. In the late 1960s and early 1970s, thousands of Iraqi Jews escaped persecution in Iraq by traveling through the mountainous Kurdish region accompanied by local guides affiliated with the Kurdish resistance in the country.

While new issues of *Israel-Kurd* do not appear to have been published since 2011, *Yeni Safak* described the magazine as "financed by the Mossad" after it was "opened by the Barzani family."

"It is said that Massoud Barzani, who received support only from Israel during the referendum process, plans to strengthen his hand with help from

Kurds of Jewish origin who have prominent positions in Israel," *Yeni Safak* claimed. About 200,000 Jews of Kurdish origin live in Israel – the same number the pro-Erdogan media claims will descend on Kurdistan should the region declare independence.

The latest claim comes amid Turkish outrage following the comments of IDF Gen. Yair Golan, who said on a visit to Washington, DC last week that he does not regard the Kurdistan Workers Party (PKK) – based in the Turkish region of Kurdistan – as a terrorist organization. Subsequently, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu openly disagreed with Golan's assessment of the PKK, even as he expressed support for Kurdish independence.

Since 1984, when the PKK launched an insurgency in the Kurdish east of Turkey against Ankara's increasingly violent rule, around 40,000 people – five times more than in the Israeli-Palestinian conflict over the same period – have been killed, the majority of them Kurdish civilians.

As Prime Minister and – since 2014 – as President, Erdogan himself is no stranger to antisemitic outbursts, and much of Turkey's media has followed him faithfully on this path. In May this year, Erdogan returned to one of his favorite themes – that global Jewish influence prevents Israeli leaders from standing trial for their crimes – in a newspaper interview, saying, "They feel they are immune to any punishment for their crimes, but the international community needs to stand up against them. It is impossible to establish peace in the region if the international law remains indifferent to massacres and cruelty."

As well as the Islamists gathered around Erdogan, the antisemitic campaign around the Kurdish referendum has also won the support of Turkish ultranationalist parties. On Friday, Israel's embassy in Ankara was evacuated during a far-right demonstration protesting the creation of a "second Israel" in Kurdistan. Turkish nationalist and fascist groups have also begun harassing the Jewish community, forcing the temporary closure of Istanbul's Neve Shalom synagogue last July. ♦



Concentration de soutien au référendum d'indépendance prévu le 25 septembre, le 11 septembre 2017 à Kirkouk, en Irak.

PHOTO REUTERS/AKO RASHEED

Moyen-Orient Demain, un État kurde ?

Le 25 septembre, les 5 millions de Kurdes d'Irak participeront à un référendum sur l'indépendance. Un vote positif serait un facteur de stabilité régionale, soutient le nouveau site d'Erbil.

—Kurdistan 24 Erbil

Publié le 20 juillet

Après un siècle passé sans État, nous ne sommes plus qu'à quelques jours du référendum historique sur l'indépendance du Kurdistan. Pourtant, bien des voix s'élèvent pour prévenir les Kurdes qu'ils risquent d'attiser l'instabilité de la région, voire que leur heure n'est pas encore venue.

Contrairement à ce que ces menaces laissent penser, l'indépendance kurde serait un facteur de stabilité aussi bien en Irak que dans l'ensemble du Moyen-Orient, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, vue à travers le prisme d'un Turc, d'un Arabe ou d'un Iranien, l'injustice historique dont souffrent les Kurdes, privés de leur droit à un État,

soumis à des décennies de répression, est difficile à comprendre. Tant que les Kurdes resteront la plus grande nation du Moyen-Orient sans État, ils ne trouveront jamais la paix. Cette région reposera toujours sur des fondations instables, au bord du chaos tant aujourd'hui qu'à l'avenir.

En s'accrochant au mythe de l'intangibilité des frontières artificielles de l'Irak et de la région, on ignore tout simplement le fait que ces délimitations arbitraires [créées par les Britanniques et les Français] sont en réalité la source des contentieux et des conflits dans le Moyen-Orient actuel.

Depuis sa naissance, l'Irak se débat pour parvenir à une quelconque unité. Un des piliers de l'instabilité dans ce pays, outre la formidable complexité de sa

situation confessionnelle, c'est une population kurde qui refuse de se soumettre au pouvoir des Arabes ou de devenir un vassal de Bagdad. Cette attitude de défi coûte cher aux Kurdes, mais la défense de leur identité n'a jamais été négociable. Le Premier ministre irakien, Haider Al-Abadi, l'a reconnu il y a peu : "Nous ne sommes pas un pays uni."

Nouveau chapitre. Toutefois, de telles déclarations de la part des autorités de Bagdad prouvent seulement qu'elles ferment les yeux sur les décennies de répression dont les Kurdes ont été victimes, et l'instabilité qui en a résulté. Tant que le Kurdistan sera enfermé dans les frontières de l'Irak, les relations resteront difficiles, et les blessures de la domination arabe ne cicatriseront jamais.

En revanche, un État kurde indépendant pourrait ouvrir un nouveau chapitre avec l'Irak. Selon Massoud Barzani, le président de la région du Kurdistan, le report de l'indépendance aboutirait à une aggravation de l'instabilité. "Nous avons montré que nous étions des fac-

teurs de stabilité, a-t-il déclaré. Ce que nous faisons, par ce référendum, c'est empêcher davantage de chaos."

Il n'y aura jamais de bon moment pour proclamer son indépendance dans une région chaotique.

Avant d'ajouter : "Nous voulons éviter que le sang coule à nouveau."

Le Kurdistan [irakien] est aujourd'hui stable et occupe, ce qui est nouveau, une place de premier plan, surtout depuis 2003. Mais quelle que soit la façon dont on le surnomme, "l'autre Irak" par exemple, il fait toujours officiellement partie de l'Irak. Ce qui bridera toujours l'économie, le tourisme et la sécurité. S'il y a un facteur qui unit sunnites et chiites, c'est le rejet ethnique des Kurdes. Pour détourner l'attention de ses graves difficultés et des problèmes de corruption, Bagdad a souvent eu pour tactique de braquer les projecteurs sur les divergences avec les Kurdes et de prendre des mesures comme la réduction de la part du Kurdistan dans le budget national.

État rempart. Ironie du sort, un Kurdistan indépendant pourrait jouer un rôle fédérateur pour le reste de l'Irak, en servant de point d'ancrage et en obligeant les Irakiens à surmonter leurs différences sans que la question kurde pèse sur Bagdad. Loin d'être une source d'instabilité en Turquie, un État kurde peut servir de tampon dans les jeux de pouvoir confessionnels dont sont victimes l'Irak et la région, et il ne peut que renforcer les liens déjà forts avec Ankara dans les domaines de l'économie et de la sécurité.

La volonté obsessionnelle de maintenir la cohésion de l'Irak sert-elle les intérêts des États-Unis et de l'Union européenne, ou est-ce qu'un État kurde pluraliste peut jouer un rôle de rempart contre l'extrémisme et défendre les idéaux occidentaux dans la région ? De même qu'il n'y aura jamais de bon moment pour proclamer son indépendance dans une région chaotique, on ne saurait accuser les Kurdes d'être la cause des troubles et de l'instabilité alors que l'Irak et l'ensemble de la région n'ont jamais connu autre chose. **Bashdar Ismaeel**

↓ Des peshmergas près de Bashiga, lors de l'offensive sur Mossoul en octobre 2016.
Photo Eugenio Grosso/Redux/Rea



Un climat international défavorable

Si les Kurdes votent en faveur de l'indépendance, l'Iran et la Turquie pourraient déclencher une invasion. Et pour ménager Ankara, Israël et les États-Unis risquent de faire profil bas.

—**Ha'Aretz** (extraits) Tel-Aviv
Publié le 28 août

At-on déjà vu les gouvernements et les régimes américain, russe, iranien, turc, irakien et syrien s'entendre sur une même politique ? Jamais, ou presque. Or, pour une fois, ils sont tous sur la même longueur d'onde au sujet d'un événement qui doit avoir lieu ce mois-ci. Tous s'efforcent, au besoin par la menace, d'empêcher le gouvernement régional du Kurdistan (GRK), l'entité semi-autonome qui gouverne la région kurde dans le nord de l'Irak, d'organiser un référendum sur l'indépendance le 25 septembre.

Le GRK a déclaré que le référendum aurait "force de loi" — autrement dit, si une majorité d'électeurs choisit l'indépendance, résultat a priori certain, le processus de rupture sera enclenché. À Bagdad, le gouvernement irakien, dominé par les chiites, a clairement dit qu'il ne reconnaîtrait pas le résultat de la consultation.

L'armée irakienne reste relativement faible, engagée dans les combats contre l'État islamique (EI), et elle ne dispose d'aucune base au Kurdistan irakien, où les milices peshmergas kurdes se chargent de la sécurité et du contrôle des frontières. Mais Bagdad peut compter sur des alliés beaucoup plus

puissants pour empêcher le départ des Kurdes.

Le 23 août, le chef d'état-major des forces armées iraniennes, le général Mohammad Hossein Baqeri, a effectué une visite exceptionnelle à Ankara, avec à l'ordre du jour l'hostilité que suscite, tant en Iran qu'en Turquie, une indépendance des Kurdes. Les deux pays sont voisins du Kurdistan irakien et abritent d'importantes minorités kurdes (on estime que les trois quarts de tous les Kurdes du Moyen-Orient vivent en Turquie et en Iran), qui pourraient être tentées de faire sécession et de rejoindre un nouveau Kurdistan indépendant.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui, il y a quelques années encore, était en faveur d'un accord de paix avec les Kurdes dans son pays, mène ces derniers temps une politique antikurde ultranationaliste. L'indépendance du Kurdistan irakien mobiliserait les Kurdes de Turquie.

L'Iran aussi a des raisons de vouloir empêcher une indépendance du Kurdistan. Les Kurdes d'Irak contrôlent des régions frontalières stratégiques avec l'Iran et la Syrie, des régions que l'Iran veut dominer pour s'ouvrir un couloir jusqu'à la Méditerranée, à travers l'Irak, la Syrie et le Liban. Si, pour des raisons de politique intérieure, Erdogan a récemment évoqué la

possibilité d'une action irano-turque conjointe contre l'indépendance kurde en Irak, les gardiens de la révolution en Iran ont préféré

Bagdad peut compter sur des alliés puissants pour empêcher le départ des Kurdes.

faire profil bas sur cette question. Même si, après le référendum, les Kurdes s'engagent sur la voie de l'indépendance, on ne peut écarter l'éventualité d'une alliance irano-turque pour y mettre un terme.

Conscient que ces développements risquent d'aggraver encore l'instabilité de la région, le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, s'est rendu à Erbil, la capitale kurde, à la fin juillet. Là, il a appelé le président du GRK, Massoud Barzani, à reporter le référendum. Les États-Unis travaillent en étroite collaboration avec le gouvernement irakien et les Kurdes pour lutter contre Daech aussi bien en Irak qu'en Syrie. Les Forces démocratiques syriennes, soutenues par Washington, sont essentiellement composées de combattants kurdes, et sont en première ligne dans la bataille pour la reprise de Raqqa, principale base de l'EI en Syrie.

La guerre contre Daech est aujourd'hui la seule politique vaguement cohérente du gouvernement Trump au Moyen-Orient, et il est normal que Mattis redoute qu'un conflit lié à l'indépendance kurde ne sème un peu plus la discorde au sein d'une alliance anti-EI déjà hétéroclite. Cependant, avec l'échéance, il est peu probable que Barzani fasse marche arrière.

Néanmoins, le Kurdistan traverse une grave crise financière. Les Kurdes ont cherché à

→ exporter par eux-mêmes la production des riches champs pétrolifères, ce qui a poussé le gouvernement irakien à les priver des subventions allouées par le budget de l'État. Mais l'exportation s'est avérée problématique, et les prix du pétrole ont chuté. Il y a trois ans, le Kurdistan irakien misait fortement sur un boom énergétique,

Les peshmergas manquent d'armes pour défendre le Kurdistan.

des hôtels et immeubles de bureau étaient en construction dans les grandes villes, elles-mêmes reliées par de nouveaux grands axes routiers. "Aujourd'hui, tout est au point mort, se lamente un homme d'affaires kurde. Les hôtels sont vides, il n'y a plus d'investissements et l'indépendance a l'air d'être la solution à tous nos problèmes."

Un Kurdistan indépendant peut-il survivre ? Enclavé, dépendant de la manne pétrolière, il lui faudra parvenir à un accord, quel qu'il soit, avec un de ses voisins pour pouvoir exporter son pétrole, l'enclavement étant qu'ils sont tous résolument opposés à son indépendance. Sans parler des difficultés internes. Le système politique du GRK est profondément divisé entre les grandes dynasties. La corruption est endémique et si les milices peshmergas sont des troupes courageuses qui ont été les seules à résister à Daech, elles comprennent des dizaines de milliers de vétérans vieillissants. Les peshmergas manquent d'armement lourd pour défendre le Kurdistan si la Turquie ou l'Iran se décident à l'envahir.

Les Kurdes espèrent pouvoir compter sur l'aide d'un pays : Israël, qui a été un de leurs premiers clients pour le pétrole. Si des politiciens israéliens ont exprimé ouvertement leur soutien à l'indépendance kurde, le gouvernement, lui, a veillé à ne pas prendre position. Du point de vue de l'État hébreu, un Kurdistan indépendant présente plusieurs avantages. Sa situation géographique, bloquant l'accès iranien à la Syrie et au Liban, n'en est que le plus évident. Le Kurdistan serait un casse-tête non seulement pour Téhéran, mais aussi pour l'Irak, la Turquie et la Syrie. Les hommes d'affaires israéliens sont déjà les bienvenus à Erbil.

Mais pour l'instant, Israël s'efforce, pas à pas, de renouer avec la Turquie une relation autrefois stratégique. Des liens diplomatiques ont été rétablis, mais on est encore très loin du niveau de coopération qui existait auparavant entre les deux pays. De fait, la Turquie est le seul voisin des Kurdes avec lequel Israël entretient des relations officielles, et par le territoire duquel le pétrole kurde peut transiter. Par conséquent, les espoirs des Kurdes de voir Israël promptement reconnaître leur indépendance sont probablement infondés pour le moment.

—Anshel Pfeffer

Situation fin août 2017

L'homme du référendum



SAFIN HAMED/AFP

●●● Je sais parfaitement que l'indépendance du Kurdistan irakien trouverait

davantage de partisans si elle n'était pas incarnée par un seul homme, mais le fait est que Massoud Barzani [actuel président du gouvernement régional kurde] est - et depuis longtemps - un des principaux leaders kurdes à réclamer un référendum sur l'indépendance, surtout depuis la dérive du régime de Bagdad vers l'autoritarisme et le pouvoir militaire. Quelle tristesse de voir comme le monde semble se liguer pour veiller à ce que ce jour n'arrive jamais. Barzani se bat seul contre tous les obstacles que l'on dresse sur son chemin. Depuis qu'il a été décidé d'organiser un référendum en septembre - et même avant -, Barzani n'a pas proféré la moindre parole menaçante à l'encontre de l'Irak ou de ses voisins. Le dialogue, la compréhension mutuelle et la partition pacifique sont les fondements de son projet, et il ne rate pas une occasion de le répéter. Je ne crois pas qu'il dise cela dans le seul but de remporter le référendum. Je le crois sincère et je suis certain que l'existence d'un État kurde ne représente une menace pour personne. L'Irak, la Turquie, l'Irak et la Syrie n'auront aucun problème à leurs frontières avec le Kurdistan. "Si le monde entier est avec nous, nous n'attaquerons personne, mais si tout

Une nation écartelée entre quatre États



En Irak
 ■ Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) ■ Autres territoires sous le contrôle des peshmergas (forces armées du GRK)

En Syrie
 ■ Le Rojava, région de facto autonome sous le contrôle de combattants kurdes

En Iran
 ■ L'éphémère République kurde de Mahabad (1946)

En Iran et en Turquie
 ■ Territoires où les Kurdes sont majoritaires

△ Minorités kurdes

○ Estimation de la population kurde par État

SOURCE : THOMAS VAN LINGE, PIETERVANOSTAEYEN.WORDPRESS.COM

le monde nous attaque, on va rendre les coups", telle est la philosophie de Barzani. Une vision qui devrait suffire à lever toute forme d'opposition à la création d'un État kurde. Les Kurdes veulent seulement un État qui leur appartienne et vivre en paix avec leurs voisins. Ceux qui cherchent aujourd'hui à discréditer le référendum en le réduisant aux ambitions personnelles de Barzani agissent contre la volonté du peuple. Barzani est seulement le chef de file du mouvement indépendantiste kurde au moment où surgit une occasion à ne pas rater.

—Ayub Nuri Rudaw Erbil
 Publié le 22 août

Le Kurdistan, les dates clés

●●● Le "pays des Kurdes" s'étend sur quatre pays du Moyen-Orient. La population kurde est majoritaire dans le sud-est de la Turquie, dans le nord-est de l'Irak, dans le nord-ouest de l'Irak et dans deux régions du nord-est et du nord-ouest de la Syrie. C'est dans la partie rattachée à l'Irak après le démembrement de l'Empire ottoman (1920) que plus de 5 millions de Kurdes sont aujourd'hui sur le point d'arracher leur indépendance. **1970** — Après de nombreux combats avec le régime irakien, les Kurdes obtiennent pour la première fois une autonomie toute relative et la reconnaissance de leur langue comme langue officielle. **1987** — Le dictateur irakien Saddam Hussein bombarde les régions kurdes à l'arme chimique : 182 000 morts. Tout au long du XX^e siècle,

les Kurdes d'Irak ont subi plusieurs vagues de sanglantes répressions. **1991** : après la première guerre du Golfe, Saddam Hussein se retourne contre la population kurde. Une zone d'exclusion aérienne pour le Kurdistan en Irak, garantie par les forces américaines et britanniques, permet aux Kurdes l'établissement d'une autonomie de facto. **1994-1997** — Guerre entre les deux principaux partis kurdes, le PDK et l'UPK, qui se termine par un compromis signé à Washington en 1998. **2005** — Après la chute de Saddam Hussein en 2003, le nouvel État irakien devient fédéral, et la nouvelle Constitution irakienne reconnaît l'autonomie de la région kurde. **2017** — Après plusieurs reports, le président kurde, Massoud Barzani, annonce en juin la tenue le 25 septembre d'un référendum sur l'indépendance.

“Je serai enfin libre”

À la veille du référendum sur l'indépendance du Kurdistan, l'enthousiasme de la majorité des Kurdes occulte toutes les difficultés de ce moment historique.



Manifestation à Kirkouk, en Irak, en faveur du référendum kurde, le 11 septembre 2017. PHOTO REUTERS/Ako Rasheed

REPORTAGE

comme le seul exemple historique d'un État kurde, la République de Mahabad, instaurée sur le territoire iranien avec l'aide de l'URSS en 1946. Les Soviétiques n'avaient pas tardé à abandonner les Kurdes, et la république s'était effondrée.

Kirkouk, peuplée de Kurdes, d'Arabes et de Turkmènes, est depuis longtemps au cœur du litige entre Bagdad et le Kurdistan. Un référendum sur le destin de la ville, prévu en 2007, n'a jamais eu lieu. Or en 2014, quand les combattants de Daech y ont déferlé, les soldats irakiens ont lâché leurs armes et se sont enfuis. Les Kurdes s'en sont emparés, car ils la considèrent comme leur berceau spirituel, et estiment que ses énormes ressources pétrolières pourraient assurer la subsistance d'un État indépendant.

Najmaldin Karim, le gouverneur de Kirkouk, ne croit pas que les Kurdes aient trop de problèmes à régler pour proclamer leur indépendance dès à présent.

“Comment peut-on faire encore partie de l'Irak après de tels crimes ?”

Khalat Barzani,
CONSERVATEUR DE MUSÉE

les Kurdes mènent depuis des générations.

“Quand on se penche sur notre histoire, on voit que nous n'avons jamais cessé d'être maltraités, explique Masrouf Barzani, le fils de Massoud Barzani, le président de la région, qui a pris la tête du mouvement en faveur de la souveraineté. Et ajoute : “Nous sommes convaincus que le moment est venu” de réclamer l'indépendance.

Mais pour Kamal Chomani, un analyste kurde opposé au référendum, “il y a tant de problèmes politiques, sociaux, économiques et juridiques que nous devons résoudre avant au Kurdistan”. Il redoute qu'une déclaration d'indépendance n'aboutisse à un échec, tout

Sondage

●●● Contrairement à leurs dirigeants, les Irakiens, de toute obédience, seraient majoritairement favorables à l'indépendance du Kurdistan, révèle le site panarabe *Elaph*, qui a effectué ce sondage sur le terrain. “Une petite minorité considère toujours le Kurdistan comme une partie inaliénable de l'Irak.” Toutefois, les raisons du soutien irakien à l'indépendance kurde peuvent être diverses. Ainsi, pour certains “l'indépendance du Kurdistan existe de facto depuis bien des années. Le fait qu'elle ne soit pas proclamée pousse les politiciens kurdes à venir à Bagdad pour jouer sur les contradictions interreligieuses et interethniques et engranger plus de bénéfices de l'État central”, souligne *Elaph*.

“Les États-Unis avaient-ils une Constitution quand ils ont déclaré leur indépendance ? dit-il. Non. Et avant qu'ils ne deviennent indépendants, tout était-il en ordre dans les pays d'Afrique ?” Âgé de 67 ans, Karim fait partie d'une génération de décideurs kurdes qui se sont élevés au sein du mouvement nationaliste et pensent enfin pouvoir réaliser leur rêve d'indépendance. Enfant, il économisait son argent de poche pour l'envoyer aux peshmergas, les combattants kurdes, afin qu'ils s'achètent des vêtements et des chaussures.

“À Bagdad, on est prêt à négocier, constate Joost Hiltermann, de l'International Crisis Group, une organisation spécialisée dans la résolution des conflits. Mais pas au sujet de Kirkouk. C'est une ligne rouge absolue pour quiconque n'est pas kurde.”

Le cas Kirkouk. Les Arabes et les Turkmènes de la ville ne veulent pas, eux non plus, entendre parler d'une cession de Kirkouk aux Kurdes. Le maire adjoint arabe de la ville, Rakan Saïd Al-Jibouri, dresse la liste des griefs de sa communauté à propos de la ville : ils ont été déplacés de force par les combattants kurdes, n'ont pas accès à certains emplois et ne peuvent pas acheter de terrain.

Dans les rues de Kirkouk, où Kurdes, Arabes et Turkmènes se côtoient, le sujet du référendum est tabou. Assam Hussein, un chauffeur de taxi turkmène, traîne avec ses amis kurdes. Mais quand on l'interroge sur le référendum, il préfère nous répondre en privé. Comme la plupart des Turkmènes, il ne souhaite pas vivre dans un État kurde. “Je ne peux pas parler devant les Kurdes, nous avoue-t-il. Ce sont mes frères, mais ils vont se fâcher.”

Dans un café, à quelques pas de là, Karaman Mohammed, un Kurde, ne cache pas son enthousiasme. En désignant son frère, assis à ses côtés, il affirme : “Il a passé l'essentiel de sa vie à la prison [irakienne] d'Abou Ghraïb. Voilà ce qui se passe quand les Arabes gouvernent.” Quant au référendum, il lance : “Vous pouvez imaginer ce que je ressens. Je suis libre. J'ai le pouvoir.”

—Tim Arango
Publié le 9 septembre

—The New York Times

(extraits) New York

Une paire de lunettes rouillées, une montre usée, des billets de banque déchirés, de vieilles pièces d'identité. Ces modestes objets exposés dans un musée de la ville kurde de Barzan, dans le nord de l'Irak, ont été récupérés dans une fosse commune où gisaient des Kurdes massacrés par les séides de Saddam Hussein. Ils permettent de comprendre pourquoi il est plus que probable que les Kurdes votent pour l'indépendance. “Comment la communauté internationale peut-elle attendre de nous que nous fassions encore partie de l'Irak après de tels crimes ?” questionne Khalat Barzani, responsable de ce musée consacré au souvenir de la déportation et du massacre de milliers de Kurdes en 1983.

Même si le résultat s'annonce sans surprise – presque tous les Kurdes rêvent de disposer de leur propre État –, le référendum organisé par le Kurdistan irakien représente un moment historique dans la lutte pour l'indépendance que

Deux poids, deux mesures

Vu du monde arabe. Les Arabes soutiennent le droit des Palestiniens à un État, mais dénie ce même droit aux Kurdes.

Le vote de Kirkouk

●●● Bien que ne faisant pas partie de la région autonome kurde, la province de Kirkouk, riche en pétrole et peuplée majoritairement de Kurdes, participera finalement au référendum sur l'indépendance, annonce le site **Rudaw**. Les 24 membres du conseil provincial (comprenant 26 Kurdes, 9 Turkmènes et 6 Arabes) ayant pris part au vote ont massivement choisi cette option, au grand dam des minorités turkmènes et arabes qui préféreraient donner un statut spécial à cette région multiethnique.

Un second Israël ?

●●● "À chaque fois que l'idée d'un État kurde est débattue, des voix arabes s'élèvent pour affirmer qu'il sera un second Israël. Or dans la psyché arabe et musulmane, l'État hébreu est tout ce qu'il y a de mauvais, "une entité colonialiste impérialiste plantée par les puissances occidentales pour faire passer les complots coloniaux...", se moque le journaliste kurde Nizar Aghri dans *Al-Hayat*. Mais voulant rassurer ses lecteurs arabes, Aghri démontre que, contrairement à Israël, construit sur des bases démocratiques et avec des institutions respectées, l'État kurde naissant rejoint par le népotisme et la corruption l'itinéraire des États arabes. "Un Kurdistan indépendant ne sera pas un second Israël. Probablement une seconde Palestine féroce tirailée entre le Hamas et le Fatah."

—**Al-Hayat** Londres

Le référendum que les Kurdes d'Irak ont convoqué sur la question de leur indépendance n'a pas l'heur de plaire à certaines élites arabes. Le discours arabe consiste surtout à dire que ce référendum procède d'un "plan pour diviser l'Irak", sinon tout le Moyen-Orient. Parler de "division" nous ramène aux discours sur "l'unité", cette "unité" qui est le fonds de commerce du Baas et d'autres partis adeptes de l'arabisme, qui écrasent nos sociétés depuis plus d'un demi-siècle.

Ces élites arabes considèrent que le résultat du référendum est acquis. Car elles savent très bien que l'opinion kurde est massivement acquise à l'idée de l'indépendance. Ainsi ces élites prennent acte du désir collectif des Kurdes tout en leur déniaient le droit d'y accéder.

Comment les mêmes peuvent-ils alors défendre le droit à l'in-

dépendance des Palestiniens ? Si ces derniers ont le droit de disposer d'un État, pourquoi cela ne serait-il pas le cas des Kurdes ? En plus, les Kurdes ne se sont jamais mêlés de la question palestinienne, alors que les Arabes se sont toujours inscrits dans un ordre répressif à l'égard des Kurdes.

Il est vrai que le parti Baas a opprimé tout le monde. Or les Kurdes ont été doublement opprimés, en tant qu'Irakiens certes, mais aussi plus spécifiquement en tant que Kurdes. Les Arabes n'ont aucune sensibilité pour l'injustice faite aux Kurdes. Ils n'ont pas produit de textes importants sur leur responsabilité culturelle et sociale dans le malheur kurde. Ils sont prompts à dénoncer les accords Sykes-Picot [franco-bri-

**Si j'étais palestinien,
je me dépêcherais
de combattre
à leurs côtés.**

↓ Dans les rues d'Erbil,
en décembre 2016.
Photo Moe Zoyan/Redux/Rea



tanniques de 1916] et d'autres traités datant d'un siècle auxquels ils reprochent d'avoir démembré le Moyen-Orient. Mais ils sont favorables à ces mêmes traités en ce qu'ils ont privé les Kurdes d'Irak d'un État indépendant.

On peut adhérer au droit des Kurdes à l'autodétermination sans pour autant s'empêcher de pointer les failles de leur État naissant. Quand on visite Erbil, on ressent de la déception. Loin d'avoir tiré les leçons de ce qui se passe dans leur environnement régional, les dirigeants kurdes reproduisent à la perfection les logiques de corruption et d'oppression du monde arabe.

De même, après avoir présenté nos excuses aux Kurdes, on pourra demander des explications aux deux principaux partis politiques de la région, à savoir le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, sur l'alliance du premier avec la Turquie et du second avec l'Iran.

Toutefois, les arguments dégainés par les Arabes contre l'indépendance du Kurdistan sont également révélateurs d'un autre fait. Les Arabes sont conscients qu'il y a une injustice faite aux Kurdes, mais curieusement cela ne les amène pas à la refuser, ce qui est encore plus grave. Autrement dit, ils ne renient pas la culture qui en est à l'origine, mais l'acceptent comme une fatalité et la noient dans des considérations sur le contexte régional. Ainsi entend-on fréquemment les Arabes dire que "les Kurdes ont bien participé [au génocide] des Arméniens, sauf qu'eux n'ont pas été diabolisés pour cela".

Si j'étais arabe irakien ou syrien, je ne me serais pas permis de m'opposer au droit des Kurdes à l'autodétermination. Et si j'étais palestinien, je me dépêcherais de combattre à leurs côtés. Car le droit des Palestiniens sur la Palestine ne vaut pas plus que le droit des Kurdes sur le Kurdistan. D'ailleurs Israël n'a pas été plus oppresseur que ne l'ont été les régimes baasistes en Irak et en Syrie.

—**Hazem Al-Amin**
Publié le 3 septembre

Nos ridicules menaces

Vu de Turquie. Coup de colère du quotidien turc d'opposition contre les responsables politiques de son pays qui veulent se battre contre un Kurdistan indépendant, au lieu de voir les bénéfices d'un tel projet.

—**Cumhuriyet** *Istanbul*

Devlet Bahçeli [le leader du parti d'extrême droite MHP, allié du gouvernement turc] a fait savoir qu'il fallait considérer le référendum d'indépendance du Kurdistan irakien comme un "casus belli", et a exhorté Ankara à faire preuve de plus de sévérité sur cette question. Le leader du MHP, qui porte sa part de responsabilité dans la ténébreuse période que traverse la Turquie, entend nous pousser droit vers la guerre.

L'indépendance est le droit le plus strict des Kurdes d'Irak, qui, avant même le chaos qui règne dans le pays, ont souffert pendant vingt ans de l'oppression de Saddam Hussein. De plus, la décision d'organiser un référendum n'est pas une décision prise sur un coup de tête par Massoud Barzani, mais un droit qui repose sur la Constitution irakienne. Nous n'avons pas notre mot à dire sur ce sujet.

Le gouvernement turc, qui, avec le soutien du MHP, a géré sa propre question kurde avec des politiques catastrophiques et en balayant toutes les avancées démocratiques, n'est pas en position de dicter aux citoyens d'un autre pays comment user des droits qui leur sont conférés par leur propre Constitution. De toute façon, ce référendum aura lieu tôt ou tard. Que le Kurdistan d'Irak finisse par évoluer vers un Kurdistan indépendant est une évidence pour quiconque a suivi le cours des affaires internationales ces vingt dernières années.

Un État intelligent suivrait le cours de l'histoire, plutôt que de ressasser sa rengaine kurdophobe et de se battre contre des moulins à vent. En s'alliant avec les Kurdes de la région, Ankara agrandirait sa zone d'influence et son poids

diplomatique. La seule bonne politique menée par le gouvernement turc ces dernières années a été les bonnes relations nouées avec le gouvernement régional du Kurdistan [irakien]. Dans les écrits mêmes de notre ministère des Affaires étrangères, on se réfère à cette région en l'appelant "Kurdistan irakien" ou "gouvernement régional du Kurdistan".

Le Kurdistan d'Irak dispose de sa propre armée, de son Parlement, de sa banque centrale. Le seul lien qui le relie encore à Bagdad est l'accord de partage des revenus du pétrole, un accord qui ne fait plus consensus aujourd'hui. Les Kurdes voient en Bagdad la promesse du chaos, des divisions confessionnelles et de la pauvreté. Dans cette situation, comment leur reprocher leur volonté séparatiste ?

De toute façon, je ne pense pas qu'Ankara prêtera une grande attention aux appels guerriers de Devlet Bahçeli. Lors de sa dernière visite à Erbil, le ministre

En s'alliant avec les Kurdes, Ankara agrandirait sa zone d'influence.

des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, aurait pu menacer les autorités kurdes de rétorsion si elles s'étaient à organiser ce référendum, de fermer leur frontière avec la Turquie, ou de les empêcher d'exporter leur pétrole par exemple. Le fait qu'il s'en soit dispensé revient à dire au gouvernement de Barzani "je ne suis pas favorable à ce référendum, mais faites ce que vous voulez".

Cela étant dit, ce que devrait faire Ankara, ce n'est pas s'opposer au référendum, mais peser de tout son poids pour que, s'il se crée un Kurdistan indépendant, il repose non sur le pouvoir de l'oligarchie qui le dirige aujourd'hui mais sur un fonctionnement plus démocratique, respectueux de l'État de droit, où le Parlement n'est pas réduit à être une chambre d'enregistrement des volontés du pouvoir. Évidemment, il s'agit là d'un vœu pieux. Quand on voit l'état de la démocratie turque à l'heure actuelle, on peut difficilement concevoir qu'elle puisse représenter un modèle pour un nouvel État dans la région.

—**Asli Aydintasbas**
Publié le 27 août

Kurdistan irakien. Un vote aux conséquences imprévisibles

Hamdam Mostafavi 25 sept 2017
www.courrierinternational.com

Malgré les pressions internationales, les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien ont maintenu le vote sur l'indépendance ce 25 septembre. Si le oui l'emporte, les impacts se feront sentir sur toute la région.

"Le référendum n'est plus entre mes mains ni entre celles des partis, il est entre les vôtres", a déclaré le président de la région autonome du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani, quelques heures avant le vote historique du 25 septembre. Annoncé en juin dernier, ce référendum, qui ouvrirait le chemin à la division de l'Irak, n'est pas vu d'un bon œil par le gouvernement central irakien, ni par les puissances environnantes, en particulier l'Iran et la Turquie. Celle-ci a annoncé qu'elle ne reconnaîtrait pas l'indépendance et jugerait le scrutin invalide. L'Iran, qui comme la Turquie compte d'importantes populations kur-

des, a réaffirmé son soutien au gouvernement central irakien.

"Pour les Kurdes, il n'y a que deux options", écrit le site kurde installé à Erbil, Rudaw, "soit maintenir le statu quo, ce qui signifie insister sur l'unité de l'Irak, la souveraineté et l'intégrité territoriale, même si elles sont très largement inexistantes à ce jour ; soit faire une rupture à l'amiable entre chiites, sunnites et Kurdes, et laisser chacun mener ses affaires de la façon dont il l'entend." Le journal ajoute :

L'Irak actuel n'est pas seulement divisé par des ethnies ou des religions, mais aussi dans l'état d'esprit et dans la façon d'organiser la société. Imposer une unité artificielle ne fera que renforcer ces différences et augmenter l'animosité et la méfiance entre ces entités. C'est pour cela que les Kurdes considèrent que l'option la plus dangereuse est de maintenir le statu quo, qui fait de l'Irak une bombe à retardement, non seulement pour le pays mais pour toute la région et au-delà."

Les initiatives diplomatiques se sont multipliées ces dernières semaines pour tenter de faire fléchir

les autorités kurdes et les inviter soit à annuler le référendum, soit à changer la question posée. Les initiatives américaines ou encore françaises visaient à assurer aux Kurdes qu'ils pourraient obtenir plus de représentativité au sein du gouvernement central irakien, avec lequel ils sont en conflit depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, notamment sur la question de la redistribution des revenus du pétrole. Ou sur les zones disputées, comme Mossoul et Kirkouk. La ville frontalière de Kirkouk, qui participe à ce référendum, "pourrait implorer en cas de vote pour l'indépendance", affirme le magazine américain Time. "Le contentieux ne concerne pas seulement la gouvernance de la ville, mais ce qui se passera pour les milliers de résidents arabes et turkmènes, si les Kurdes prenaient le pouvoir."

À lire aussi Kurdistan irakien. Référendum : les "zones" disputées au cœur du conflit arabo-kurde

"Si les Kurdes d'Irak convertissent cette zone autonome qu'ils dirigent depuis un quart de siècle en un État totalement indépendant, l'État irakien s'effondrera certainement, la Turquie envahira le nord de l'Irak et la Syrie, et l'Iran s'unira avec la Turquie contre les forces kurdes", prédit l'économiste américain David P. Goldman dans Asia Times. "Il n'y a aucun précédent dans l'histoire diplomatique de voir le monde entier s'opposer aux aspirations d'un petit peuple, de plus un peuple qui a su se gouverner admirablement malgré le chaos total environnant", note le commentateur.

Barzani: It's too Late for an Alternative to Kurdistan Independence Referendum

Asharq Al-Awsat
September 17, 2017
<https://english.aawsat.com>

Irbil, Baghdad – Even though Kurdish President Masoud Barzani confirmed that it was too late for an alternative for the independence referendum, senior Kurdish official of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Mala Bakhtiyar asked Kurdish authorities to seriously consider the proposal suggested by major countries.

Speaking at a rally for the independence vote in Duhok in Nineveh on Saturday, Barzani said that the referendum is a means and not a goal, adding that had there been an alternative it would have been welcomed. Thus, according to Barzani, the time has passed for an alternative to replace the independence vote on September 25.

He told the crowd: "We still have not received the alternative that could replace the referendum. You should therefore cast your votes on September 25 and take your decision."

Barzani added that he does not accept any state to question the legitimacy of the vote, reiterating that Kurdistan is willing to attend meetings to discuss the matter only after the vote.

Meanwhile, Iraqi Prime Minister Haidar al-Abadi threatened to use military force in case violence erupted after the referendum.

In an interview with the Associated Press on Saturday, he said if the Iraqi people were threatened by the use of force outside the law, the government will intervene militarily.

"If you challenge the constitution and if you challenge the borders of Iraq and the borders of the region, this is a public invitation to the countries in the region to violate Iraqi borders as well, which is a very dangerous escalation," he warned.

However, when asked about negotiations between Baghdad and Kurdistan, the PM confirmed that negotiations are always possible.

"I will never close the door to negotiations. Negotiations are always possible. It will make it harder and more difficult. Because there are a lot of outstanding issues, there are disputed areas, there is the oil, there are the borders, there are the ports and other issues which have not been solved for years. This will be very difficult. We were together in one country and it was tough even then to resolve it. Now if you were to separate (regions), I think to resolve it will be much harder," Abadi continued to say.

The United Nations and US-led international coalition recently presented the Kurdish authorities with an alternative to the independence referendum. Asharq Al-Awsat publi-



Locals in Kirkuk attend a rally in favour of a 'yes' vote on 11 September in the upcoming Kurdish independence referendum Reuters

shed some of its details on Saturday.

The UN urged Barzani to drop plans for the referendum and enter talks with Baghdad aimed at reaching a deal within three years.

Agence France-Presse published on Saturday further details of the UN proposal, which included a "structured, sustained, intensive and result-oriented partnership negotiations.. on how to resolve all the problems and outstanding issues" between Baghdad and Irbil.

UN envoy in Iraq Jan Kubis offered international backing for immediate negotiations between the country's federal government and the autonomous Kurdish region.

Kubis called for talks, overseen by the UN Security Council, that would aim to reach a deal defining "principles and arrangements" for future relations between Baghdad and the Kurdistan government. In return, the Kurdish administration agrees to postponing the referendum at least until the end of negotiations.

When asked about the alternative, Kubis said: "Here is this offer, if they accept this alternative, there will be negotiations."

He added that he expects a reply from Barzani within two or three days.

Amid the national preparations for the referendum, Bakhtiyar said that they believe the Kurdish leadership should take the alternative offered by the US, United Kingdom and UN "very seriously."

"We from the PUK believe that the alternative should be taken very seriously," he announced at a press conference. He added that the Kurdish leadership is going to hold

several important meetings over two days to study the joint offer.

He concluded that the alternative with full consent of the Iraqi government should make sure that all outstanding issues are resolved, the constitution of Iraq is upheld and democracy is respected.

Meanwhile, PUK MP Khalaf Ahmad denied rumors claiming officials in Kurdistan are divided over the referendum.

Speaking to Asharq al-Awsat, Ahmad confirmed that most political Kurdish parties have a unanimous opinion on this matter.

Kurdistan Democratic Party (KDP) MP Firsat Sofi also told Asharq al-Awsat that both the PUK and KDP are looking into the matter of the alternative and Barzani confirmed that if the international community or US presented tangible evidence about a substitute that meets the needs of the Kurdish people, then they are willing to discuss it.

However, Sofi said: "If they told us to go to Baghdad and negotiate the issues with authorities there, this is not an alternative. We have been discussing with Baghdad for a decade now and no progress has been achieved; not even the slightest."

He reiterated that an alternative should be limited by a timetable and backed by international resolutions. ■

Turkey's threats against Kurdish referendum vague but deliberate

Turkey's National Security Council convened Sept. 22 to decide what measures to take against the Kurdistan Regional Government if it holds its independence referendum.



Cengiz Çandar
September 22, 2017
www.al-monitor.com/

Three days prior to the Kurdish independence referendum, Kurdistan Regional Government President Massoud Barzani — who remains committed to holding that fateful referendum — spoke with *The Guardian*, expressing his despair at the lack of international support for Kurdistan's aspirations. "Is it a crime to ask our people to express themselves over what they want for the future?" he asked.

For him, the simple question to be found on the referendum — "Do you want the Kurdistan Region and the Kurdistan areas outside the region's administration to become an independent state?" — should not have triggered such hostile reactions on the international stage.

He further told *The Guardian*: "It was surprising to see the reaction from the international community. Where is your democracy now? Where are the UN charters? Where is the respect for freedom of expression? After the big sacrifice of the peshmerga and breaking the myth of [the Islamic State], we thought they would respect this right."

Dramatic developments in the past few days have proven Barzani wrong. Had Barzani predicted the international uproar over the referendum, would he still be as committed to the referendum? It is difficult to answer. But *The Guardian* observed that Barzani "appeared rattled by the intensity and volume of the opposition to the ballot," further mentioning that Barzani had thought the United States would support the referendum.

A White House statement following the Sept. 22 meeting between President Donald Trump and Turkish President Recep Tayyip Erdogan would be another source of consternation for Barzani. The statement confirmed that the two leaders "reaffirmed their rejection" of the referendum and vowed "serious consequences" if it took place.

Turkey's National Security Council (NSC), chaired by Erdogan, convened Sept. 22 to decide what measures to take against the referendum. The NSC brings together the country's political and military leaderships, including ministers of foreign affairs and defense, as well as the director of intelligence. Until the early 2000s, the powerful military dictated the NSC's decisions on security and foreign policy matters. The ruling Justice and Development Party modified the role of the NSC into a consultative body whose decisions are not binding. Though originally scheduled for Sept. 27, the NSC meeting was rescheduled to serve as a deterrent to the referendum.

The Turkish Council of Ministers is also scheduled to convene Sept. 22 to translate the NSC recommendations into action. Moreover, the Turkish parliament will vote on a motion Sept. 23 to extend the Turkish army's mandate to send troops to northern Iraq.

All these extraordinary meetings of different Turkish state institutions look a bit farcical, as if these institutions are autonomous bodies that debate policies. Yet, they all operate under the strong grip of Erdogan and implement his stances regarding Kurdistan.

Erdogan was the one who announced the change in date for the NSC meeting, and on the day Erdogan departed for the United States, the Turkish military initiated previously unannounced military exercises at the Habur border crossing, which is Turkey's main gateway to the Kurdistan Region of Iraq. The military exercises sent a signal to Erbil that, in Kurdish leaders' future calculations, they should consider the possibility of a Turkish military move into Kurdistan to suppress Kurdish independence.



A Turkish soldier points as he stands on a tank during a military exercise near the Turkish-Iraqi border in Silopi, Turkey, Sept. 22, 2017. REUTERS/Umit Bektas

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu met with his Iranian and Iraqi counterparts at the United Nations to discuss joint measures to be taken against Erbil. The triangular relationship between Turkey, Iran and Iraq was reminiscent of the ill-fated Baghdad Pact of the 1950s and the Saadabad Pact of 1937, which implicitly united the countries against the Kurds.

Iran's highest-ranking security official, Ali Shamkhani, had already announced that Iran would shut down its borders with the Kurdistan Regional Government (KRG) if the independence vote passed. Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi mentioned that military action against the KRG was possible. Hadi al-Amiri, the commander of the Shiite Popular Mobilization Units in Iraq, made similar threats.

How drastic could the Turkish reaction become?

The long-awaited communique of Turkey's NSC was vague regarding this very question. The most important part of the NSC statement read: "Despite all our warnings, if the referendum is held, then Turkey would preserve its rights that emanate from bilateral and multilateral agreements."

The communique reiterated previous official statements, referring to the positions of the UN Security Council and the Iraqi central government. It emphasized "that the insistence on holding the referendum would yield severe consequences harming the entire region."

Turkey is holding its cards close to its chest and trying to be as ambiguous as possible so as to leave the door open for different measures against Erbil, from economic pressure to military undertakings.

Turkey is the KRG's main lifeline to the outside world. Turkey, actually, would be able to suffocate the KRG without resorting to heavy-handed military measures. To export its 550,000 barrels of oil per day to the international market, the KRG relies on Turkey. Over 300,000 of those barrels come from Kirkuk oilfields, which fell under KRG control in June 2014. Kurdistan is the third largest market for Turkish goods after Germany and the United Kingdom.

Turkey, actually, would be able to suffocate the KRG without resorting to heavy-handed military measures.

Turkey has the capacity to hurt the KRG economically more than any other political actor. However, it's a two-way street. Ankara — and in particular Erdogan himself — benefits from that economic relationship just as much as Barzani and Erbil.

So long as the Kurdistan Workers Party and its Syrian affiliates are Turkey's main security threats, to prioritize the KRG would be unwise for Erdogan and the country's security establishment.

Erdogan's fiery rhetoric aside, Turkey has a lot to contemplate when it comes to the upcoming referendum. ♦

Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller Mesopotamia Express: A Journey in History. Currently, he is a Distinguished Visiting Scholar at the Stockholm University Institute of Turkish Studies (SUITS). On Twitter: @cengizcandar

LA TURQUIE,
MALGRÉ
ERDOGANÉDITORIAL **M**

Dans leurs relations avec la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, les Européens font face à cette impitoyable réalité : le président turc est incontournable. C'est l'une des figures imposées de la vie diplomatique que de devoir traiter avec des personnalités qui disent ouvertement tout le mal qu'elles pensent de vous, affichent leur mépris à votre égard et cherchent, quand elles le peuvent, à vous porter tort.

Et telle est, grosso modo, l'attitude du président Erdogan vis-à-vis de ses homologues de l'Union européenne (UE). Le président de la commission de Bruxelles, Jean-Claude Juncker, rappelait, mercredi 13 septembre, qu'il arrive au numéro un turc de parler de « fascisme » ou de « nazisme » pour commenter certaines déci-

sions des dirigeants de l'Union. Ce sont évidemment des qualificatifs qui n'incitent guère à entretenir un dialogue chaleureux avec Ankara. M. Juncker relevait encore que la justice turque n'avait rien de plus urgent à faire que d'embastiller et de dresser des procès à l'encontre d'un journaliste français, Loup Bureau, et d'un de ses collègues turco-allemand, Deniz Yücel, correspondant de *Die Welt*.

Ce dernier est emprisonné depuis le 14 février 2017. Quant à Loup Bureau, dont le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a évoqué, jeudi à Ankara, la situation, il est détenu depuis plus d'un mois. Professionnels consciencieux, les deux hommes sont avant tout victimes de la dégradation constante des relations entre la Turquie et l'UE.

Depuis le putsch raté du 15 juillet 2016, la Turquie vit au rythme d'une répression qui a pris des allures de vengeance personnelle de la part du président Erdogan. A juste titre, l'UE a dénoncé l'érosion constante de l'Etat de droit en Turquie et une répression tous azimuts dont l'objet paraît souvent être de museler toute opposition à l'émergence du pouvoir autocratique de M. Erdogan. Quel que soit l'état des négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'UE, et l'hypocrisie de nombre d'Européens à ce sujet, c'est d'abord le président turc qui s'éloigne de l'Europe. C'est lui qui revient sur les

avancées démocratiques de ces dernières années ; lui encore qui tire son pays loin des normes libérales des sociétés occidentales ; lui toujours qui, membre de l'OTAN, entend acheter des armes à la Russie.

Le choix de tourner le dos à l'UE est celui d'Ankara, pas celui de Bruxelles. Pour autant, l'Europe ne peut pas se couper de la Turquie. Puissance économique et démographique aux portes du Vieux Continent, elle doit être un partenaire. Elle l'est dans la gestion des flux migratoires. Elle compte dans l'immense chantier à entreprendre, ensemble, pour apaiser la tourmente moyen-orientale. Elle est un pays clé dans la relation complexe qui se noue entre l'UE et la Russie, d'une part, l'UE et l'Iran, de l'autre. Faut-il le dire aussi ? Elle compte par la richesse de sa culture, l'infinie beauté du pays et la merveilleuse complexité de l'identité turque.

Enfin, il faut penser à ces quelque 50 % de Turcs – ceux d'Ankara et d'Istanbul, notamment – qui ont refusé de signer un chèque en blanc à M. Erdogan lors du référendum d'août dernier. Quand le président manie l'insulte et la provocation à l'adresse de l'UE, c'est peut-être plus un signe de faiblesse que d'autre chose. Bref, tout impose de passer outre à la personnalité d'un homme et de maintenir le contact avec les Turcs. L'exercice requiert de la patience, et celle-ci s'apprend en contemplant le Bosphore à la tombée de la nuit. ■

Un attentat de l'EI tue
au moins 84 personnes
dans le sud de l'Irak

Depuis la perte de ses fiefs, l'organisation djihadiste adopte une tactique de guérilla

Rarement visé par l'organisation Etat islamique (EI), le Sud irakien, à majorité chiite, a été la cible de l'attaque la plus meurtrière revendiquée par le groupe djihadiste sunnite depuis qu'il a perdu Mossoul et Tal Afar, ses deux bastions dans le nord du pays. Au moins 84 personnes ont été tuées, dont sept Iraniens, et 93 autres blessées, dans un double attentat suicide près de la ville de Nassiriya, la capitale de la province de Dhi Qar, à 300 kilomètres au sud de Bagdad.

Le bilan des victimes pourrait s'alourdir, a prévenu Abdel Hussein Al-Jabri, l'adjoint au directeur général de la santé pour la province de Dhi Qar, qui a fait état de blessés « dans un état critique ». L'attaque la plus meurtrière s'est produite dans un restaurant au

sud-ouest de Nassiriya. « Un assaillant a activé sa ceinture d'explosif à l'intérieur du restaurant bondé, et un groupe d'autres hommes a ouvert le feu et jeté des grenades sur les convives », a déclaré Ali Abdoul Hussain, colonel de police, à l'agence Reuters.

Les assaillants sont ensuite montés en voiture et se sont fait exploser à un point de contrôle. Les attaques ont eu lieu sur une autoroute régulièrement empruntée par des pèlerins et visiteurs venus de l'Iran voisin, en route vers les villes saintes chiites de Nadjaf et de Kerbala, plus au nord.

La demi-douzaine de terroristes, déguisés en membres des unités paramilitaires de la mobilisation populaire (MP), composée en majorité de milices et de volontaires chiites, circulait à bord de véhicules militaires volés. Dans le court

communiqué diffusé par son organe de propagande Aamaq, l'EI écrit que plusieurs kamikazes ont participé à cette attaque, qui a tué « des dizaines de chiites ». Elle survient au lendemain d'une visite du premier ministre irakien, Haider Al-Abadi, dans la province de Dhi Qar, notamment à Nassiriya.

La dernière attaque ayant visé le Sud irakien remonte à mai. L'EI avait alors revendiqué un attentat contre un poste de contrôle dans la banlieue de Bassora, à l'extrémité sud du pays, qui a fait onze morts et trente blessés. Majoritairement chiite et concentrant la majeure partie de la production pétrolière du pays, la région est strictement quadrillée par les forces de sécurité.

Résilience

Cette surveillance limite les capacités logistiques de l'organisation djihadiste, qui n'y dispose par ailleurs pas d'une large base de recrutement. Très minoritaire, la communauté sunnite vit sous contrôle, notamment des milices chiites très implantées dans la région. En 2013, des membres de la communauté sunnite de Dhi Qar et de Bassora avaient été la cible d'attaques et de menaces qui ont

poussé des centaines de familles à s'exiler ailleurs en Irak.

Ces attaques montrent une nouvelle fois la capacité de résilience de l'EI. Après avoir perdu Mossoul, la deuxième ville d'Irak, en juillet, et Tal Afar à la fin du mois d'août, l'organisation ne contrôle plus que deux fiefs : Hawija, à 300 kilomètres au nord de Bagdad, et trois localités du désert de l'Anbar frontalier de la Syrie : Al-Qaïm, Rawa et Anna. Les forces irakiennes se préparent à y lancer l'assaut.

Mais l'EI dispose encore de centaines de combattants au sein de cellules clandestines, responsables d'attaques quasi quotidiennes à Bagdad et dans les provinces libérées de sa présence depuis 2014. Avec la perte de ses territoires en Irak, l'EI devrait se concentrer sur ces actions de guérilla et multiplier les attentats visant les civils et les forces de sécurité. ■

HÉLÈNE SALLON

Référendum confirmé au Kurdistan irakien

Washington demande l'abandon du scrutin sur l'indépendance, prévu le 25 septembre

ERBIL - correspondance

Le Parlement de la région autonome du Kurdistan irakien réuni à Erbil, la capitale, a confirmé, vendredi 15 septembre, au cours d'une session extraordinaire la tenue d'un référendum sur l'indépendance du territoire prévue pour le 25 septembre. Les divisions politiques internes à la région kurde, la colère de Bagdad, les pressions régionales et internationales pour reporter ce scrutin à haut risque, n'y auront rien fait. La décision du Parlement kurde se veut définitive.

Cela faisait deux ans que l'institution législative kurde, minée par une crise politique loin d'être résolue, ne s'était pas réunie et c'est sans enthousiasme, dans un hémicycle au tiers vide du fait du boycott du mouvement Gorran, la deuxième formation politique du territoire, que ses membres ont entériné la décision prise par les dirigeants kurdes en juin.

Les parlementaires, arborant pour une part de luisantes écharpes en tissus synthétique aux couleurs kurdes, ont apporté leur soutien à la position inflexible de Massoud Barzani, 71 ans, président du Kurdistan autonome depuis 2005 et chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), la faction politico-militaire la plus puissante de la région. « A ce jour, nous n'avons reçu aucune proposition alternative en mesure de remplacer le référendum (...). Le référendum aura lieu le 25 septembre », avait déclaré plus tôt dans la journée M. Barzani devant une foule acquiescente, rassemblée à Amedi, un de ses fiefs historiques proche de la frontière turque.

Coiffé du turban rouge et blanc, symbole du clan Barzani, engagé dans la lutte nationale depuis les années 1930 et occupant les sommets de la politique kurde irakienne depuis 2003, l'ancien chef de guérilla a apporté une réponse

cinglante aux efforts déployés par ses partenaires occidentaux et régionaux afin d'obtenir le report de ce référendum. Dans un discours plus offensif qu'à l'accoutumée, alignant les références nationalistes, M. Barzani leur a adressé un message clair : il n'y a plus de retour en arrière possible.

« Déstabilisant »

La veille, le chef kurde avait reçu une délégation composée de représentants américains, britanniques et des Nations unies, porteuse d'une « alternative » au référendum qu'il n'aura pas jugée satisfaisante. Présent dans la délégation, Brett McGurk, l'envoyé spécial américain auprès de la coalition internationale en Syrie et en Irak, a multiplié les rencontres avec les formations politiques kurdes pour tenter d'obtenir le report d'un référendum jugé inopportun dans le contexte de la guerre encore inachevée contre l'EI.

A Souleymanieh, M. McGurk a rencontré séparément, mercredi, les figures dirigeantes de la famille Talabani qui domine l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), une autre faction politique et militaire, ainsi que les chefs du mouvement Gorran, un parti issu de l'opposition affichant une plateforme anticorruption, hostile à la tenue du référendum ce mois-ci.

« M. McGurk a été très clair : si le référendum a lieu, Washington va couper tout soutien politique, militaire ou diplomatique au Kurdistan irakien. Il nous a dit qu'en cas d'attaque de la part de Bagdad, de l'Irak, ou de la Turquie, nous serons seuls », indique Shunas Sherko Jdy, du mouvement Gorran. Confirmée dans l'entourage de la famille Talabani, la position de Washington n'a pas dissuadé le président Barzani et ses alliés de la campagne du oui à l'indépendance.

« Les Américains nous ont proposé de nous soutenir dans nos né-

« Le temps est venu de nous séparer. Nous sommes des citoyens de seconde catégorie dans ce pays »

ALI HUSSEIN

haut responsable du PDK

gociations avec Bagdad. Les Iraniens aussi, en échange d'un report du référendum. Pour une fois ils sont sur la même position », expose Sadi Ahmed Pira, cadre dirigeant de l'UPK et membre de la délégation kurde qui avait entamé un cycle de négociation avorté avec l'Etat central en août. « Leurs plans sont bons mais ils ne nous donnent pas de garantie écrite. On ne peut pas s'y fier. » Vendredi, la Maison Blanche a de nouveau appelé le leader kurde à abandonner le référendum, jugeant qu'il serait « provocateur » et « déstabilisant ».

Contentieux chroniques

Le cœur territorial du Kurdistan irakien échappe de fait à l'autorité de Bagdad depuis 1991. Cette première autonomie informelle, qui a rapidement débouché sur une guerre civile entre factions kurdes issues du mouvement national, a été reconnue par la Constitution adoptée par l'Irak à la suite de la chute du régime de Saddam Hussein en 2003. La nouvelle entité kurde, sans être pour autant unifiée, s'oppose depuis à Bagdad dans des contentieux chroniques portant notamment sur l'exploitation des ressources pétrolières du nord du pays et sur les territoires disputés entre les factions kurdes et l'Etat irakien.

« Il n'y a plus de confiance entre nous et Bagdad. Nous avons essayé de travailler avec l'Irak mais

le temps est venu de nous séparer. Nous sommes des citoyens de seconde catégorie dans ce pays », affirme à Erbil, Ali Hussein, haut responsable du PDK de M. Barzani. « C'est seulement par l'indépendance que nous pourrions résoudre nos problèmes politiques, sociaux et économiques et ce n'est pas aux pays étrangers de nous dire comment construire notre avenir. »

Malgré l'assurance affichée de la direction kurde, les périls montent autour du Kurdistan autonome. Au-delà des divisions internes et des graves lacunes techniques qui menacent la tenue du scrutin, la décision d'organiser le référendum dans les territoires disputés entre les forces kurdes et Bagdad est porteuse de risques sécuritaires non négligeables. Des tensions sont déjà à l'œuvre dans certains districts entre les forces kurdes et des éléments des unités de la Mobilisation populaire, une force paramilitaire à dominante chiite loyale à Bagdad et liée à Téhéran. C'est cependant vers la province disputée de Kirkouk, dont les ressources en hydrocarbures conditionnent la survie économique d'un éventuel Kurdistan indépendant, que les regards se tournent.

A majorité kurde, contrôlée de fait par les forces kurdes mais relevant officiellement de Bagdad, elle a vu son gouverneur kurde démis de ses fonctions jeudi par le Parlement fédéral du fait de son soutien au référendum. Voisine de la poche djihadiste d'Hawija où se massent les forces loyales à Bagdad censées y mener une offensive avant fin septembre, la ville de Kirkouk, que le discours nationaliste a transformée en « Jérusalem kurde », pourrait concentrer de nouvelles tensions. A dix jours de ce scrutin périlleux, le Kurdistan irakien entre dans une nouvelle période d'incertitude. ■

ALLAN KAVAL

Pressure Mounts on Iraqi Kurds to Cancel Independence Vote

By DAVID ZUCCHINO / SEPT. 21, 2017
<https://www.nytimes.com>

ERBIL, Iraq — In a region where few people concur on anything, adversaries and enemies in the Middle East find themselves agreeing on one goal: to stop Iraq's Kurds from forging ahead with a vote for independence on Monday.

As the Kurds rush headlong to embrace their region's first steps toward independence, their neighbors and allies, led by the United States, are ratcheting up demands to cancel a referendum on independence from Iraq. They warn that it could unleash ethnic violence, tear Iraq apart and fracture the American-led coalition fighting Islamic state militants.

It is difficult to reconcile the fierce international objections with the euphoric flag-waving celebrations in Kurdish cities, where residents are convinced they will be voting for independence next week no matter what the world thinks.

In Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, fireworks streak across night skies and young men cruise past in cars, honking horns and chanting Kurdish national slogans. Red-white-and-green Kurdish flags snap in the wind beside posters and banners that implore Kurds — in four languages — to vote “yes” to pursue independence.

But almost every day for the past week, Kurds have been buffeted by jarring new demands from outside their autonomous enclave to cancel the vote.

The White House has called the vote “provocative and destabilizing.” Brett H. McGurk, the United States envoy to the region, has described it as “a very risky process” with “no prospect for international legitimacy.”

The United Nations secretary general, António Guterres, has warned that the vote would undermine the fight against the Islamic State, where Kurdish fighters, known as pesh merga, and Iraqi army units are part of the American-led coalition.

The Kurds' powerful neighbor, Turkey, is conducting tank drills on its border with Iraqi Kurdistan. Iran has vowed to block its border with the landlocked region if the vote proceeds. In response, some Iraqi Kurdish families have been stockpiling food and supplies.

Both Turkey and Iran worry that an indepen-



The president of Iraqi Kurdistan, Massoud Barzani, is pushing the referendum, but his rivals say it is a ploy to to distract attention from internal political strife and a sinking economy. Credit Azad Lashkari/Reuters

dence vote by Iraqi Kurds will stir unrest among their own Kurdish minorities.

The Iraqi government in Baghdad, faced with the possibility of losing a third of the country or the outbreak of a new civil war, has called the referendum illegal and unconstitutional. Prime Minister Haider al-Abadi has said that Iraq is prepared to use military force if the referendum provokes violence.

“The pressures are certainly escalating to try to pull this thing away from us,” said Hoshiyar Zebari, Iraq's former foreign minister and a leader of the referendum effort. “We are used to it.”

Even within Kurdistan, many Kurds are opposed.

Political rivals of the region's president, Massoud Barzani, say they want independence but may vote no to avoid endorsing Mr. Barzani, the face of the referendum. Others say the referendum is the right idea at the wrong time. They contend that the Kurdistan Regional Government is corrupt and dysfunctional, and has not yet built the democratic framework necessary for an independent nation.

“We're not a democratic state — we're a tribal state, and we're not ready for independence,” said Rabbon Marof, a member of the Kurdish Parliament and a leader of the “No For Now” movement.

Mr. Marof said Mr. Barzani's government had tried to block the movement's rallies and posters, accusations the government denies. Mr. Marof pul-

led out his cellphone to display texts from referendum supporters threatening him or making vulgar references to his wife and sister.

Mr. Barzani's rivals have accused him of using the referendum to distract Kurds from internal political strife and a sinking economy. Rocked by falling oil prices, the Kurdistan Regional Government is at least \$20 billion in debt, according to analysts. Public employees say they have been paid only about 40 percent of their salaries since Iraq stopped sending budget payments in 2014.

Alan M. Noory, a Kurd who teaches social science at American University of Iraq Sulaimani, said the vote would rupture relations with the United States and Baghdad at a critical moment. He favors independence, he said, but will boycott the vote.

“This is not a real referendum,” he said. “It's an insult to the democracy we deserve.”

So far, the Kurdish leadership has held fast, insisting that the referendum will proceed. But the Kurdistan Regional Government says it is still talking to the United States and to Baghdad, seeking an ironclad guarantee of a future road map to independence.

Peter W. Galbraith, a former American diplomat who is close to Kurdish leaders, said an 11th-hour deal was unlikely. “For the generation of leaders who were pesh merga, this is the end of their careers — this is their moment,” he said.

A central issue is the status of Kirkuk, an oil-rich city that provides Kurdistan its single biggest source of revenue. The pesh merga seized the city and its oil fields in 2014, after the Iraqi army fled an assault by Islamic State militants.

Kurds in Kirkuk have provoked Baghdad by flying Kurdish flags and erecting a massive statue of a pesh merga fighter at the city gates, a Kalashnikov rifle on his shoulder. Kirkuk is home to Arabs, Kurds and Turkmens.

Kirkuk is one of several Iraqi areas taken by Kurds in 2014, expanding their enclave by more than 40 percent. The Kurds have enraged Baghdad by including the disputed areas in the referendum.

Asked whether Kurds might consider canceling the vote in contested areas, Mr. Zebari replied, “We are looking for options — we have not reached any final conclusions.”

“But of course,” he added, “we would want something for it.”

The Kurds, isolated and besieged for a ⇒



The United Nations fears the Kurdish split with Iraq will hobble the fight against the Islamic State, in which Iraqi and Kurdish forces have fought alongside each other. That has already happened in the battle for Hawija, where Kurdish fighters, above, have been sidelined. Credit Ivor Prickett for The New York Times

⇒ century, have rejected a series of American proposals to drop the referendum and negotiate with Baghdad. The Kurdish leadership wants a sweeping public endorsement for independence before starting negotiations.

“How can you not let the Kurdish people speak?” asked Najmaldin Karim, the Kurdish governor of Kirkuk. “Everything the U.S. and others are demanding we can do the very first day after the referendum.”

Mr. Karim was fired by Baghdad last week, but remains stubbornly in office. The Iraqis cannot forcibly remove him with Kirkuk under pesh merga control.

David L. Phillips, a former State Department adviser who has worked on Iraq for 30 years, said Mr. Barzani was unlikely to back down now, or to accept any guarantees from the United States or the international community. “The Kurds have learned from bitter experience that they can only rely on themselves,” said Mr. Phillips, now at Columbia University.

A yes vote would not mean immediate independence. But Mr. Zebari said the vote was binding on the Kurdistan Regional Government. Assuming it passes, the government will begin a formal breakaway process to include negotiations with Baghdad and a campaign for international recognition.



The referendum dispute has left the pesh merga on the sidelines of a coalition assault that began Thursday against one of the last Islamic State strongholds in Iraq, the town of Hawija, in Kirkuk province. Mr. Karim said there had been no recent military coordination with Baghdad in the province.

The pesh merga and the Iraqi army, along with Shiite militias known as the Popular Mobilization Forces, fought together in the nine-month battle to liberate Mosul, which had been the largest city held by Islamic State.

Despite the mounting pressure and isolation, Kurds continue to celebrate at raucous, flag-waving rallies. Many arrive in cars bearing Mr. Barzani's portrait. Others have pasted Kurdish flag decals over the word “Iraq” on their license plates. Several Kurdish men have appeared on social media or live TV to burn their Iraqi passports.

Mr. Zebari said there would be no turning back now.

“That would be suicide,” he said. “The end of the Kurdish dream.” ●

A Kurdish nationalist euphoria has swept Iraqi Kurdistan ahead of a referendum Monday on independence from Iraq. Raucous, flag-waving rallies have become regular events in cities like Erbil, the region's capital. Credit Safin Hamed/Agence France-Presse — Getty Images

REUTERS

Syria's Kurds to hold historic vote in 'message' to Assad

September 21, 2017 Tom Perry BEIRUT (Reuters)

KURDISH-LED REGIONS of northern Syria will hold elections on Friday, a historic expression of free will and a message to President Bashar al-Assad as he seeks to reassert control over the whole country, a senior Syrian Kurdish politician said.

As Kurds in neighboring Iraq prepare to vote on secession from Baghdad, Hadiya Yousef told Reuters that Assad's aim to take back all of Syria could lead to its partition, though Syria's Kurds insist that independence is not their aim. The three-phase vote set to begin on Friday is part of a plan mapped out by Syrian Kurdish groups and their allies to set up a federal system of government that will shore up the autonomy they have enjoyed in the north since 2011, when Syria's civil war broke out.

The political structures expected to emerge from the process are inspired by the ideas of Abdullah Ocalan, the head of the Kurdistan Workers Party (PKK), who is in jail in Turkey for leading a three-decade insurgency. Turkey views Kurdish autonomy in northern Syria as a threat to its national security.

In Friday's election, voters will be picking leaders for some 3,700 communities, or “communes”, spread across three regions of the north. The process will be followed in November by elections to local councils and culminate in January with the election of an assembly that will act as a parliament.

The Syrian government, which is regaining swathes of territory with Russian and Iranian support, opposes the plan and has repeatedly insisted that it will recover all the territory that has slipped from its grip during six years of war.

“The regime's insistence on renewing this authoritarian, centralized regime will lead to a deepening of the Syrian crisis,” said Yousef, who co-chairs a constituent assembly at the heart of the plans for the new system of government.

“If (the government) insists on this position, the regime will steer Syria toward partition,” she said by phone. The people of northern Syria had the means to defend themselves, she noted, and urged Damascus to accept dialogue.

“THE SHADOW” OF THE BAATH

The main Syrian Kurdish groups and their militia, the YPG, have emerged as a major force in Syria since the onset of the war, and now control approximately a quarter of the country.

Damascus and its allies on the one hand and the YPG and its allies on the other have mostly stayed out of each other's way in the war. But tensions are surfacing as the sides race to grab territory from Islamic State in Deir al-Zor in eastern Syria.

The YPG is the main component of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces, and its area recaptured from Islamic State.

Hadiya Yousef takes part in a conference in Syria's Kurdish-controlled northern regions, in the town of Rmeilan, Hasaka province, Syria December 29, 2016.

REUTERS/Rodi Said/File Photo



Though it backs the YPG, the United States last year declared its opposition to creation of autonomous zones in Syria. It has also come out against the Iraqi Kurdish independence vote set for Monday.

Yousef said the decision to hold the elections while the people of northern Syria were simultaneously fighting Islamic State reflected their determination to press ahead.

“At the same time, it is a message to the Syrian regime that we as the Syrian people have will and want our will to be represented in the election of our administration to run our regions and societies,” she said.

The elections will not take place in all the areas controlled by the SDF. There will be no vote in the city of Manbij, captured from Islamic State last year, for example, or in recently captured areas near the city of Raqqqa, she said.

Critics say the governing structures set up so far in northern Syria are less democratic than they claim to be, and are dominated by officials committed to the PKK.

But senior Kurdish politician Al-Dar Khalil said a culture of democracy was being advanced in the region, after years of oppressive Baath Party rule. “In Syria, from ‘63 ... we were living in the shadow of the Baath Party - one party controlling all institutions and aspects of life,” he told Reuters. ●

Barzani on the Kurdish referendum: 'We refuse to be subordinates'

Exclusive: Iraq's Kurdish leader tells the Guardian why the independence vote is so vital, and how he will defy global opposition



A pro-independence rally in Erbil, the capital of the autonomous Kurdish region of northern Iraq. Photograph: Safin Hamed/AFP/Getty Images



stream add little comfort.

Along streets festooned with independence flags, past cars bearing posters and the ubiquitous image of Barzani, through three reinforced barriers, and three sets of armed guards, the Guardian is shown into Barzani's conference room, ushered into the same seats occupied in recent weeks by the US defence secretary, James Mattis, and secretary of state, Rex Tillerson, and General Qassem Suleimani of Iran - and by the UK defence secretary, Michael Fallon, only 24 hours before. All of them told him: don't do it.

But for 71-year-old Barzani, who has led the Kurdistan Democratic Party since 1979, having succeeded his father, it may be now or never.

Barzani has been fired by a sense of purpose ever since he joined the Peshmerga at the age of 16: "There are so many of us who have fallen and given their souls for this fight."

"In 2015 I told President [Barack] Obama ... that the partnership with Iraq had failed. At the time we agreed to concentrate on the fight against Isis, so we left it at that.

"Is it a crime to ask our people to express themselves over what they want for the future?" asked Barzani. "It was surprising to see the reaction from the international community. Where is your democracy now? Where are the UN charters? Where is the respect for freedom of expression? After the big sacrifice of the Peshmerga and breaking the myth of Isis, we thought they would respect this right."

Barzani appeared rattled by the intensity and volume of the opposition to the ballot. On Thursday, Washington released the latest of three increasingly strident statements condemning the poll. Iran and Turkey fear for regional stability and for how an almost certain win in Iraq would galvanise Kurdish minorities in their own countries, as well as Syria.

The multi-ethnic city of Kirkuk, which has been fought over by Kurds, Arabs and Turkmen throughout the ages, and controlled by the Kurdistan regional government for the past three years, has been included in the referendum. The move led Suleimani and Hadi al-Amiri, the leader of Iraq's Shia militia, to threaten military force to retake the city.

The Iraqi government continues with its message that the referendum is in breach of the constitution and a potential trigger for the breakdown of the country, which was

Martin Chulov and Paul Johnson in Erbil, northern Iraq
Friday 22 September 2017
<https://www.theguardian.com>

Iraq's Kurdish leader, Masoud Barzani, is on the edge of defying overwhelming international opposition to take the Kurds to a landmark referendum he says will end the region's role in a broken, sectarian Iraq, and pave the way to independence.

Speaking days before the ballot, scheduled for Monday, Barzani said the majority of the global community had underestimated the determination of the Kurds. It had also, he claimed, made a miscalculation in believing that his intention to hold the ballot was a "pressure card" designed to draw concessions, rather than a tangible first step towards a long-held goal of sovereignty.

"From world war one until now, we are not a part of Iraq," he said. "It's a theocratic, sectarian state. We have our geography, land and culture. We have our own language. We refuse to be subordinates.

"The parliament in Baghdad is not a federal parliament. It's a chauvinistic, sectarian parliament. Trust is below zero with Baghdad," Barzani said at his presidential palace in the mountains beyond Erbil - the ruined city of Mosul 50 miles away, a border with Iran to the east, and Syria and Turkey to the west.

The language coming from Baghdad in the south has been equally forceful, predicting violence if the referendum goes ahead. And Haider al-Abadi, the Iraqi prime minister, says that if that happens, military intervention will follow.

Barzani, a slight figure walking with a swiftness and invariably clad in the studied simplicity of khaki, has led the Kurds of Iraq for 12 years, the last two as a de facto president of the semi-autonomous Kurdish region in the north of post-Saddam Iraq. His burden, and his cause, throughout a lifetime as a revolutionary, then statesman, has been to transform aspirations into sovereignty. Ranged against him - for now at least - is the rest of Iraq, the US, Iran, Turkey, Saudi Arabia, the UK, France, the European Union and the Arab League. In favour is Israel, a declaration he could probably have done without.

The vitriol between Baghdad and Erbil has a real manifestation on the ground. As part of the post-Iraq war settlement, the Kurdistan region was guaranteed annual injections of money from central funds, but that agreement collapsed amid a row over oil receipts.

Now, at first sight, there is a mass of construction work in and around the city, which is home to 850,000 people. Up close, the view is different: stalled construction, immobile cranes, the skeletons of half-finished skyscrapers sending out the message: no money. A debt of at least \$20bn (£14.7bn) and fickle revenue



An Iranian Kurdish woman takes a selfie with a man at a gathering near Erbil to urge people to vote in the referendum. Photograph: Safin Hamed/AFP/Getty Images

declared independent in 1932 when the post-Ottoman British mandate officially ended. To that charge, Barzani argued Iraq was a consequence of the Sykes-Picot document of 1916, a secret British-French carve-up which delineated borders: "The work of officials with a pencil and map."

Barzani said he had been given no reason to change his mind, or the date, insisting that all offers put to him had centred on reverting to negotiations with Baghdad, which have repeatedly failed in the 14 years since the ousting of Saddam Hussein.

He said the referendum was a means to an end "but not the end itself", and that post-referendum negotiations with Baghdad and regional partners could start within the next two years.

Asked what would be required for a post-ponement, Barzani said it would only be the offer of a UN mandated solution, with a prescribed agenda and timeline.

"Why would we enter into an open agenda, not knowing the alternative? We are not going to do that. It would need a real agenda, with a specific timeframe and the supervision of UNAMI [UN assistance mission in Iraq]."

"Baghdad must come forward with a con-



cept on how we can negotiate, being two good neighbours, within a timeframe."

The referendum ballot asks: "Do you want the Kurdistan region and the Kurdistan areas outside the region's administration to become an independent state?"

It sets no pathway towards sovereignty

and has no administrative mechanism for any immediate changes to dealings between Baghdad and Erbil.

Attempting to allay fears that the referendum would set a dangerous precedent by creating a de-facto partition of Iraq along ethnic lines, Barzani said: "This would be a nation state, not built on one ethnic group. It would be based on citizenship."

And with that the president is off: there are more rallies to address, more envoys to confront.

There was a last-minute boost: an appearance in Sulaimaniya alongside Hero Ibrahim Ahmed, the wife of Jalal Talabani, the stricken leader of the Patriotic Union of Kurdistan, the second clan-based party in the Kurdish north, which, after some ambivalence, has fallen in behind the referendum. The appearance offers a rare moment of unity before the ballot.

But there are dark warnings from some long-time observers of the Kurds' struggle towards statehood. "They want to become a second Israel," said one. "But they could become a second Palestine." ♦



September 21, 2017

Turkey, Iran, Iraq consider joint measures against KRG referendum

NEW YORK - September/21/2017
<http://www.hurriyetdailynews.com>

Turkey, Iran and Iraq have agreed to consider taking "coordinated counter-measures" against the Iraqi Kurdish Regional Government's (KRG) bid to hold independence referendum at a trilateral foreign ministers' meeting in New York, days before the Sept. 25 vote in northern Iraq.

Turkish Foreign Minister Mevlüt Çavuşoğlu, Iranian Foreign Minister Javad Zarif and Iraqi Foreign Minister Ibrahim Jaferi came together on the sidelines of the U.N. General Assembly meetings in New York late on Sept 20.

"We, as the foreign ministers of Turkey, Iran and Iraq evaluated developments in our region at a trilateral meeting," stated Çavuşoğlu via his Twitter account after the meeting.

The three ministers issued a joint communiqué after the meeting to express their joint opposition to the KRG's referendum.

"[The three ministers] expressed their concern that the planned referendum by the KRG ... puts Iraq's hard-earned gains against DEASH [an Arabic acronym for the Islamic State of Iraq and the Levant] at great risk. They further expressed their concern that the planned KRG referendum is uncon-



stitutional and runs the risk of provoking new conflicts in the region, which will prove difficult to contain," read the communiqué.

The ministers registered their unequivocal opposition to the referendum and decided to urge the leadership of the KRG to refrain from holding the referendum more forcibly, also stressing that the referendum will not be beneficial for the Kurds and KRG.

"[The ministers] agreed to consider taking coordinated counter-measures, recognizing that constructive dialogue within the Iraqi constitution is the only way forward to address issues between Baghdad and Erbil," it added.

Emphasizing the importance of concerted international efforts to convince the KRG to call off the referendum, the communiqué renewed the three countries' call on the international community to remain engaged on the issue.

It also welcomed the recent liberation of the Nineveh Governorate, a major victory against ISIL, and stressed the importance of keeping the focus on liberating the remaining areas that are still under jihadist control.

"[The three ministers] underscored the importance of post-DEASH stabilization efforts to achieve lasting security and stability in Iraq," the statement said. ♦

Opinion

Kurdish Referendum : Thinking, Not Threats



ROBERT FORD

September 23, 2017

<https://english.aawsat.com>

I was the head of the political office at the American Embassy in Baghdad in 2005 during the long, difficult negotiations between Iraqi political leaders about the new Iraqi constitution. The negotiations centered on issues like decentralization, accountability and respect for human rights, and the powers of the executive branch, the legislature and the judicial institutions. Often the negotiations reached dead ends and the top political leaders, such as Masud Barzani, Jalal Talabani, Tariq Hashemi, Abdelaziz Hakim and Ibrahim Jaafari had to meet to make difficult compromises. The Americans were urging Masud Barzani to accept compromises and for Iraqi Kurdistan to be part of a federal Iraq. Barzani is a tough negotiator; his family and his people suffered a lot in Baathist Iraq. He finally answered us clearly in October 2005: if the Baghdad central government respects the new constitution, the Kurdish regional government will remain in a united Iraq. He was very clear about the conditional agreement in 2005.

Twelve years later Baghdad officials have not respected key obligations of the Iraq constitution. The parliament, which has a majority from Shia Islamist parties, has not passed a law as required (Constitution article 65) to establish a second house in the parliament that would represent governorates and regions. The Baghdad government has not passed a law to establish a

national supreme court (article 92) nor the law to govern the intelligence service as required (article 84). The Constitution also requires (article 80) that top military officers receive approval of the Council of Representatives. In reality, prime ministers appoint them without any approval of the council of representatives. The Constitution also forbids (article 9) militias but the government is paying the Hashd ash-Shaabi and the militias are often political which is also a violation of article 9. It is interesting to note that the Kurds won recognition in the 2005 talks for their Kurdish security force, the Peshmerga in article 121(5).

The oil dispute between Baghdad and Erbil is legally complicated and politically tough. The constitution article 112 gives both parties a role, but they still haven't negotiated about how to manage the oil sector.

I remember that in 2005 the Kurdish political leaders were nervous that the Baghdad government under Prime Minister Jaafari and a Shia majority parliament would not respect all the constitution obligations. The American government promised it would help ensure

the Constitution was respected. We said, for example, that we would help Iraqis find a way to solve the issue of disputed territories and Kirkuk; article 140 of the constitution requires a referendum in the disputed territories by 2007 but there the referendum was never held. In 2009 the Americans had a perfect chance to help Iraqis find a solution. The new ambassador then, Christopher Hill, was an experienced negotiator who had helped negotiations to settle the civil war in Bosnia. There were thou-

sands of American soldiers in the area of the disputed territories that could have helped Hill's effort. Instead, the Americans did nothing about articles 112 and 140 and now in 2017 Kirkuk and oil are big disputes.

In 2010 Vice President Joe Biden urged Barzani to support Maliki's second mandate as prime minister. Washington pledged to help ensure respect for the Constitution and a power-sharing deal between Maliki, the Kurds and the Sunni Arabs. This agreement of 19 points included solving article 140 procedures and also was supposed to define how the council of ministers reaches its decisions with the prime minister as required by the Constitution (article 85 still not implemented). Maliki violated major elements of that deal and the violations of human rights and democratic procedures helped ISIS grow. The Americans were silent in 2012 and 2013 and only put serious pressure on Maliki after ISIS began its march in the spring of 2014. And in 2014 again Washington helped create a deal between Baghdad and the Iraqi Kurdish leadership for power-sharing in order to win Kurdish votes for Prime Minister Abadi. And again the deal was broken; article 85 still isn't implemented. And the council of representatives with its Shia Islamist majority last week tried to fire the governor of Kirkuk even though the constitution does not give them this authority.

On September 20 Washington strongly denounced the Kurdish referendum and said that Barzani and the Kurds should instead accept a new process sponsored by the Americans and the United Nations to resolve the constitution questions and Kurdish demands. It's not the first time the Kurds have heard this. We will see if Barzani makes a last-minute retreat. The position of Turkey, which is Erbil's biggest economic partner and which has troops on the Kurdish border, is more important to Kurdish thinking than more American promises.

It will be important to remember that if there is a positive referendum vote, the Kurdish Region Government is not yet independent. Instead, Erbil and Baghdad need to think about channels of communication and next steps. And Ankara and Teheran will have the time for their words too. It will be important for everyone to use calm words and thinking, not anger and threats. ●

Amb. (ret.) Robert S. Ford is currently a senior fellow at the Middle East Institute in Washington where he writes about developments in the Levant and North Africa. Amb. Ford retired from the U.S. Foreign Service in 2014 after serving as the U.S. Ambassador to Syria from 2011 to 2014. In this role, Amb. Ford was the State Department lead on Syria, proposing and implementing policy and developing common strategies with European and Middle Eastern allies to try to resolve the Syria conflict.



Retour de terrain

Quelle armée pour les Kurdes ? Influences et divisions politiques intra-kurdes

Par Benjamin TOUBOL, le 19 septembre 2017
<https://www.diploweb.com>

Candidat à un doctorat dirigé par l'Institut Français de Géopolitique et supervisé par le centre d'études sur le Moyen-Orient Moshé Dayan Center de l'Université de Tel-Aviv. Benjamin Toubol est spécialisé sur le Kurdistan irakien, ses travaux portent sur la géopolitique du Kurdistan et sur les dynamiques et représentations des Peshmergas et des groupes armés kurdes.

Le referendum prévu le 25 septembre 2017 au Kurdistan irakien conduira-t-il à son indépendance ? Si oui, cette indépendance du Basûrê Kurdistanê (Sud-Kurdistan ou Kurdistan irakien) sera-t-elle mise en péril par les rivalités entre Kurdes du Rojava et Kurdes d'Irak ? Après une enquête de terrain, Benjamin Toubol, fait un tableau informé des forces et stratégies en présence. Ce qui permettra de comprendre les lendemains de ce rendez-vous électoral contesté par les Etats-Unis de D. Trump.

Le 20 août 2017, le président turc, Recep Tayyip Erdogan a fait savoir que les Turcs et les Iraniens étaient hostiles à toute idée d'indépendance kurde en Irak. Bien que le ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif ait depuis nuancé ces déclarations en insistant sur le fait que la République Islamique d'Iran voyait d'abord dans un nouveau Kurdistan émancipé de Bagdad une nouvelle donne dans la stabilité de ses frontières, l'appréhension des Turcs se traduit surtout envers le YPG (les Unités de Protection du Peuple) et le PYD (bras politique du YPG), principaux acteurs politico-militaires du Kurdistan syrien, le Rojava. Ces derniers, liés au PKK (le Parti des Travailleurs du Kurdistan) opérant contre l'armée turque au Sud-Est de la Turquie, voient en effet dans l'avènement d'un Kurdistan irakien, un modèle d'émancipation du peuple kurde syrien malgré sa rivalité avec le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani (leader kurde irakien). En effet, les divisions ethniques se sont renforcées au fil des rapprochements entre le clan Barzani et le président Erdogan et des combats de plus en plus violents se déroulent régulièrement entre armée turque et combattants révolutionnaires kurdes du Rojava et de l'Anatolie du Sud-Est.

Le Kurdistan d'Irak rencontre un paradoxe lié à l'histoire kurde de la région : devenir l'État des Kurdes et privilégier l'unité de tous les Kurdes et ainsi froisser ses partenaires turcs et iraniens, ou devenir un État kurde, dont les enjeux et les représentations diffèrent de ceux des Kurdes de Syrie et de Turquie. Entre les positions partisans des Peshmergas, leurs rivalités avec le PKK turc, le YPG syrien, les milices d'autodéfense yézidiennes et chrétiennes irakiennes, et enfin la menace de l'organisation État Islamique sur le

La répartition de la population kurde au Moyen-Orient



© *Questions internationales*, numéro 16, La Documentation française, Paris, novembre-décembre 2005.
<http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/revues/qi/sommaires/16/sommaire16.shtml>

déclin mais protéiforme, l'indépendance du Basûrê Kurdistanê (Sud-Kurdistan ou Kurdistan irakien) prévue au referendum le 25 septembre 2017 sera-t-elle mise en péril par les rivalités entre Kurdes du Rojava et Kurdes d'Irak ?

Le terrain d'étude réalisé en février 2017 à Erbil, en pleine offensive de Mossoul à 60 kilomètres de là, fut l'occasion d'analyser ce que représente le statut de Peshmerga au Kurdistan irakien, mais aussi les relations conflictuelles mais nécessaires avec les voisins kurdes syriens et le puissant YPG ainsi que le poids du PYD dans la province kurde du Rojava.

I. ÊTRE PESHMERGA AU KURDISTAN IRAKIEN : ENGAGEMENT ET REPRÉSENTATIONS

Depuis 2005, le Gouvernement Régional du Kurdistan irakien a subi les effets d'une crise économique qui a menacé de faire sombrer la région dans une récession économique. Depuis, l'émancipation d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, de Bagdad, l'apport d'investissements étrangers et le développement de l'exploitation de ressources pétrolières ont permis d'amortir les difficultés financières et de revoir la croissance à

la hausse au sein des trois provinces de la région (Erbil, Duhok et Soulaymania). L'institution militaire n'a jamais souffert si ce n'est du manque de matériel, lacune largement compensée ces dernières années par les pays occidentaux, américains en tête, afin de renforcer les premières lignes kurdes contre les bastions de l'État Islamique depuis 2014.

Malgré les difficultés économiques rattachées notamment aux paiements tardifs des salaires, les volontaires seraient tout de même nombreux à s'engager dans les unités Peshmergas depuis le début de la guerre contre l'EI [1], si bien que les autorités ont dû limiter le recrutement [2]. Plusieurs raisons expliquent ce fort engagement des Kurdes dans les forces armées. La perspective d'un emploi et d'un salaire a longtemps été un facteur décisif, mais au vu de la situation financière à laquelle font face le gouvernement et le Ministère des Peshmergas, cette raison n'apparaît plus pertinente. Le système salarial est récent chez les Peshmergas et date du début des années 1990. Auparavant, les Peshmergas s'enrôlaient bénévolement et recevaient en contrepartie une indemnité. Ils étaient accueillis et nourris par la population. La raison de l'engagement réside aujourd'hui davantage dans le désir ➤

■ d'affirmer un fort attachement nationaliste à la nation kurde irakienne [3], attachement révisé par la menace que représente l'EI, poussant toutes les tranches d'âge à s'enrôler [4]. Cet engagement dans les forces armées se fait de manière volontaire, il n'y a pas de conscription [5]. Les conditions du recrutement se sont élargies durant l'été 2014 face à l'offensive de l'EI. L'enrôlement s'étend désormais aussi aux Peshmergas à la retraite [6], une situation qui renforce le problème du manque d'unité entre Peshmergas de l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan, deuxième principal parti après le PDK) et ceux du PDK du fait que de nombreux Peshmergas retraités avaient participé à la guerre civile de 1994-1998.

L'exigence d'avoir au moins un parent kurde pour être recruté a également officiellement été levée face à l'afflux de volontaires internationaux. Ainsi, une unité de Peshmergas de l'UPK dirigée par Araz Abdulqadir, implantée dans les environs de Kirkouk, comprend dans ses rangs des combattants étrangers. Les volontaires étrangers peuvent même postuler à un programme de formation appelée le Kurdish Peshmerga Foreigner Registration, Assessment, Management and Extraction (FRAME) [7]. Pour autant, on ne saurait considérer les Peshmergas impliqués dans le conflit, principalement ceux confrontés à l'EI dans la province de Ninive, dans ce qu'il reste des poches de résistance djihadistes dans les faubourgs de Mossoul et au Sud de la province de Kirkouk, comme des soldats de la liberté, dépourvus d'agenda politique et donc non partisans. Essentialiser les forces kurdes comme forces du Bien, démocrates modernes faisant la guerre sans l'aimer, comme les présente Bernard Henri-Lévy dans son documentaire « Peshmerga » [8], efface aussi bien les divisions entre Kurdes d'Irak que les oppositions avec les autres factions kurdes. Sans parler de l'ensemble de l'Irak, des interférences avec la Syrie et la Turquie, de la place des autres factions islamistes comme le Front Islamique du Kurdistan (groupe composé d'Arabes sunnites lié au Ahrar Al-Sham opposé aussi bien au groupe État Islamique qu'au kurdes indépendantistes syriens), des différends entre Peshmergas et combattants Yézidis et surtout de leur rivalité sur le mont Sinjar.

Les femmes sont également présentes parmi les Peshmergas. Le régiment féminin est lié à l'UPK et a été officiellement créé en 1996, même si la participation des femmes dans les combats des Peshmergas est plus ancienne. Le statut de Peshmerga renvoie à une condition de respectabilité au sein de la société kurde. C'est aussi un engagement qui leur assure une autonomie financière et les autorise à s'extraire de l'autorité patriarcale qui les destine à être mariées très tôt. L'UPK fut le premier parti politique à incorporer des unités de femmes combattantes ou des unités mixtes, sous la volonté de son leader Jalal Talabani et les pressions de la colonelle Nhaida Ahmad Rashid, porte-parole des unités mixtes de la caserne de Souleimanya. Les photos de ces combattantes sont très connues à l'étranger et renvoient l'image d'une cause où l'égalité homme/femme existe et s'opère concrètement sur les terrains de combat. Pour autant, les femmes Peshmergas et leurs rôles restent extrêmement minoritaires dans une société qui ne saurait faire oublier les très fortes inégalités qui persistent entre hommes et femmes.

Enfin, c'est cette réputation de combattants

allant au-devant de la mort (traduction littérale du mot Peshmerga), les libérations progressives des villages chrétiens, dont Qaraqosh, dans la plaine de Ninive entre Mossoul et Erbil et les combats incessants contre l'EI dans les faubourgs Est de la ville de Mossoul, qui font des Peshmergas dans leur généralité, la force militairement la plus stable dans la région. Toutefois, sous les ordres de Nerwan Barzani, général Peshmerga et neveu de Massoud Barzani, les sentiments ambivalents sur la reconquête de Mossoul al-Arabi (Mossoul l'Arabe, comme l'appelle les Peshmergas) se sont accrus au sein des forces kurdes qui ne voyaient pas de réel enthousiasme dans l'armée irakienne à voir une force kurde reprendre le poumon économique du Nord de l'Irak et qui historiquement n'a jamais été kurde. Le passage de relais vers les forces armées irakiennes au centre de la ville et dans les faubourgs Ouest a laissé un goût amer aux combattants Peshmergas, Yézidis de l'HPE (Milice d'autodéfense du peuple Yézidi) et chrétiens du NPU (Forces de Défense de la Plaine de Ninive), qui ont perdu toute confiance envers Bagdad depuis la fuite de son armée devant les colonnes de l'EI en 2012.

Le Kurdistan irakien possède donc des institutions, semble maîtriser son territoire (le dernier attentat sur le territoire remonte à 2013 à Erbil) sécurise ses frontières tout en y recherchant une profondeur stratégique dans la province de Ninive à l'Ouest, de Kirkouk au Sud et de Diyala à l'Est. De plus, les accords de gouvernement entre PDK, UPK et le mouvement Gorran (troisième principal parti partenaire de l'UPK) semblent maintenir un certain équilibre démocratique malgré la longévité au pouvoir de Massoud Barzani, longévité qui doit plus à sa légitimité clanique et surtout aux développements des événements sécuritaires faisant rage dans la région. Sur le plan international, le Kurdistan maintient, pour l'instant, les Turques et les Iraniens hors de ses institutions, à défaut d'être hors de ses frontières (les Turcs bombardent régulièrement les bases arrière du PKK au Nord principalement sur les Monts Qandil au Nord d'Erbil et dans la région du Sinjar). Malgré tout, tout au long de cette recherche, il a été vu que l'institution militaire, que requiert tout État, ne s'inscrit pas dans une continuité d'unité. L'autorité de Massoud Barzani se limite aux Peshmergas liés au PDK et aux Brigades unifiées. Elle connaît des difficultés à s'étendre davantage et à confirmer son autorité sur les autres forces, privées ou non, de l'UPK aux milices chrétiennes et yézidies. C'est pourquoi, si le Kurdistan irakien acquiert son indépendance, via son référendum populaire qui devrait se tenir le 25 septembre 2017, définir une force armée unifiée sera tout aussi important que de définir des frontières internationales. Sur ce point, Massoud Barzani a plusieurs fois exprimé son appréhension quant aux territoires disputés et au fait qu'un probable État kurde puisse vivre la même problématique territoriale qu'Israël avec les territoires palestiniens [9]. Dans un second temps l'agenda principal se base sur la constitution d'une force armée homogène, bannissant toute rivalité partisane. C'est pourquoi il est n'est aujourd'hui pas pertinent de parler des Peshmergas en faisant référence à une armée kurde. Il n'y a pas une armée kurde irakienne. Ce constat se fait sur le terrain, où à chaque check-point, à chaque patrouille, dans chaque ville, les patches des uniformes diffèrent sous le drapeau commun kurde selon le rattachement ethnique ou politique du combattant. Il convient de rechercher une entité plus unifiée et centrée sur

une autre représentation du Kurdistan irakien et qui remplit l'objectif de projection de forces extra-territorialisées tout en maintenant une présence et une influence dont le Gouvernement Régional du Kurdistan ne peut se passer et qui peut constituer une réserve de force solide : le YPG kurde syrien.

II. UN ÉTAT KURDE EN IRAK, UNE FORCE KURDE EN SYRIE : RIVALITÉ DES PESHMERGAS ET DES YPG

Chez son voisin syrien, le PDK se méfie des velléités d'expansion du PYD, le parti politique kurde syrien dont le YPG est la branche armée, dans le Kurdistan irakien où il est intervenu ponctuellement en traversant la frontière irako-syrienne pour venir en aide aux peshmergas débordés face aux offensives de l'EI contre les Kurdes yézidis, surtout autour du Mont Sinjar. À l'inverse, le PYD syrien, qui exerce désormais un pouvoir exclusif dans le Rojava (Kurdistan syrien), s'oppose à l'influence du KRG sur la scène kurde en Syrie. Pour autant, le PYD a fait du YPG une force kurde indispensable à la souveraineté des Kurdes de Syrie. C'est entre autres sous l'impulsion des leaders du YPG, vétérans des Peshmergas irakiens ou du PKK turc, qu'ont été fondés les Forces Démocratiques Syriennes, regroupant une coalition de groupes armés arabo-kurdes, chrétiens, yézidis et musulmans, contre l'avancée de l'organisation État Islamique en Syrie.

Issa, un réserviste Peshmerga PDK issu des troupes HPE (Force de protection d'Ézîdxan, force yézidie autrefois rivale du PDK) qui a combattu aux côtés de l'YPG dans l'offensive du Sinjar [10] explique : « Le fait que Daesh se développe aujourd'hui principalement à l'Est de la Syrie est une menace à plus long terme comparé à Daesh en Irak. Nous nous sommes occupés d'eux à Kirkouk et nous allons les repousser dans la province de Shingal [Sinjar]. Aujourd'hui, les Peshmergas ne sont pas présents en Syrie. C'est le YPG et le FDS [Forces Démocratiques Syriennes] qui s'occupent de ça pour nous. Barzani ne souhaite pas éloigner ses troupes, déjà divisées, loin de nos frontières. Nous réfutons tout lien avec le PKK et le YPG, mais officiellement nous les soutenons et les armions. Même les Américains en viennent à les aider en parachutant de la logistique. Le YPG a réussi à unir musulmans, chrétiens et Yézidis. Ils sont le véritable bras armé du Kurdistan en Syrie. Pas le PDK ou l'UPK. »

L'action de sauvetage des populations yézidies, piégées sur les monts Sinjar et massacrées par les raids génocidaires de l'EI en 2015, qui fut considérée comme héroïque par les Kurdes d'Irak, est attribué au YPG qui en retire une confiance que les Peshmergas partisans du PDK et de l'UPK comme les Brigades unifiées Zerevani n'ont pas réussi à préserver depuis le début du conflit avec le mouvement djihadiste en 2012.

L'histoire des relations entre Kurdes syriens et irakiens est parsemée d'alliances et de sécessions. Bien que loin d'être aussi problématique pour le GRK que le PKK turc, le YPG syrien jouit d'une certaine réputation au sein de la population kurde irakienne, principalement dans la province de Dohuk. De nombreux Peshmergas PDK ou UPK, chrétiens, sunnites ou Yézidis sont d'abord passés dans ses rangs avant de combattre au Kurdistan irakien. De plus, même s'il est historiquement lié au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et a combattu et combat

► toujours à ses côtés dans l'Est de la Turquie, le YPG a aujourd'hui une réputation de parti révolutionnaire modéré face à ses frères révolutionnaires marxistes du PKK. Plutôt boudé par les puissances occidentales depuis le début de la guerre civile syrienne du fait de sa proximité avec le régime alaouite de Bashar el Assad, il reprend progressivement pied dans les opérations conjointes avec les forces spéciales américaines à la frontière irako-syrienne. La communication du groupe s'est rodée avec les années et les conflits, mettant en avant le YPJ, sa branche combattante féminine, en première ligne avec les combattants masculins suivant l'idéologie égalitaire proche de celle du PKK. De plus, l'intervention remarquée et saluée des brigades du YPG sur le mont Sinjar contre l'EI lui a permis de s'attirer la sympathie des forces yézidiennes et assyro-chaldéennes de la province de Ninive ainsi qu'une partie de la population kurde irakienne. Début mai 2017, les États-Unis ont décidé d'initier une nouvelle stratégie vis-à-vis de l'organisation État Islamique et du régime alaouite en Syrie. Cette nouvelle stratégie marque un changement de méthodologie dans les relations entre Kurdes et Américains. Soucieux de ne pas fournir d'armes à des milices chiïtes au nord de l'Irak, satellites du régime iranien dans la région, par le biais d'aide aux Peshmergas kurdes UPK, le Département d'État a visiblement décidé de fournir une nouvelle aide matérielle et logistique en direction du YPG qui se présente comme une force unifiée, plus stable, certes marxiste et révolutionnaire, mais opposée au régime d'Erdogan et résolument anti-djihadiste. Les forces de l'YPG se sont notamment illustrées dans les combats contre l'EI lors de la bataille de Kobané (Ein-Arab, en arabe), lorsque la ville, à majorité kurde syrienne, avait été encerclée plusieurs semaines par les colonnes djihadistes. Les forces turques n'ont pas jugé bon d'intervenir malgré la proximité de la localité avec la frontière turque. C'est la coalition des forces kurdes syriennes, dont le YPG, qui a maintenu la ville en attendant les raids occidentaux qui ont eu raison des positions de l'organisation État Islamique. Les Peshmergas kurdes irakiens n'étaient pas déployés dans cette région, cette absence était en partie due au fait que Barzani souhaitait ne pas aggraver les relations déjà tendues avec son partenaire turc.

Les forces kurdo-syriennes, ou Forces du Rojava, sont l'expression de la revendication identitaire des Kurdes de Syrie. Ces forces affichent une unité qui aujourd'hui leur permet d'émerger comme un contre-pouvoir et un acteur rival des Brigades Peshmergas unifiées, faisant émerger une autre représentation géopolitique du Kurdistan. Malgré tout, il existe des divisions au sein des Forces du Rojava, mais le YPG, partie intégrante des forces séculaires des SDF (Forces Démocratiques Syriennes) est le seul acteur militaire kurde à avoir réussi à unifier des ethnies et des confessions différentes afin de conduire une opération de grande ampleur comme celle de la libération de Shingal (région du Sinjar) en novembre 2015, là où les Peshmergas Kurdes irakiens sont restés au second plan.

III. LA STRATÉGIE TERRITORIALE DU PYD ET SON POIDS DANS LES RELATIONS INTRA-KURDES

Outre l'Iran, les zones de peuplement kurde s'étendent principalement sur trois territoires, la Syrie, la Turquie et l'Irak. Chacune de ces trois zones de peuplement est constituée de forces autonomes kurdes, aux agendas différents. Si les Peshmergas PDK suivent la politique de sécurisation

des frontières avec les territoires disputés de Ninive et Kirkouk en limitant la zone d'influence iranienne et de l'UPK, le YPG lui poursuit son ambition d'autonomie de la région kurde de Syrie, profitant du vide étatique laissé par la guerre civile tout en consolidant l'unification des forces arabo-kurdes et le PKK de son côté perpétue l'insurrection anti-Erdogan.

L'YPG est l'objet de nombreux soupçons sur ses ambitions séparatistes de la part des Kurdes irakiens. Ce que le YPG a très vite compris pour asseoir son autorité dans les cantons du Rojava, c'était que la protection des minorités était une question primordiale à la stabilité de la région. Contrairement aux forces irakiennes Peshmergas PDK, le YPG n'a pas été accusé d'expulsions de familles d'autres ethnies, comme cela semble s'être déroulé dans les provinces de Kirkouk et de Diyala par les brigades PDK. [11]

Le YPG a mis l'accent sur la coopération militaire des différentes tribus, kurdes ou non, afin de favoriser l'intégration des différents clans. C'est dans la région de Cezire qu'Arabes et Assyriens se sont réunis sous la bannière d'un même bataillon, formé par le YPG et combattant aux côtés des forces kurdes, afin de consolider l'unification identitaire d'un Kurdistan syrien laïque et pluri-ethnique. Principale figure du développement des relations arabo-kurdes, le Cheikh Humeydi Denhan, chef de la tribu arabe Al-Shammar, est le coprésident du Parti de l'union démocratique (PYD) du canton de Cezire. Les forces qu'il a sous ses ordres ont permis de renverser la tendance dans l'offensive contre l'organisation État Islamique dans la région de Tel Abyad et Serekaniye où se trouve une centaine de villages arabes qui étaient initialement kurdes. C'est dans les années 1970 que le régime alaouite a mené une politique d'arabisation à la frontière turque en déplaçant les populations rurales kurdes.

L'offensive et la défense de Kobané en 2015 a été le théâtre d'opérations effectuées par la plus grande alliance arabo-kurde de l'histoire de la République Arabe Syrienne.

Le Burkan al-Furat, (« Volcan de l'Euphrate ») est l'illustration d'un modèle de coopération qui a su se maintenir. Cette coalition d'opérations conjointes fondée en septembre 2014, regroupant l'YPG, le YPJ, le Jabhat al-Akrad, l'Armée Syrienne Libre, et plusieurs forces arabes - dont les Rebelles arabes de Raqqa, les bataillons Shams al-Shamal qui ont pris part à l'offensive contre les avancées de l'organisation État Islamique a notamment prouvé sa viabilité sur le terrain dans différents théâtres d'opérations comme à Kobané. Jamais des forces kurdes n'ont été au-devant d'une telle coalition regroupant Arabes sunnites, chrétiens et même chiïtes, pas même les Peshmergas kurdes d'Irak, longtemps étouffés par la politique de répression du régime baasiste de Saddam Hussein.

C'est ainsi que le YPG syrien a acquis sa légitimité au sein des populations arabes syriennes devenant la clef de voûte d'une coopération arabo-kurde. S'ils y parviennent, l'alliance qui en découlerait pourrait devenir un jalon majeur pour une coopération arabo-kurde visant à défaire l'emprise territoriale de l'EI. Reste à savoir si celle Alliance résisterait à une émancipation territoriale kurde grisée par l'indépendance du Kurdistan irakien voisin.

Ces groupes aussi divisés soient-ils dans la méthodologie d'action et au niveau de leurs attaches idéologiques et territoriales, partagent

un point commun : celui d'être liés au territoire du Kurdistan irakien et de profiter des formations des Peshmergas (PDK ou UPK). Depuis juillet 2012, les provinces kurdes de l'est de la Syrie sont autonomes. Les formations politiques kurdes (PYD), ayant signé un pacte de non-agression avec le régime d'Assad, sont appuyées par les Unités de Protection du Peuple (YPG) et ont pu grâce à cela s'imposer dans les régions de peuplement kurde de Syrie. Avec des effectifs généralement estimés entre 30 000 et 50 000 combattants [12], les YPG font la preuve de leur efficacité militaire sur le terrain depuis l'été 2013. D'abord au cours de combats contre divers groupes djihadistes puis, à partir de l'été 2014, face à l'organisation État Islamique. La bataille de Sinjar à proximité de la frontière syrienne marque un tournant dans la perception de l'efficacité des combattants YPG, notamment en comparaison des Peshmergas du Kurdistan irakien qui n'ont pas été capables de souder une cohésion avec les autres groupes combattants de la région, incapables également d'appliquer une quelconque force d'intervention afin de protéger les Yézidiens [13] victimes de véritables tactiques génocidaires de la part de l'EI depuis 2014 [14]. Massoud Barzani, semble avoir dû se résoudre à faire appel au PYD, dont les unités sont parvenues à prendre position sur le mont Sinjar et repousser les brigades djihadistes le 14 août 2014.

CONCLUSION

Le 25 septembre 2017, les Kurdes d'Irak pourraient se prononcer, sans grande surprise, pour l'indépendance des provinces du Kurdistan irakien. Duhok, Erbil, Sulaymiah ainsi que la province disputée de Kirkouk la « Petite Jérusalem » kurde, dont les autorités ont récemment émis le souhait d'être intégrés dans le futur État kurde. Les forces politiques et militaires kurdes devront traiter avec l'hostilité des Turcs, l'attente pragmatique des Iraniens et les appels à la trahison d'un gouvernement de Bagdad déjà dépecé. Mais ils devront aussi traiter avec les rivalités internes aux Kurdes afin d'éviter qu'une guerre civile fratricide comme celle de 1994 ne refasse surface. Le Gouvernement Régional du Kurdistan, une fois devenu Gouvernement National du Kurdistan aura sans doute à agir avec toutes les composantes claniques et ethniques et intégrer, comme il a su difficilement le faire, les différents groupes armés régionaux comme ceux liés aux Chrétiens (NPU) et aux Yazidites (HPE). Il semble aussi irrémédiable que les Peshmergas kurdes voient dans le YPG et le PYD des alliés stables de circonstances afin de stabiliser sa frontière avec la Syrie. Mais cela risque d'entraîner une proximité avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) que ne saurait accepter le président Erdogan et qui mettrait en péril la fragile coopération avec la Turquie et élargirait le front de l'Anatolie Orientale vers la frontière avec le nouvel État Kurde. Au vu des évolutions des influences des différents acteurs sur le territoire kurde, il est fort probable que le YPG, autrefois considéré comme infréquentable par les Occidentaux et le clan Barzani, devienne un acteur de poids nécessaire à la stabilité du nouvel État du Kurdistan. Au rythme de ces menaces existentielles, le nouveau Kurdistan devra à la fois résolument s'ouvrir vers la Russie, vers un Kurdistan Syrien de plus en plus puissant et autonome et sur la Méditerranée afin d'y trouver des alliés idéologiques. ♦

Copyright Septembre 2017-
Toubol/Diploweb.com

Fearful neighbours look on as Iraq's Kurds stake claim to nationhood

Monday's independence poll for the Kurdish north is supported by voters but opposed by Turkey, Baghdad and the west, which fear it will deepen instability

Martin Chulov and Paul Johnson
Saturday 23 September 2017
<https://www.theguardian.com/>

Below the Erbil citadel, where empire and insurrection have been fought out over the course of 5,000 years, Kurdish flags stake out the claim to a nascent era – that of a sovereign state.

Banners were gathering rapidly during the week in advance of a referendum on independence in the Kurdish north of Iraq due to take place on Monday. Hours ahead of the ballot, the citadel square and nearby markets were teeming with Kurds draped in nationalistic red, white and green, symbolising the struggle that they believe will deliver them a new nation from the rump of another.

Defying overwhelming opposition outside Kurdistan, large numbers of Kurds see the ballot as a historic step in a decades-long struggle for self determination. They, like their leader, the de facto president of the Kurdish north, Masoud Barzani, have stared down ally and enemy alike, all of whom have warned that the move could lead to the breakup of Iraq and possibly imperil – not advance – their cause.

The fears of the neighbours and high stakes of regional geopolitics matter little to the referendum's supporters, who, after a slow start, appear to number a sizable majority in Kurdistan, and the result now appears a foregone conclusion.

Many frame their support through a narrow, nationalistic lens of a necessary divorce from the Iraqi central government – and from Arabs themselves. Sectarianism has spiked in Baghdad and Erbil in recent days, with grievances that had been shielded in recent months now on naked display.

"It may take a while to stop this," said Saleh Harami, a supporter of the referendum from Duhok. "People need to calm this talk down before it's too late."

In a tea house dwarfed by one of the citadel's walls, Seif Zarar, 30, an electricity technician said: "The 25th of September means for me the end of chemical attacks, fleeing from our homes, and only receiving 30% of our wages. Even Saddam never stopped paying our wages, despite what he did to us. I have many Arab friends, but what the politicians are doing to the Kurds is very unfair. Let's untangle this and get on with our lives separately."

Other Kurds are less conciliatory. "They killed 11 members of my family, including my father" said Zuhair, a senior employee of the Kurdish government, speaking of Saddam Hussein's regime. "I was one month old at the time. How could I ever look at them as brothers? They hate us and we have nothing in common with them."

Sitting nearby, Mohammed Hassan, 80, echoed a sentiment that has taken broad hold in the Kurdish north as the referendum draws nearer – that the strident opposition of the region's friends has been tantamount to a betrayal.

"We were very surprised by this," he said. "Everyone was. We never thought that the US and



The Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani at a pro-independence rally in Erbil this week. Photograph: Safin Hamed/AFP/Getty Images

Britain would be so hostile."

Both countries, along with France, the Arab League, and the United Nations have warned that the ballot could have a destabilising effect on an already volatile region. Washington and London remain invested in the unity of post-Saddam Iraq, which has largely been unable to assert itself in the face of regional patrons in the past 14 years. Both Baghdad and Erbil almost fell to the so-called Islamic State terror group in August 2014 – sharply exposing the dysfunction in both governments. The three painful years since have partially restored authority in both capitals and have led both to consolidate their respective power bases.

Haider al-Abadi, the Iraqi prime minister, is poised to take Iraq to an election next year. And being seen as a national leader who lost one third of the country is not something that he, or his backers, find palatable. "How could he campaign on such a thing?" asked a senior supporter of Abadi's ruling party. "We will never let this happen."

The fight against Isis, which has nearly been won across Iraq, gave Barzani the impetus to push for independence – his lifelong cause, and a *raison d'être* of his father, Mustafa, a founding figure in the Kurdish north, which has won a partial autonomy in the post-Saddam years. It has also steered Baghdad to push back hard against such a move, which would further complicate revenue and oil-sharing deals and jeopardise the future of the multi-ethnic, oil-rich city of Kirkuk, which is claimed by both Kurds and Arabs, and was contentiously included in the referendum.

"Kirkuk is the city of Kurds and Turkmens and Mulla Mustafa Barzani had to go to war in 1974," said Ayad Jibrael, 53, a baker, in reference to a dispute over Kurdish autonomy at the time between Baghdad and Erbil. "People in Erbil have lived together. People in Kurdistan don't differentiate between Kurds, Turkmens and Arabs. We have lived in peace together since I remember. Now it is our natural right to ask for independent Kurdistan."

Abdulrazaq Khudur, 60, a Turkmen kebab shop owner, whose family have owned the business since the 1930s, said: "People in Kurdistan struggled with the kingdom of Iraq, the Ba'ath regime and now with this government

in Baghdad.

"It is the right time for the referendum now, because the international community and the west now know about Kurdistan, whereas before no one knew how to find it on a map."

Addressing speculation that Barzani might accede to a last-minute delay, he said only international guarantees with a fixed timeline and agenda could justify such a move. "We can't have another Sykes-Picot to promise us something and do a different thing next morning," he says, referring to the secret 1916 deal between the great powers to carve up influence in the region.

Brawa Hajar, 28, said the international condemnation was not a surprise, and could be overcome.

"It is normal to have negative reactions from Turkey, Iran and Baghdad. [It's the same for] every nation around the world when they first go for independence in the beginning," he said. "We'll never give up on Kirkuk at any cost, and I'm ready to pick up a gun to defend Kurdistan against any threat by anyone."

Beyond the hopes of the Kurdish street, there is broad, and mounting, international concern that the day after the referendum is likely to look very different. "Not in visuals," said one senior analyst. "But certainly in tangibles."

London, Washington, and European states say Barzani's strategy was to create unity, domestic legitimacy and a mandate that forced Baghdad to the negotiating table for two to five years of post-ballot negotiations. A best-case scenario would have been a form of confederalism, or even independence, international observers say.

But including Kirkuk and other areas to the south, which remain disputed between Kurds and Arabs was an "inflammatory" move that forced Baghdad to react with hostility, the observers say. "It was much more in their face. There has been no unity, no logic, no rollout of the plan. This strengthens the hand of the Shia militias. It definitely allows them to put all the blame on the Kurds." ♦

Barzani to Kurds: Vote in referendum to secure future



24 Sept 2017
<http://www.aljazeera.com/>

The president of the Kurdistan Regional Government has urged millions of Kurds to cast their ballot in an upcoming independence referendum, vowing to seek talks with Iraq's central government on how to implement the outcome of the vote.

In an address on Sunday, Masoud Barzani said he would be "ready to start the process of dialogue with Baghdad" after Monday's referendum, even as he made assurances to the international community that there is no effort to redraw regional borders.

Shortly after Barzani's speech, Prime Minister Haider al-Abadi made a separate address saying he will never accept the disintegration of Iraq.

"This is an unconstitutional decision against the social fabric of our citizens. We will not recognise the referendum, nor its results," Abadi said.

"We will take follow-up steps to protect the unity of the country and the interests of every citizen living in a unified Iraq."

But Barzani defended the decision to hold the referendum, asking, "Is it a crime to ask people in Kurdistan to express in a democratic way what they want to have for the future?"

Kurdish referendum in Iraq

The semi-autonomous Kurdish region of northern Iraq plans to hold a nonbinding independence referendum on Sept 25.

POPULATION
5.2 million

CAPITAL
Erbil

GOVERNED BY
Kurdistan Regional Government

Established in 1992, comprises the governorates of Duhok, Erbil, Sulaimaniya and Halabja.

TYPE OF GOVERNMENT
Parliamentary democracy

ARMED FORCES (PESHMERGA)
More than 200,000

Officially under Kurdistan Regional Government (40,000km²)

Disputed areas
 Under Peshmerga control
 Claimed by KRG

Sources: KRG, Rudaw



He said the regional government would give "as much time as needed" for negotiations with the central government in Baghdad, but added that the Kurds "will never go back to the failed partnership" of the past.

"If we have a constructive dialogue, then we can give it even more time, in order to secure better relations between the Kurds and Baghdad."

He complained that Iraq has turned into a "theocratic, sectarian state", and not the democratic the Kurds had expected after the 2003 overthrow of Saddam Hussein.

Role in fighting ISIL

"The partnership with Baghdad we had hoped for did not happen. Baghdad violated the principles of power-sharing with the Kurdish region," Barzani said.

Addressing the international community,

Barzani said that the Kurds have proven that "we are factors of stability, and that we will continue to be a factor of stability in the region".

Barzani also said that Iraqi Kurds want "excellent" ties with its neighbours, while pointing out that the Kurds had played a crucial role in fighting the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) group.

Iraq's neighbours, mainly Iran and Turkey, have vehemently opposed the vote, fearing it will encourage their Kurdish minorities to splinter.

On Sunday, Iran stopped flights to the Kurdish region and blocked its airspace to flights originating in the area, in protest of the referendum.

Turkish Prime Minister Binali Yildirim also rejected the vote, warning that it would fuel "chaos and instability" in the region. ♦

Over 130 International Teams to Observe Kurdistan's Referendum

Around 142 TV channels will cover the independence referendum

Basnewhttp://www.basnews.coms English
 23/09/2017

ERBIL — Kurdistan Region's Independent High Commission for Elections and Referendum (KIHEC) said that around 136 international teams will be observing the September 25th independence referendum of Kurdistan Region. Sherwan Zrar, the KIHEC spokesperson, told Kurdistan 24 that around 136 international teams will be in Kurdistan Region on September 25 to

observe the region's independence vote and 142 world TV channels will be covering the process. As part of the preparations for Kurdistan's independence referendum, Kurdistan Region has invited international organizations and government representatives from around the world to travel to Kurdistan to observe the process. 17 members of Diyarbakir Lawyers Syndicate arrived in Erbil on Saturday to take part in the referendum as international observers. Over 5 million people in Kurdistan Region will go



to the polls on Monday to vote in the independence referendum. They will decide whether to secede from Iraq or remain as part of the country. The Kurdish diaspora outside Iraq can also vote by submitting their electronic ballots on September 23 and 24. ●

« L'avenir des Kurdes se joue au Kurdistan irakien »

Gilbert Mitterrand, président de France Libertés-Fondation Danielle Mitterrand, appelle dans une tribune au « Monde » à soutenir le référendum d'indépendance des Kurdes irakiens.

Par Gilbert Mitterrand
22 septembre 2017
(Président de France Libertés, Fondation Danielle Mitterrand)

Dans quelques jours, les Kurdes d'Irak feront à nouveau l'actualité à l'occasion du référendum d'indépendance que leur gouvernement régional organise le 25 septembre.

En 2005, dans l'ombre et malgré la fragilité de cette autonomie naissante, le premier Parlement régional autonome s'était réuni ouvrant ainsi la voie à la démocratie, l'égalité et la justice sociale.

La pluralité politique, sociale, linguistique et la parité s'affirmaient en effet dans ce premier Parlement bien mieux que dans beaucoup de pays démocratiques. Les revenus pétroliers étaient alors affectés au mieux-être de la population, notamment par la création de services de qualité en matière de santé, d'éducation et de jeunesse. La culture y retrouvait une place immédiate en rapport avec l'histoire d'un peuple millénaire.

Puis ce fut la guerre pendant laquelle les Kurdes ont su, non seulement mobiliser l'ensemble de leurs forces sur le terrain et protéger une frontière fragile, mais aussi accueillir 2 millions de déplacés et réfugiés (une proportion qui pour la

France correspondrait à plus de 20 millions de personnes !). Et c'est à l'heure même où les fous de Dieu s'apprentent à rendre les armes, que les Kurdes victorieux, annoncent la reprise d'un processus démocratique suspendu pendant près de quatre années.

UN EFFET D'ENTRAÎNEMENT

Nul ne doute que l'affirmation de leur souveraineté aura un effet d'entraînement et d'exemple dans une région dévastée par les divisions ethniques et religieuses, et moralement affaiblie à l'issue d'une guerre médiévale voulue par les plus exaltés adversaires de la souveraineté populaire.

La fondation France Libertés-Fondation Danielle Mitterrand milite depuis 30 ans pour le droit à l'autodétermination des peuples. Je me réjouis de voir enfin les Kurdes en capacité de décider eux-mêmes de leur destin et d'accéder enfin à la souveraineté un siècle après les premières promesses occidentales. Je m'en réjouis comme président de la Fondation mais aussi comme fils de notre chère Danielle que vous appelez affectueusement votre « mère » – ce qui créé entre nous un lien fraternel tout particulier.

C'est la raison pour laquelle je souhaite exprimer à mes « frères et sœurs kurdes » tous mes espoirs

de succès. Je partage avec Danielle la conviction que cette indépendance n'aura de sens que si les Kurdes reprennent le chemin qu'ils ont tracé dans les années d'autonomie, celui qui faisait de ce peuple le « tambour-major » des peuples du Moyen-Orient. Nous savons, pour les avoir accompagnés depuis 1988, qu'il vous faut pour cela échapper aux facilités du mirage pétrolier et penser avant tout à la reconstruction institutionnelle de l'Etat kurde qui servira de modèle à tant d'autres.

DE NOUVELLES RESPONSABILITÉS À L'ÉGARD DE TOUS LES KURDES

En octobre 2009, Danielle Mitterrand exprimait cette recommandation dans une séance plénière du Parlement kurde : « Si vous suivez le libéralisme sauvage sans foi ni loi, vous allez créer une société très inégalitaire au détriment du plus grand nombre. Les phénomènes de corruption vont gangrener la société et affaiblir les liens de fraternité qui faisaient la force de votre peuple. J'ai entendu dire que certains proposent de faire du Kurdistan un Emirat pétrolier (...) ce serait bien dommage de vouloir faire de ce pays de haute culture et qui fut l'un des berceaux de la civilisation humaine, un émirat pétrolier rentier et consumériste. Votre peuple y perdrait son âme et son identité (...). Je rêve pour le Kurdistan d'un modèle de développement durable juste et solidaire. Vous avez la chance d'habiter des terres fertiles, de disposer des ressources en eau relativement abondantes. L'agriculture et l'élevage qui, pendant des millénaires ont fait la richesse de la haute Mésopotamie, semblent aujourd'hui à l'abandon. Et c'est bien dommage. L'autosuffisance alimentaire est la base de la survie d'un peuple. L'eau est une richesse beaucoup plus importante que le pétrole. Car l'humanité a pu vivre sans le pétrole pendant des millénaires mais elle ne peut survivre sans l'eau. »

Les Kurdes savent mieux que moi que l'avenir de leur nation se joue aujourd'hui au Kurdistan irakien. S'ils réussissent à construire une démocratie exemplaire, cela inspirera les Kurdes des pays voisins et convaincra l'opinion publique internationale que les Kurdes sont capables de gérer leurs affaires dans le cadre des frontières étatiques existantes. Cela ne peut que favoriser le règlement pacifique de la question kurde dans les pays voisins.

L'indépendance du Kurdistan irakien leur créera aussi de nouvelles responsabilités à l'égard de tous les Kurdes. En les assurant de la détermination des Kurdes d'Irak, ils renforceront l'unité du peuple kurde, garante ultime de sa propre survie. Ce référendum est une importante étape sur la voie de l'indépendance et de l'affirmation du peuple kurde. Il est aussi, dans une période de pessimisme mortifère, un signal d'espoir et de fraternité adressé à l'humanité tout entière. ■



Des enfants kurdes portant le portrait du leader kurde Massoud Barzani et de son père Moustapha Barzani, le 17 septembre, à Beyrouth - Hassan Ammar / AP

Kurdistan can no longer be part of an Iran-dominated sectarian Iraq

HOSHYAR ZEBARI
25 September, 2017
Telegraph.co.uk -

Today, the people of the Kurdistan Region of Iraq take part in a historic independence referendum. This is the culmination of decades of progress and should not be feared by any of our neighbours or partners around the world

Kurdistan has been denied its rights ever since the poorly thought-through Sykes-Picot agreement drew clumsy borders in the Middle East over 100 years ago. Consequently, we have suffered immensely under successive Iraqi regimes, culminating in the Halabja chemical bombardment and Anfal genocide in the 1980s. Following Saddam Hussein's ouster in 2003 we agreed voluntarily to join in governing a new Iraq that would give equal rights to all in a democratic, federal, secular state.

This union comprised Shia, Sunni, Kurds and the myriad different ethnicities and sects such as Turkomans, Christians, Yazidis, Assyrians and Shabaks among many others. Iraq's success depends entirely on co-existence and equality. That, sadly, is now an impossibility.

The Islamic State of Iraq and the Levant (Isil) was in large part born from the sectarian, marginalising policies pursued by a Shia dominated government against the Sunnis, something we in Kurdistan warned Iraq and the international community about repeatedly. Once Isil began to rampage, it was the brave Kurdistan Peshmerga who held the line and bore the brunt for the civilised world in leading the fightback against them, which they continue to do today.

We have lost 1,789 courageous souls in that fight, with 10,199 injured. We have accepted and care for 1.8 million refugees and internally displaced people, as a result of which our population has risen by about a third, putting a massive strain on our resources. Kurdistan has become a safe haven for the Christians and Yazidis who fled genocide at the hands of Isil. We carry out these duties and obligations as citizens of a progressive, responsible world that values life and liberty.

Iraq, however, has now fallen into the grip of highly sectarian powers with a clear agenda for majority Shia rule. To quote a recent New York Times article: "Iran's reach now extends even deeper throughout Iraq and seems unlikely to go away any time soon". A single fatwa can change every democratic or constitutional



Supporters of Kurdish independence Credit: Chris McGrath/Getty Images Europe



Iraq's Kurds agreed to participate in government after the fall of Saddam of Hussein Credit: Chris Hondros/AP

right. Iraq's clear path to a majoritarian religious non-secular state with profound Iranian influence is anathema to the people of Kurdistan. Iraq is no longer a civil secular state and has no aspirations to be one.

I served in the Iraqi Cabinet from 2003 to 2016, first as Foreign Minister then as Minister of Finance. I state with pride that I worked hard to serve the people of all of Iraq, with no bias or favour toward any group or sect. It was part of a broad attempt by Kurdistan to contribute to the democratic state the Iraqi Constitution had outlined and that we had agreed to join.

Iraq has violated 55 articles of the 144-article Constitution, rendering it no longer relevant, viable or applicable. The transgressions towards us include an unwillingness to adhere to article 140, which requires that

a referendum on disputed territories be held; the cutting-off of our budget at the height of the war with Isil and deliberately starving the Peshmerga of resources during that fight.

The people of Kurdistan seek stability, co-existence and their own homeland. Should the "yes" vote prevail, as it is widely predicted to, it will not lead to overnight independence. Expect no dramatic immediate changes and we will follow a calm, steady path of engagement with Iraq, our neighbours and the international community in its aftermath.

We will work relentlessly with all partners for the peace and security of the region, as we always have. Like Brexit, we expect our negotiations to take some time and to be a dialogue with Baghdad.

As democracy is freely exercised around the world in elections and referenda, it has been mystifying to observe certain world powers advising us not to proceed with the vote. Surely shared values of democracy and pluralism should override short-term erroneous analysis on who may or may not occupy the seat of power in Baghdad next, and whose immediate interests that may serve. Our response to that advice is simple: do not ask of the people of Kurdistan what you would not ask of your own. We prove our doubters wrong at every turn. We were told seeking regional elections during the "no fly zone" era in Iraq was doomed to fail, yet they succeeded and we established our first democratic institutions. It was said we could never recover from our civil war in the mid-1990s, ■

— however the political parties who engaged in that conflict not only made and sustained peace but built a successful coalition government in 2005 that carries through to today. We have built infrastructure, established independent oil exports, and fulfil many of the requirements of a functioning state already, despite enormous challenges. Sceptics visit Kurdistan, and leave with opinions dramatically changed.

You will note Iraqi politicians and sectarian

leaders playing to the gallery with threats of varying kinds towards Kurdistan. Many of those people know Kurdistan's future is entirely in the hands of its people and they will, once the hyperbole abates, sit with the Kurdish leadership to work on the details of what happens next. We can and will be an immense support in the fight against terrorism and in the search for regional stability. We are confident Iraqi leaders will engage on economic cooperation and many other matters too. We will be good neighbours to all, as we always have been.

The independence referendum represents another landmark in Kurdistan's democratic, secular path. It should be lauded as an exercise in shared values. Our future is in our hands, and we will manage it carefully and responsibly. ♦

Hoshiyar Zebari is a former Foreign and Finance Minister of Iraq and a member of the Supreme Board for the Kurdistan Referendum

Iranian media say Barzani fixer for West, Israel

Iranian officials accuse the West and Israel of being behind the independence referendum in Iraqi Kurdistan.

Al-Monitor Staff September 26, 2017
www.al-monitor.com

The independence referendum in Iraqi Kurdistan is a hot issue in the Iranian press, with ongoing coverage of the vote and its aftermath. Along with the Iranian government, most media outlets are reacting negatively to the plebiscite, worried that such demands will spill into the Kurdish part of Iran.

Hard-line Kayhan daily, whose editor-in-chief, Hossein Shariatmadari, is appointed by Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei, opined that Western powers and Israel were behind the referendum "plot" to destabilize the Middle East. "The Zionists and the leaders of the Israeli regime, who voiced their concern over the elimination of takfiris and Daesh [Islamic State (IS)] from the regional equations during recent weeks and months, have been deeply excited about a referendum being conducted in the Kurdistan Region of Iraq," Shariatmadari wrote in a news report in Kayhan on Sept. 26.

The report continued, "[Kurdistan Region President Massoud] Barzani, as he himself says, seeks to establish an independent state in Iraq based on Kurdish ethnicity by holding a referendum. If Barzani's policy in the entire region of West Asia becomes a [common] course of action, it will have dangerous [consequences]."

Noting the United States' and the West's opposition to the referendum, Kayhan added, "It should not be ignored that Washington and Western governments' opposition [to the vote] is limited to the timing of the referendum, and they have no problem with the referendum itself."

Furthermore, Ali Akbar Velayati, a former foreign minister who now serves as foreign policy adviser to Khamenei, described Barzani as a fixer working for "Zionists" bent on causing the disintegration of Muslim states. "Barzani, unfortunately, has long been connected with the Zionists. ... Barzani's connection to the Israelis is the beginning of his political fallout," said Velayati on Sept. 26. He added, "The people of Iran and the region do not stand silent against this move and this deviation. Barzani will have to retreat; otherwise, he will be confronted."

Heshmatollah Falhat-Pishe, a Kurdish member of the Iranian parliament, argued that the referendum would lead to a serious conflict between peshmerga forces and Iraqi security forces, including the Popular Mobilization Units, amid the possibility of new action by IS forces who are still in Iraq — including the Kurdish parts of the country.

Falhat-Pishe wrote in the state-run Iran daily on Sept. 26, "Despite the wrong position and actions of the [Iraqi] Kurdish authorities, regional countries such as Iran, Turkey and Iraq should use their political wisdom to control the situa-



Iraqi Kurdish President Massoud Barzani speaks during a news conference in Erbil, Iraq, Sept. 24, 2017.
REUTERS/Azad Lashkari

tion after the referendum. The region now needs serious and continued talks with Kurdish parties as well as between the influential powers of the region and even the world."

Referring to the continued presence of IS forces in some parts of Iraq and the preceding talks between Iraqi Kurdish officials with their Iranian counterparts, parliamentary speaker Ali Larijani said on Sept. 26, "When various groups from the [Iraqi] Kurdish region came to Iran, we explicitly told them that this [referendum] would create new tensions in Iraq, because the terrorism [issue] is still unresolved while you are creating a new crisis. We said that your issues should be addressed through political talks and no crisis should be created due to these issues."

He emphasized, "We do not support the breakup of Iraq and other countries in the region by any means."

Meanwhile, an op-ed in the Reformist Shargh daily written by history professor Nemat Ahmadi opined that the Kurdistan referendum is not a new plan launched by Barzani but in fact has roots dating back to 1916 when Britain and France reached the Sykes-Picot Agreement, a secret deal that formed the borders of much of the modern Middle East but didn't pay any attention to language, culture and religion.

"Whether we want it or not, the referendum has been held. A country in the midst of the mountains, surrounded by [other] countries, with no free land, air and naval borders will be established," argued Ahmadi in the Sept. 26 op-ed.

Mentioning a weather map on Iraqi Kurdish TV that counted the Kurdish parts of Iran as belonging to the Kurdistan Region, the historian remarked, "It is enough to see the weather map from Iraqi Kurdistan's TV; that is the beginning of a dispute! We have to think about the day after the referendum. You can no longer study the Kurdish issue after the referendum like before."

♦

Massoud Barzani, patriarche du peuple kurde

Marianne Meunier (à Erbil) 21/09/2017
<https://www.la-croix.com>

Le président du Kurdistan d'Irak est à l'origine du référendum d'indépendance, un projet controversé qui lui permet consolider son image de patriarche du peuple kurde.

Même lorsqu'il en est absent, Massoud Barzani avec ses traits retenus, son inséparable turban et sa petite moustache parade dans les rues d'Erbil. Il doit son ubiquité aux plus fervents de ses nombreux partisans, qui étalent son portrait sur le capot de leur voiture. Le président du Kurdistan d'Irak, 71 ans et père de huit enfants, leur témoigne tout son dévouement ces derniers temps.



Massoud Barzani. / Safin Hamed/AFP

Massoud Barzani leur avait déjà donné un gage en annonçant, le 7 juin dernier, la tenue d'un référendum sur l'indépendance de la région autonome qu'il dirige depuis 2005. À mesure qu'approche la date du scrutin, prévu le 25 septembre, il confirme à ses électeurs son engagement pour leur rêve séculaire de souveraineté, parfois approché et toujours déçu.

WASHINGTON ET LES EUROPÉENS FONT PRESSION

Ancien peshmerga (les combattants kurdes) et fils de Mustapha Barzani, figure de la lutte pour la nation kurde, Massoud Barzani affronte la tête haute de multiples mises en garde et oppositions. Le 19 septembre, le premier ministre irakien, Haider Al Abadi, a fait allusion à une possible intervention militaire à Kirkouk, région riche en pétrole que se disputent Bagdad et Erbil.

La veille, la Cour constitutionnelle irakienne ordonnait l'annulation du vote. Inquiets pour la stabilité régionale, Washington et les

Européens l'incitent à le reporter. « Il a sous-estimé la réaction de la communauté internationale lorsqu'il a annoncé le référendum », estime un diplomate.

Quand bien même Massoud Barzani y renoncerait in extremis, ce qui n'est pas exclu, son projet lui aura permis de consolider sa place de patriarche auprès de ses partisans, prêts à lui accorder une loyauté sans faille.

RÉPARER LES AFFRONTS FAITS AUX KURDES

« Nous souhaitons que le référendum ne soit pas reporté mais Massoud Barzani est notre président et nous approuverons tout ce qu'il dira », proclamait un professeur de sciences en costume traditionnel, la semaine dernière, lors d'un rassemblement de soutien au vote. C'est avec la même loyauté que, drapeau du Kurdistan d'Irak autour du cou, 65 députés – sur un total de 111 – ont voté à main levée, il y a quelques jours, en faveur de la tenue du scrutin.

Dans le même temps, son projet a confirmé les positions de ses détracteurs. Ils révent eux aussi d'indépendance mais à leurs yeux, le contexte et la précipitation qui marque les préparatifs du scrutin ne peuvent que le faire échouer. Alors, pourquoi gâcher une telle occasion de réparer les multiples affronts faits aux Kurdes dans l'histoire ? La réponse est délicate car l'homme, réservé, est difficile d'accès et n'accorde que de rares interviews.

Pour ses détracteurs, Massoud Barzani cherche ainsi à ouvrir de longues négociations avec Bagdad et à se maintenir au pouvoir. Son clan pourrait en bénéficier aussi, son fils dirigeant les services de renseignement et son neveu occupant le poste de premier ministre. Renouvelé pour deux ans par le parlement en 2013, le mandat de Massoud Barzani a expiré en 2015. ■

«Un drapeau israélien ne vous sauvera pas» : Erdogan menace d'affamer les Kurdes d'Irak

26 sept. 2017 <https://francais.rt.com>

L'issue favorable du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien exacerbe les tensions dans la région. La Turquie, par la voix de son président Recep Tayyip Erdogan, multiplie les menaces de sanctions contre la région autonome.

«Qui reconnaîtra votre indépendance ? Israël», a lancé le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, ce 26 septembre 2017 à l'adresse du Kurdistan irakien, cité par le journal turc Hurriyet. Et de poursuivre, d'un ton menaçant : «Mais Israël n'est pas le monde. Vous devriez savoir que brandir un drapeau israélien ne vous sauvera pas.»

L'Etat hébreu est en effet l'un des rares pays à avoir apporté un soutien clair à la tenue du référendum du 25 septembre 2017 sur l'indépendance du Kurdistan irakien. L'annonce du scrutin avait provoqué une levée de boucliers au Moyen-Orient et au-delà. Les Etats-Unis avaient pour leur part appelé le gouvernement régional du Kurdistan à y renoncer.

Alors que la Turquie est confrontée de manière chronique sur son territoire à l'indépendantisme du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Recep Tayyip Erdogan est vent debout contre la constitution d'un Etat kurde souverain en Irak.

ERDOGAN PROMET LA FAMINE AUX KURDES

Aussi multiplie-t-il les menaces. «Tout sera fini quand nous fermerons les robinets à hydrocarbures», a-t-il encore prévenu, faisant référence au



Des partisans de l'indépendance du Kurdistan irakien brandissent des drapeaux kurdes et israélien à Erbil, le 22 septembre 2017, photo ©Azad Lashkari/Reuters

pipeline qui permet au Kurdistan d'exporter son or noir, via le territoire turc. «Tous leurs revenus s'évanouiront et ils n'auront plus de nourriture quand nos camions s'arrêteront à la frontière avec le nord de l'Irak», a-t-il asséné. «Si le gouvernement régional kurde ne revient pas sur cette erreur aussi vite que possible, il restera dans l'Histoire avec la honte d'avoir entraîné la région dans une guerre ethnique et sectaire», a encore prophétisé Recep Tayyip Erdogan.

En fin de journée, ce même 26 septembre, le président du gouvernement régional du Kurdistan, Massoud Barzani, a annoncé officiellement que le «oui» l'avait emporté lors du référendum sur l'indépendance du Kurdistan tenu la veille, recueillant 91,83% des 3,45 millions de suffrages. ♦

Les Kurdes doivent prendre leur destin en main

A une semaine du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, le directeur de l'Institut kurde de Paris se prononce pour le droit de son peuple à ne pas être contraint de rester au sein d'un Irak chaotique

Par KENDAL NEZAN

Un peuple malmené par l'histoire, rescapé de massacres, de déportations et de campagnes génocidaires de Saddam Hussein, organise dans la liesse un référendum pour exprimer dans la paix ses aspirations. Cette consultation, prévue pour le 25 septembre, se déroulera dans les trois gouvernorats d'Erbil, de Suleimanieh et de Duhok, qui forment la région autonome du Kurdistan, et dans les territoires kurdes situés hors de cette région libérés par les peshmergas de l'occupation de l'organisation Etat islamique. Elle se tiendra dans les villes et communes où les conseils municipaux élus et légitimes se sont prononcés en sa faveur.

Les minorités ethniques ou confessionnelles de ces territoires, à forte majorité kurde, sont appelées au même titre que les Kurdes à se prononcer par oui ou par non à la même question libellée en quatre langues [kurde, araméen, arabe et turkmène] « Voulez-vous que la région auto-

nome du Kurdistan et les territoires du Kurdistan situés en dehors de cette région deviennent un Etat indépendant ? »

UNE PROMESSE JAMAIS TENUE

Plutôt que d'annexer *de facto* ces territoires libérés au prix d'énormes sacrifices, le gouvernement du Kurdistan a décidé d'en référer aux populations concernées. L'initiative était pourtant prescrite par l'article 140 de la Constitution irakienne, qui stipule sa tenue avant la fin de 2007, mais que le gouvernement de Bagdad n'a jamais consenti à mettre en œuvre. Tout démocrate devrait applaudir ce processus d'autodétermination, dont le principe est consacré par la charte des Nations unies. D'autant que les dirigeants kurdes affirment qu'ils ne proclameront pas unilatéralement l'indépendance du Kurdistan au lendemain d'un référendum, dont l'issue ne fait guère de doute. La raison ? Le calvaire subi par le peuple kurde en Irak depuis son annexion forcée en 1925 par un Etat irakien créé de toutes pièces par l'impérialisme britannique en dépit d'une enquête de la Société des Nations (SDN)

constatant que près de sept habitants sur huit de cette région souhaitaient vivre dans un Etat kurde indépendant.

Kurdes et Arabes n'ont pas réussi à vivre ensemble au sein d'un même Etat sur un pied d'égalité. De la promesse de « *self rule* » jamais tenue des Britanniques aux projets de décentralisation ou d'autonomie miroités par les gouvernements se succédant à Bagdad jusqu'au fédéralisme consigné dans la Constitution irakienne de 2005, les Kurdes ont tout essayé. En vain. C'est toujours la loi du plus fort, celle de la force brute ou de la majorité refusant un partenariat respectueux et égalitaire, qui a prévalu. Les accords signés, ou même une Constitution adoptée par référendum populaire, comme

**ON NE PEUT PAS OBLIGER
DES PEUPLES QUI N'EN
ONT PLUS ENVIE DE
VIVRE ENSEMBLE AU
SEIN D'UN MÊME ÉTAT**

celle de 2005, sont restés lettres mortes. On en est arrivé à l'absurdité où le gouvernement de Bagdad paie au nom de la continuité de l'Etat des employés et fonctionnaires irakiens des territoires contrôlés par Daech et les milices chiites encadrées par l'Iran et refuse depuis 2014 de verser au Kurdistan sa dotation budgétaire stipulée par la Constitution.

Les Kurdes n'ont pas d'autre choix que de prendre leur destin en main, avoir leur propre Etat, leur monnaie, exporter librement leur pétrole et leur gaz pour financer leur économie et la défense de leur territoire. Ils souhaitent le faire pacifiquement, au terme d'un processus de négociations avec Bagdad pour un divorce à l'amiable.

En vingt-cinq ans de gestion autonome de leurs affaires, ils ont, malgré un environnement des plus difficiles, reconstruit un pays dévasté, mis en place un système démocratique, certes imparfait mais respectueux des droits de l'homme, du pluralisme politique, culturel et religieux, des droits des femmes. Ils ont massivement investi dans la culture et l'éducation en créant une trentaine d'universités dont certaines enseignent en anglais. Ils accueillent et protègent les chrétiens persécutés, les Arabes sunnites fuyant la terreur de Daech, honorent les valeurs occidentales dans une région du monde où elles sont diabolisées. En 1925, c'est au nom des intérêts pétroliers et géopolitiques ➤

CARTE BLANCHE - SELÇUK | **Kurdes**



► que l'Empire britannique, la France et les Etats-Unis leur ont imposé, pour leur plus grand malheur, la camisole de force de l'annexion à l'Irak. Ces mêmes puissances ont, au lendemain de la guerre du Golfe de 1991, créé une zone de protection pour les quelque 2 millions de Kurdes fuyant les bombardements de l'armée irakienne. La France de François Mitterrand fut à l'initiative de la résolution 688 du Conseil de sécurité qui autorisa la création de ce «*Safe haven*» qui évoluera au fil des ans vers le Kurdistan autonome actuel.

Sans oublier le passé, les Kurdes sont la population à majorité musulmane la plus pro-occidentale du Proche-Orient et les meilleurs alliés de nos démocraties dans la guerre contre Daech. Au nom de quoi devrait-on maintenant les empêcher d'exprimer démocratiquement leurs aspirations et les condamner à rester dans la galère d'un Irak chaotique, miné par le conflit chiite-sunnite et inféodé à l'Iran.

ACCEPTER LE DIVORCE

L'Irak «*uni*» a vécu plus longtemps que l'URSS et l'ex-Yougoslavie dont la défense de l'unité territoriale fut longtemps le leitmotiv des proclamations de nos chancelleries routinières obnubilées par le spectre de la fameuse boîte de Pandore. Les frontières et les Etats sont faits pour le bonheur des peuples et non l'inverse aimait à rappeler le très regretté président tchèque Vaclav Havel. On ne peut pas obliger des peuples qui n'en ont plus envie de vivre ensemble au sein d'un même Etat. Le droit au divorce, si longtemps interdit par le Vatican au nom des liens sacrés d'un mariage indissoluble, est désormais pratique courante dans la vie privée. Il devrait être également admis par la communauté internationale pour les peuples en souffrance, victimes de violences et de déni de droit.

Au lieu de s'aligner au nom d'intérêts à court terme sur les positions antikurdes

de l'Iran et de la Turquie, qui ne sont pas des modèles de démocratie et de tolérance, les démocraties occidentales devraient privilégier les impératifs de justice et de stabilité en accompagnant leurs alliés kurdes dans leur longue marche vers leur liberté. Un Kurdistan indépendant pourrait jouer le rôle d'Etat tampon entre les mondes chiite, turc et sunnite, constituer un rempart contre les menées djihadistes et contribuer à la stabilité régionale.

La plus grande communauté humaine sans Etat disposerait ainsi enfin d'un siège à l'ONU dans un monde où sans Etat, il n'y a point de salut ni de liberté pour un peuple. ■

K

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris

Le Monde DIMANCHE 24 - LUNDI 25 SEPTEMBRE 2017

KURDES : DU BON USAGE DU RÉFÉRENDUM

ÉDITORIAL **M**

Ce n'est pas le bon moment. Voilà ce que les pouvoirs établis répondent aux Kurdes, les rares fois où ceux-ci peuvent faire valoir leur droit à l'autodétermination. Ce discours est réservé aux Kurdes d'Irak au moment où le parti prépondérant chez eux entend organiser, lundi 25 septembre, un référendum sur l'indépendance de cette région de l'est de l'Irak.

Tout le monde est contre cette consultation. Le gouvernement central à Bagdad, bien sûr, qui observe, à juste titre, qu'elle est contraire à la Constitution fédérale votée par une majorité d'Irakiens en 2005. Les amis occidentaux des Kurdes, à commencer par les Etats-Unis, qui ne veulent pas affaiblir davantage l'Irak en ce moment de reconstruction. Les Russes ne sont guère en-

thousiastes. Les voisins des Kurdes irakiens – la Turquie et l'Iran –, qui les soutenaient jusqu'à présent et dont ils dépendent massivement, se disent farouchement opposés à ce référendum.

Sans l'appui économique d'Ankara, premier investisseur local, le Gouvernement autonome du Kurdistan d'Irak (dit KRG), région totalement enclavée, ne survivrait pas économiquement. Pas davantage sans l'aide de l'Iran, dont la frontière avec le KRG est grande ouverte et qui, à l'été 2014, a été le premier à se porter au secours d'Erbil, la capitale kurde irakienne, sur laquelle fondaient les colonnes djihadistes de l'Etat islamique (EI). Ankara et Téhéran craignent qu'un tel référendum stimule les ambitions de leurs propres minorités kurdes.

A cet environnement extérieur, d'autant moins propice que les Kurdes ont aussi besoin des Occidentaux, il faut ajouter une situation locale difficile qui relève de la politique kurdo-kurde. L'initiative du scrutin revient à Massoud Barzani, président de facto du KRG (il n'a plus de mandat depuis la dissolution du Parlement régional en 2015) et chef du parti majoritaire, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

Personne ne conteste la légitimité historique et le rôle central de M. Barzani et de sa famille dans le long combat des Kurdes. Mais nombreux sont ceux qui soupçonnent le président d'organiser ce vote pour

se sortir de la crise que connaissent les institutions locales kurdes. D'autres y voient le moyen pour le PDK de perpétuer un mode de gouvernement dynastique, assurément clientéliste et souvent corrompu. Enfin, ce vote a lieu alors que les Kurdes d'Irak ont profité de l'affrontement de l'EI pour s'emparer de zones contestées, peuplées de Kurdes mais aussi de minorités – arabes, turkmènes, yézidis – auxquelles on ne demande pas leur avis et que l'on malmène volontiers.

Tout cela est vrai. Mais les Kurdes n'ont pas tort de dire, de leur côté : pour nous, ce n'est jamais le bon moment. Les combattants kurdes ont perdu 2 000 hommes, tenant 1 200 km de front face à l'EI. Ils ont accueilli des centaines de milliers de réfugiés – arabes chrétiens et musulmans. Le KRG est un des rares endroits de liberté religieuse au Moyen-Orient et, en moins de quinze ans d'autonomie, il a réussi beaucoup de choses – santé et éducation, sécurité du territoire – même s'il en aussi raté, notamment en matière de gouvernance.

Ce scrutin aura un sens s'il permet aux 8 millions de Kurdes irakiens, non pas de décréter une indépendance qui les affaiblirait aujourd'hui, mais d'être en position de force pour obtenir de Bagdad un fédéralisme beaucoup plus poussé. Afin de continuer à acquérir pacifiquement la maîtrise de leur destin. ■

Les Kurdes, du droit d'exister au droit de s'autodéterminer ?

Livres

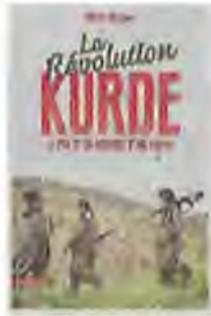
Le référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, organisé lundi 25 septembre, marque incontestablement un tournant dans l'histoire du mouvement kurde. Mais débloquera-t-il pour autant l'état politique de ce peuple composé de plus de 30 millions d'individus dispersés au Proche-Orient ? Difficile de répondre à cette question, car quelle que soit l'issue du scrutin, qu'il soit reconnu ou non par la communauté internationale, la question kurde restera toujours incertaine et imprévisible, comme l'écrivent à juste titre le sociologue Olivier Grojean et le politologue Hamit Bozarslan, auteurs de deux ouvrages qui dépoussièrent une thématique méconnue du grand public.

Les deux essais se complètent, tant les auteurs privilégient les sciences sociales dans un effort d'historicisation de l'identité kurde. Les deux chercheurs considèrent que le phénomène kurde est un enjeu central du Proche-Orient et non plus périphérique – comme c'était souvent le cas jusqu'à maintenant –, de telle sorte que le Kurdistan est devenu le sujet de sa propre histoire et non plus un instrument des histoires nationales des Etats qui l'administrent (Turquie, Irak, Iran, Syrie).

Cette formation d'un espace autonome du politique structure la volonté des Kurdes de s'extraire de toute domination au nom de l'égalité. Mais si Hamit Bozarslan défend une approche globale du mouvement kurde en tenant compte des dynamiques transfrontalières qui relient les quatre Kurdistan, Olivier Grojean s'arrête au particularisme du Kurdistan turc et à la stratégie de son principal acteur : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Et là où la réflexion de Hamit Bozarslan se projette dans une dynamique de libération nationale des Kurdes, Olivier Grojean s'interroge sur l'hypothèse d'une révolution kurde. Révolution ou libération ? Le débat n'est pas tranché, mais la question kurde est, selon eux, passée, guerre après guerre, d'une utopie en suspens à une utopie en action.

LE PKK, UN MONDE À PART

En créant une matrice kurde fondée sur un rapport espace-temps en décalage avec les Etats environnants, l'ouvrage collectif dirigé par Hamit Bozarslan s'inscrit dans une volonté de rehausser le facteur kurde dans l'Histoire et de penser le Kurdistan comme un ensemble en cours d'unification, en dépit des rivalités entre le PKK d'Apo Ocalan, incarcéré depuis 1999 en Turquie, et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, prési-



LA RÉVOLUTION KURDE. LE PKK ET LA FABRIQUE D'UNE UTOPIE

d'Olivier Grojean, La Découverte, 256 pages, 17 euros

« LES KURDES : PUISSANCE MONTANTE AU MOYEN-ORIENT »

sous la direction de Hamit Bozarslan, revue « Anatoli », n° 8, automne 2017, CNRS Editions, 331 pages, 32 euros

dent de la région autonome du Kurdistan irakien et organisateur du scrutin du 25 septembre. Mais on n'en saura pas plus quant au fait de savoir si le PKK, ses réseaux transnationaux et sa stratégie militaire, d'un côté, et le PDK, ses soutiens régionaux et sa stratégie institutionnelle, de l'autre, ne cherchent pas finalement tous deux à atteindre un but commun et ultime (incarner le Grand Kurdistan et résoudre la question kurde) par des voies différentes.

Difficile de trouver des éléments de réponse à cette question chez Olivier Grojean, même si en se plongeant dans son enquête, le lecteur s'enrichit d'une multitude d'éléments politiques et sociaux sur le mouvement kurde et

découvre ce monde à part qu'est le PKK, parti protéiforme – marxiste et nationaliste, libérateur et totalitaire, ouvert et sectaire, public et clandestin – en pleine révolution interne. En pénétrant l'univers du combattant kurde, on entre dans une machine infernale où les rouages – le temps et l'imaginaire kurdes, les cultes du secret et de la personnalité du chef, la codification du verbe et la mécanique de la pensée et surtout la théorie de l'homme nouveau ou *Homo kurdus* – n'ont rien à envier à la fabrication de l'*Homo sovieticus* dans la Russie communiste.

Mais là aussi, en accédant à la boîte noire qu'est le PKK et en tentant de saisir la complexité de la nébuleuse kurde, attention à ne pas s'égarer en oubliant l'essentiel : les Kurdes sont-ils parvenus à s'affranchir du patrimonialisme qui les caractérise à la faveur des interventions militaires étrangères et de la guerre contre l'organisation Etat islamique ? Olivier Grojean considère que le mouvement est enclenché mais lent, que la réflexion au sein du PKK porte désormais sur l'idée d'une « autonomie démocratique » dans le cadre d'un « confédéralisme », alors que Hamit Bozarslan reste plus équivoque. Selon ce dernier, il y a chez l'individu kurde une volonté de penser le monde par lui-même, mais savoir si cette prise de conscience est un facteur irréversible d'autonomisation des Kurdes par rapport à une mémoire, une histoire et une identité traditionnelle, rien n'est moins sûr. De même, si les essais comme celui d'Olivier Grojean sur la diplomatie des acteurs non étatiques sont de plus en plus fréquents – et sa comparaison entre le PKK et le mouvement zapatiste au Chiapas (Mexique) reste prudente –, on aurait aimé en connaître un peu plus sur les relations entre le parti d'Apo Ocalan et l'URSS puis la Russie, et sur la tyrannie que ce leader kurde – en guerre contre le kémalisme mais fasciné par Atatürk – exerce sur les militants.

Persécutés par les Etats turc, iranien et arabes, les Kurdes ont été, au XX^e siècle, des miraculés de la realpolitik. Ils ne sont plus désormais des naufragés de l'histoire, mais des acteurs à part entière du XXI^e siècle qui veulent prendre leur destin en main. Car ils ont aussi « droit au droit », selon la formule de Hamit Bozarslan, et pas seulement le droit d'exister mais surtout le droit de s'autodéterminer en dépit d'un voisinage menaçant. L'après-EI au Proche-Orient commence bien le 25 septembre au Kurdistan. ■

GAÏDZ MINASSIAN



Des Kurdes manifestent pour le référendum sur l'indépendance du Kurdistan, mardi, à Kirkouk.
MARWAN IBRAHIM/AFP

Veillée d'armes pour les Kurdes de Kirkouk

À la veille du référendum sur l'indépendance du Kurdistan, la cité multiethnique irakienne est devenue une poudrière.

THIERRY OBERLÉ @ThierryOberle
ENVOYÉ SPÉCIAL À KIRKOUK

MOYEN-ORIENT Le timing ne doit rien au hasard: les forces irakiennes ont lancé jeudi matin leur offensive sur Hawija, la dernière poche de résistance de l'État islamique dans le nord et l'est de l'Irak. La zone des combats est située à une vingtaine de kilomètres de la cité pétrolière de Kirkouk, un territoire disputé entre Irakiens et Kurdes, où doit se dérouler lundi le référendum, réfuté par Bagdad, sur l'indépendance du Kurdistan. L'opération est menée par la police fédérale, mais également par les Hachd al-Chaabi, les milices chiïtes qui font planer la menace d'un affrontement armé avec les Kurdes si ces derniers poursuivent leur chemin sur la voie du séparatisme. Elle vise d'abord à expulser Daech d'un secteur surnommé le «Kandahar irakien» sous l'occupation américaine. Elle cherche ensuite à démontrer que l'initiative de référendum lancée par le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, est précipitée, puisque la guerre contre

l'État islamique n'est pas terminée. Elle risque enfin par le rassemblement de forces militaires aux intérêts divergents depuis la chute de Mossoul et l'annonce de la consultation populaire kurde de mettre le feu à une poudrière.

En début de semaine, un cortège de plusieurs dizaines de véhicules des milices chiïtes Badr a ainsi effectué une démonstration de force dans le centre de Kirkouk. Il s'est rendu, à deux pas du parlement local, au siège de cette organisation paramilitaire. Une parade considérée comme une provocation par les pechmergas, les combattants kurdes. «L'offensive sur Hawija a été sans cesse repoussée depuis le début, voilà bientôt un an, de la campagne pour la libération de Mossoul. C'est louche. Nous sommes inquiets, car il existe un véritable risque d'engrenage qui conduirait à une explosion. Ce sont les forces extérieures qui créent les problèmes à Kirkouk, mais il faut reconnaître qu'en ville, c'est tendu», commente Kamiran Kirkouki, 60 ans, le chef de file des élus kurdes de la cité.

Environ un millier de djihadistes seraient retranchés dans la ville de

Hawija et dans les villages de la plaine du même nom, ancien grenier à blé de la région, dont les champs à l'abandon s'étendent à l'ouest au bord de l'autoroute reliant Kirkouk à Bagdad. «Une partie de ma famille est coincée là-bas depuis la conquête par Daech en mai 2014», dit Nourredine Hala, une Arabe sunnite, élue indépendante du conseil provincial de Kirkouk. «Les djihadistes étrangers sont partis. Il ne reste plus que des combattants locaux qui retiennent plusieurs dizaines de milliers d'habitants pris au piège. La situation humanitaire est catastrophique. Les pénuries ont fait flamber les prix des denrées alimentaires.»

À Kirkouk, mosaïque ethnique où coexiste, non sans mal, une société clanique composée de Kurdes, d'Arabes sunnites, de Turkmènes sunnites ou chiïtes et d'une petite minorité de chrétiens, l'ambiance est pesante. D'ordinaire embouteillées, les rues du bazar sont presque vides. Voilà quelques jours, un professeur arabe est mort en prenant le volant de sa voiture, piégée par une bombe. «Si tu parles, tu peux avoir des problèmes, alors les gens comme nous se taisent. On vit dans le stress permanent et la crainte des événements», commente un employé arabe. Puis, lundi soir, un Kurde a été abattu par un garde en faction devant les bureaux du Parti national turkmène. Il célébrait avec un groupe de partisans du référendum circulant à moto et en voiture le début de la campagne électorale en faveur du «oui» à l'indépendance. Un couvre-feu nocturne a été instauré, puis levé.

«Ce sont les forces extérieures qui créent les problèmes à Kirkouk, mais il faut reconnaître qu'en ville, c'est tendu»

KAMIRAN KIRKOUKI, CHEF DE FILE DES ÉLUS KURDES DE KIRKOUK

Attaqué en octobre par des djihadistes infiltrés et des membres de cellules dormantes de Daech, le conseil provincial est défendu comme une forteresse. Il faut passer trois fouilles au corps pour pénétrer dans son enceinte. L'assemblée est à l'image de la ville: divisée. Elle se réunit ce mardi pour soutenir par un vote le gouverneur de la ville démis de ses fonctions par Bagdad, pour s'être déclaré en faveur de l'organisation du scrutin contesté. La motion est approuvée par les élus kurdes, majoritaires, mais leurs collègues turkmènes et arabes boycottent, à une exception près, la séance.

En l'absence de recensement, il est difficile d'estimer avec précision la démographie de la ville, qui compterait 1,5 million d'habitants. Les Kurdes seraient majoritaires, les Arabes représenteraient environ un tiers de

la population et les Turkmènes quelque 15 %. Le nationalisme kurde a fait de cette ville sa « Jérusalem ». L'ex-président irakien Saddam Hussein l'a peuplé d'Arabes d'« intérêt », des familles installées de force par la dictature. Quant aux Turkmènes, ils y connurent leurs heures de gloire sous l'Empire ottoman. Épicentre de la querelle territoriale entre l'État central et le gouvernement régional du Kurdistan irakien, Kirkouk attise toutes les convoitises. Son sous-sol est un coffre-fort pétrolier et gazier, dont on se dispute aujourd'hui les clés. Exporté via la Turquie, l'or noir issu de ces champs à ciel ouvert assure au gouvernement kurde une grande partie de ses recettes. Et le volume brut des gisements géants est estimé à 40 % des réserves de l'ensemble de l'Irak, deuxième pays producteur de l'Opep.

La débandade de l'armée irakienne devant l'État islamique en 2014 a permis aux Kurdes d'occuper seuls le terrain militaire. Ils comptent pousser leur avantage sur le plan politique, en incluant ce territoire disputé dans la consultation populaire du 25 septembre. Non sans réticences. Opposé à la tenue du référendum dans sa ville, le cheikh Bourhan al-Assi sourit en avalant un café serré et « amer comme l'état d'esprit des Arabes de Kirkouk ». « Notre communauté a peur de s'exprimer. On nous accuse d'être des terroristes ou des partisans de Daech, alors que nous voulons vivre en paix. Nous

cherchons la stabilité de la cité », plaide sur un ton policé ce notable en tenue traditionnelle, qui dirige la liste arabe du conseil provincial. « Les Kurdes ont le droit de choisir leur destin, mais ils n'ont pas à décider du nôtre », glisse-t-il sans élever la voix.

Dans le quartier des organisations turkmènes, les rues sont désertes et les positions plus véhémentes. « Nous voulions avoir un partenariat avec les Kurdes mais notre situation ne cesse de se détériorer. Nous ne participerons pas au vote de lundi pour ne pas donner de légitimité à ce scrutin », prévient Raad R. Agah, un conseiller au parlement de

Kirkouk. « Si le vote pour l'indépendance a lieu, nous userons de tous les recours juridiques nationaux et internationaux pour nous y opposer. Je ne comprends pas pourquoi Barzani s'acharne. Ce jeu est très dangereux. Il y a une sorte d'alliance entre chiïtes et sunnites qui commence à se nouer et des jeunes motivés dans tous les camps. Il suffit d'une provocation pour qu'on assiste à une escalade », assure-t-il.

En attendant, une chape de plomb semble se poser sur les avenues décorées de drapeaux vert, blanc et rouge du Kurdistan. À Kirkouk, l'air de la guerre n'avait plus paru depuis longtemps si proche. ■



RCF, RADIO CHRÉTIENNE FRANCOPHONE, 26 septembre 2017

Référendum kurde: "le oui va l'emporter" explique Kendal Nezan

Présentée par Florence Gault / 26 septembre <https://rcf.fr>

C'est un vote historique. Les Kurdes d'Irak se sont prononcés lundi sur leur indépendance.

Toute la journée, les habitants de la région autonome ont défilé dans les bureaux de vote afin de se prononcer pour ou contre leur indépendance. Plus de trois millions de personnes sont allées voter. Le résultat attendu mardi 26 septembre, dans la soirée, laisse présager une victoire du oui. Cette indépendance, c'est un rêve que chérissent les Kurdes depuis près d'un siècle mais qui risque de provoquer une escalade de violence avec le pouvoir central qui refuse de voir le pays être amputé de cette région du nord.

Au Kurdistan irakien, une journée de liesse populaire

Une journée capitale donc pour les Kurdes, que l'on considère souvent comme le plus grand peuple sans État du monde. "C'est une grande journée pour les Kurdes d'Irak mais pas seulement

puisque des milliers de Kurdes issus de la diaspora en Europe, en Iran et en Syrie se sont rendus au Kurdistan pour assister et soutenir ce mouvement extraordinaire, vu qu'ils n'ont pas le droit de vote" explique Kendal Nezan, directeur de l'institut kurde de Paris.

Le vote s'est déroulé par endroits dans une ambiance tendue. A Kirkouk par exemple, un couvre-feu a été décrété. Le gouvernement de Bagdad a décidé de déployer l'armée dans toutes les zones détenues par les Kurdes. "C'était une journée de liesse populaire. Quelles que soient les confessions, les gens étaient dans une ambiance de fête et de mobilisation, toutes générations confondues. Cela s'est déroulé dans le calme. Le scrutin était parfaitement organisé. Il n'y a eu aucun incident" ajoute Kendal Nezan.

Le résultat du vote kurde ne fera aucun doute

Ce spécialiste du Kurdistan précise que "la participation a montré qu'il y avait une mobilisation



considérable. Le résultat du vote ne fera aucun doute. Il y aura un oui massif en faveur de l'indépendance des Kurdes". Ce qui ne sera pas sans provoquer de nombreux changements dans cette région. "Le Kurdistan va engager un processus de négociation avec Bagdad, une sorte de Brexit, de divorce à l'amiable. Les Kurdes demanderont probablement la médiation de grandes puissances, comme celle de la France" lance encore le directeur de l'Institut kurde de Paris.

A l'heure actuelle, Bagdad ne veut pas entendre parler de cette indépendance. Les discussions risquent donc d'être difficiles. "Même si l'on est dans une région du monde où la démocratie est quasiment inexistante, la liberté n'a pas de prix. Et les Kurdes comptent sur les puissances occidentales et la communauté internationale pour les accompagner dans ce processus, afin que cela se fasse le plus pacifiquement possible" conclut-il.

Soutenons l'idée d'une Syrie fédérale

L'écrivain Patrice Franceschi, présent depuis deux mois à Rakka, appelle la France à soutenir le projet fédéraliste des Kurdes de Syrie, seule garantie dans ce pays ravagé par la guerre

Par PATRICE FRANCESCHI

Ces lignes sont envoyées du territoire kurde situé dans le nord de la Syrie. Elles ont pour objet d'attirer l'attention sur un fait essentiel que l'actualité nous masque trop souvent. Par-delà le conflit en cours, les Kurdes sont en train de mettre en place dans une région grande comme trois fois le Liban un projet politique et social qui changera la donne au Moyen-Orient s'il aboutit. Rien de moins. Mais, trop occupés par les seuls aspects factuels de la guerre – notamment la chute prochaine de Rakka, la capitale de Daech –, nous n'y prêtons pas une oreille suffisante.

Pourtant, ce projet inédit et novateur nous concerne au premier chef, autant pour des considérations morales que pour nos intérêts. Son échec signifierait la poursuite de la guerre, un renforcement du terrorisme islamique et un surcroît de réfugiés fuyant vers l'Europe. Son succès ramènerait une paix dont nous bénéficierions par ricochet. Or, il dépend beaucoup des nations occidentales que les Kurdes mènent à bien leur entreprise. Environnés de pays qui leur sont tous hostiles, ils n'ont que nous pour les soutenir.

Le projet kurde porte un nom classique, le fédéralisme, mais un contenu original. Il propose l'instauration de trois fédérations en Syrie sans modifier les frontières de celle-ci : une pour les alaouites à l'ouest, une autre pour les sunnites à l'est, la troisième au nord pour les Kurdes et leurs alliés – Arabes et chrétiens essentiellement. Chaque fédération choisirait son modèle politique et social de manière autonome. Le contenu de celui des Kurdes est hardi, compte tenu des mentalités de la région. Il s'articule autour de quatre fondamentaux qu'ils instaurent déjà dans les zones sous leur contrôle, construisant de facto leur propre fédération : la démocratie, la laïcité, l'égalité homme-femme, le respect des minorités. Ce dernier point explique pourquoi nombre d'Arabes, de chrétiens, de Turkmènes ou de Tcherkesses les ont rejoints. En ce qui concerne les Arabes, le fait est remarquable. Les Kurdes, quoique opprimés par eux depuis des siècles, leur proposent partout l'association plutôt que la confrontation. Dans une région où l'habitude du vainqueur est d'écraser le vaincu

autant que faire se peut, l'entreprise est méritoire et payante : la paix règne dans tous les territoires libérés.

Toutes ces minorités rassemblées par les Kurdes ont créé en 2015 les Forces démocratiques syriennes (FDS). Soixante mille combattants dont un bon tiers d'Arabes. Ce sont eux qui écrasent Daech avec l'aide de la coalition internationale menée par les Américains. La place manque ici pour développer la teneur des quatre fondamentaux sur lesquels repose la partie sociale du projet kurde. Disons au moins que leur démocratie est « *munICIPALISTE* », leur laïcité sourcilieuse et leur conception de l'égalité des sexes contraignante : tous les postes, civils ou militaires, sont occupés conjointement par un homme et une femme. Parité absolue.

Dans un Moyen-Orient où la lutte pour le pouvoir tient lieu de politique, les ambitions kurdes sont âprement combattues par tous les pays limitrophes, qui y voient, à juste titre, un exemple dangereux pour eux. Une véritable révolution, même. Pour cette raison, leurs discours cherchent à maintenir la fiction de combattants kurdes assimilés à des dictateurs potentiels ou à des terroristes forcés – comme le disaient les Allemands des résistants français pendant la seconde guerre mondiale.

UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

En tant qu'écrivain engagé depuis cinq ans aux côtés de ces Kurdes, je peux affirmer le contraire. La vie et le travail au quotidien sur le temps long avec les simples combattants comme avec leurs dirigeants sont une expérience étonnante et très humaine. Si rien n'est encore parfait dans cette démocratie qui se crée en pleine guerre et malgré la guerre, le chemin pris est le bon.

En attendant, grâce à ces hommes et femmes, Daech n'en a plus pour longtemps en tant que structure contrôlant un espace territorial. Sa fin est inéluctable comme celle des autres formations djihadistes, telle Al-Nosra à Idlib. Bien sûr, ces groupes sont en train de renaître ailleurs et autrement, et nous n'en avons pas fini avec eux, tant s'en faut. Pour autant, ils disparaissent de la scène syrienne et, dans le cours de l'année qui vient, il n'y restera plus que deux forces en présence : dans le Nord, les Kurdes et leurs alliés avec leur projet, dans le Sud,

le régime de Bachar Al-Assad sans autre objectif que le retour au *statu quo ante*. Les FDS n'ont pas de raison de s'en prendre au régime au-delà des zones déjà conquises. Dès lors, soit Al-Assad poursuit la guerre contre elles et le chaos demeure, soit la communauté internationale, Russie en tête, contraint Damas à négocier le projet fédéral kurde qui se veut une possibilité de retour à la paix. Nous en serons bientôt là.

Dans l'intervalle, la France ne doit pas se désintéresser de cette question. La renaissance kurde nous tend la main pour un partenariat stratégique nouveau au Moyen-Orient. Il permettrait la constitution d'une vaste zone tampon qui nous serait favorable. C'est une chance historique à saisir. Nos intérêts sécuritaires convergent avec ceux des Kurdes bien plus qu'avec la plupart des acteurs locaux. Notre retour dans la région est ardemment demandé par ces Kurdes. Ils sont bien les seuls à le faire et démontrent par-là qui sont nos vrais alliés. Présents militairement à leurs côtés, nous pesons cependant fort peu face aux Américains, pourtant arrivés après nous.

Nous pouvons toutefois reprendre l'initiative en jouant une carte politique. Elle tiendrait en trois points à notre portée, dont le président de la République pourrait s'emparer au bénéfice de la France, sans que le budget de la nation en soit grevé : annoncer clairement à la communauté internationale que le projet kurde en tant que solution à la guerre dispose de notre soutien actif malgré l'opposition obstinée de la Turquie et de l'Iran qui, par ailleurs, ne se montrent pas particulièrement amicaux à notre égard ; proposer à l'Union européenne de faire front commun sur ce dossier qui la concerne elle aussi ; et peser sans faiblir sur les Turcs afin de leur faire accepter la présence des Kurdes aux négociations de Genève et d'Astana. Sans les Kurdes, rien ne peut sortir de ces interminables palabres. N'y prennent part que des groupes d'opposant à Damas, démunis de toute force militaire sur le terrain.

Vaste programme, dira-t-on... Sans doute. Pour le mettre en œuvre, il ne faut pourtant qu'un peu de cette lucidité qui forge les convictions et beaucoup de détermination. Eu égard aux gains politiques qu'on peut en attendre, son coût serait réduit dans les autres domaines, contrairement à ce que prétendent les voix de l'immobilisme : l'armée de Damas est plus faible qu'on ne le dit, la Russie plus favorable au fédéralisme kurde qu'on ne le croit, la Turquie bien plus isolée qu'on ne le laisse entendre. Ses éventuelles représailles, comme son chantage

aux réfugiés, peuvent être combattues par des mesures de rétorsion supérieures. Il ne reste plus qu'à... Mais abandonner les Kurdes après la destruction de Daech au motif qu'ils ne nous seraient plus utiles serait une faute aussi bien morale que politique. ■



Patrice Franceschi, écrivain, est notamment l'auteur de « *Combattre. Comment les Etats-Unis d'Europe peuvent sauver la France* », Ed. de La Martinière.

Le Monde DIMANCHE 24 - LUNDI 25 SEPTEMBRE 2017

Ankara opposé au choix du Kurdistan d'Irak

La Turquie menace de sanctionner les Kurdes irakiens s'ils votent pour l'indépendance

ISTANBUL - *correspondante*

La Turquie a mis en garde, vendredi 22 septembre, le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak (GRK), en Irak du Nord, sur le danger de recourir au référendum d'autodétermination qui se tiendra lundi. Convoqué en fin de journée par le président Recep Tayyip Erdogan, le Conseil de sécurité nationale a enjoint les autorités du GRK, « tant qu'il est encore temps », à annuler le vote, qualifié de « grave erreur », de « geste illégitime et inacceptable ». Mais il en faudrait plus pour faire plier Massoud Barzani, le président du GRK. Les Kurdes, a-t-il déclaré ce même vendredi, « sont prêts à payer n'importe quel prix pour leur liberté ».

Contrairement à ce qui était attendu, Ankara n'a pas annoncé de sanctions. « Toutes les options sont sur la table, a rappelé Bekir Bozdag, le porte-parole du gouvernement lors d'un point de presse tenu à Ankara après la réunion du Conseil. Nous demandons l'annulation totale du référendum pour ne pas avoir à imposer de sanctions. »

Ankara craint que le vote en faveur de l'indépendance dans la région kurde d'Irak, riche en pétrole, ne donne des idées à sa propre population kurde, forte de 15 à 18 millions de personnes. Il ne faudrait pas que les rebelles armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre depuis plus de trente ans contre l'Etat turc, soient renforcés par la création d'un Etat kurde au Nord de l'Irak.

Il en va « de notre sécurité nationale », a martelé vendredi le Premier ministre turc Binali Yildirim. Il a rappelé qu'à la faveur d'un traité signé en 1926 sur le tracé de la frontière la Turquie avait re-

noncé à ses prétentions sur les provinces irakiennes de Mossoul et de Kirkouk, à condition que l'Irak reste un Etat unifié.

La presse locale se déchaîne contre Massoud Barzani, l'homme à l'origine du référendum. « Barzani ne veut pas comprendre. On verra ce qu'il fera quand la Turquie prendra des mesures diplomatiques et militaires. Nous allons parler un langage qu'il va finir par comprendre. Nous allons fermer la frontière », menaçait, jeudi, Abdulkadir Selvi, l'éditorialiste du quotidien *Hurriyet*, réputé proche des islamo-conservateurs au pouvoir.

Depuis le 18 septembre, des chars turcs manœuvrent le long de la frontière avec l'Irak. L'option militaire est à l'étude et le Parlement, qui devait se réunir samedi, va prolonger le mandat autorisant l'armée turque à intervenir en Irak et en Syrie, lequel arrive à échéance le 30 octobre.

Des sanctions évoquées

Cette semaine, la Turquie, l'Iran et l'Irak, tous dotés d'une importante population kurde, n'ont cessé d'exhorter Massoud Barzani à renoncer à son projet. A plusieurs reprises, le président Erdogan a évoqué des sanctions. Des diplomates laissent entendre qu'elles pourraient aller du blocus terrestre et aérien jusqu'à l'option militaire. Mais le Conseil de sécurité s'est contenté pour le moment d'une mise en garde musclée.

Intentions réelles ou gesticulation ? Le référendum est à double tranchant pour Erdogan. Prison-

« La population d'Irak du Nord n'a pas à demander la permission pour organiser le vote »

ORHAN ATALAY
député AKP

nier des alliances qu'il a nouées avec les ultranationalistes et avec le camp des « eurasianistes » - hostiles à toute idée de reconnaissance d'une identité kurde -, il doit accentuer son discours martial s'il veut leurs soutiens en vue des prochaines élections - présidentielle et législatives en novembre 2019.

Mais sa marge de manœuvre est limitée. Intervenir militairement ou fermer la frontière risquerait de lui faire perdre l'appui des députés kurdes de son propre Parti de la justice et du développement (AKP). Orhan Miroglu, député AKP de Mardin, Galip Ensarioglu, député AKP de Diyarbakir, et Orhan Atalay, député AKP d'Ardehan, se sont dits favorables au référendum. Ce vote est « un droit fondamental de la population d'Irak du Nord. Elle n'a pas besoin de demander la permission pour l'organiser », a fait savoir récemment Orhan Atalay.

Agir contre M. Barzani pourrait se révéler contre-productif pour la Turquie car le voisin kurde d'Irak du Nord est le seul avec lequel les

relations sont sans nuages. Ces dix dernières années, M. Erdogan a soigné ses relations avec Barzani, avant tout parce que l'homme était perçu comme faisant contrepoids à l'influence du PKK dans la région. Barzani a toujours toléré les opérations militaires turques au GRK. Dans ce contexte, la Turquie a été autorisée par l'administration kurde à implanter des bases militaires au nord de l'Irak.

Les échanges commerciaux sont fructueux pour les deux parties. Plus de 1000 sociétés turques sont implantées au nord de l'Irak. Avant tout, la Turquie est l'unique voie de sortie du pétrole vendu par les Kurdes en contournant le pouvoir central à Bagdad. Le GRK exporte près de 85 % de sa production pétrolière (quelque 550 000 barils par jour) par le biais d'un oléoduc qui traverse le sud-est de la Turquie jusqu'au terminal de Ceyhan sur la Méditerranée.

D'autres acheteurs sont sur les rangs, comme la compagnie publique russe Rosneft qui a signé en juin, lors du Forum économique de Saint-Petersbourg, un accord pour l'exploitation, l'achat de pétrole et la construction de tubes au GRK. Dirigée par Igor Setchine, un proche de Vladimir Poutine, Rosneft est le bras énergético-diplomatique du Kremlin. Contrairement à M. Erdogan, M. Poutine n'est pas hostile à la tenue du référendum kurde, un sujet qui sera sans doute évoqué lors de la prochaine visite du président russe à Ankara, le 28 septembre. ■

MARIE JÉGO

Kurds' vote for independence recalls tortured past

MALA OMER, IRAQ

Drive for independence based on long history of treachery in northern Iraq

BY DAVID ZUCCHINO

The Kurdish soldier, wounded in battle last year, rose in pain from his wheelchair. As his reedy legs wobbled, his 13-year-old son thrust a cane into his hand.

The soldier, Dana Salah Hama, was undergoing physical therapy at his home this month to become strong enough to hobble to a polling station on Monday, when Iraqi Kurds plan to vote on independence from Iraq.

For Mr. Hama, and for several million fellow Kurds in the autonomous enclave of Kurdistan, the vote is a down payment on a dream deferred. Denied a homeland after World War I, Iraq's Kurds are determined to escape their tortured past and fulfill a national destiny: a country to call their own.

"Kurds know no one will protect us but ourselves," said Mr. Hama, 35, whose back was injured by a roadside bomb as he battled Islamic State militants last year. "That is why I fought — for the day we Kurds will be both free and safe."

Almost every Kurd in northern Iraq can trace a family history stained by treachery and dispossession: Kurdish women and children killed in chemical attacks, villages razed, Kurdish men detained and murdered, families deported or banished to internment camps.

For decades, Baathist-led governments in Baghdad tried to crush or evict the Kurds, and to repopulate their ancestral lands with Arabs. But protected from Saddam Hussein's troops by an American no-fly zone since 1991, the Kurds have since built a thriving proto-state across northern Iraq.

Now that Kurdish fighters have proved nearly indispensable to the American-led coalition's fight against the Islamic State, Kurdish leaders sense that this is their moment. Some of the most urgent issues in the region — terrorism, oil, the brutal civil war in Syria and the upheavals of postwar Iraq — intersect in Kurdistan.

But as tens of thousands of flag-waving Kurds packed a stadium in Erbil, the capital, on Friday, chanting "Bye-bye, Iraq!" the referendum was under



Kurds gathered last week for a pro-independence rally in Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan, ahead of Monday's referendum on independence from Iraq.

threat.

Nearly every major power in the region has opposed the vote, and the Kurds were locked in tense negotiations with the United States and Baghdad, offering to cancel the referendum in return for an ironclad guarantee of a road map to independence within a specified time.

If the vote does go forward, "there is no going back on independence," said Peter W. Galbraith, a former American diplomat who is close to the Kurdish leadership.

Mr. Galbraith predicted a solid majority in favor of independence. "Would you want to be part of a country that committed genocide against you?" he asked.

Often called the world's largest ethnic group without a homeland, some 30 million Kurds are spread across Turkey, Iran, Iraq and Syria. They were denied statehood when the Middle East map was redrawn after World War I. Isolated and marginalized, Iraq's Kurds are now demanding a path to self-determination.

Kurdistan is part of Iraq, but it looks and feels like a separate nation. It enjoys broad autonomy, with its own government and parliament, its own language and customs and a fighting force known as the pesh merga.

After the 2003 American-led invasion toppled Mr. Hussein, Kurdistan endured a mutually dependent but ultimately

dysfunctional relationship with Iraq. In 2006, a Kurdistan agency hired an American company to produce an advertising slogan that was both ambivalent and taunting: "Kurdistan — the other Iraq."

The Kurds and Iraq have since drifted apart, like a couple trapped in a failed marriage. Kurdistan has accused Baghdad of reneging on commitments to the Kurds made in the post-Hussein Constitution of 2005, including a referendum to determine control of areas in northern Iraq disputed by Kurdistan and Baghdad. The Iraqi government claims that Kurdistan has illegally sold Iraq's oil.

After pesh merga fighters seized the city of Kirkuk and its lucrative oil fields in 2014, Baghdad stopped sending budget payments, crippling an economy already battered by sinking oil prices.

Arabic, once mandatory in Kurdistan schools, is fading among young Kurds, many of whom barely speak the language. Some Kurds resent their predominately Arabic-language Iraqi identity cards and passports, and long for documents that say "Kurdistan."

Kazei Kurda, 22, a Kurdish university student, said teachers scolded pupils who said they lived in Iraq. They are told they live in Kurdistan, she said.

Ms. Kurda said the atrocities inflicted upon Kurds were drummed into her as a child. Several members of her mother's family died in 1988, when Mr. Hussein's

military killed up to 5,000 people in a chemical attack on the city of Halabja.

From 1977 to 1987, more than 4,500 Kurdish villages were razed and thousands of residents forcibly removed to detention camps, according to Human Rights Watch. During Mr. Hussein's Anfal campaign against Kurds in 1988, up to 100,000 Kurds were executed.

"The history of the Kurds is one of betrayal," said David L. Phillips, a former State Department adviser who worked on Iraq for 30 years.

Amina Ahmed, 53, a former pesh merga fighter, said her brother was executed by the Baathist regime. Her family was evicted from Kurdistan and spent seven years in an internment camp inside Iraq — "a foreign country," Ms. Ahmed called it.

Those memories will guide her hand, she said, when she votes "yes" in the referendum. "We are writing our own history now," she said.

Since the rise of the Islamic State in 2014, the pesh merga and the Iraqi Army have been allies in the fight to drive the militants from Iraq. After Iraqi soldiers fled an Islamic State onslaught that year, the pesh merga stood and fought, seizing Iraqi areas and expanding the Kurdish enclave by more than 40 percent.

But the dispute over the independence vote has become so acrimonious and intractable that Kurds say now is the time to break away from Iraq.

"We have given up on Baghdad now that the Iraq we fought for is broken," said Hoshiyar Zebari, Iraq's former foreign minister and a leader of the referendum effort. Mr. Zebari said the Shiite Muslim-led Baghdad government had aligned with Iran, no friend of Iraq's Kurds or the United States.

The Kurds' historic sense of mistrust and insecurity is playing out in the political showdown with the United States, which fears the referendum will foment

ethnic violence, fracture Iraq and rupture the coalition against the Islamic State.

"The Kurdish psyche is one of being different — and very bitter over how the rest of the world looks at us, especially the Arabs," said Alan Noory, a Kurdish university professor.

Mahdi Ahmed Hamza, 49, a school headmaster, said he had always felt like a second-class citizen, barely tolerated by Iraqi Arabs outside Kurdistan.

"It's like you are a bird in a cage that has food brought to it," Mr. Hamza said. "But only when you are able to fly away do you discover that you are able to feed yourself."

For Lt. Esra Salim, 26, a pesh merga soldier, the sound of knocking will be playing in her head when she votes "yes" on Monday. She said she would always remember Iraqi security forces constantly knocking on her family's door, searching for male relatives hiding in attics and garden sheds. Many Kurdish men were killed, imprisoned or pressed into military service.



Dana Salah Hama, 35, a wounded Kurdish pesh merga soldier, with his son at their home in Iraqi Kurdistan. "Kurds know no one will protect us but ourselves," Mr. Hama said.

Najmaldin Karim, 67, said that in 1963, when he was 13, Iraqi government soldiers publicly executed Kurds in his hometown, Kirkuk, and hanged their corpses in the streets. Mr. Karim saw the dangling body of the father of one of his best friends.

"I still see that face — all those faces — right in front of me," he said.

Today, Mr. Karim is the embattled governor of Kirkuk Governorate, fired on Sept. 14 by Baghdad but still in office because Kirkuk is controlled by Kurds.

But Kirkuk, one of several disputed areas included in the referendum, is also home to Arabs and Turkmen, who feel threatened by possible inclusion in a Kurdish nation.

"Maybe the Kurds will tell Turkmen and Arabs to leave because now this is a home for the Kurds," said Ali Abdel, 37, a Turkmen who owns a billiard hall in Kirkuk.

Mr. Abdel's Kurdish boyhood friend

and business partner, Mohammed Hussein, 37, sought to assure his friend that Kurdistan would welcome everyone.

"The Turkmen will be safe," Mr. Hussein said. "All we want is a homeland where we can be safe, too, along with our Arab and Turkmen brothers."

Sixty miles north, Mr. Hama, the wounded Kurdish soldier, practiced shuffling with a walker. He said his family was forcibly removed from their ancestral village in 1988 and confined to an internment camp for five years.

His father, Salah Mohamad Amin, 64, a former pesh merga fighter, said his sister and her four children were abducted by Iraqi forces in the 1980s and never seen again.

"People around the world may wonder why the Kurds are causing trouble with this vote," Mr. Amin said. "If they knew our history, they would understand." ●



Kurdish pesh merga fighters on a front-line patrol near territory still held by the Islamic State near Hawija, Iraq. Credit Ivor Prickett for The New York Times

KURDISTAN

«Nous ne vivons plus comme les domestiques de Bagdad»



Le référendum pour l'indépendance de la région irakienne doit se tenir ce lundi. Les Kurdes, bien que favorables à l'autodétermination, s'inquiètent des représailles de ses voisins irakiens, turcs et iraniens.

LUC MATHIEU
Envoyé spécial à Erbil et Souleymanieh

Le stade d'Erbil n'est plus qu'un immense drapeau kurde. Il est partout, dans toutes les mains, brandi en étendard au bout de longues tiges de bois, porté en fanion par des enfants, peint sur les joues d'adolescents, enroulé autour de la taille de jeunes femmes. Les tribunes, la pelouse, la piste d'athlétisme qui l'enserre, tout disparaît sous ces trois

bandes rouge, blanche et verte traversées d'un soleil jaune. Plus de 25 000 personnes se sont rassemblées vendredi pour acclamer Massoud Barzani, président du *l'indépendance ou la soumission. Le référendum n'est plus entre mes mains ni entre celles des partis, il est entre vos mains. [...] Ce serait une honte de l'annuler*», a assuré le dirigeant kurde. La foule a acclamé; le scrutin se déroulera, comme prévu, ce lundi.

MAINMISE

Hussein et Ali n'ont pas été au stade

vendredi. Comme chaque jour, les deux frères de 20 et 24 ans sont restés dans leur petite épicerie d'Ankawa, le quartier chrétien d'Erbil. Originaires d'un village kurde proche de l'Iran, ils ont grandi à Bagdad, la capitale irakienne. Ils l'ont quittée il y a trois ans, usés par les violences et les attentats. *«Tous les Kurdes sont pour l'indépendance, mais ce référendum m'inquiète. Personne ne sait ce qui va se passer après. Tous les pays voisins sont contre et nous menacent, ça peut mal tourner»*, dit Hussein. Les deux frères ont déjà observé un effet du scrutin annoncé: leur épicerie marche moins bien. Les ventes baissent, les fournisseurs augmentent les prix et ne font plus crédit. *«Ils ont peur de ne pas revoir leur argent. Ils font ça avec tous les commerçants du quartier»*, dit Ali. Le référendum sur l'indépendance divise le Kurdistan irakien et ses 8 millions d'habitants. Pas la question elle-même, les Kurdes réclament leur Etat depuis un siècle et la fin de l'Empire ottoman. Ils ont subi déportations, massacres et bombardements à l'arme chimique. Ils ont été victimes de retournements d'alliances et de trahises, en proie parfois aussi à des luttes intestines. Alors lundi, sauf report de dernière minute, le «oui» l'emportera. La plupart des opposants s'abstiendront. Mais ils continueront de penser que la période n'est pas propice, que les conditions politiques et économiques ne sont pas réunies. Ils craignent que Massoud

Barzani, connu pour son autoritarisme et son fonctionnement clanique, n'impose encore plus sa mainmise sur la région. Ils auraient voulu attendre, s'assurer du soutien de la communauté internationale et obtenir des garanties de l'Etat irakien. Les partisans du «oui» affirment qu'il ne sert à rien de reporter le vote et que les conditions idéales ne seront jamais réunies. Autant se lancer et voir après.

C'est donc ce qu'a répété Barzani, dimanche, lors d'une conférence de presse: *«Le 25 septembre, les gens vont voter. Que se passera-t-il le 26? On verra.»* Vendredi, dans le stade d'Erbil, capitale régionale et fief de son mouvement, le Parti démocratique du Kurdistan (PKK), il avait déjà été très explicite: *«Je suis prêt à négocier avec Bagdad. Mais désormais, après le 25 septembre, ce sera trop tard.»* La foule avait applaudi. Barzani n'aura donc pas plié. Depuis qu'il a annoncé début juin la tenue du vote, il a encaissé des pressions d'abord polies, puis de plus en plus menaçantes. A l'exception d'Israël, la quasi-totalité de la communauté internationale s'y est opposée. Les Nations unies, les Etats-Unis et le Royaume-Uni n'ont cessé de demander un report pour éviter d'affaiblir la lutte contre l'Etat islamique et de compliquer encore un peu plus la question des réfugiés. Jeudi, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit *«très préoccupé face à la décision unilatérale du gouvernement régional du*

Kurdistan».

«ÉQUILIBRES SENSIBLES»

La Turquie et l'Iran, deux pays voisins où vivent d'importantes minorités kurdes, sont bien plus agressifs. Vendredi, Ankara a qualifié le vote de «geste illégitime et inacceptable». Devant le Parlement, le ministre de la Défense turc, Nurettin Canikli, l'a comparé à «une brigue» qui, si elle est enlevée, peut faire s'effondrer «une structure bâtie sur des équilibres sensibles et fragiles», jusqu'à provoquer un conflit global. Plus prosaïquement, l'armée turque enchaîne les manœuvres à la frontière irakienne depuis une semaine. Des sanctions, blocus ou intervention militaire, sont à l'étude.

A la demande du gouvernement de Bagdad, Téhéran a par ailleurs annoncé dimanche qu'il interdisait jusqu'à nouvel ordre tous les vols avec le Kurdistan irakien. Il n'exclut pas non plus d'annuler les accords de sécurité passés avec Erbil. Si la Turquie et l'Iran s'entendaient sur un blocus, le Kurdistan, qui importe la quasi-totalité de ses denrées alimentaires, serait étouffé. Mais le plus menaçant reste l'Irak. Furieux que les Kurdes tentent de faire «sécession», le Premier ministre, Haïdar al-Abadi, a déclaré qu'il était prêt à une riposte militaire.

Les discussions n'ont pour autant jamais cessé. Samedi, une délégation kurde s'est rendue une nouvelle fois à Bagdad. La veille, l'un des dirigeants les plus puissants de la région, le général irakien Qassem Soleimani, chef des Gardiens de

la révolution, était à Souleymanieh pour «avertir les responsables kurdes que l'Iran est sérieusement hostile [au référendum] et les mettre en garde afin qu'ils y renoncent», selon une source kurde citée par l'AFP. Il était aussi à Erbil le lendemain «pour un dernier avertissement». Mercredi, c'est le président irakien, Fouad Massoum, qui est allé à Souleymanieh pour rencontrer Massoud Barzani. «Ici, quand il est minuit moins cinq, il n'est pas minuit, tout peut arriver jusqu'au dernier moment, assure un diplomate occidental. Et même si le vote a lieu, il faudra voir ensuite comment il sera appliqué. Cela prendra encore des mois au grand minimum, voire des années de négociations.»

Dimanche, Massoud Barzani s'est dit prêt à discuter: «Nous sommes prêts à avoir un long processus de dialogue après le référendum, un an, deux ans. Si nous voyons que les discussions sont constructives, nous pourrions leur donner plus de temps.» Pour autant, les discussions achoppaient sur le même point: les Kurdes exigeaient des garanties et une date précise pour la tenue du vote avant d'accepter de le décaler. «Les promesses ne nous suffisent plus. Nous voulons une garantie écrite et un processus supervisé par la communauté internationale.



C'est terminé, nous ne vivons plus en Irak comme les domestiques de Bagdad», assurait il y a quelques jours le conseiller du gouvernement kurde, Abdulrahman Nouri. Mais le Premier ministre irakien a répété qu'il était opposé à tout référendum, «aujourd'hui ou dans le futur, qu'il se tienne dans la région du Kurdistan, dans les frontières de 2003 ou dans les zones disputées». Ces zones, réclamées à la fois par Bagdad et Erbil, constituent l'un des principaux risques d'embrasement.

Depuis 2014 et la guerre contre l'Etat islamique, elles se sont étendues. Le Kurdistan s'est agrandi. Ses combattants, les peshmergas, ont lutté contre les jihadistes, notamment dans la plaine de Ninive et les monts Sinjar, à la frontière syrienne. Ils ont aussi profité de la débandade de l'armée irakienne en 2014 à Kirkouk, où se concentrent 40% des réserves de brut de l'Irak, pour s'y imposer.

«De toute notre histoire, nous n'avons jamais contrôlé autant de territoire. Le Kurdistan irakien s'étend désormais des monts Sinjar [à l'ouest] jusqu'à Khanaqin [à l'est], en passant par Kirkouk. Mais avec ce référendum, nous risquons de perdre ce que nous avons gagné avec la guerre contre Daech. C'est une

erreur énorme», affirme l'ancien président du Parlement Youssef Mohammed.

Cet homme est l'un des plus farouches opposants de Massoud Barzani. Il y a deux ans, alors que le mandat du Président arrivait à terme, il a demandé la tenue d'élections. Barzani a refusé et gagné deux ans au pouvoir. Youssef Mohammed, lui, a été chassé d'Erbil. Il vit depuis à Souleymanieh, place forte du mouvement laïc Gorran, dont il est issu, et de l'Union patriotique du Kurdistan, parti rival du PDK de Barzani.

«L'IRRATIONNEL RÈGNE»

Dans son élégant bureau aux murs blancs et aux meubles clairs, il fustige un vote «illégitime». «Rien n'a été fait dans les règles. Les institutions ne fonctionnent pas et les lois ne sont pas appliquées. La conséquence est que le résultat de ce référendum sera faible et pourra être contesté, aussi bien ici au Kurdistan qu'à l'extérieur. C'est d'autant plus grave que ce vote est essentiel pour notre futur, c'est le destin de notre

peuple qui se joue.» Ce mercredi, Youssef Mohammed espérait encore un report: «Ce serait le plus logique. Mais l'irrationnel règne. Tout repose sur la volonté d'une seule personne, celle de Massoud Barzani.»

Dans un café historique du centre-ville de Souleymanieh aux murs recouverts de photos de peshmergas morts au combat, d'intellectuels et de héros de la cause kurde, Mohammed, un manœuvre de 56 ans aux cheveux rares, ne dit pas autre chose. «Ce sont les partisans de Barzani qui veulent ce vote. Mais ce n'est vraiment pas le bon moment, la Turquie et l'Iran nous menacent et nos partis politiques ne sont pas d'accord. Il ne faut pas chercher à provoquer de nouveaux affrontements. On a eu assez de guerres comme ça.» Quelques heures plus tard, dans le stade de la ville, plus de 20 000 personnes se réunissaient pour acclamer Massoud Barzani et sa promesse de référendum. ◀

L'AVIS D'HENRI LEGLERC

«Nous sommes en face d'un peuple incontestable dont on refuse depuis plus d'un siècle de reconnaître ses droits à disposer d'un Etat. On l'a éclaté et disséminé dans plusieurs pays et pensé que l'on éradiquerait l'idée nationale. Mais c'est quelque chose de fort et qui résiste à tout. Le problème n'est pas résolu parce que les Kurdes veulent avoir une nation et que quasiment tous les pays, sauf Israël, souhaitent l'en empêcher. Certes, cela crée un

problème géopolitique. Mais pour la même géopolitique, on se sert beaucoup d'eux, en Irak ou en Syrie. Je suis d'une génération qui a connu l'autodétermination de peuples dont on disait que c'étaient des terroristes. Ils l'ont obtenue. Mais les Kurdes sont les maudits de la géopolitique.»



JÉRÔME BONNIER

On Eve of Kurdish Independence Vote, a Warning From Turkey

By DAVID ZUCCHINO - SEPT. 23, 2017
<https://www.nytimes.com>

ERBIL, Iraq — Kurds seeking independence from Iraq came under intense pressure on Saturday from their powerful neighbor, Turkey, which demanded that Iraqi Kurdistan cancel an independence vote scheduled for Monday.

Turkey, the main link to the outside world for the autonomous Kurdish enclave in northern Iraq, threatened economic and diplomatic retaliation if Kurds carried out a referendum that the Turkish government called a “terrible mistake.”

Turkey’s Parliament voted late Saturday to renew for one year a mandate to authorize military intervention in Iraq or Syria if Turkey determines that developments there threaten national security. Turkey, a NATO member, is conducting tank exercises on its border with Iraqi Kurdistan.

Turkey’s prime minister, Binali Yildirim, asked by reporters in Ankara, the capital, whether a cross-border incursion was possible, replied that security operations were “a question of timing” based on “developing conditions.”

Iraq’s Kurds refused to back down. The Kurdish region’s president, Massoud Barzani, said the independence vote would proceed as scheduled despite threats from Turkey as well as Iran.

“It’s too late to talk about delaying the referendum,” Mr. Barzani said in a statement released by his office in Erbil on Saturday.

“It’s not my decision anymore, he added. “It’s a decision for the people.”

In a defiant speech on Friday evening to 40,000 Kurds in Erbil chanting “Bye-bye Iraq,” Mr. Barzani said of Turkey and Iran: “You have punished us for one hundred years. Are you not tired yet?”

Both Turkey and Iran fear that an independence move by Iraqi Kurds could set off unrest among their own Kurdish minorities.

Baghdad considers the vote illegal and unconstitutional, and Prime Minister Haider al-Abadi of Iraq has said his government is prepared to use military force if the referendum provokes violence. A delegation of Kurdish leaders traveled to Baghdad on Saturday to discuss the referendum with Iraqi officials.

Ali al-Alaq, a member of Iraq’s Parliament who has led talks with the Kurds, said in an interview that the discussions would continue over the weekend. But he said negotiations would end if the

As tensions between Turkey and the Kurdish region of Iraq escalated on Saturday, Turkish tanks carried out military exercises near the Turkish-Iraqi border. Credit Sedat Sunal/European Pressphoto Agency



vote were conducted on Monday.

Kurdish officials said voting had already begun Saturday among Iraqi Kurdish expatriates in Germany, Denmark, Britain and Switzerland. Some waved the Kurdistan flag.

The United States and most of the international community have opposed the referendum, saying it could unleash ethnic conflict, break up Iraq and undermine the American-led campaign against Islamic State militants.

Iran, the Kurdish region’s eastern neighbor, has threatened border closures, prompting some Kurds to stockpile food and supplies.

Kurdish officials in Erbil, Iraqi Kurdistan’s capital, said they were continuing to talk on Saturday with American officials. The Kurdistan Regional Government has said it would scrap the referendum only if the United States provided an ironclad guarantee of a path to independence within a specified time.

The United States has urged Kurds to cancel the vote and begin negotiations with Baghdad, facilitated by Washington. Kurdish leaders say they want a public mandate from the Kurdish people before negotiating independence.

After the Americans established a no-fly zone in 1991 that protected Kurdish areas from attacks by Saddam Hussein’s troops, the Kurds have carved out an autonomous region with its own government, parliament and military. Kurdish fighters known as the pesh merga have played a central role, alongside Iraqi troops, in operations against the Islamic State.

The referendum would not lead directly to independence, but a strong “yes” vote would strengthen the Kurdish position in any negotiations with Baghdad. Rozh Nouri Shaways, leader of the Kurdish delegation in Baghdad, told reporters that Kurdistan was willing to negotiate with Iraq before and after the referendum.

Baghdad and Iraqi Kurdistan are locked in a longstanding dispute over contested areas, including oil-rich Kirkuk, seized by Kurdish fighters in 2014. Baghdad fears that the independence vote, which includes citizens of the contested areas, would strengthen Kurdish claims to those territories.

The ballot asks voters whether they want Kurdistan and the contested areas to become an independent state.

Kirkuk’s provincial governor, Najmaldin Karim, a Kurd, urged residents on Saturday to prepare to vote on Monday. “All the preparations have been made,” Mr. Karim told the Kurdish news agency Rudaw. He called the vote “historical.”

On Saturday morning, the police controlled by the Baghdad government withdrew from their posts in the city of Kirkuk and surrounding areas, according to local officials. They said that the police and government-paid school administrators had been directed by Baghdad not to assist with the referendum. Much of the voting is scheduled to take place at schools.

Kurdish officials said security officers from the Kurdistan Regional Government took over responsibility Saturday for security in the area.●

REUTERS

Iran bans oil refinery products traffic with Iraqi Kurdistan - report

ANKARA, September 29, 2017 (Reuters)

IRAN has banned the transportation of refined crude oil products by Iranian companies to and from Iraq’s Kurdistan region, the semi-official Tasnim news agency said on Friday, after Tehran vowed to stand by Baghdad following the region’s vote for independence.

“A directive by the Road and Transportation Organization has temporarily banned carrying oil products from Iran to Iraq’s Kurdistan region and vice versa following the latest developments in that region,” Tasnim reported.

Iraq’s Kurds overwhelmingly backed a call for independence in a referendum on Monday, defying neighbouring countries which fear the vote could lead to renewed conflict in the region.

A ban on international flights into Iraq’s Kurdish region was being imposed on Friday after the Baghdad government retaliated against the vote.

Almost all foreign airlines suspended flights to Erbil and Sulaimaniya, obeying a notice from the government in Baghdad, which controls Iraqi air space.

Iran, which has its own Kurdish minority, had already halted flights to and from Kurdish regions on Sunday.●

Kurdish independence is a good bet

Ron Prozor

No one likes winning more than President Trump. He has a chance to prove it on Monday, when Iraqi Kurds hold a referendum on their independence.

There is no shortage of losers in the Middle East, but anyone in the business of spotting winners should bet on an independent Kurdish state. Backing the Kurds is not only strategically smart — they are a steadfast ally in the fight against the Islamic State and Islamist extremism, doing battle alongside American soldiers — it's also the right thing to do.

Yet the Trump administration has worked to prevent the referendum, arguing that with the war against the Islamic State yet to be won, a vote could risk further dividing an already fractious coalition. In a statement, it called the referendum "provocative and destabilizing."

This is a serious mistake. In failing to offer full-throated support for Kurdish independence, the United States is focusing solely on the short-term volatility of the region and overlooking serious medium- and long-term opportunities.

There's no denying that the Middle East is a mess: To truly stabilize the region, we need to defeat the Islamic State, replace the brutal regime of Bashar al-Assad in Syria and contain Iran, which still threatens to go nuclear. But the best way to stamp out dark-

ness isn't through military might, but through light. And an independent Kurdish state would be a beacon of hope in a part of the world where hope is desperately needed.

An independent Kurdish state would be a victory for democratic values, national self-determination and the rights of women and minorities. Is there a more iconic image of the fight against the Islamic State than that of female Kurdish peshmerga fighters doing battle on the front lines against jihadists who demand the subjugation of women? An independent Kurdish state would empower these warriors in a part of the world where women and girls are typically second-class citizens.

In addition to its commitment to gender equality, Kurdistan has also shown its commitment to minority rights. Over the past three years, Kurdistan, which is about the size of the U.S. state of Maryland, has taken in nearly two million refugees, including Assyrians, Yazidis, Turkmen, Shabaks and Christians fleeing the Islamic State and sectarian violence in other parts of Iraq and in Syria.

Even without a formal state, the Kurds have built a society that meets many of the criteria of statehood. They are economically viable, with a well-developed energy industry. They have functioning institutions, including elections for Parliament and a relatively free media. And they've proved capable of defending themselves against the Islamic State without attacking others.

Kurdistan is already, in values and

governance, a democratic nation in waiting. Is it a perfect Jeffersonian democracy? No. Does it have a long way to go? Yes. But in a region where tyranny is the norm, it's on the right track.

Backing the Kurds is not only the right thing to do. It's also a smart strategy.

With a state, the Kurds could become an even more valuable and constructive ally against extremism. That would be in the

American interest, but just as important, it would be a fulfillment of American values. Supporting Kurdish independence means supporting the right to self-determination of a people that have overcome oppression, persecution and tyranny to build a thriving, vibrant society. That's one of the reasons Israel supports the Kurds' right to self-determination.

Some 30 years ago, the Kurdish people were being choked with chemical weapons by Saddam Hussein.

Today they stand as a nation reborn, about to embark on an inspiring exercise in democracy. We have a moral duty to support its outcome. In a region where the flags of liberal democracies are routinely set alight, Kurdistan has chosen to embrace liberal democratic values.

Now the United States faces a critical choice. President Trump has the chance to demonstrate American leadership, promote American values and strengthen an American ally. Israel would welcome his support for the Kurds. And if handled intelligently, the pragmatic Arab states such as Egypt, Saudi Arabia, Jordan and the United Arab Emirates could follow suit, on the grounds that Kurdistan could serve as a bulwark against Iran and the Islamic State.

If we wait for the region to be perfectly stable, for Islamist extremism to disappear or for the collective blessing of Ankara, Tehran and Baghdad, we could be waiting forever. If, however, the United States wants to support a stabilizing, modernizing and democratic force, the choice is clear: Mr. Trump should bet on a winner and support an independent Kurdish state.

RON PROZOR is a former Israeli ambassador to the United Nations and the chairman of the Interdisciplinary Center's International Diplomacy Institute in Herzliya.



As tens of thousands of flag-waving Kurds packed a stadium in Erbil on Friday, chanting "Bye-bye, Iraq!" the Iraqi government and its allies pressed Kurds to cancel the referendum. Credit Ivor Prickett for The New York Times

Kurds Voted. So Is the Middle East Breaking Up?



By Robin Wright
September 27, 2017
<https://www.newyorker.com>

Pity the Kurds. Theirs is a history of epic betrayals. A century ago, the world reneged on a vow to give them their own state, carved from the carcass of the Ottoman Empire after the First World War. The rugged mountain people were instead dispersed into the new states of Turkey, Iraq, and Syria, with another block left in Iran. Since then, all three countries have repressed their Kurds. Saddam Hussein was so intent on Arabizing Iraq's Kurdistan that he paid Arab families to unearth long-dead relatives and rebury them in Kurdish territory—creating evidence to claim Arab rights to the land. He also razed four thousand Kurdish villages and executed a hundred thousand of the region's inhabitants, some with chemical weapons. Syria stripped its Kurds of citizenship, making them foreigners in their own lands and depriving them of rights to state education, property ownership, jobs, and even marriage. Turkey repeatedly—sometimes militarily—crushed Kurdish political movements; for decades, the Kurdish language was banned, as was the very word “Kurd” to describe Turkey's largest ethnic minority. They were instead known as “mountain Turks.”

Iraq's Kurds got a bit of revenge this week. In a historic but controversial referendum, more than ninety per cent of voters endorsed a proposal to secede and declare their own country. “The partnership with Baghdad has failed and we will not return to it,” the President of Kurdistan, Masoud Barzani, vowed on the eve of the poll. Jubilation erupted. Waving their distinctive flag—three stripes of red, white, and green, with a blazing golden sun in the center—Kurds across northern Iraq took to the streets.

The Kurdish vote reflects an existential quandary across the entire Middle East: Are some of the region's most important countries really viable anymore? The world has resisted addressing the issue since the popular protests in 2011, known as the Arab Uprising, or Arab Spring, spawned four wars and a dozen crises. Entire countries have been torn asunder, with little to no prospect of political or physical reconstruction anytime soon. Meanwhile, the outside world has invested vast resources, with several countries forking out billions of dollars in military equipment, billions more in aid, and thousands of hours of diplomacy—on the assumption that places like Iraq, Syria, and Libya can still work as currently configured. The list of outside powers that have tried to shape the region's future is long—from the United States and its European allies to the Russian-Iran axis and many of the Middle East's oil-rich powers. All have, so far, failed at forging hopeful direction.

They've also failed to confront the obvious: Do the people in these countries want to stay together? Do people who identify proudly as Syrians,



The Kurdish vote reflects an existential quandary across the entire Middle East today: Are some of the region's most important countries really viable anymore? Photograph by Ahmed Deeb / AFP/ Getty

for example, all define “Syria” the same way? And are they willing to surrender their political, tribal, racial, ethnic, or sectarian identities in order to forge a common good and a stable nation?

The long-term impact of these destructive centrifugal forces is far from clear. But, given the blood spilled over the past six years, primordial forces seem to be prevailing at the moment, and not only among the Kurds. “The only people who want to hold Iraq together,” Lukman Faily, the former Iraqi ambassador to Washington, opined to me recently, “are those who don't live in Iraq.” That sentiment is echoed, if not as concisely, elsewhere.

The challenge is addressing the flip side: If these countries, most of them modern creations, are dysfunctional or in danger of failing, what then will work to restore some semblance of normalcy to an ever more volatile region? No major player, in the region or the wider world, seems to be exploring solutions.

The vote this week is non-binding. A new Kurdish nation is far from a done deal. In his weekend address, Barzani said, “The referendum is not for defining borders or imposing a fait accompli. We want a dialogue with Baghdad to resolve the problems, and the dialogue can last one or two years.”

The “problems” include control of “disputed zones,” notably oil-rich Kirkuk, which is claimed by both the Kurds and Iraq's Arabs. Kirkuk is often described as the “Jerusalem of Iraq,” because of rival claims and disputed histories. It is also home to other minorities, complicating its political future. Since 2014, the city has been under Kurdistan's control, after its Peshmerga militia saved Kirkuk from the ISIS blitz across northern Iraq. This spring, I drove through Kirkuk, in between visits to several Kurdish cities; the tension was palpable.

Iraq shows little interest in compromise with the Kurds. In a televised speech to the nation this week, Prime Minister Haider al-Abadi called the referendum “unconstitutional” and vowed to take all “necessary measures to preserve the unity of the country. Iraq will remain for all Iraqis. We will

not allow it to become a possession of one or the other, and we will not permit anyone to play with Iraq and not pay the consequences.”

The U.S. and the international community also lobbied hard to prevent the Kurds from voting—and then refused to recognize the results. The United Nations warned of the “potentially destabilizing” effect across the Middle East. During Donald Trump's Presidential campaign, he said he was “a big fan of the Kurdish forces.” But his Administration called the vote “provocative.” Both the U.N. and the U.S. dispatched top diplomats in a last-ditch alternative that included a “serious and sustained” dialogue on the Kurds' future and potentially a more equitable power-sharing agreement among Iraq's diverse communities.

After the polls closed, the Trump Administration said that it was “deeply disappointed.” The vote would “greatly complicate” the Kurds' already precarious situation in the region, the State Department warned. “The fight against ISIS is not over, and extremist groups are seeking to exploit instability and discord,” it said. “The United States opposes violence and unilateral moves by any party to alter boundaries.”

One of the few voices of dissent was the New York senator Chuck Schumer, who called for creation of an independent Kurdish state “as soon as possible.” In a statement, he argued that “the United States should stand for self-determination for our strongest partners. The Kurds are one of the largest ethnic groups in the Middle East without a homeland and they have fought long and hard for one.”

The backlash from the leaders of countries with Kurdish minorities was ferocious. Turkey called the results “null and void,” and threatened to cut off vital routes for Kurdistan's oil exports. Turkey and Iraq announced joint military drills along their frontiers bordering Kurdistan.

“If Barzani and the Kurdish regional government do not go back on this mistake as soon as possible, they will go down in history with the shame of having dragged the region into an ethnic >

➤ and sectarian war," the Turkish President, Recep Tayyip Erdogan, said. "It will be over when we close the oil taps, all revenues will vanish, and they will not be able to find food when our trucks stop going to northern Iraq."

Iran closed off its flights to Kurdistan. Major General Yahya Rahim Safavi, a senior military official and adviser to the country's Supreme Leader, described the referendum as treasonous. "Iran has blocked air traffic to this region, but we are hopeful that the four neighboring countries will block the land borders with Iraq, too," he told an Iranian news agency.

The timing of the referendum was intentional. It exploited both the region's chaos and its dependence on the Kurds to fight ISIS. The Kurdish Peshmerga, long famed for their skills as warriors, even when vastly outmanned and outgunned, have been the most pivotal force in the U.S.-backed campaigns in both Iraq and Syria. The Peshmerga stopped the ISIS blitz in 2014, which was headed for Baghdad. They were pivotal in

retaking huge chunks of the Islamic State and, this spring, in retaking Mosul, Iraq's second-largest city. In Syria, the Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces have been the most reliable and effective party in the current campaign to retake Raqqa, the Islamic State's pseudo-capital.

But the Kurds also have their own problems in forging a new state. They are not, in fact, one united people. They have rival political parties and competing ideologies. They have different tribal affiliations and diverse world views. Some are steeped in traditional clans, politics, and ways of life, reflected in their trademark baggy trousers, wide sashes, and unique turbans; others have adapted Western ways, wardrobes, and ideas. Kurds don't all speak the same dialect.

Kurds have even fought each other, notably in Iraq, when the rival Peshmerga militias loyal to the two main parties fought a mini-civil war in the mid-nineteen-nineties. While the outcome of this week's vote was overwhelming, the turnout also

indicated that not all Kurds agreed with the way the independence issue has been handled—or how it might benefit one Kurdish party, namely the Barzani clan, over others. For an issue at the very heart of Kurdish nationalism for a century, only seventy-two per cent of Kurds voted. And there were tens of thousands of spoiled ballots—for a vote that involved answering only one question.

The Kurds have their own place in history. But they are also, effectively, a miniature version of the type of discord that plagues the Arab world. ●

Robin Wright is a contributing writer for newyorker.com, and has written for the magazine since 1988. Her first piece on Iran won the National Magazine Award for best reporting. A former correspondent for the Washington Post, CBS News, the Los Angeles Times, and the Sunday Times of London, she has reported from more than a hundred and forty countries.

TheNational September 23, 2017

Masoud Barzani the 'servant of an independent Kurdistan'

He has been a central figure in the independence movement through 40 years of war and relative peace in Iraq. Now he stands on the threshold of fulfilling his life's ambition

Mina Aldroubi / September 23, 2017
<https://www.thenational.ae>

MASOUD BARZANI was born in 1946, in the Republic of Mahabad, the short-lived Kurdish state that existed that year in Iran. Small wonder, then, that he has clung resolutely throughout his 71 years to the dream of an independent Kurdistan.

He has been a central figure in the independence movement through 40 years of war and relative peace in Iraq and president of Iraqi Kurdistan since 2005. Now he stands on the threshold of fulfilling his life's ambition as Iraqi Kurds prepare to vote in a referendum on independence on Monday, September 25.

His father, Mustafa, was a Kurdish nationalist leader who is often described as the most famous Kurd since the 12th century warrior Saladin, who fought in the Crusades. On August 16, 1946, the day his son was born, Mustafa Barzani founded the Kurdish Democratic Party (KDP).

"I was born in the shadow of the Kurdistan flag in Mahabad (Iran) and I am ready to serve and die for that same flag," Masoud Barzani is fond of saying.

When the Kurdish republic collapsed, his father fled to the Soviet Union. Young Masoud went to live with his grandfather in Mosul. At 16, he left school to join the Kurdish peshmerga fighters. After the death of his father in 1979, Masoud was elected president of the KDP. He has been re-elected at every party congress since then.

During the Iran-Iraq war, which lasted from 1980 to 1988, he and his brother Idris



fought against Iraqi government forces in Baghdad while much of the Kurdish leadership was exiled in Iran.

The end of the Gulf War, along with the Kurdish uprising against the Iraqi government in 1991 signalled a new chapter for Mr Barzani. The imposition of a no-fly zone over northern Iraq resulted in the administration of the region being removed from the central government in Baghdad and the Kurds were also given control of their traditional homeland in the north of the country, with Erbil as their capital. They have run their own affairs more or less ever since and consequently feel little connection to Baghdad.

Mr Barzani had to make the transition from being a guerrilla leader to statesman responsible for the civilian population in the areas of Iraqi Kurdistan outside the rule of former dictator Saddam Hussein.

Following the fall of Hussein's regime Mr Barzani became a member of the Iraqi gover-

ning council. In 2005 he was elected president of the Kurdish Regional Government (KRG) in Iraq and re-elected in 2009 with 71 per cent of the vote. During his presidency he has established several institutions to develop democracy, and courted many foreign leaders including President George W Bush and the British prime minister Tony Blair. As well as Kurdish, Mr Barzani speaks Arabic and Farsi and understands English.

However, the fact that he appointed his nephew Nechirvan Barzani prime minister and made his son Masrour intelligence chief has left him open to accusations of nepotism.

The push for independence gained impetus after the Kurdish region fell under the threat of ISIL extremists in 2014 and the Kurdish leaders felt side-lined by Baghdad's central government. Their participation in the fight against ISIL enabled the Kurds to expand their territory over ethnically-mixed disputed areas along its internal boundary with the rest of Iraq.

In June 2014, Erbil announced that the oil-rich city of Kirkuk and other disputed areas in northern Iraq were henceforth part of the Kurdish autonomous region, after the Iraqi government failed to hold a long-awaited referendum. Baghdad was enraged by the Kirkuk power grab, and relations between Baghdad and Erbil deteriorated further.

Mr Barzani seized the moment and announced the referendum. His moment had come. ●

Turkish, Iraqi Militaries Step Up Pressure on Iraqi Kurds



Turkish and Iraqi soldiers hold their national flags after the arrival of Iraqis in Silopi, near the Habur border gate with Iraq, southeastern Turkey, Sept. 25, 2017.



Turkish and Iraqi soldiers walk with Turkish tanks during the exercises in Silopi, near the Habur border gate with Iraq, southeastern Turkey, Sept. 26, 2017.

Dorian Jones September 26, 2017
<https://www.voanews.com>

ANKARA — Turkish President Recep Tayyip Erdogan has stepped up pressure on Iraqi Kurds, labeling their leaders as treacherous and warning that all military and economic options are now "on the table."

The verbal attack comes as Turkish forces start unprecedented joint military exercises with their Iraqi counterparts around Iraq's Kurdish region. The military maneuvers Tuesday come one day after Iraqi Kurds voted on an independence referendum that drew objections from Iraq and Turkey, along with some other countries in the region, and the United States.

In a speech, Erdogan made clear the decision by Iraqi Kurdish regional President Massoud Barzani to proceed with the referendum was a personal slight.

"Until the very last moment, we weren't expecting Barzani to make such a mistake as holding the referendum," he said. "Apparently we were wrong."

Erdogan added that the decision to hold the vote, which was made without consultation, amounted to treachery. Turkey saw the vote as not only destabilizing to the region, but as fueling secessionist demands from its own restive Kurdish minority.

In past years, Barzani and Erdogan had carved out a close partnership, paving the way for a groundbreaking rapprochement helped by deepening economic cooperation that overcame decades of mistrust between Iraqi Kurds and Ankara.

As Iraqi and Turkish forces started their joint military exercises close to the Iraqi Kurdish region, pictures of soldiers holding flags from both nations were released to the media, a move widely seen as sending a powerful message to Iraqi Kurds.

"This is happening for the first time since the

military intervention in 2003; even before that, in the [Iraqi leader] Saddam [Hussein] era, I don't recall any joint Turkish-Iraq military exercises," said former Turkish diplomat Aydin Selcen, Turkey's first consul general in Iraqi Kurdistan's regional capital, Irbil.

"And as it's going on right at the border — the Habur gates," he added. "... it should be watched closely."

Turkish forces have been holding military drills on the Iraqi-Kurdish border for over a week. Erdogan Monday made clear their presence should be seen as a threat.

"Our military is not [at the border] for nothing." He said, "We could arrive suddenly one night."

ECONOMIC PUNISHMENT

The Turkish president has also sharpened his language on economic sanctions against the Iraqi Kurds. He warned they could face "starvation" and financial destitution if Ankara decided to close a pipeline delivering oil from Iraqi Kurdistan to world markets through the Turkish Mediterranean port of Ceyhan.

The sale of half-a-million barrels of oil per day is a financial lifeline for the cash-strapped Iraqi Kurdish regional government.

Analysts suggest for now, Ankara is not ready to turn rhetoric into action.

"There is sizeable, significant domestic pressure on the [Turkish] government to react harshly and strongly. And this is a government that doesn't want to lose the support of the [Turkish] nationalists," noted Sinan Ulgen, a visiting scholar with the Carnegie Europe in Brussels.

"The rhetoric is also part of Ankara's deterrent strategy to prevent, now after the referendum, any concrete steps down that path to independence," he said.

"We have seen the hardening of rhetoric. But yet we have the [Turkish] prime minister's statement, which underlines the fact that Turkey is not going to war," observed Selcen.

TURKEY-IRAQ THAW

The only concrete action taken by Ankara against the Iraqi Kurds to date is the closing of

access to a Turkish satellite used by a Kurdish Rudaw television channel.

Shared hostility by Baghdad and Ankara to the Iraqi Kurdish independence vote appears to be providing the impetus for an easing of deep bilateral tensions.

"The fact they can now do joint military training demonstrates the antagonistic relationship that prevailed between Ankara and Baghdad has been finally overcome in the face of what they jointly see as a threat to regional stability," argued Ulgen.

Last year, Erdogan dismissed Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi as not being his equal in a war of words between the leaders. Ankara's once-close link with the Iraqi Kurds was a major point of tension between the countries. Now the Iraqi and Turkish leaders have found common ground.

WAIT-AND-SEE GAME

According to Selcen, the current Turkish-Iraqi joint military exercises are seen as increasingly significant.

"The exercises follow through the statement by Iraqi Prime Minister Abadi that Iraqi Kurdistan should relinquish border gates and the airport to the central authority in Iraq," he said. "For that matter we should look closer to that joint military exercise and how it will develop in the coming days."

"If Baghdad took control of Habur gate," he added, "it would remove a major headache for Ankara with much of its trade to the Middle East having to pass through Iraqi Kurdish-controlled territory."

Mutual economic dependency between the Iraqi Kurdish region and Turkey is seen as a factor in Ankara's calculations on whether to take on any military or trade measures.

"Although rhetoric is getting tougher and harder," said Selcen, "the actions on the ground tell that we are moving more to the wait-and-see side rather than the 'go-to-war' school of thought. Common sense is prevailing at least for now. At the end of the day, these relations are beneficial to both sides." ■

Russia keeps eye on Kurdish oil contracts, referendum

Russia has been boosting its presence in Middle East oil via the Kurdish Regional Government, but is also waiting to see what the potential impacts might be of the KRG's independence referendum.



Sergey Balmasov
September 27, 2017
www.al-monitor.com

As major regional powers Turkey, Iraq, Syria and Iran mull the Iraqi Kurds' independence referendum, Russia finds itself in the position of having become the major investor in Iraqi Kurdistan. Russian spending in the area's oil and gas industry has reached at least \$4 billion.

Stronger energy ties between Moscow and Erbil (the capital of the Kurdistan Regional Government, or KRG) became apparent long before the Sept. 25 referendum. In February, Russia's state-owned oil giant Rosneft announced it would finance in advance a two-year deal, beginning this year, to buy Kurdish crude for the company's growing global refining system.

In early June, Rosneft signed a 20-year deal to buy Kurdistan oil and refine it in Germany. The parties also inked a contract to explore and develop five oil fields "with substantial geological potential" in Iraqi Kurdistan.

On Sept. 18, Rosneft made public a project to finance construction of Iraqi Kurdistan's gas pipeline infrastructure, with expected export capacity by 2020 of 30 billion cubic meters (more than a trillion cubic feet) a year. Domestic clients would be served as well. "The investment in the project will be under a BOOT (Build-Own-Operate-Transfer) arrangement," the statement read. Other details were not disclosed.

Moscow's proactive stance can be accounted for by a range of factors. It seeks to deepen its foothold in the Iraqi Kurdistan gas industry to reinforce Russia's status as a leading gas exporter.

Nowadays, Russia's rivals rule the roost on the ground. For example, Genel Energy is developing the Miran and Bina Bawi fields (the reserves total 311.5 billion cubic meters). The Pearl Petroleum consortium, whose major partners are United Arab Emirates-based Dana Gas and Crescent Petroleum, has invested about \$1.2 billion in the Khormor and Chemchemal fields. It intends to increase production to 3.2 billion cubic meters per year.

But as opportunities abound in Iraqi Kurdistan, Moscow is seeking to leapfrog its rivals.

Moreover, Russia is keen to gain more political leverage in the Middle East, which will increase along with its economic weight. In turn, the Kurdish government faces a desperate shortage of funds as a result of poor management and the costs involved in fighting jihadists, taking in refugees and the rebuilding process.

Meanwhile, Moscow should not forget that despite the seeming appeal of the joint projects, including so-called tax holidays for foreign investment, foreign companies have traveled a bumpy road while operating similar projects.

Shortly before the September deal, Erbil settled the issue of restructuring and repaying debts to foreign companies. The unresolved issues have been a stumbling block to foreign projects in Iraqi Kurdistan in recent years, with Exxon Mobil Corp. pulling out of several exploration blocks it operated.

Negotiations with Pearl Petroleum were particularly tough, as the consortium sought damages to the tune of \$26.5 billion, but finally agreed to compensation of \$2.24 billion.

Earlier in August, Erbil reached similar agreements to restructure the debt with Norwegian DNO and Genel Energy. A chunk of the sum is due to be paid in the near future. Moscow might be among those who could provide some funds.

All the dealmaking in the energy sector has predictably caused Iraq's central government in Baghdad to resent and criticize "Russia's bid to buy Baghdad's oil." The problem with this, as seen from Moscow, is that the cooperation between Baghdad and Erbil that envisaged government funding of the latter came to a halt after Kurdish peshmerga forces took control of Kirkuk province from Islamic State (IS) fighters. Baghdad lays claim to Kirkuk, which is rich in oil.

The Iraqi response to a more robust Russian presence remains to be seen. It may affect Russian companies in Iraq, as well as military and technical cooperation between the two countries. However, Russia should realize that its activities will predictably meet with a negative response from a range of countries. Among others, that list includes Qatar — which is not interested in tougher competition in a gas market that is already pressured by US shale gas exports to Europe.

Washington will also welcome such attempts half-heartedly. Although American energy companies have significantly scaled down their presence in Iraqi Kurdistan, the United States understands that stronger economic ties between Moscow and Erbil will inevitably lead to Russia's proportionally reinforced presence on the ground.

Besides, vying for the disputed territories of Ninevah (of which Mosul is the capital) and Kirkuk provinces, where the bulk of KRG oil is produced, is likely to subject Erbil to serious objections from Iran, Iraq and Turkey.

So Russia's "breakthrough" has yet to materialize. The country is just working to ensure its purchase of Erbil's oil, whereas other projects seem to have been postponed until it is clear what the referendum outcome will mean politically — for Iraq and the broader region. So far, one view in Russia is there's little likelihood that Erbil will declare independence shortly after the vote. The KRG election commission reported Sept. 27 that the nonbinding referendum was overwhelmingly approved. Iraq's government opposed the referendum.

It's not in Erbil's best interest to agitate its neighbors by breaking away from Iraq. It appears KRG President Massoud Barzani might be more comfortable using the referendum's outcome as leverage on potential partners as well as neighbors. For instance, he could offer Baghdad a deal under which it would have to withdraw demands for restored control over Diyala, Kirkuk and Ninevah provinces in exchange for Erbil's not declaring independence.

Likewise, the "yes" vote could be used to pressure Iran and Turkey, which backed groups opposed to the vote: Shiite Arabs and Turkmens, respectively.

As for Russia's stance on the vote, on Sept. 27 the Foreign Ministry reiterated the country's support for "coexistence within a single Iraqi state."

"Moscow respects the national aspirations of the Kurds," the statement read, adding, "We believe that all disputes that may exist ... should be resolved through constructive and respectful dialogue."

However, as Kurdish politician Hoshyar Zebari told Reuters just days before the vote, Russia's position is to "wait and see" what impact the vote has.

As for Rosneft, company spokesman Mikhail Leontyev said, "The referendum won't affect our work. We're doing business in an autonomous region in Iraq that's been recognized by law."

Meanwhile, Rosneft's contracts won't necessarily translate into Russia's overwhelming dominance in Iraqi Kurdistan, given that the next KRG parliamentary and presidential elections are just around the corner, scheduled for Nov. 1. Barzani has been lambasted by various opposition parties in parliament for the "nontransparent" Rosneft agreement and accused of corruption, and the opposition will give the president a run for his money.

The Gorran movement, a "pro-European" Iraqi Kurdistan parliamentary party, has been particularly harsh toward Barzani. So although Russia is committed to further developing energy projects in the area, it is watchful of how the referendum echoes across the region so that Moscow doesn't lose what it has been able to gain there.

Found in: Kurdistan state efforts, Border disputes/annexation, Economy and trade ♦

Sergey Balmasov is an analyst at the Moscow-based Institute of the Middle East, where he covers North Africa, the Sahel and Kurdish movements. His professional interests also include comparative studies between European and Middle Eastern extremist organizations. Balmasov holds a master's degree in public administration from Lomonosov Moscow State University. Contact him via email: sbalmasov@gmail.com

KURDISTAN



A Erbil, au Kurdistan irakien, la population a voté avec enthousiasme lors du référendum sur l'indépendance du territoire. Mais certains habitants redoutent la réaction de Bagdad, Ankara et Téhéran.

REPORTAGE

«Tellement de sang a coulé pour arriver à ce jour»

Par **LUC MATHIEU**
 Envoyé spécial à Erbil
 Photo **CHRISTOPHE PETIT-TESSON**

Il y avait un air de fête lundi à Erbil. Rien d'ostentatoire, mais une forme de légèreté, d'espoir, de gens qui sourient et qui ont revêtu leurs habits des grands jours. Dès 8 heures, les minarets des mosquées et les cloches des églises ont

appelé à voter. Calmement, sans bousculade, des files d'attente se sont peu à peu formées devant les écoles pour répondre «oui» ou «non» au référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien.

Le résultat, attendu dans quelques jours, est connu. Le «oui» gagnera. Les Kurdes n'en finissent plus d'espérer leur indépendance depuis 1920 et la conférence de Sèvres qui leur avait promis un territoire. Ils ne sont pas forcément d'accord

sur la date choisie pour le scrutin, jugée précipitée et décidée par le seul Massoud Barzani, l'omnipotent président de la région et chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ils s'inquiètent aussi des violentes réactions des pays voisins, l'Iran et la Turquie, et des menaces du pouvoir irakien de Bagdad. Mais aucun parti kurde, même le laïc Gorran, farouchement opposé au PDK, n'a appelé à voter «non».

Encrier bleu

Dans la cour d'une école du quartier populaire d'Ari, à Erbil, Mahabat, une institutrice de 23 ans, ne peut s'empêcher de rire quand on lui demande ce qu'elle a choisi: «*Le oui, évidemment!*» Elle vient de sortir d'une petite salle de classe transformée en bureau de vote. Elle a donné sa carte d'identité et pris le large bulletin où était écrite en quatre langues (kurde, arabe, turc et assyrien) la question: «*Voulez-vous que le Kurdistan et les zones kurdes situées à l'extérieur de la région autonome de-*

viennent un Etat indépendant?» La question est longue, car le vote ne concerne pas que la région définie dans ses frontières de 2003, mais aussi les zones que se disputent depuis lors Erbil et le gouvernement irakien, telle Kirkouk (*lire ci-contre*). La jeune femme s'est ensuite rendue derrière un isoloir en carton, avant de glisser son bulletin dans une urne en plastique et son doigt dans un encrier bleu, preuve qu'elle a voté.

«*Je suis ravie, c'est un moment incroyable. Il y a eu tellement de sacrifices, tellement de sang qui a coulé pour arriver jusqu'à ce jour. Les mères des martyrs peuvent se réjouir*», dit Mahabat. L'institutrice aux longs cheveux roux s'est habillée «*comme pour un jour de fête*», tunique colorée, boucles d'oreille en forme de marguerite, fond de teint et yeux maquillés. Elle montre ses mains en riant; ses ongles sont peints aux couleurs du drapeau kurde. «*Personne ne va voter "non" à Erbil, soyez-en sûr*», dit-elle en partant.

L'ambiance est moins joyeuse dans le quartier chrétien d'Ankawa. Mais les discours et les votes annoncés sont les mêmes. Un homme d'une cinquantaine d'années sort de l'école Hamorabi. Arménien et catholique, il vivait et travaillait pour le Croissant-Rouge à Bagdad avant de recevoir, fin 2010, une enveloppe contenant une balle et un ultimatum: «*Soit tu t'en vas, soit on te tue, toi et ta famille.*» Il s'est installé juste après à Erbil mais ne veut pas dire son nom: il a toujours des proches dans la capitale irakienne. «*Je ne suis pas kurde, mais j'ai voté pour*



L'affluence à l'ouverture des bureaux de vote dans un gymnase d'Erbil, lundi matin. Dès 8 heures, les minarets des mosquées et les cloches des églises de la ville ont appelé à voter.

«De toute façon, on a toujours eu des problèmes avec Bagdad. Il n'y a rien de nouveau.»

Un Arménien vivant à Erbil favorable à l'indépendance.



l'indépendance. Je vis bien ici, je suis en sécurité, je ne veux pas partir.» Il assure ne pas craindre les représailles du gouvernement irakien, rendu furieux par le vote d'indépendance. «De toute façon, on a toujours eu des problèmes avec Bagdad. Il n'y a rien de nouveau.»

Asphyxier

Pourtant, les menaces contre le Kurdistan se sont encore amplifiées. Lundi, le Parlement irakien a demandé l'envoi de troupes dans les zones disputées. Bagdad a également ordonné qu'Erbil lui rende le contrôle de ses postes-frontières et de ses aéroports. Les pays étrangers sont incités à ne plus traiter qu'avec l'Irak pour les achats de pétrole. La Turquie, où vit une minorité kurde, entend elle aussi asphyxier le Kurdistan irakien. *«Des mesures seront prises cette semaine. Les entrées et sorties [à la frontière] seront fermées»,* a déclaré lundi le président Recep Tayyip Erdogan. *«Voyons par quels canaux et à qui le Kurdistan irakien vendra son pétrole. Les vannes sont chez nous. Une fois que nous fermons les vannes, c'est fini»,* a-t-il ajouté. La quasi-totalité des 600 000 barils extraits chaque jour par le gouvernement kurde transite par un oléoduc qui débouche dans le port de Ceyhan, dans le sud de la Turquie. L'Iran n'entend pas non plus laisser Erbil susciter des velléités de séparatisme de sa propre population kurde. Les liaisons aériennes ont été suspendues. Téhéran dispose en outre d'un redoutable pouvoir de déstabilisation avec les milices chiïtes qu'il contrôle en Irak. A la sortie de l'école d'Ankawa, Gorgis Jacob, 69 ans et un doigt bleu après avoir voté «oui», ne semblait pour autant pas inquiet. *«Il y a toujours des solutions. Si un pays ne veut plus de relations avec nous, nous en trouverons d'autres. Barzani a forcément un plan, il ne nous laissera pas mourir de faim. Tout va bien se passer.»* ◆

A Kirkouk, la peur de l'après-référendum

Dans cette ville peuplée de Kurdes, Arabes et Turkmènes, les minorités craignent que le vote les marginalise. De nombreux incidents ont marqué les dernières semaines.

De toutes les villes où le référendum s'est déroulé lundi, Kirkouk était la plus scrutée. Celle où le risque d'incidents était le plus élevé, celle où le processus d'indépendance pouvait déraiper avant même d'avoir commencé. *«S'il y a des problèmes, ce sera la faute de bandits. J'ai demandé à nos peshmergas [les combattants kurdes, ndlr] de ne pas réagir aux provocations»,* déclarait dimanche Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien. La Saddam Hussein avait déplacé de force des Arabes pour la repeupler. Depuis 2014 et la fuite des soldats irakiens devant l'avancée de l'Etat islamique, les Kurdes en ont pris le contrôle. Leurs drapeaux flottent sur les administrations. Mais rien n'est réglé à Kirkouk. L'ambiance est pesante, les peurs permanentes. *«Désolé, je ne peux pas vous parler. On pourrait nous voir. Il vaut mieux se taire ici»,* dit un jeune Arabe. Autour du conseil provincial, qui incarne le pouvoir, les rues sont interdites aux voitures. On n'y accède qu'à pied, en longeant barrières et murs de béton, après avoir été fouillé trois fois. Les élus ont chacun cinq gardes du corps. Ils patientent dans les couloirs sinistres à la peinture jaunâtre et au carrelage écaillé. Les gardes de Kamiran Kirkouki, un élu kurde de 60 ans, étaient là quand les jihadistes de l'Etat islamique, qui contrôlent Hawija, à une vingtaine de kilomètres, ont lancé un assaut sur la ville le 21 octobre. *«J'ai pris mon arme et je suis parti avec eux pour empêcher les hommes de Daech d'entrer dans le conseil provincial»,* se souvient-il. Les jihadistes ont été chassés de Kirkouk après deux jours de combats. Mais les incidents, moins graves, ont repris avec l'annonce du référendum. Le 11 septembre, une fusillade a éclaté entre des Kurdes qui fêtaient le vote à venir et un garde du siège d'un parti turkmène. Un Kurde a été tué et plusieurs personnes ont été blessées. Quelques jours plus tôt, un professeur arabe avait péri dans l'explosion de sa voiture. *«C'était une attaque faite pour provoquer des incidents entre Kurdes et Arabes avant le référendum. De notre côté, nous refusons de tomber dans ce piège. Nous avons de bonnes relations avec eux, il y a beaucoup de mariages mixtes et d'intérêts communs»,* affirme Kamiran Kirkouki. L'élu craint surtout des actions *«dirigées depuis l'étranger»*. *«L'Iran va pousser les chiïtes à créer des problèmes après le référendum»,* affirme-t-il. Déjà, en début de semaine dernière, plusieurs dizaines de pick-up

de la milice chiïte Badr ont paradé dans le centre-ville. Les peshmergas n'ont pu qu'observer le coup de force, sans intervenir.

participation ne semble pas avoir été massive, mais le vote s'est déroulé dans le calme. Un couvre-feu a été déclaré lundi dans le centre, ainsi que dans les secteurs arabe et turkmène, afin de *«protéger les citoyens»*, a fait savoir la police..

«Piège». Kirkouk est une cité complexe, multiethnique et multiconfessionnelle, où les exclus d'hier sont devenus les dirigeants d'aujourd'hui. Les chiffres ne sont pas définitifs mais elle compterait environ 1,5 million d'habitants, dont un peu moins de 50% de Kurdes, environ 35% d'Arabes et 15% de Turkmènes. Certains sont sunnites, d'autres chiïtes. Kirkouk est aussi une ville au sous-sol riche, qui renferme 40% des réserves irakiennes de brut. Elle fait partie de ces zones que se disputent l'Irak et le gouvernement régional du Kurdistan.

«Plainte». Dans le long salon aux murs bordés de canapés où il reçoit ses invités, le cheikh Bourhan Mazher al-Sissi, chef de la liste arabe au conseil, dit lui aussi sentir la montée des tensions. *«Des gens, et pas que des Arabes, ont quitté la ville ces derniers jours. Ils ont peur. Ce référendum est dangereux»,* affirme-t-il. D'un ton poli et calme, en réfléchissant à chaque mot, il ajoute: *«Les Kurdes ont tout à fait le droit de décider de leur avenir. Mais dans leurs villes, pas dans celles qui sont disputées comme Kirkouk.»* Il y a une dizaine de jours, le cheikh a fait passer un message au consulat américain à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, pour demander l'envoi d'une *«force internationale neutre»* dans la ville. Il n'a pas reçu de réponse. Les représentants de la communauté turkmène sont plus vindicatifs. L'un de leurs dirigeants, Raad Agha, conseiller au parlement provincial, habite une maison cossue derrière un grand portail. La rue est gardée par des hommes cagoulés et armés parlant turc. *«Ce référendum est illégitime. Il ne devrait pas avoir lieu dans des zones mixtes où vivent des Turkmènes. C'est aussi chez nous ici. Nous y avons nos maisons et nos emplois. Ce n'est pas à nous de payer pour les bombardements chimiques qui ont visé les Kurdes.»* Raad Agha n'a pas de doute, le oui l'emportera, à Kirkouk comme ailleurs. *«Mais dès que le résultat sera officiel, nous porterons plainte devant le tribunal fédéral. Et si ça ne suffit pas, nous mobiliserons toutes les instances que nous pourrions, jusqu'à l'ONU. Je ne comprends pas pourquoi Barzani s'est obstiné avec ce vote. C'est extrêmement dangereux. Il y a des jeunes motivés dans chaque camp, il suffira d'un rien pour que ça dégénère. Le pire est à venir.»*

L.Ma. (à Kirkouk)

Kurdistan : l'audacieux pari de Barzani

Le chef du Kurdistan irakien a rejeté tous les appels à annuler le référendum d'autodétermination prévu lundi.

IRAK « Sarakhaboun! » « Indépendance! » Le mot magique s'étale en grosses lettres sur les affiches appelant à voter oui au référendum du 25 septembre dont l'issue positive ne fait aucun doute. Il est placardé sur les devantures des magasins, les voitures, les avenues, les murs de la citadelle d'Erbil. Il rivalise avec les drapeaux, à bandes, rouge, blanche et verte, frappées d'un soleil, les couleurs du Kurdistan.

« Nous vivons le moment le plus important de notre histoire depuis un siècle », dit Adnan Mufti. Cet ancien président du Parlement de la région autonome du Kurdistan évoque bien sûr la promesse faite aux Kurdes par les Alliés à la fin de l'Empire ottoman lors de la conférence de Sèvres en 1920. Le traité prévoyait de leur octroyer un État indépendant dans l'est de l'Anatolie et dans la province de



Un Kurde brûle son passeport irakien, vendredi à Erbil, lors du dernier meeting de Massoud Barzani pour le référendum.

QUENTIN BRUNO



Massoud Barzani se dit « prêt à négocier sérieusement avec Bagdad mais après le 25 septembre » les conditions d'un « Kurdexit »

Mossoul. Un projet enterré trois ans plus tard par le traité de Lausanne, puis par la Société des nations (SDN).

C'est ce vieux rêve qu'agite à nouveau, son éternel keffiyeh enroulé autour de la tête, Massoud Barzani, l'héritier d'une dynastie de grands chefs kurdes. Avant lui, son père, Moustapha, fut le ministre de la Défense de l'éphémère République de Mahabad, une entité kurde établie en décembre 1945 en Iran, avec le soutien de Staline, et balayée l'année suivante par Téhéran.

Âgé de 71 ans et seul maître à bord du bateau kurde irakien, le président de la région autonome du Kurdistan irakien estime que le temps est venu de tenter, contre vents et marées, de forcer le destin. « Notre histoire est une longue marche. Elle a toujours été marquée par la guerre. Nous avons franchi les étapes les plus dures. Nous avons une chance de parvenir à notre but et nous allons la saisir » poursuit Noori O. Abdulrahma, coordinateur du gouvernement kurde irakien. Durant toute la semaine précédant le référendum, Massoud Barzani a

couru les stades pour convaincre son peuple, non pas du droit à l'autodétermination qui fait l'unanimité parmi les Kurdes, mais de la pertinence de son calendrier. « Il semble persuadé qu'une fenêtre de tir est ouverte pour mener son opération tant que l'État irakien est faible et n'est pas entièrement stabilisé et qu'elle se refermera avec la fin des combats de l'armée irakienne et de la coalition internationale contre Daech », confie un diplomate.

Annoncée depuis plusieurs mois, l'opération n'est pas dénuée d'arrière-pensées de politique intérieure. Massoud Barzani a besoin de renforcer sa légitimité alors que son dernier mandat présidentiel est expiré depuis deux ans et que les institutions de la région autonome du Kurdistan sont paralysées (lire ci-dessous). Il est également engagé dans une course au prestige nationaliste avec ses rivaux turcs et syriens de la guérilla du PKK qui ont pris le pouvoir au Rojava, le Kurdistan syrien et combattent Daech à Raqqa et Deir ez-Zor, avec l'appui des États-Unis. Il entend engranger les dividendes de la guerre menée par les pechmergas contre l'État islamique pour la libération de la région de Mossoul avant que les grandes puissances se désengagent. Il veut enfin tirer profit de son ima-

ge dans l'opinion publique internationale de défenseur des minorités alors qu'il apparaît que cette protection passe par la soumission à son pouvoir.

Son défi se heurte cependant à de sérieux obstacles extérieurs. Massoud Barzani se dit « prêt à négocier sérieusement avec Bagdad mais après le 25 septembre » les conditions d'un « Kurdexit », mais il est peu probable qu'il soit entendu par le pouvoir central. Même s'il avait la volonté de lâcher du lest, le premier ministre irakien Haïdar al-Abadi ne peut céder au sécessionnisme kurde, sous peine de perdre les élections parlementaires prévues l'année prochaine, et menace de passer « à une action militaire ». Le ton est encore plus virulent dans les rangs d'al-Hachd al-Chaabî, les Unités de mobilisation populaire, placées sous la tutelle du gouvernement irakien mais dépendant idéologiquement et financièrement de Téhéran. L'un de ses chefs a déjà mis en garde contre les risques de guerre civile. Son parrain iranien est sur la même longueur d'onde. Samedi, le puissant général iranien Qassem Soleimani, chef des gardiens de la révolution se serait rendu à Erbil pour un dernier coup de semonce.

Erdogan au centre du jeu

De son côté, la Turquie a fait savoir

qu'elle pourrait, une fois n'est pas coutume, s'entendre avec l'Iran, qui craint un effet de contagion dans son importante population kurde, pour prendre des sanctions. Les deux pays ont les moyens d'asphyxier économiquement l'enclave kurde en fermant les frontières terrestres et aériennes et en coupant le robinet du pétrole. Recep Tayyip Erdoğan redoute que le vote des Kurdes ira-

kiens renforce le séparatisme kurde dans le sud-est de la Turquie. Il entretient jusqu'à présent des relations de bon voisinage avec Massoud Barzani, son unique allié dans la région, en qui il voit un contrepoids au PKK et un excellent partenaire commercial. Le gouvernement kurde irakien exporte la quasi-totalité de sa production pétrolière - son unique ressource - via un oléoduc turc jusqu'au

terminal de Ceyhan sur la Méditerranée.

Il compte aussi sur la porte turque pour honorer dans les prochaines années un énorme contrat gazier et pétrolier passé avec la compagnie publique russe Rosneft. Une rupture totale des relations entre Ankara et Erbil sonnerait le glas de la viabilité d'un État kurde. Une situation qui place le président turc au centre du jeu. ■ T.O. (A ERBIL)

LE FIGARO

25 septembre 2017

À Souleimaniya, le référendum ne soulève pas l'enthousiasme



l'international, affirme-t-il. Ce n'est que par le dialogue que nous parviendrons à une solution avec Bagdad. Nous avons, à la faveur de la guerre contre Daech, pris le contrôle des territoires disputés avec l'Irak et nous risquons de perdre ce bénéfice historique si nous optons pour l'isolement. »

Dans le stade Slemani, les partisans de Massoud Barzani donnent le change. 24 000 supporters et autant de drapeaux tricolores ont envahi ce mercredi les jardins et la pelouse pour écouter leur leader, entouré dans la tribune par le gratin de l'UPK, prôner l'unité du peuple kurde sur ces terres a priori hostiles. Une démonstration ponctuée par le passage en

« Nous avons peur que le référendum provoque une nouvelle guerre car le peuple est la première victime des conflits politiques »

AZAD, VENDEUR DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

rase-mottes de sept hélicoptères brandissant au bout d'une hampe sept drapeaux nationaux. « La question est de savoir si un référendum peut résoudre les problèmes ou s'il va les aggraver », s'interroge pendant ce temps, à l'autre bout de la ville, Mohammed Toufik Rahim, un dirigeant de Gorran. « L'indépendance ne se décrète pas, elle se construit. Il faut d'abord réunir les conditions économiques d'une souveraineté et pour y parvenir réformer le pays », grommelle-t-il.

Fier de sa réputation de carrefour culturel, Souleimaniya se voit en antipode de son éternelle rivale, Erbil-la-matérialiste. Un riche mécène, Taha Rasoul, vient d'y ouvrir un café-librairie éphémère destiné à recueillir des fonds pour financer un hôpital grâce à la vente d'une bibliothèque de 5 000 livres. Il a fait traduire et imprimer pour l'occasion des auteurs comme Olivier Roy ou Marcel Gauchet. « Le problème, c'est que les gens ne lisent pas et que la culture n'est pas encouragée », dit-il. La ville aime pourtant élever des statues aux poètes, aux artistes et aux intellectuels kurdes. Elles se dressent sur les places ou en rang d'oignons dans les allées du parc municipal pour rendre aussi bien hommage à Ahmed Khani, un écrivain de la fin du XVII^e siècle, auteur d'hymnes à l'amour, qu'au cinéaste Yilmaz Güney.

Sur les bancs publics, on parle un peu

THIERRY OBERLÉ @ThierryOBERLE
ENVOYÉ SPÉCIAL À SOULEIMANIYA

SUR LA ROUTE montagneuse reliant Erbil, la capitale des institutions de la région autonome du Kurdistan irakien, à Souleimaniya, la deuxième ville du pays kurde, le check point de Pirde marque la frontière invisible qui sépare les provinces du Nord de celles du Sud. Dans le Nord règne sans partage le clan du président Massoud Barzani et de son parti, le PDK. Massoud Barzani dispose de sa propre armée de pechmergas, de sa propre police et de ses propres services secrets. Dans le Sud, la situation est différente : le clan de Jalal Talabani, l'ex-président irakien paralysé depuis des années par la maladie, et son parti, l'UPK, a également ses pechmergas, sa police et ses services de renseignements, mais il doit composer avec ses dissidents réformistes et anticorruption du Gorran, devenus la deuxième force politique du pays aux élections de 2013.

Le 12 octobre 2015, Youssef Mohammed, le président du Parlement, n'a pu franchir le fameux check point. Quatre rangées de membres des forces de sécurité de Barzani ont braqué leurs armes sur

son convoi. « J'ai vite compris que si je bougeais, j'étais mort », dit-il. Youssef Mohammed a fait demi-tour. Il devait diriger une séance du Parlement pouvant empêcher le grand chef kurde de briguer un nouveau mandat présidentiel. Depuis, l'Assemblée ne s'est plus réunie en session plénière, si ce n'est pour approuver le 15 septembre, en l'absence du Gorran mais avec l'UPK, la tenue du référendum d'indépendance.

Interdit de séjour à Erbil, comme la plupart des hauts responsables du Gorran, Youssef Mohammed s'est installé dans une villa de Souleimaniya baptisée le « bureau du Parlement ». À 39 ans, il rêve comme tous les Kurdes de l'indépendance. Il n'a connu depuis l'adolescence qu'un Kurdistan autonome déconnecté de l'Irak. Un Kurdistan où les nouvelles générations ne parlent plus l'arabe, ne vont plus suivre des études à Bagdad et n'ont aucune envie de découvrir un pays ravagé par les conflits confessionnels où ils sont mal reçus. Mais selon Youssef Mohammed, « il n'y a pas d'enthousiasme » pour la consultation, « surtout à Souleimaniya ». « La valeur de ce référendum est affaiblie par son absence de légitimité au Kurdistan, en Irak et à

des querelles politiciennes mais surtout des difficultés du quotidien. Forgé dans les luttes pour les droits des Kurdes et dans la résistance à la dictature irakienne de Saddam Hussein, le nationalisme est toujours vivace mais s'est quelque peu émoussé depuis l'insurrection de 1991 et l'autonomie de fait de la région. « Nous avons peur que le référendum provoque une nouvelle guerre car le peuple est la première victime des conflits politiques », tranche Azad, un vendeur de matériaux de construction. Il est avant tout préoccupé par la crise dans laquelle le pays kurde a plongé avec la chute des cours du pétrole. La bulle financière qui faisait mi-

roiter le mirage d'un nouveau Dubaï entre désert et montagnes s'est envolée. La récession frappe de plein fouet le secteur du bâtiment et les affaires d'Azad périclitent. « Les partis des grands chefs ont travaillé avec leurs entreprises et ont établi des monopoles commerciaux pour se remplir les poches en ne laissant que des miettes », juge-t-il, dépité. Zerdest, un ancien pechmerga, est lui aussi déçu. Employé dans un hôpital, son principal souci est d'encaisser son salaire mensuel de 300 dollars. « Je viens de toucher la moitié de ma paye de juillet. Depuis deux ans, les retards s'accroissent et nous ne touchons qu'une partie de nos revenus »,

se plaint-il en prenant à témoin un de ses collègues.

Au café Shab, une institution où l'on joue au tavla dans la fumée des cigarettes, le détachement est de rigueur. « Ce référendum entre dans un jeu politique avec l'Irak. Nous savons que si l'on vote le 25, on ne se réveillera le 26 avec un État », commente un buveur de thé adossé contre un mur de photos jaunies où l'on distingue parmi d'autres figures de l'histoire kurde, le portrait d'Ocalan, le chef de la guérilla kurde en Turquie. Comme beaucoup, il pense, dans le cliquetis des parties de dominos, que « l'indépendance est encore loin ». ■

L'orient
LE JOUR

26 septembre 2017

Référendum kurde et peurs turques

Hier encore, le PM kurde Nechirvan Barzani a répété qu'Erbil n'est et ne sera « jamais » une « menace » pour Ankara.

Samia MEDAWAR | OLIJ

26/SEPT/2017

<https://www.lorientlejour.com>

Recep Tayyip Erdogan n'a pas mâché ses mots hier. « Nous prenons toutes les mesures nécessaires aux niveaux politique, économique et sécuritaire. Il n'y aura pas de compromis », a affirmé le président turc lors d'un colloque à Istanbul. « Nous pouvons venir un soir, tout à coup, a-t-il ajouté. Nous l'avons fait avec l'opération Bouclier de l'Euphrate. (...) Toutes les options sont sur la table. » La menace n'est même pas voilée. Comme tous les détracteurs du référendum – et ils sont légion –, Ankara a haussé le ton hier pour dénoncer la consultation organisée hier au Kurdistan-Nord ainsi que dans certaines zones disputées avec Bagdad, comme Kirkouk, techniquement sous contrôle du gouvernement central irakien. Historiquement, la Turquie revendique cette province, rattachée à l'Irak après la Seconde Guerre mondiale. Les Kurdes y sont minoritaires face aux Turkmènes. Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, a d'ailleurs affirmé hier que si la minorité turkmène venait à être visée en Irak, une opération militaire turque serait immédiate pour la défendre.

La Turquie refuse la création d'un État kurde indépendant pour des raisons évidentes. Elle combat le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'elle qualifie de « terroriste », sur son sol depuis plus de trente ans, et un référendum comme celui d'hier pourrait renforcer les velléités indépendantistes des communautés kurdes en Turquie même – plus de 15 millions – et de la région, comme

en Syrie et en Iran. Le gouvernement de Massoud Barzani « doit faire un pas en arrière. (...) Nous n'autorisons pas non plus la formation d'un État terroriste en Syrie », a d'ailleurs affirmé hier encore M. Erdogan. Et à ses yeux, un État autonome kurde pourrait offrir son soutien aux groupes kurdes appelant à un État kurde en bonne et due forme.

INTERVENTION RUSSE

Ankara entretient pourtant de bonnes relations avec Erbil. Depuis la rencontre Erdogan-Barzani en 2013, notamment, les deux gouvernements se sont soutenus mutuellement lors des différentes crises qui les ont ébranlés. Les autorités kurdes commencent à être considérées comme des partenaires dans la lutte contre le PKK. Sur les plans économique et énergétique aussi, la collaboration est étroite. Le président turc n'a d'ailleurs pas hésité hier à jouer cette carte pour menacer les Kurdes. « Voyons par quels canaux et où le (Kurdistan irakien) vendra son pétrole. Les vannes sont chez nous. Une fois que nous fermons les vannes, ce travail est terminé », a-t-il lancé. Le genre de mesure à asphyxier l'économie du Kurdistan : sur les 600 000 barils par jour (bpj), plus de 550 000 sont acheminés vers la Turquie quotidiennement. Une manne économique conséquente, donc, pour Erbil mais aussi pour Ankara, qui n'a finalement peut-être pas intérêt à interrompre ces activités.

D'autant que la société russe Rosneft vient de signer un contrat d'une durée de vingt ans avec Erbil. D'après l'accord, qui injecterait plusieurs milliards de dollars dans les caisses du gouvernement régional du



Le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, après avoir voté hier à Erbil. Azad Lashkari/Reuters

Kurdistan (GRK), Rosneft devrait acheminer d'abord 700 000 bpj, puis graduellement atteindre le million, à travers la Turquie, pour finir en Allemagne, où le pétrole sera raffiné. De quoi faire réfléchir la Turquie quand elle menace de fermer ces canaux. « Après l'intervention russe dans le secteur pétrolier, il faut peut-être voir une volonté d'Ankara de mettre une certaine pression » sur Erbil, estime Julien Théron, politologue et enseignant en relations internationales à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. En diversifiant ses collaborations énergétiques, Erbil ne met pas tous ses œufs dans un même panier et devient de facto moins dépendant d'Ankara.

Le gouvernement kurde a beau répéter que le processus d'indépendance est long, qu'une déclaration d'indépendance n'est pas pour bientôt, et vouloir simplement discuter sérieusement avec Bagdad, rien n'y fait. Hier encore, le Premier ministre

kurde Nechirvan Barzani a répété qu'Erbil n'est et ne sera « jamais » une « menace » pour Ankara, qui ne pourra trouver « meilleur ami » dans la région. « Cela fait deux mois que je tente de me rendre en Turquie pour expliquer que ce plébiscite ne constitue pas une menace pour la Turquie », sans résultat. « Il leur faut comprendre que ce référendum est uniquement destiné aux Kurdes d'Irak, et non aux autres Kurdes de la région. »

En attendant, les relations bilatérales se poursuivent... par téléphone. Ankara pourrait toutefois mettre un peu d'eau dans son vin, estiment certains observateurs, après des premières réactions virulentes. « On peut imaginer une Turquie opposée à une indépendance du Kurdistan, mais évidemment le GRK serait a priori le plus acceptable des indépendantistes pour Ankara du fait de leurs liens », avance Julien Théron. ●

Kurdistan : Barzani unit ses voisins contre lui

En mobilisant au référendum d'autodétermination, lundi, le leader a renforcé l'axe anti-indépendance.



Des Kurdes irakiennes déposent leur bulletin de vote, lundi, dans une école à Erbil.

THIERRY OBERLÉ [@ThierryOberle](#)
ENVOYÉ SPÉCIAL À ERBIL

IRAK À 8 heures précises, pour l'ouverture du scrutin, le chant du muezzin s'élève au-dessus des mosquées et les cloches des églises battent à la volée. Le Kurdistan irakien se réveille pour se prononcer sur son indépendance, malgré l'hostilité de l'Irak et des pays voisins. C'est un jour de fête et de cérémonie. Des hommes ont sorti le costume traditionnel kurde avec son pantalon bouffant, sa veste courte et sa large écharpe serrée autour de la taille. Des femmes arborent des robes chamarrées brodées de fils dorés. Des garçons et des fillettes portent l'uniforme des pechmergas, les combattants kurdes.

L'ambiance est joyeuse dans l'école primaire d'Ari, un quartier populaire d'Erbil où les votants déposent leur bulletin dans l'urne, après avoir trempé l'index dans un encrier bleu. La question posée dans ce référendum à quelque 4,5 millions d'électeurs est dénuée d'ambiguïté : « Voulez-vous que la région du Kurdistan ainsi que les territoires kurdes en dehors de la région deviennent un État indépendant ? » Elle est rédigée en kurde, en arabe, en assyrien et en turc. « Nous sommes heureux que ce jour arrive enfin. Je ne connais personne qui cochera la case du non » dit Mahabad, une enseignante.

« Nous ne nous soumettons plus. Nous avons fait tant de sacrifices et nous avons connu tant de souffrances. Mon beau-frère est mort l'an dernier près de Kirkouk dans les combats contre Daech. Nous votons pour lui », assure Redouane, un ouvrier, accompagné de sa femme et de son enfant.

Dans la banlieue chrétienne d'Aïn-kawa, l'élan en faveur du « oui » semble partagé. « Nous suivons nos chefs qui souhaitent tous l'indépendance, qu'ils soient kurdes ou chrétiens », dit Gorgis, un catholique-syriaque. Les populations déplacées de la plaine de Ninive et de la région de Sinjar votent dans des bureaux installés dans les camps. Ces centaines de milliers de chrétiens et de yazidistes ont fui en 2014 l'offensive des djihadistes de l'État islamique contre les minorités.

Premières ripostes

Aujourd'hui libérés de Daech, leurs villes et leurs villages se trouvent dans les « territoires disputés », parfois du côté kurde, parfois du côté irakien. Ils ne rentrent pas chez eux en raison du manque d'infrastructures, de l'instabilité politique ou de la présence jugée menaçante des milices chiïtes. Dans le camp d'Ashti, seules 100 familles sur 1200 sont reparties à Qaraqosh, ville chrétienne sous administration irakienne. Saleh, un catholique syriaque qui

s'est réinstallé cet été à Qaraqosh est revenu dans son centre d'hébergement pour participer au référendum. « Les autorités de Bagdad n'ont pas organisé de scrutin, mais moi je souhaite vivre à Qaraqosh sous administration kurde. Je ne fais pas confiance aux Irakiens qui nous prennent en tenaille dans leur affrontement confessionnel entre chiïtes et sunnites », explique-t-il. Mais Saleh craint désormais de voir le conflit irako-kurde pour le contrôle des territoires disputés dégénérer en guerre ouverte à la faveur de la consultation.

Le premier ministre Haïdar al-Abadi est incité par son prédécesseur, Nouri al-Maliki et par les puissantes milices chiïtes, soutenues par l'Irak, à employer la force. Il a rompu les ponts avec le président kurde Massoud Barzani et déclaré, dimanche soir, sur un ton cassant, qu'il « allait prendre les mesures nécessaires pour préserver l'unité du pays ».

L'escalade a débuté ce lundi avec les premières ripostes de Bagdad. Elles visent, à la suite d'un vote du Parlement, à renforcer la présence des forces irakiennes dans les zones contestées et, en concertation avec les pays voisins, à isoler le Kurdistan. L'enclave peut être encerclée militairement et étranglée économiquement et financièrement. L'axe anti-indépendance est déjà constitué.

Car s'il a réussi à mobiliser les Kurdes, Massoud Barzani a provoqué un consensus international contre lui. L'Irak lui a fermé ses frontières aériennes et la Turquie pourrait, à son propre rythme, bloquer les accès terrestres. Le président Recep Tayyip Erdoğan a menacé de boucler dans les prochains jours la frontière turco-kurde. Le verrouillage de la porte de Habur, franchise chaque jour par plus d'un millier de camions, priverait le Kurdistan de la plupart des produits agricoles et manufacturés dont ses habitants ont besoin. Ankara peut également couper le robinet du pipeline de Ceyhan qui assècherait l'essentiel des revenus pétroliers d'Erbil. ■

Référendum kurde : Bagdad hausse le ton

Le premier ministre irakien s'est dit prêt à prendre « les mesures nécessaires » pour préserver l'unité de son pays

BAGDAD · envoyée spéciale

Jusqu'au dernier instant, les responsables irakiens et leurs soutiens internationaux ont eu l'espoir que les pressions exercées sur Massoud Barzani pour annuler le référendum d'indépendance du Kurdistan irakien, lundi 25 septembre, porteraient leurs fruits. Le coup de théâtre n'a pas eu lieu. Dimanche, le leader kurde, président de la région autonome, a confirmé la tenue du scrutin, qu'il a présenté comme le premier pas d'un long processus de négociation vers l'indépendance avec Bagdad, estimant que le partenariat tissé en 2003 avait « échoué ».

Le premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, est apparu à la télévision, dimanche, pour asséner, avec une rare fermeté, l'opposition de Bagdad. « Prendre une décision unilatérale affectant l'unité de l'Irak et sa sécurité ainsi que la sécurité de la région avec un référendum de séparation est contre la Constitution et la paix civile. Nous allons prendre les mesures nécessaires pour préserver l'unité du pays », a-t-il promis.

Conscient qu'il joue sa survie politique sur la gestion de cette crise, potentiellement déstabilisatrice alors que la lutte contre l'organisation Etat islamique n'est pas achevée et que se profilent des élections législatives au printemps 2018, M. Abadi s'est départi de son attitude conciliante.

A l'issue d'un cabinet de sécurité qui s'est tenu après ce « discours à la nation », son gouvernement a exhorté les pays étrangers à ne plus traiter avec les autorités du Kurdistan irakien dans les domaines du pétrole et des frontières et a ordonné à Erbil de lui restituer le contrôle des frontières et des aéroports. La Turquie et l'Iran avaient annoncé plus tôt de premières sanctions. Les deux pays ont suspendu leurs liaisons aériennes avec le Kurdistan irakien voisin et intensifié leurs manœuvres militaires à sa frontière.

Refus de négocier

A Bagdad, le dialogue promis par M. Barzani n'est pas une option envisagée. « Dès lors que le référendum a lieu, il n'y a pas de négociation possible sur une feuille de route pour la création d'un Etat kurde », a déclaré au Monde Ali Alaaq, membre du parti chiite Al-Dawa de M. Abadi et négociateur avec Erbil.

Bagdad refuse une négociation dont l'issue est fixée à l'avance par un référendum. Si la solution fédérale, prévue par la Constitution irakienne, a leur préférence, ils n'envisagent sa remise en cause – pour une confédération ou l'indépendance – que par la voie d'amendements constitutionnels. C'est la position qu'a défendue M. Abadi dans ses contacts réguliers avec M. Barzani, et en public. Le premier ministre irakien avait misé sur le succès du partenariat inédit scellé entre leurs forces de sécurité respectives lors de la bataille de Mossoul.

Il avait également promis au président kurde une alliance électorale en 2018 pour l'amener au compromis. Si M. Barzani a gratifié le premier ministre irakien de marques de respect, il a jugé son avenir politique trop incertain pour accepter une alternative négociée sans garanties fermes des Nations unies et des Etats-Unis. Or, celles-ci ne sont jamais venues.

Une fois le dialogue rompu, le premier ministre irakien s'est joint, dimanche, aux voix qui, à Bagdad, n'ont cessé de tirer à vue sur le chef kurde. A son tour, il a comparé ses méthodes à celles de l'ancien dictateur Saddam Hussein et a exhorté ses « chers citoyens kurdes » à ouvrir les yeux sur les lacunes démocratiques du système Barzani, la corruption et la captation des ressources pétrolières à son seul profit.

Fragilisation de M. Abadi

« Le premier ministre Abadi ne prendra pas le risque de relancer le dialogue et d'être accusé de trahison par les autres partis chiites », es-

« Dès lors que le référendum a lieu, il n'y a pas de négociation possible sur une feuille de route pour la création d'un Etat kurde »

ALI ALAAQ

négociateur irakien avec Erbil

time un observateur étranger. Ils exploiteraient sa faiblesse pour empêcher sa reconduction à la tête du gouvernement à l'issue des législatives de 2018. La fragilisation de M. Abadi inquiète les Occidentaux, qui jugent son maintien au pouvoir essentiel pour la reconstruction de l'Irak. Ils ont redoublé d'efforts pour pousser M. Barzani à renoncer au référendum, les Etats-Unis allant jusqu'à menacer de lui retirer tout soutien politique, militaire et économique.

Le scrutin pose le problème des territoires disputés entre Bagdad et Erbil. L'Iran et ses alliés chiites irakiens ont tenté d'empêcher sa tenue à Kirkouk, une ville mixte kurde-arabe assise sur une région pétrolifère, en misant sur les divisions kurdes. Mais les visites du général iranien Ghassem Soleimani ont échoué à convaincre les responsables de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui tiennent Kirkouk, de lâcher le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani.

« Nous nous en sommes tenus à ce stade à des moyens pacifiques et politiques. Mais nous sommes en droit légitime de combattre pour défendre l'intégrité du territoire irakien », menace Laïth Al-Adhari, membre du bureau politique de la milice chiite irakienne Asaib Ahl Al-Haq. La perspective des législatives de 2018 incite les partis chiites présents dans la région et leurs milices à afficher une certaine retenue. « Une action militaire est une décision politique qui incombe au gouvernement central de Bag-

LE CONTEXTE

KURDISTAN IRAKIEN

Reconnue dans la Constitution irakienne de 2005, la région du Kurdistan irakien jouit d'une large autonomie. Elle est peuplée de 6 millions d'habitants (17 % à 20 % de la population irakienne), mais ne représente qu'une partie de l'ensemble des Kurdes répartis aussi entre la Turquie, la Syrie et l'Iran. Elle jouit du contrôle de ses frontières et exploite son propre pétrole, qu'elle exporte par la Turquie. Le mandat de son président, Massoud Barzani, a expiré en 2015, faute d'élections, qui n'ont pas pu être organisées à cause de la lutte contre l'organisation Etat islamique.

TERRITOIRES CONTESTÉS

Un des points les plus épineux du référendum d'indépendance concerne la délimitation des frontières. Kirkouk et une bande de territoire bordant la région autonome, peuplées d'Arabes et de Kurdes, sont revendiquées par Erbil et Bagdad. Prévu par la Constitution, le référendum sur le rattachement de ces régions riches en pétrole n'a jamais eu lieu.

dad et au Parlement », poursuit M. Adhari, qui juge « inimaginable » que Bagdad reste sans rien faire.

Le premier ministre Abadi a prévenu que ses forces interviendraient en cas de troubles. Mais la crise avec Erbil risque de précipiter une reprise en main de l'Iran et de la Turquie, au grand dam des Occidentaux qui perdraient un point d'appui dans la région. « Téhéran a assez de leviers au Kurdistan pour déstabiliser le président Barzani en renforçant ses adversaires, l'UPK et le parti Goran », estime un observateur étranger. Quant à la Turquie, elle n'a pas écarté l'option militaire mais peut aussi asphyxier Erbil en fermant le passage du pétrole kurde. ●

HÉLÈNE SALLON

REUTERS

Des milliers de Kurdes d'Iran ont fêté le référendum kurde d'Irak

LONDRES, 26 septembre 2017 (Reuters) -

DES MILLIERS DE KURDES ont fêté dans les rues de plusieurs villes du nord-ouest de l'Iran, lundi soir, le référendum sur l'indépendance qui s'est tenu dans la région autonome du Kurdistan irakien.

Les autorités iraniennes et les médias iraniens ont estimé que le scrutin de lundi était une menace pour la stabilité de la région, ajoutant en cela aux pressions exercées par Bagdad et aux menaces explicites lancées par la Turquie.

Malgré les années de répression de toute opposition par le régime, les habitants d'un certain nombre de villes à prédominance kurde du nord-ouest de l'Iran ont dansé en cercles, lundi à la tombée de la nuit, et scandé des slogans en faveur des mouvements nationalistes kurdes.

Sur des vidéos mises en ligne sur les réseaux sociaux, on peut voir des automobilistes klaxonnant en signe de réjouissance et des habitants applaudissant, cela dans les villes de Marivan et de Baneh. Nombre d'entre eux portaient des masques de manière à ne pas pouvoir être identifiés par les services de sécurité.

Trente millions de Kurdes de souche vivent disséminés dans la région. Sur ce nombre, huit à dix millions sont iraniens, aussi Téhéran redoute-t-il toute velléité de sécession de cette importante minorité qui se bat de longue date pour tenter d'obtenir des droits politiques.

Les policiers déployés en force ont tenté de contrôler la foule des habitants descendus dans les rues, et des échauffourées ont été signalées entre des manifestants et des agents des forces de sécurité dans les villes de Mahabad et de Sanandaj.

SURVOLS PAR L'ARMÉE DE L'AIR

A Sanandaj, la foule agitait le drapeau du Kurdistan, symbole interdit de l'aspiration des Kurdes à l'indépendance.

"Ce référendum va encourager les Kurdes d'Iran à réclamer leurs droits avec plus de détermination", a déclaré un habitant de Marivan, membre du Parti démocratique du Kurdistan irakien, groupe armé laïque qui mène périodiquement des attaques en territoire iranien.

"Ce référendum n'était pas une menace pour les voisins de l'Irak, c'est un



point de départ pour résoudre la question kurde, tout particulièrement en Iran", a-t-il ajouté.

L'Iran a suspendu dimanche ses vols directs à destination et en provenance du Kurdistan irakien, à la demande du gouvernement central de Bagdad, et a préconisé un blocus terrestre de la région autonome par l'ensemble des pays limitrophes.

Des chasseurs de l'armée de l'air irakienne ont survolé les provinces de l'ouest de l'Iran dans le cadre d'exercices militaires. Les villes kurdes de Sardasht et d'Oshnavieh ont notamment été survolées.

Les Gardiens de la Révolution répriment l'agitation depuis des décennies dans les régions à prédominance kurde, et l'appareil judiciaire, contrôlé par les conservateurs, a condamné nombre d'activistes à de longues peines de réclusion voire à la peine capitale.

Les autorités de Téhéran avaient dépêché le commandant des Gardiens de la Révolution, Qassem Soleimani, dans le nord de l'Irak, la semaine dernière, pour tenter de convaincre le gouvernement régional autonome de renoncer au référendum, dont on attend le résultat, lequel a de bonnes chances d'être un "oui" massif. ●

(Bozorgmehr Sharafedin; Eric Faye pour le service français)

REUTERS

Damascus says Syrian Kurdish autonomy negotiable - report

September 26, 2017 BEIRUT (Reuters)

THE SYRIAN GOVERNMENT is open to negotiations with Kurds over their demand for autonomy within Syria's borders, the foreign minister has said, striking a conciliatory tone as military tensions worsen between the sides in eastern Syria.

Walid al-Moualem said the government could discuss the Kurdish demand once Islamic State is defeated, state news agency SANA reported, citing an interview with Russia Today.

"This topic is open to negotiation and discussion and when we are done eliminating Daesh (Islamic State), we can sit with our Kurdish sons and reach an understanding on a formula for the future," Moualem said.

The Syrian Kurdish YPG militia controls a swathe of northern Syria where the main Kurdish party, the PYD, and its allies have established autonomy since the start of the Syrian war in 2011.

Syrian Kurds say their aim is to preserve that autonomy as part of a decentralised Syria, and they do not aim to follow the path of Kurds in Iraq who held an independence referendum on Monday.

Moualem reiterated his government's rejection of that referendum, saying Damascus supported Iraqi unity, but he noted that Syria's Kurds "want a form of autonomy within the borders of the Syrian Arab Republic".

Kurdish-led authorities in northern Syria held elections last week to choose local community leaders, the first stage of a three-phase process that will culminate in January with the election of a parliament.

The YPG has been a major partner for the U.S.-led coalition against Islamic State



Syria's Foreign Minister Walid al-Moualem speaks during a news conference in Damascus, Syria April 6, 2017. REUTERS/Omar Sanadiki/Files

in eastern and northern Syria, fighting as part of the Syrian Democratic Forces alliance (SDF).

While the YPG and Damascus have mostly avoided confrontation, tensions have flared as the U.S.-backed SDF and the Russian-backed Syrian army wage separate campaigns against Islamic State in Deir al-Zor province.

The SDF accused the Syrian government and its Russian ally of striking its fighters on Monday, something Moscow denied.

Earlier this year, Moualem characterised the Syrian Kurdish battle against Islamic State as legitimate and suggested an accommodation could be reached with the Syrian Kurds. President Bashar al-Assad has vowed to take back the whole of Syria. ●

REUTERS

Turkey kills 99 Kurdish militants in latest operations - military

ANKARA, September 28, 2017 (Reuters)

TURKISH SECURITY FORCES have killed 99 Kurdish militants, including a high-ranking one, in operations in southeast Turkey over the last two weeks, the armed forces said on Saturday.

Security forces targeted outposts and caves used by the militants for shelter and storage in the southeastern provinces of Sırnak and Hakkari, near the Iraqi border, the military said in a statement.

"Ninety-nine terrorists have been neutralised. One is in the so-called leading ranks," it said.

The outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), considered a terrorist organisation by the United States, Turkey and the European Union, has waged a more than three-decade insurgency against the state.

The PKK, which seeks autonomy for the largely Kurdish southeast, has bases in the mountains on both sides of the Turkey-Iraq border and is frequently targeted by Turkish security forces.

The operations, which were carried out between Aug. 24 and Sept. 7, led to the seizure of 420 kg (925 lbs) of ammonium nitrate, used to make explosives, as well as bombs, guns and rifles, the military said. ●

The New York Times

SEPTEMBER 26, 2017

Iraq Orders Kurdistan to Surrender Its Airports

By DAVID ZUCCHINO SEPT. 26, 2017
<https://www.nytimes.com>

ERBIL, Iraq — Iraq's prime minister, angered by a vote on independence by his nation's Kurdish minority, has given the country's Kurdish region until Friday to surrender control of its two international airports or face a shutdown of international flights.

Kurdish leaders in northern Iraq had antagonized Iraq, Turkey and Iran by holding the referendum on Monday. The results have not yet been announced, but the Kurdish Regional Government said on Tuesday that the vote had gone overwhelmingly in favor of independence from Iraq.

A "yes" vote would not lead to an immediate declaration of independence for the semiautonomous region, but it would direct the regional government to begin the process of creating an independent state, including negotiating a separation with Baghdad.

Iraqi officials have called the referendum unconstitutional and have refused to negotiate with the Kurdish leadership. The Iraqis fear losing a third of the country and a major source of oil should Kurdistan break away.

Prime Minister Haider al-Abadi said Tuesday that his government had decided to demand control of the airports because the referendum had "destabilized" the region. He said humanitarian and other "urgent" flights would be exempt from the ban.

Referring to the Kurdish leadership, he added, "Unfortunately, some have tried to weaken Iraq and be stronger than the state."

"We are partners in this country, and the partnership means we work together and don't carry out unilateral decisions that lead to division and conflict and weakness," Mr. Abadi said.

There was no immediate response by leaders of the Kurdistan Regional Government. In an address in Erbil on Tuesday night, Massoud Barzani, the region's president, referred indirectly to Mr. Abadi's ultimatum.

"We ask the Baghdad government not to threaten the Kurds because of the referendum," he said. He urged the Iraqi government to enter negotiations and to respect what he said was the

will of the Kurdish people to seek a nation of their own.

He added that the referendum had been approved by a wide margin, though he did not provide figures. The Kurdish authorities are expected to announce the vote results on Wednesday.

Turkey and Iran fear that a move toward independence by the Iraqi Kurds will inflame separatist fervor among their countries' Kurdish minorities. Videos on social media showed Kurds in at least two Iranian cities celebrating the Iraqi Kurds' vote.

The United States also opposed the vote, worried that it could set off ethnic conflict, break up Iraq and undermine the American-led coalition against the Islamic State.

Both Turkey and Iran have threatened sanctions against the Kurdish region, including the closing of border crossings. Turkish and Iraqi troops are conducting military exercises on Iraq's northern border near Kurdistan, and Iranian forces are carrying out similar maneuvers on Iraq's eastern border.

Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, said Tuesday that Kurdistan's action risked provoking a wider conflict, and he warned that Kurds would go hungry from a trade blockade with Turkey.

"If Barzani and the Kurdish Regional Government do not reverse this mistake as soon as possible, they will go down in history with the shame of taking the region into an ethnic and sectarian war," he said in a televised speech from Ankara.

The Kurdish regional government, which has its own parliament and military force, operates international airports in its capital, Erbil, and in the northern city of Sulaimaniyah. There is no domestic Kurdish airline in the autonomous region.

Iraq asked other countries last week to halt flights into the Kurdish region, but only Iran complied.

Mr. Abadi is expected to meet on Wednesday with the Iraqi Parliament, which has voted to request that Iraqi troops be sent to disputed areas that are controlled by the Kurds but claimed by Baghdad. The would include the multiethnic, oil-



Erbil International Airport, in the capital of the Iraqi Kurdish region. Credit Safin Hamed/Agence France-Presse — Getty Images

rich city of Kirkuk, which the Kurds seized in 2014.

As the Islamic State rose in northern Iraq in 2014, Kurdish fighters took advantage of the chaos, and in some cases of fleeing Iraqi troops, to expand the Kurdish territory by 40 percent.

The Iraqi Parliament has also requested that the government consider closing land crossings linking Iraqi Kurdistan and the rest of the country.

The move by Mr. Abadi was viewed in Kurdistan as the beginning of a campaign to pressure the region to back away from independence.

For the Kurds, an independent state has been a national aspiration for generations. When borders in the Middle East were redrawn after World War I, the Kurds were denied a homeland. About 30 million Kurds are spread across Iraq, Iran, Syria and Turkey.

For decades, Baathist-led governments in Baghdad tried to crush or evict the Kurds from their traditional lands and replace them with Arabs. But the Kurds were protected from Saddam Hussein's troops by an American no-fly zone starting in 1991, and have since built a thriving proto-state across northern Iraq.

Analysts say that even if the referendum does not result in immediate independence, it strengthens the Kurds' leverage in negotiating greater autonomy from Baghdad. ■

Reporting was contributed by Muhammad N. Mahmud from Erbil, Falih Hassan from Baghdad, Thomas Erbrink from Tehran, and Carlotta Gall from Istanbul.

Russia tempers Erdogan's threats against Iraqi Kurdistan

Major Russian interests in Iraqi Kurdistan's energy sector are seen as having a bearing on Turkey's threatening response to the Kurdish independence referendum.



Jasper Mortimer
September 29, 2017
/www.al-monitor.com

ANKARA, Turkey — After Iraqi Kurds voted for independence Sept. 25, Turkish President Recep Tayyip Erdogan threatened to “starve” them into submission by cutting the Kirkuk-Ceyhan oil pipeline and closing the border. He even threatened to send troops into Iraqi Kurdistan. But by the end of the week, all Turkey appeared to have done was to stop Turkish airliners from flying to northern Iraq.

Some journalists who went to the presidential palace for Erdogan's meeting with Russian President Vladimir Putin the evening of Sept. 28 planned to ask the Turkish leader about the difference between his threats and delivery. They were disappointed. Erdogan did not take any questions. He closed the press conference as soon as he and Putin completed their statements about the talks.

Yet there were hints of what drives the two leaders and their differences.

Erdogan stressed that he and Putin agreed on the territorial integrity of Iraq and Syria, meaning no Kurdish secession in either state. He said the Iraqi Kurds had to be “prevented” from making further “grave mistakes” after the Sept. 25 referendum, in which almost 93% voted in favor of independence, with the turnout at 72%.

“It is important that the international community sides with Iraq's territorial integrity and political unity,” Erdogan said. This seemed to be a departure from his stance four days before. As the Iraqi Kurds went to the polls, Erdogan had spoken as if the world did not count, suggesting that Turkey would act alone. “We have the tap,” Erdogan said, referring to Turkey's control of the Kirkuk-Ceyhan pipeline. “If we turn it off, let's see what northern Iraq will do with its oil. Through which channel will their oil flow?”

Iraqi Kurdistan shares borders with Syria, Iran and Turkey, all of which opposed the referendum, along with the central government in Baghdad.

More ominously, Erdogan had said Sept. 25 that it was “not for nothing” that the Turkish army was performing military drills along the border with Iraqi Kurdistan. “If necessary, we will do what we did in Syria,” Erdogan said, referring to Turkish military operations in Syria.

In his statement to the press, Putin withheld any comment on Erdogan's threats against the Iraqi Kurds, while praising the Turkish leader for agreeing to deploy troops to create de-escalation zones in Syria, particularly the new zone in Idlib province.

“I consider these agreements our common, extremely important success,” Putin said. “We are creating conditions for the refugees' return and — what is of principal importance — for stepping up the search for a long-term political settlement in Geneva.”

On Iraq, Putin said his position had been expressed by the Russian Foreign Ministry the day before. The statement expressed commitment to the territorial integrity of Iraq but added, “Moscow respects the national aspirations of the Kurds” — a phrase Erdogan would find utterly unpalatable.

The ministry went on to say, “We believe that all disputes that may exist between the Iraqi federal government and the government of the autonomous Kurdish Region can and should be solved through constructive and respectful dialogue, with a view to devising a mutually acceptable formula of coexistence within a single Iraqi state.”

The statement is careful to uphold Iraqi unity, but it also recognizes the value of Kurdish “national aspirations” and “constructive and respectful dialogue.” This seems to leave open the possibility that should such dialogue lead to a mutually agreed secession, Russia would recognize a Kurdish state.

Erdogan would not accept a Kurdish state, however it is achieved. This week he said the Iraqi Kurds are incapable of becoming independent: “They don't have an idea on how to be a state. They think that they are a state just by saying it. This can't and won't happen.”

But as Peter Galbraith, a former US ambassador and champion of the



Sputnik/Mikhail Klimentyev/Kremlin via REUTERS
Turkish President Recep Tayyip Erdogan and Russian President Vladimir Putin meet at the presidential palace, Ankara, Turkey, Sept. 28, 2017.

Kurdish cause, said earlier this year, once the Iraqi Kurds have voted for independence, “The US and others will adjust to that reality.” No fewer than 27 countries have emerged through secession since 1991, Galbraith said.

At press time, the only sanctions that Turkey had imposed on the Iraqi Kurds were halting flights by Turkish airliners, private and state-owned, to Erbil and Sulaimaniyah, telling the representative of Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani he would not be allowed to return to his post in Ankara, banning the Iraqi Kurdish TV channel Rudaw from Turkish airwaves and ending Turkish military training for the Iraqi Kurdish peshmerga force.

What has caused Erdogan to refrain from shutting the oil pipeline and the border?

On the pipeline, the answer is Russia, according to Eugene Kogan, a defense and security expert based in Tbilisi, Georgia.

Russia has invested \$4 billion in Iraqi Kurdistan's oil and natural gas industries in the past 12 months, surpassing the United States to become the biggest foreign investor in northern Iraq. The state oil corporation, Rosneft, plans to ship large quantities of crude from Turkey's Ceyhan terminal to Germany, where it will be refined and sold to Europeans. Any tightening of the valves on the Kirkuk-Ceyhan pipeline would impede that trade.

“Erdogan has to listen very carefully to what Putin is telling him,” Kogan told Al-Monitor. Russia's purchase of Kurdish oil is “exactly what holds Erdogan back from closing the pipeline.”

Erdogan is constrained also by Turkey's own economics. The country is recovering from a near recession. Turkey sold \$7.6 billion worth of food, consumer goods, construction materials and other goods to Iraq last year, according to the Turkish Statistics Institute. Turkish Economy Minister Nihat Zeybekci said this week that nonoil trade with Iraqi Kurdistan was worth \$2.5 billion.

If Turkey closes the border, “Not only would the Kurds lose, but Turkey would also lose,” Turkish political scientist Dogu Ergil told Al-Monitor. The loss of trade would hit Turkish manufacturers and particularly Turkish Kurdish companies that specialize in selling goods across the border. One-third of Turkish Kurds tend to vote for Erdogan's Justice and Development Party in elections.

Erdogan's apparent failure to deliver on his threats makes him look weak internationally, as a leader whose bark is much worse than his bite.

But Ergil argues that Erdogan's “harsh rhetoric” appeals to his voters. “He is portraying himself as tough,” Ergil said; Erdogan's threats against the Iraqi Kurds were not actually intended for the world, but for internal consumption. ♦

Jasper Mortimer is a South African-trained journalist who works for France24 TV and GRN. While traveling the world, he was waylaid in the Middle East, married a Turkish woman and settled in Ankara in 2007. He covers the Kurdish issue, the Syrian war and Cyprus.

Schumer : Washington doit soutenir un état kurde indépendant

Le sénateur démocrate affirme que le référendum aurait dû être reconnu et respecté par le monde et donne son « soutien entier » au peuple kurde

JTA 29 septembre 2017
<http://fr.timesofisrael.com>

WASHINGTON — Le chef de la minorité du Sénat, Charles Schumer, a appelé l'administration Trump à reconnaître la tentative kurde d'obtenir l'indépendance — une position adoptée par pratiquement aucun autre pays autre qu'Israël.

Recevez gratuitement notre édition quotidienne par mail pour ne rien manquer du meilleur de l'info Inscription gratuite!

« Le vote historique de lundi dans le Kurdistan irakien devrait être reconnu et respecté par le monde, et le peuple kurde du nord de l'Irak a tout mon soutien », a déclaré mercredi le démocrate Schumer de New York dans un communiqué faisant référence au référendum dans lequel 92 % des trois millions d'électeurs ont déclaré qu'ils étaient favorables à l'indépendance kurde.

« Je suis persuadé que les Kurdes devraient avoir un état indépendant dès que possible et que la position du gouvernement des États-Unis devrait être de soutenir un processus politique qui répond aux aspirations des Kurdes pour un Etat indépendant », a-t-il déclaré.

Aucune autre puissance dans la région à l'excepti-



tion d'Israël n'était en faveur du référendum.

Le gouvernement irakien menace de mener une action militaire contre eux et le président turc Recep Tayyip Erdoğan de suspendre les négociations pour une normalisation des relations avec Israël en raison de son soutien apporté aux Kurdes.

Depuis des décennies, les Kurdes ont été des alliés pour les Américains dans la région et, depuis plus longtemps encore, ils ont eu des liens — parfois ouverts — avec Israël, facilités par la



Un Kurde syrien prend un selfie, dans la ville syrienne de Qamishli le 26 septembre 2017, lors d'un rassemblement pour soutenir le référendum sur l'indépendance dans la région autonome kurde du nord de l'Irak (AFP)

communauté juive kurde substantielle en Israël.

Dans le nord de l'Irak, les Kurdes sont semi-autonomes depuis la fin des années 1990, lorsque les États-Unis et la Grande-Bretagne ont contribué à chasser le dictateur irakien Saddam Hussein hors de la région. Son régime était responsable du meurtre en masse des Kurdes.

L'administration Trump s'est opposée au vote, craignant que cela ne puisse endommager l'alliance régionale qui combat le groupe terroriste de l'État islamique. ■



27 septembre 2017

Référendum au Kurdistan irakien : le « oui » l'emporte à plus de 92%

Par RFI le 27-09-2017

<http://www.rfi.fr>

Le « oui » l'a emporté avec 92,73 % au référendum d'indépendance organisé lundi 25 septembre au Kurdistan irakien à l'initiative du président de cette région autonome, Massoud Barzani. Ce sont les chiffres délivrés par la Commission électorale kurde mercredi 27 septembre dans l'après-midi.

C'est indéniablement un succès au Kurdistan irakien. Le référendum sur l'indépendance de cette région autonome, survenu lundi, a été suivi par près de trois quarts des électeurs et a porté ses fruits.

Le président kurde Massoud Barzani l'avait déjà annoncé : le « oui » à l'indépendance a remporté le scrutin. Les résultats officiels ne semblaient être qu'une formalité ; ils sont désormais connus : 92,73 %.

Il est de toute façon difficile de juger de la bonne tenue de l'élection. Aucun observateur de la communauté internationale n'était présent, celle-ci ne soutenant pas le processus, rappelle notre correspondante à Erbil, Oriane Verdier.

Dans la capitale kurde irakienne, l'inquiétude a pris le dessus

Avec l'annonce de cette écrasante majorité pour le « oui », Massoud Barzani, dont la prolongation de mandat est terminée depuis deux ans, compte bien



La commission électorale annonce les résultats du référendum d'indépendance du Kurdistan irakien, à Erbil, le 27 septembre 2017. REUTERS/Alaa Al-Marjani

redorer son image de « père du peuple kurde » et rappeler les droits de son peuple.

Ce chiffre est également censé légitimer l'opposition d'Erbil face à Bagdad. Les habitants de la région ont largement fêté la victoire, mais depuis, ➔

→ l'ambiance semble avoir changé et c'est l'inquiétude qui domine.

Erbil est dans l'attente. Les habitants de la région indépendantiste sont entourés de forces hostiles à leur projet d'indépendance, soutenues notamment par l'Iran et la Turquie. La capitale irakienne, Bagdad, hausse le ton de jour en jour.

Barzani accepte de discuter d'observateurs dans les aéroports

Quelques heures avant la proclamation par le gouvernement kurde de ces résultats, le Premier ministre irakien avait posé comme condition préalable à toute négociation avec le Kurdistan l'annulation des résultats du référendum.

Et il avait renouvelé son ultimatum : Erbil doit remettre aux autorités centrales les deux aéroports internationaux de la région, ou tous les vols internationaux depuis et vers le Kurdistan seront suspendus à partir de vendredi à 18 h.

Mais depuis, le président kurde Massoud Barzani a accepté la présence d'observateurs irakiens dans les aéroports de la région, Erbil et Sulaimaniya. Le président kurde l'avait affirmé, il est prêt au dialogue.

Les ressources pétrolières, principal enjeu de l'affrontement

De son côté, le Parlement irakien avait demandé l'envoi des troupes dans la

région de Kirkouk pour reprendre le contrôle de ses champs pétrolières, contrôlés par les Kurdes depuis qu'ils les ont pris à l'organisation Etat islamique en 2014.

La région de Kirkouk s'attend à être le théâtre de combats entre forces irakiennes et kurdes. Ces importantes ressources pétrolières, c'est vraiment le principal enjeu de l'affrontement politique entre Erbil et Bagdad.

Tout cela n'a donc pas empêché Erbil de proclamer la victoire du « oui », tout en se disant prêt à discuter avec Bagdad sur un envoi d'observateurs du pouvoir central irakien dans les fameux aéroports.

La Turquie menace d'intervenir militairement au Kurdistan

L'Iran a déjà stoppé à la demande de Bagdad ses vols à destination du Kurdistan. Des compagnies libanaises, égyptiennes et turques ont menacé de faire de même. La Turquie, pour sa part, menace d'intervenir militairement au Kurdistan...

Ankara mène des manœuvres avec l'armée irakienne à sa frontière, et affirmait mercredi soir avoir bombardé un objectif situé dans le nord de l'Irak, tuant 13 membres présumés du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. ♦

Barzani : nos frontières sont là où s'arrêtent nos tanks!

By Marc - Sep 28, 2017
<http://www.jforum.fr>

Les 5, 2 millions d'électeurs ayant le droit de vote au sein de la République Kurde semi-autonome d'Irak avouent leur désir, ce lundi 25 septembre, d'établir le premier Etat Kurde Indépendant de l'histoire. On estime que les Kurdes d'Irak, qui ont obtenu leur autonomie en 1991, représentent 15-20 % de la population irakienne. Cette autonomie n'est que la moitié du chemin vers leur but final qui est également refusé à leurs frères de Syrie, de Turquie et d'Iran.

On s'attend à ce que les électeurs favorables au « Oui » fassent le plein de voix à Dahuk, Erbil et Sulaimaniya, les trois provinces officielles du GRK, plus les « zones hors de sa juridiction », comme Kirkouk, Makhmour, Khanaqin et Sinjar, où les Peshmergas kurdes ont établi leur contrôle après en avoir chassé les envahisseurs de l'Etat Islamique.

La plupart des puissances mondiales, dont le Conseil de Sécurité de l'ONU, ont mis en garde le Président du GRK, Massoud Barzani, pour qu'il reporte indéfiniment ce référendum, à cause de son impact potentiellement « déstabilisateur » sur la région et comme un détournement de l'attention qui devrait se focaliser uniquement que la guerre principale contre Daesh.

L'Irak, la Turquie et l'Iran ont menacé le Kurdistan de « contre-mesures ». Ces pays craignent l'impact de cette indépendance sur leurs propres minorités kurdes. Redoublant de menaces, leurs armées mettent sur pied de grands exercices militaires autour des frontières de la République Kurde pour des prétextes divers et variés.

Voici la réplique de Barzani : « Nos frontières se situent là où nos tanks s'arrêtent ». En outre, les dirigeants kurdes ont expliqué que leur référendum n'est pas un Kexit sur le modèle du Brexit. Il ne comporte pas de déclaration construite de sécession à l'égard de l'Irak. « Sur la route de l'Indépendance, le référendum n'est qu'une étape », a déclaré Hoshiyar Zebari, ancien Ministre des affaires étrangères d'Irak.

Ni la Turquie, l'Iran ni l'Irak, tout en réalisant des mouvements lourds de menaces, ne vont probablement lancer de guerre totale contre les féroces Peshmergas kurdes, en particulier quand ils obtiennent l'appui logistique des Etats-Unis, de la Russie, de l'Allemagne, de la France et, de façon plus discrète, d'Israël.

Avec cette carte en main, les dirigeants kurdes d'Irak ne sont pas pressés. Ils pensent que l'engagement de leur peuple envers l'Indépendance, même s'il est non-consommé, les arme d'un as dans la manche pour lancer les longues négociations qui s'annoncent avec le gouvernement de Bagdad en vue de leur séparation – et probablement autant sur les droits de leurs communautés-sœurs, avec Ankara, Téhéran et la Syrie (Rojava, qui tenait des élections municipales ce week-end).

Ces négociations vont probablement faire des zigzag et générer des éruptions de violence, avec une potentialité de mettre le feu aux ambitions nationales des communautés kurdes en-dehors d'Irak. C'est la Turquie qui a la plus vaste minorité kurde – forte de 15 millions de têtes ; l'Iran autour de 6 millions et la Syrie, 2 millions – ce qui ensemble avec l'Irak produit un total de 35 millions de personnes, qui résident dans des régions fragmentées et partagées entre les quatre pays voisins. La lutte nationale kurde porte en elle le potentiel d'être prise dans un conflit sanglant avec les Arabes Sunnites ou les opposants chiites iraniens, avec des conséquences imprévisibles.

La perspective la plus immédiate, actuellement serait une confrontation irako-kurde, déclenchée, non seulement par le référendum national Kurde, mais par la bataille pour le contrôle des puits de pétrole du nord de l'Irak, axés autour de Kirkouk.

Les Kurdes chérissent Kirkouk comme leur propre Jérusalem, tandis que pour Bagdad, cela représente un quart du pétrole produit dans la région nord.

La Russie est la seule puissance mondiale qui n'a pas condamné publiquement les Kurdes pour avoir organisé ce référendum – pour l'excellente raison que le géant russe de l'énergie, Rosneft, a annoncé la semaine dernière une promesse esti-



mée à 4 milliards de \$ pour l'exploitation des champs de pétrole et de gaz kurdes, en direction soit de la consommation intérieure, soit d'une exportation éventuelle.

Barzani dispose, non seulement de ses tanks sur le qui-vive, mais aussi d'une garantie d'assurance opportune, de la part d'une grande puissance. Moscou ne va très probablement pas laisser l'armée irakienne attaquer Kirkouk, après avoir implanté avec succès le premier pied à terre stratégique de la Russie en Irak, depuis que les Américains ont renversé Saddam Hussein en 2003.

D'ailleurs, on apprenait, lundi 25 septembre, en plein déroulement du référendum pourtant perçu comme hostile par l'Irak, que le gouvernement irakien et l'armée Peshmerga sont parvenus à un compromis sur leur coopération militaire. Les chefs de l'armée irakienne et des Peshmergas ont signé un accord en cinq points, pour pouvoir combattre ensemble pour la libération d'Hawija, l'une des dernières places fortes encore détenues par l'Etat Islamique. Le Major-Général Muhammad Hajji Qadir, commandant du Front kurde de Daquq, a déclaré : « Après deux jours d'intenses discussions, les deux parties sont parvenues à un accord stipulant que les Peshmergas pourront aussi participer à l'opération. Toutes leurs brigades ont donc été mises en état de branle-bas de combat ».

Ainsi donc les Kurdes peuvent continuer à pomper en toute sécurité leurs près de 600.000 barils de pétrole par jour sous leur drapeau tricolore rouge, blanc et vert, frappé d'un soleil flamboyant. ■

Le référendum kurde suscite les passions à Kirkouk

Malgré l'engouement pour le vote, les tensions communautaires demeurent dans la ville du nord de l'Irak hors de la région autonome

REPORTAGE

KIRKOUK (IRAK) - envoyé special

Lorsque Azad Madjid y est né dans une famille kurde en 1967, Kirkouk, avec sa population mixte et ses richesses pétrolières, était déjà au cœur des conflits et des tractations qui résumaient déjà les relations entre Bagdad et le

mouvement kurde. Un demi-siècle plus tard, le quinquagénaire a voté pour l'indépendance du Kurdistan irakien et le rattachement de sa ville au nouvel Etat auquel le référendum, organisé lundi 25 septembre, est censé ouvrir la voie.

La mémoire d'Azad Madjid est

peuplée de proches morts au combat, de souvenirs gardés de ses années d'engagement et de clandestinité, de ses jours de terreur et d'exil. « C'est le rêve de tout Kurde d'avoir un Etat indépendant alors, malgré nos divisions et nos craintes sur ce qui pourra arriver demain, on va voter. C'est notre chance », déclare-t-il à l'approche d'un bureau de vote installé dans une école kurde de la ville. Habitants de tous âges, vêtus pour certains de leur costume traditionnel, y attendent en files, dans une atmosphère enjouée, le moment de placer leur bulletin dans l'urne.

Le Kurdistan irakien dispose déjà d'un statut d'autonomie reconnu par la Constitution irakienne sur un territoire limité à trois provinces dirigées depuis la capitale kurde, Erbil. Kirkouk n'en fait pas partie, mais les factions kurdes qui se partagent le pouvoir dans le nord de l'Irak y contrôlent de fait les forces de sécurité et la vie économique depuis 2003 et la chute du régime de Saddam Hussein. Le statut de la province de Kirkouk et l'exploitation de ses ressources en pétrole, vitale à la survie économique d'un éventuel Kurdistan indépendant, font l'objet d'un contentieux chronique avec Bagdad.

« Menaces de Bagdad »

Si les Kurdes sont majoritaires à Kirkouk, ils y sont politiquement divisés. La ville et ses environs abritent par ailleurs d'importantes minorités turkmène et arabe attirées dans l'orbite de forces

hostiles au rattachement de Kirkouk à un Kurdistan dont elles rejettent les velléités indépendantistes. Depuis 2014, diverses milices chiïtes, relevant officiellement de Bagdad mais liées aux intérêts iraniens, ont pris pied au sein de la population turkmène chiïte de la ville et de ses environs. Elles comptent désormais parmi les forces les plus hostiles aux ambitions kurdes.

« La veille, nous n'étions même pas certains que le référendum aurait lieu à Kirkouk, cela ne faisait pas l'unanimité parmi les Kurdes », admet un membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dominante à Kirkouk.

Au terme de plusieurs jours d'annonces contradictoires qui ont débouché sur un face-à-face tendu entre les forces armées qui leur sont affiliées, les factions kurdes ont finalement décidé que le scrutin devrait se tenir à Kirkouk. « Certains considéraient que ce n'était pas le bon moment à cause des menaces de Bagdad et des pays de la région, des risques sécuritaires et de rivalités internes, raconte l'homme. Ceux qui voulaient organiser le référendum malgré tout ont gagné. »

« Préserver une image d'unité »

Dans les rues de Kirkouk, comme ailleurs parmi la population kurde du nord de l'Irak, un engouement tardif mais bien réel semble avoir masqué les divisions encore vives quelques jours avant le scrutin. « J'étais très défavorable à la tenue du référendum, mais maintenant que ça a été décidé, il faut y aller pour préserver une image d'unité kurde face aux dangers extérieurs. Les comptes seront réglés ensuite », explique le membre de l'UPK.

Le scrutin n'est pas reconnu comme légal par l'Etat irakien. En l'absence de fondement juridique solide, sa mise en œuvre hâtive dans des territoires aux statuts divers dépourvus de listes électorales à jour ou intégrées laissait planer comme une évidence les risques de fraude.

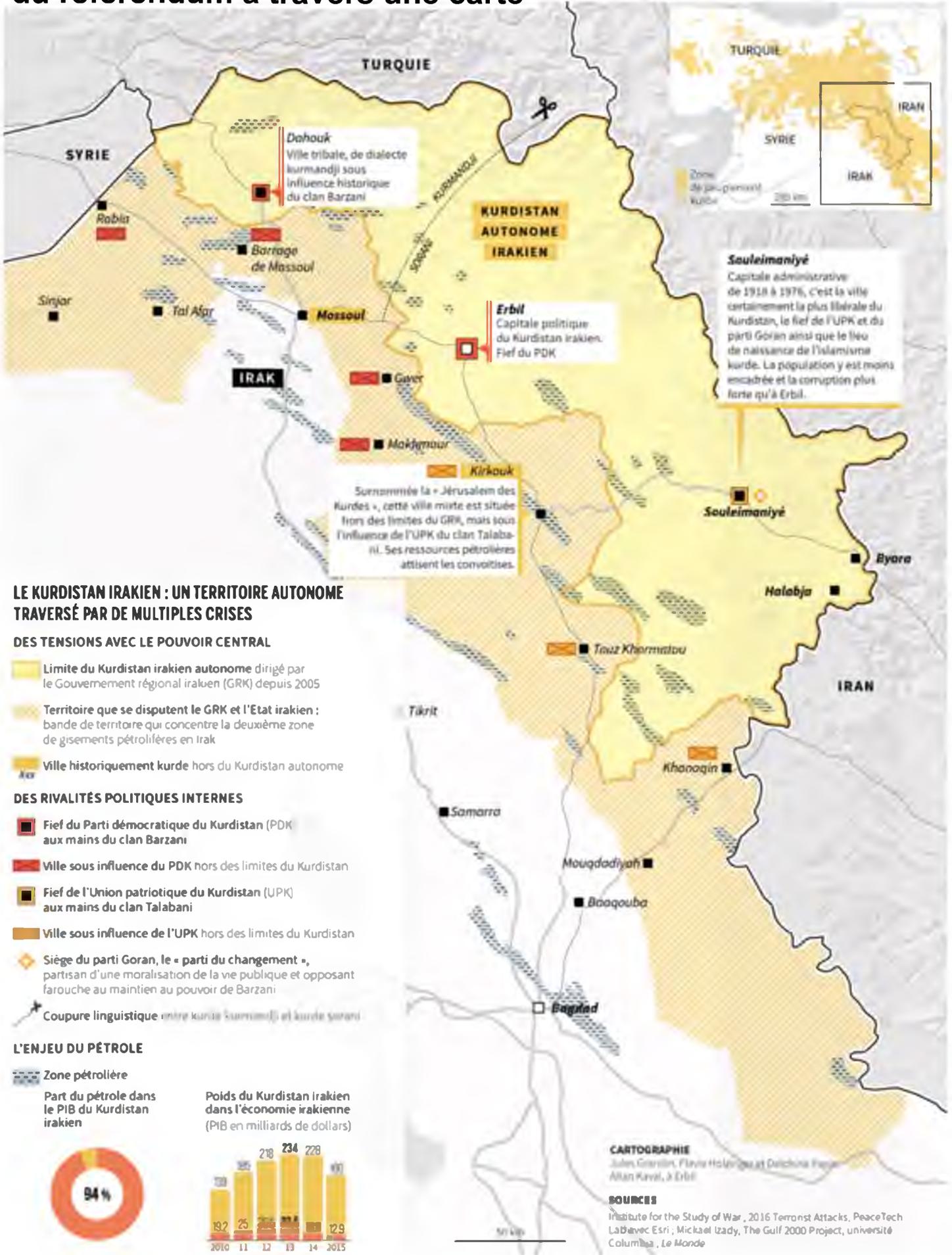
« Ici, nous avons repris les listes des élections législatives de 2014 », explique le responsable d'un bureau de vote d'un quartier majoritairement turkmène de Kirkouk. Si les habitants des environs sont nombreux à s'abstenir, un sexagénaire kurde inscrit à Bagdad, d'où il est arrivé quelques jours plus tôt, est autorisé à voter. « Il a fait tout ce chemin pour l'indépendance, on ne peut pas lui refuser. »

« On ne peut imaginer de Kurdis- ➤ »



Scène de liesse dans la ville de Kirkouk, le jour du vote, le 25 septembre. AHMAD AL-RUBAYE/AFP

Kurdistan irakien : comprendre les enjeux du référendum à travers une carte



► *tan indépendant sans Kirkouk*», déclare Dilshad Perot Aziz, membre kurde du conseil provincial de Kirkouk et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), la formation du président de la région kurde, Massoud Barzani. «*Les forces kurdes sont les mieux organisées à Kirkouk. S'ils voient que le référendum aboutit et que nous sommes les plus forts, les Arabes et les Turkmènes n'auront pas d'autre choix que de travailler avec nous.*»

A mesure que la journée avance, les quartiers kurdes de Kirkouk plongent dans une atmosphère de fête. Les rues se remplissent. Des groupes de jeunes hommes, des familles entières, passent en voiture à grand renfort de klaxons, de chants patriotiques et de drapeaux kurdes agités au vent. Alors que des tirs de joie retentissent au-dessus de la ville,

« On ne peut imaginer de Kurdistan indépendant sans Kirkouk. Les forces kurdes y sont les mieux organisées »

DILSHAD PEROT AZIZ

membre du conseil provincial de Kirkouk

quelques véhicules s'éloignent pour filer vers les quartiers turkmènes et arabes du sud de la ville. Là, le bruyant enthousiasme de leurs occupants vient se briser sur les façades aveugles de rues mortes et sur les mines renfrognées des rares habitants à être sortis de

chez eux le jour du référendum.

Plus tôt dans la journée, la nouvelle de heurts – restés pourtant limités – survenus aux alentours de la localité de Tuz Khomarto, à près de 70 kilomètres de Kirkouk, une zone de tensions récurrentes entre Kurdes et Turkmènes chiites, a alimenté les rumeurs d'escalade. Dans le même temps, le Parlement irakien, boycotté par les députés kurdes, appelait au déploiement des forces armées fédérales dans les territoires disputés entre Bagdad et les factions kurdes, dont Kirkouk constitue la composante la plus importante.

«**Grave erreur**»

«*Il n'y a plus de retour possible*», estime Ammar Kaya, un représentant turkmène chiite de Kirkouk, membre du conseil provincial et lié aux milices de la Mo-

bilisation populaire. «*Les Kurdes ont commis une grave erreur en organisant ce référendum. L'Etat irakien n'est pas un Etat faible, il va réagir. Des gens vont mourir à cause de la politique kurde!*», menace M. Kaya depuis un quartier à majorité chiite situé en périphérie de la ville, placé sous couvre-feu par la police dans la soirée pour éviter les accrochages.

A côté de lui, une poignée d'hommes en uniforme armés de fusils d'assaut s'affairent autour de quelques mitrailleuses légères. Prenant la pose entre la Mercedes noire de M. Kaya et une paire de pick-up, le groupe prend des airs martiaux tandis que dans les rues adjacentes, quelques enfants profitent des dernières lueurs du jour pour faire un tour de bicyclette. ■

ALLAN KAVAL

Le PKK se tient à l'écart de l'initiative prise par Barzani

DEPUIS LE DÉCLENCHEMENT du conflit syrien et ses répercussions chaotiques dans l'ensemble du Proche-Orient, le mouvement national kurde est travaillé par un antagonisme qui n'a cessé de se renforcer entre deux forces. D'un côté, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui domine le Kurdistan irakien, de l'autre, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation politico-militaire originaire de Turquie et d'inspiration marxiste. L'implantation du PKK, qui dispose d'une galaxie de partis frères, est bien plus large puisqu'il est présent en Turquie, mais aussi en Syrie, en Iran et même dans le nord de l'Irak.

De fait, le PKK domine le domaine kurde syrien, dont il a exclu les alliés lo-

caux du parti de M. Barzani, tout en renforçant son influence dans la région yézidie de Sinjar (nord-ouest) et dans les régions du sud du Kurdistan irakien qui sont hostiles à ce dernier. En guerre contre Ankara, le PKK n'a pas cessé de dénoncer au cours des années écoulées les relations politiques et économiques entretenues par le clan Barzani avec la Turquie, qui a mené à plusieurs reprises des raids sur les bases arrière du PKK en Irak avec l'assentiment du PDK.

Antagonisme entre les deux partis

Pour contrer cette alliance, le PKK s'est rapproché du gouvernement central irakien de Bagdad. L'antagonisme entre les deux partis, porteurs de modèles politiques ra-

dicalement différents, a ainsi tourné à la franche hostilité, voire aux affrontements armés ces dernières années.

Fait rare pourtant, la décision capitale prise par M. Barzani de mener à bien un référendum pour l'indépendance du Kurdistan irakien n'a pas suscité la désapprobation globale du PKK. L'opposition de la Turquie au référendum organisé par le PDK et le rapprochement balbutiant entre Ankara et Bagdad qui en a résulté pourraient ouvrir la voie à des relations moins tendues entre les deux forces kurdes, confrontées à un environnement régional unanimement hostile. Il est cependant trop tôt pour évoquer une quelconque unité kurde. ■

A. KA.



25 septembre 2017

Bagdad et Ankara d'accord pour isoler les Kurdes irakiens lors de leur référendum

<https://fr.sputniknews.com> / 25.09.2017

Ankara se déclare prête à fermer sa frontière avec l'Irak Nord à la demande de Bagdad, indique le chef du gouvernement turc. Des contrôles renforcés sont déjà en place entre la Turquie et l'Irak.

Après l'Iran, la Turquie a à son tour annoncé sa

détermination à fermer sa frontière avec le nord de l'Irak, où se déroule ce lundi le référendum sur l'indépendance.

«*Ce matin, nous avons reçu une note irakienne nous demandant de fermer les postes de contrôle à la frontière turco-irakienne et de suspendre les liaisons aériennes avec le l'Irak du Nord. Nos ministères concernés étudient actuellement ce document, et nous allons, sans perdre de temps, entreprendre des mesures nécessaires en ce sens*», a annoncé le Premier ministre turc, Binali Yildirim. Des propos qui ont par la suite été confirmés par le Président turc Recep Tayyip Erdogan.

Le chef du gouvernement turc a réaffirmé que la Turquie ne reconnaîtrait pas les résultats du référendum, et que la région payerait le prix fort pour la décision des dirigeants du Kurdistan irakien.

«*Ils (les dirigeants kurdes, ndr) s'obstinent dans leur décision et leur démarche pourrait causer des confrontations violentes*», a souligné le Premier ministre.

Auparavant, les médias turcs ont annoncé la ferme-



ture du poste de contrôle Habur à la frontière turco-irakienne pour les véhicules en provenance du Kurdistan. Par contre, les transports en provenance de la Turquie se rendant au Kurdistan circulaient librement.

Toutefois, le ministre turc des Douanes a démenti lundi la fermeture de la frontière terrestre aux arrivées depuis le nord de l'Irak, relatée par des médias turcs. Selon lui, le poste n'a pas été fermé mais des contrôles renforcés ont été mis en place. ◆

Top Officers of Iran, Iraq Meet amid Kurdish Referendum

September 28, 2017 <http://ifpnews.com>

The military brass of Iran and Iraq have met and held talks amid a controversial referendum in Iraq's semi-autonomous Kurdish region.

Chief of Staff of the Iranian Armed Forces Major General Mohammad Baqeri on Wednesday received his Iraqi counterpart Major General Othman al-Ghanmi, who arrived in Tehran at the head of a military delegation earlier in the day.

The issue of terrorism, the Kurdish independence vote and matters of mutual interest were among the major topics discussed in the meeting between the top military officials.

During the meeting, Baqeri hailed the latest achievements gained by the Iraqi army in the fight against terrorists.

"We are so pleased that the Iraqi nation and army have made great gains in the battle against terrorists and have crushed the Takfiris," he said.

The Iraq official, for his part, said that Iraq was targeted by Takfiri terrorism, adding, however, that most of the territories held by Takfiri militants had been liberated.

He reiterated that Iraq would continue its fight against terrorism until the ultimate defeat of the terrorists.

Ghanmi also praised Iran's full support for Iraq, particularly in hard times.

Separately on Wednesday, Baqeri met with senior military and political officials from Turkey, during which the two sides discussed a variety of issues, including the Kurdish referendum in Iraq.

Baqeri told reporters after the meeting that both the Iranian and Turkish sides were concerned that the Kurdish vote in Iraq could lead to tensions in



the Arab country, the repercussions of which could haunt regional countries.

A statement from the Iraqi military said earlier that the top ranking delegation from Iraq's armed forces would visit Iran on Wednesday "to coordinate military efforts" without giving further details.

Ghanmi also visited neighboring Turkey, where he met with his Turkish counterpart, General Hulusi Akar, on Saturday, two days before the Kurdish referendum, the Turkish military said.

It added that two sides discussed the Kurdish referendum and stressed the importance of maintaining Iraq's territorial integrity.

Regional powers, including Iran and Turkey, have opposed the Kurdish referendum in Iraq, warning that the controversial vote could lead to further instability in the entire Middle East, a region already ravaged with numerous conflicts and terror threats.

The European Union has also expressed concern about the vote, describing it as "counterproductive."

The central government in Baghdad has also rejected the vote.

Despite international criticism, the Kurdish plebiscite took place on September 25.

Official results showed 92.73 percent of voters backed the secession in Monday's non-binding referendum. Turnout was put at 72.61 percent. ■

Tillerson says Kurdish independence referendum is illegitimate

By Mustafa Salim, Karen DeYoung and Tamer El-Ghobashi September 29, 2017 <https://www.washingtonpost.com>

BAGHDAD — The United States on Friday declared illegitimate Monday's Kurdish referendum on independence, as the Iraqi government imposed a ban on international flights to airports operated by the Kurdistan Regional Government and Iraqi troops prepared to seize the semiautonomous region's border controls.

"The United States does not recognize the ... unilateral referendum," Secretary of State Rex Tillerson said in Washington's first substantive statement on the vote, in which nearly 93 percent of voters in the Kurdistan region approved declaring an autonomous state in northern Iraq.

"The vote and the results lack legitimacy," Tillerson said, "and we continue to support a united, federal, democratic and prosperous Iraq." He urged both sides to reject the use of force and engage in dialogue, and to remain focused on the fight against the Islamic State, which he said was "not over."

The flight ban was the first major step Baghdad has taken to express its outrage over the referendum. It has also threatened to close land borders between Kurdistan and the rest of Iraq and to send troops into the disputed, oil-rich city of Kirkuk.

Iraqi soldiers are massing on the Iranian and Turkish borders with the Kurdish region, preparing to take control of the crossings from Kurdish authorities, according to a senior Iraqi official familiar with the plan. The Iraqi army chief of staff traveled to both countries this week to coordinate the move, the official said, which could begin as early as Saturday. Turkey and Iran, which have their own restive Kurdish populations, opposed the referendum, as did the United States.

The Iraqi military also temporarily closed a major road linking the Arab city of Mosul to the Kurdish city of Dahuk on Friday, cutting off a key route for basic goods between the two hubs.

Iraq's government has said that all measures to isolate the Kurdish region would be temporary and reversed if the Kurds annulled the results of the vote, which Iraq's Supreme Court deemed unconstitutional.

Kurdish officials have called the measures illegal and have pleaded for international support in confronting threats from Baghdad, Tehran and Ankara. But Tillerson's sharp statement indicated that the United States, despite its strong alliance with the Kurds, would not offer any.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi's tough reaction to the Kurdish ballot got a boost from the country's highest Shiite religious authority, the



A Syrian Kurdish woman takes a selfie in the city of Qamishli on Tuesday during a gathering in support of the independence referendum in Iraq's semiautonomous Kurdish region. (Delil Souleiman/AFP/Getty Images)

influential Grand Ayatollah Ali Sistani. In a sign of the growing anxiety in Iraq's power centers over the vote, Sistani's representative used his weekly Friday sermon to criticize the referendum as destabilizing, arguing that it invites international meddling in Iraq's affairs.

"I call on the government to consider the Kurds' constitutional rights in their measures," Sistani's representative said, sounding a conciliatory tone. At the same time, he rejected any challenge to Iraq's sovereignty and territorial integrity. ♦



Special Report and Interview

Kurdistan: A General's Overview

Jay D. Homnick — September 29, 2017
<https://spectator.org>

We follow a Brigadier General onto a political minefield.

Well, the Kurds have gone ahead and done their referendum, overruling the quibbles and frets of all the “stability” junkies in the Middle East policy community. That community, such as it is, has long followed the weird thought pattern that whatever is worst in the Middle East must be preserved, because those behaviors represent “intransigent” local custom and cultural standard, not to be intruded upon by meddling Westerners. On the other hand, whatever is best in the Middle East is viewed as aberrant and therefore negotiable.

Thus the ability of the Kurds to keep the peace in Northern Iraq, under the aegis of the KRG (Kurdish Regional Government), quietly keeping ISIS and other troublemakers at bay, is rarely lauded. When a good word must occasionally be said, it always has a grumpy echo. So the West, especially the US State Department, dances around the feckless government of Iraq while tolerating the Kurds. Tillerson’s boys asked the Kurds to delay the referendum until some indeterminate “better” time in the future. On the other hand, Benjamin Netanyahu promised to recognize the results of the plebiscite, always eager to have another friendly sovereign in the region.

Turkey and Syria do not want independence for the Kurds anywhere, because it will give “ideas” to the Kurds within their own borders. When the vote on September 25 called for independence, Erdogan of Turkey took to the airwaves to issue threats. Among other things, the KRG controls upwards of 20% of the oil in Iraq, and ships it for sale through Turkish pipelines. This gives Erdogan a great deal of leverage; we watch the next moves warily.

No one in the United States of America, whether military or political or academic, knows Kurdistan like my dear friend, Brigadier General Ernest Audino, U.S. Army (Ret.), who spent a year imbedded as a combat advisor to the Kurdish forces. After his extraordinary career, he joined the London Center for Policy Research as a Senior Military Fellow. (Mister Tyrrell and I are Senior Fellows as well, but decidedly of the civilian variety.) Having set the stage just enough, I will now tiptoe into the wings and surrender the

stage to the General’s commanding presence.

TAS: General, I know you not only have the inner workings of Kurdistan in your brain, the “country” is also in your heart...

GEA: Call me Ernie...

TAS: Well, yes, General, but I feel the weight and dignity of our Armed Forces is on your shoulders as we speak...

GEA: Call me Ernie. And I am not speaking for the Army, just sharing my personal opinion.

TAS: Ok, General... er, Ernie... stepping back from the noise for a moment, is sovereignty for Kurdistan a good idea? For itself? For Iraq? For the region?

GEA: Yes, and here’s a great reason from an American perspective... because Baghdad has become Tehran West.

When President Obama withdrew U.S. combat power from Iraq in 2012, Iran emerged as the dominant power in the gulf. Regaining a balance of power is in U.S. interest, but that means checking Iranian power, not accommodating it. The Iranians now dominate Baghdad and the southern 60% of the terrain in Iraq. How on Earth is it in our strategic interest to allow Iran to next dominate our Kurdish allies in the north of Iraq, too? It’s not.

Here’s the reality — the vast majority, if not all, of the Iraqi ministries are headed by Shia interests aligned with their co-religionists in Iran. The Iraqi Army is well over 75% Shia, probably more like 85%. On top of that, the Shia militias now number 110,000 men under arms. Tehran began building this force in 2014 after Grand Ayatollah Ali Sistani issued a fatwa authorizing the raising of an expressly Shia army inside Iraq. The Shia militias and the Iraqi Army then used their participation in the operation to liberate Mosul to move significant Iranian-controlled combat power north and to the west of Mosul. An estimated 40,000 Iranian proxies remain in position, and they have no intention whatsoever of ever returning home. They are even building out two airstrips to the west of Mosul. All of this means Iranian proxy forces are consolidating on three sides of our Kurdish allies, and those forces are positioned to compel Kurdish behavior in the future. That serves no Western interest.

It gets worse. This expanded Shia footprint sets the foundation for an Iranian land-bridge into Syria. Tehran has a clear strategic motivation to extend its influence across Kurdish soil, into Syria, along the southern border of our NATO ally, Turkey, and all the way to the Russian naval base at Tartus on the Syrian shoreline of the

Mediterranean and to the Syrian border with Tehran’s Hezbollah allies in Lebanon.

In the face of all of this, some in Washington articulate the fantasy that a unified Iraq is the best counterbalance to Iran. No, a unified Iraq is Iran.

Here’s a second reason — Kurdish energy reserves are large and have the potential to undermine Russian energy levers on our NATO allies in Brussels and Ankara. If Washington wants to help its allies help themselves, then that means loosening Moscow’s tether on themselves.

Here’s a third reason — a sovereign and independent Kurdistan instantly doubles the number of friendly democracies in the region.

TAS: Do you really see that Kurdistan can be a real democracy like Israel?

GEA: Just listen to the Kurds when they speak. They talk about enterprise, freedom, liberty, Western curricula, independent media, free markets and freedom of religion. They say things like, “I wish I was an American citizen, so I could vote for Donald Trump.” Yeah, that kind of democracy.

Here’s another point. ISIS will not be destroyed and kept that way without the Kurds. The Iraqi Army ran away from ISIS in 2014, while the Kurds stepped forward and made the difference.

And the Kurds did this while Baghdad restricted Coalition equipping of the peshmerga and ceased all constitutionally required federal funding to the Kurdistan Regional Government. Erbil hasn’t received a single dinar of the Iraqi budget since the day ISIS launched its offensive three years ago. What a coincidence.

Furthermore, the long war to defeat the prevailing jihadi ideology will be won by the triumph of moderation in a debate within Sunni Islam. The Kurds are a well-known moderate voice that is consistently resistant to jihadi ideology. Need proof? While the black flag of ISIS fluttered throughout Sunni areas across Iraq and Syria, it stopped dead at the border to Kurdish-controlled soil.

Still, ISIS as an organization is incapable of handing a strategic defeat to the USA, but if Tehran and Moscow displace U.S. interests in the region, that is most certainly a strategic reversal.

TAS: Do you think this was a good time to have a referendum? Do you see any good coming out of this vote, or really any change at all?

GEA: History says there never is a good time for a referendum on independence. →

→ Independence just happens, and the world keeps revolving. Things get tougher before they get better. We Americans know that very well. We began fighting for our independence in 1776, won it, and then argued with each other until we fully ratified a constitution in 1789.

The Kurds are more prepared for this day than any other recently independent country. When the Coalition No-Fly Zone pushed Saddam Hussein off Kurdish backs in 1991, the Kurds pursued democracy, formed an autonomous government, elected a parliament, set the foundation for an economy, maintained armed forces and developed diplomatic relations. In essence they now have 26 years of practice for their Independence Day.

TAS: Do you think Erdogan will really pile on the sanctions? Would he go as far as embargos, blockades, direct attacks?

GEA: Erdogan will very likely impose some sanctions, but his public message is tempered by practical reality. Look at it this way, Ankara raised similar protests in 1991 when the Kurds of Iraq gained autonomy and began running their own affairs. This was supposed to be the end of the world! Instead, Turkey became the largest investor by far in the Kurdistan Region of Iraq. Shopping malls, swanky motels, top-notch restaurants, housing developments, you name it. Then the Turks and the Kurds built an oil pipeline north across the Turkish border. Rather than destabilizing, it turned out to be tremendously unifying. The Turks make money off each barrel pumped north, the Kurds make money off each barrel, and each side is motivated to keep that oil flowing. Sure, Erdogan's threats can have some effect, but today the oil is still flowing, the borders are still open and flights are still flying.

TAS: Do you think Netanyahu will follow

through on recognition? Would he stand up to Trump if he tells him directly not to do it? And do you think that recognition is meaningful to any third parties, outside the Israel-Kurdistan relationship?

GEA: No one can know what Mr. Netanyahu will ultimately decide, but we are still a long way away from a Kurdish declaration of independence. We won't even have the results of the referendum for another 48 hours or so. The Kurdish leadership tells me the expected overwhelming yes vote only enables them to negotiate for their independence. Is that a year? Two years? Who knows? Whenever it comes, however, history suggests recognition will follow. It might come gradually one or two at a time, but the international community cannot oppose it forever. As soon as a heavy-hitter like the USA formally recognizes it, many others will follow.

TAS: Is it possible, and if possible is it likely, that the Kurds will end up in a worse position because of this move?

GEA: Well, let's first look at their current position. They are part of a country unified in name only and headed by a regime in Baghdad chronically unable to exercise the basic functions of national governance. The USA has invested fortunes of blood and treasure into Baghdad in an effort to help it stand on its own two feet and play nice with everyone, but it hasn't worked. The regime in Baghdad cannot defend Iraqi borders. It cannot provide for the security of its citizens. It cannot maintain a judiciary independent of the ayatollahs, its parliament is unable to act, and it cannot be trusted to fairly distribute federal revenues.

The Iraqi Constitution, for example, expressly provides for the allocation of federal revenues to the regional governments, the Kurds to receive

17%, but Baghdad has never disbursed the full amount to the Kurdistan Regional Government. Worse, still, when ISIS attacked three years ago Iraq canceled all federal disbursements to Kurdistan. The Kurds have been leading the ground war against ISIS, while safeguarding about 2 million ethnic and religious minorities fleeing predation elsewhere in Iraq, and doing so without a single dinar from Baghdad. No one flees to Baghdad. That speaks volumes.

The vast majority of Iraq is now functionally annexed by Iran. The reality is Kurdistan is not leaving Iraq — Iraq is leaving Kurdistan.

Border closings are threatened, but closings cause pain on both sides of the border, and eventually return to the status quo. Iraq's threat to close the Kurds' two commercial airports has made things tense, but as of today flights are still flying. Threats from Ankara to stop its imports of Kurdish oil, however, are of real concern, as the Kurdish economy has grown wholly dependent on them. Still, Ankara has a need for Kurdish oil.

Of course, military threats exist, too. The Kurds feel neither Ankara nor Baghdad are as likely to initiate clashes as are the Shia militias. The peshmerga I've talked to and visited recently on the battlefield are prepared and confident. The Kurdish will to defend their soil dramatically exceeds the will of an Iranian proxy to fight for it. Despite weeks of threats from Turkey, Iran and Iraq, the referendum was completed without a single instance of violence. ■

Ernie Audino, Brigadier General US Army (Ret), is a Senior Military Fellow at the London Center for Policy Research. He is also the only American general officer to have served a full year in Iraq as a combat advisor embedded with Kurdish peshmerga forces.

Kurdish collision course : A push for independence will roil tensions

the Editorial Board Pittsburgh Post-Gazette Sep 29, 2017
www.post-gazette.com

The result of Monday's Kurdish referendum, which showed some 93 percent voting for independence, was certainly no surprise.

The propulsion on the part of the Kurds to have their own country presents a conundrum for the national states upon whose territory Kurds live. The United States is heavily involved with most of them, as it is with the Kurds themselves.

The victim of Kurdish independence that would suffer most is Iraq, which would lose as further humiliation a big piece of land as well as, in principle, oil revenues. Kurds are about 20 percent of the Iraqi population. The United States has a big stake in the survival and prosperity, if it can be imagined, of the Haider al-Abadi regime in Baghdad.

In the infamous Sunni-Shiite rivalry, in Iraq specifically, the Baghdad government is dominated by Shiites, allied with Shiite Iran, which also hosts a minority of Sunni Kurds. If Baghdad were to decide to try to use force to avert Kurdish independence, it could almost certainly depend upon Iran to side with it in any such conflict. The United States would be up a tree if that occurred, of course. The region would add another Sunni-Shiite conflict, joining Yemen.

U.S. ally Turkey has an estimated 25 percent Kurdish minority, which sporadically gives it trouble, including terrorist attacks by the Kurdish Workers' Party in Turkey. Turkey would almost automatically be opposed to Kurdish independence. Its recently improving relations with former enemy Russia, based in part on some fellow feeling between Turkish President

Recep Tayyip Erdogan and Russian President Vladimir Putin, reflect Turkey's feeling the need to diversify its alliances outside of NATO, and, particularly, with the United States.

The Syrian government of President Bashar Assad would certainly be opposed to handing over any of its disputed territory to Syrian Kurds, even though they have been active in attacking Islamic State forces in Raqqa in Syria, enemies of the Assad regime, and Sunnis. Again, the United States finds itself on the horns of a dilemma in the Syrian government-Kurdish relationship, as it has provided a considerable amount of military support to the Syrian Kurds in Raqqa and elsewhere in Syria.

In Iraq, the official reaction was swift. The parliament requested that troops be sent to Kirkuk, the most important region of Iraq under Kurdish control. The lawmakers suggested seizing the plentiful oil fields. The prime minister has not acted, but it's just one indication of potential conflicts in the immediate future.

The United States has protected, supported and used the Kurds as mercenaries in Iraq and Syria since at least 1992. Now they want something, and voted for it massively, that will put us at odds with our longtime ally Turkey, the government we support in Iraq, and the ones we have to live with in Iran and Syria.

Someone should have thought this through a long time ago, but didn't. Now, heavy-duty diplomacy will be required not to make the Middle East more of a mess than it is already. ♦

Kurdistan, Catalogne, Ecosse... Ces nouveaux Etats en devenir



Pierre Haski
le 27 septembre 2017
tempsreel.nouvelobs.com

Faudra-t-il s'habituer à redessiner nos atlas tous les deux, trois ans ? Que nous le voulions ou pas, c'est sans doute inévitable.

Savez-vous combien de nouveaux Etats ont été créés dans le monde au cours des trente dernières années ? Pas moins de trente, pour la plupart issus de la dissolution de grands ensembles comme l'Union soviétique et la République fédérale de Yougoslavie, mais aussi de "divorces" comme en Tchécoslovaquie ou au Soudan. Les Nations unies, qui comptaient 51 pays à leur création en 1945, puis 159 membres en 1988, après la décolonisation et à la veille de la chute du mur de Berlin et de la fin de la guerre froide, en dénombrent aujourd'hui 193 ; le dernier à avoir été admis au sein de l'organisation mondiale est le Soudan du Sud en 2011, dont les premiers pas souverains sont, hélas, marqués par la guerre et les souffrances de sa population.

La question se pose de nouveau aujourd'hui avec les poussées indépendantistes dans des régions très contrastées du monde. Le Kurdistan irakien votait lundi pour son indépendance, suscitant des tensions extrêmement fortes avec son Etat de tutelle et avec ses voisins ; la Catalogne doit voter à son tour le 1er octobre, là encore engendrant des tensions avec Madrid ; l'Ecosse pourrait de nouveau tenter sa chance à la faveur du Brexit ; le Québec n'a toujours pas dit son dernier mot (en français) au Canada ; Hongkong a vu naître pour la première fois un mouvement indépendantiste, et le Tibet et le Xinjiang en rêveraient si Pékin les laissait faire... Et la liste n'est pas exhaustive.

Chaque cas est évidemment singulier, le fruit d'une histoire politique, de guerres et de conquêtes, d'erreurs et parfois de crimes. Mais tous correspondent à une aspiration profonde à l'autodétermination, à un sentiment national qui, depuis le XIXe siècle, ne s'est pas atténué et pousse des communautés à revendiquer le droit à se retrouver entre elles, à mettre fin à des mariages pas toujours harmonieux ni consentis.

LE CAS DU KURDISTAN IRAKIEN

Ces aspirations peuvent sembler légitimes au regard de l'histoire, mais elles soulèvent, à chaque fois, une levée de boucliers, des menaces de guerre, des répressions et des sanctions. Rares sont les "divorces de velours" comme celui auquel sont parvenus Tchèques et Slovaques en 1992, et qui cohabitent désormais de manière pacifiée au sein de l'Union européenne.

Le cas du Kurdistan irakien est évidemment exemplaire. L'aspiration à l'indépendance des Kurdes est connue, elle est leur "signature" depuis toujours ; surtout depuis le traité de Sèvres, conclu en 1920, à l'issue de la Première Guerre mon-



Demonstrators in Barcelona display flags of Kurdistan and that of Catalonia with a banner reading "Yes" in the Catalan language in support of the two stateless peoples' right to self-determination. Sept, 2017.

diale, et qui promettait un Etat à la minorité kurde sur les décombres de l'empire Ottoman.

Et encore, les Kurdes avaient failli être oubliés. Dans le livre collectif sur "la question kurde" (éd. Complexe), le chercheur Stéphane Yerasimos raconte que le 30 janvier 1919 au matin, à la Conférence de Paris qui fait suite à la défaite de l'Allemagne et de ses alliés, le Britannique Lloyd George présente une résolution qui promet la séparation aux peuples "assujettis" et "maltraités" par l'empire Ottoman. L'après-midi, il reprend la parole pour s'excuser d'avoir "oublié" un peuple dans la liste approuvée le matin même : les Kurdes. "Ainsi, écrit Yerasimos, c'est dans l'intervalle d'un déjeuner que le Kurdistan a fait son entrée dans l'histoire diplomatique."

On connaît la suite : cette promesse ne fut jamais tenue, et les Kurdes, aujourd'hui environ 40 millions, se sont retrouvés dispersés entre quatre Etats - Irak, Iran, Syrie et Turquie - qui n'ont en commun que de refuser la naissance d'un Etat indépendant kurde à leur frontière. Le XXe siècle fut pour les Kurdes une longue lutte, incarnée par la figure du peshmerga, ce combattant enturbané de légende, qui, aujourd'hui encore, fait ses preuves sur le champ de bataille.

Ce fut aussi un siècle de massacres, comme celui d'Halabja, commis à l'arme chimique par le régime de Saddam Hussein en 1988, en toute impunité. Il y a bien eu, en 1946, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une éphémère République kurde centrée autour de la ville de Mahabad, dans l'ouest de l'Iran, mais elle ne dura que onze mois avant de disparaître, même si elle continue d'occuper une grande place dans l'imaginaire collectif kurde.

Depuis le massacre d'Halabja, la guerre du Golfe de 1991, la chute de Saddam Hussein en 2003 avec l'invasion américaine, puis de nouveau avec le soulèvement en Syrie en 2011, la "question kurde" est de nouveau posée, aussi bien en Turquie, en Syrie et en Irak, plus modestement en Iran. Les Kurdes, en Irak et en Syrie, sont devenus des acteurs majeurs de la lutte contre les djihadistes de l'Etat islamique, renforçant leur autonomie territoriale, leur puissance militaire, et le sentiment qu'une chance historique se présentait et ne devait pas être manquée.

Pourtant, même ceux qui ne nient pas la légitimité de l'aspiration kurde à un Etat sont contre la démarche entreprise par le président du

Gouvernement régional du Kurdistan, Massoud Barzani, au pouvoir à Erbil depuis 2005, d'organiser ce référendum sur l'indépendance dont l'issue ne faisait, d'entrée de jeu, aucun doute.

Les uns pensent que "ce n'est pas le moment" alors que le combat contre l'Etat islamique n'est pas encore achevé ; les autres redoutent une déstabilisation de toute la région avec une émulation des Kurdes irakiens sur leurs cousins de Syrie, de Turquie et d'Iran, qui partagent le même rêve étatique ; l'Etat irakien, ensuite, refusant de se laisser déposséder d'une partie de son territoire, la région de Kirkouk, riche en pétrole et contestée entre Kurdes et Arabes. D'autres, enfin, contestent le pouvoir de Massoud Barzani, et l'accusent d'instrumentaliser la cause indépendantiste pour consolider son emprise sur le pouvoir face aux autres factions kurdes, et perpétuer une administration gangrenée par la corruption et le népotisme.

EN ESPAGNE, UNE CRISE QUI NE CESSE D'ENFLER

L'autodétermination n'est donc pas juste une affaire de principes, sur lesquels, depuis la Première Guerre mondiale, le monde entretient un relatif consensus. Les Kurdes, une fois de plus, risquent d'en faire les frais, peut-être même au prix d'une nouvelle guerre. Assurément, les tensions autour du référendum contesté du 1er octobre en Catalogne ne sont pas aussi lourdes de conséquences que celles, fortement militarisées et au sulfureux parfum de pétrole, qui entourent le Kurdistan irakien. Pourtant, au sein même de l'Union européenne et de sa zone de droit et de démocratie en principe apaisée, la Catalogne est au cœur d'une crise qui ne cesse d'enfler.

A défaut d'avoir pu obtenir que l'Espagne devienne un pays "plurinational", les nationalistes catalans font le forcing, depuis 2010, pour obtenir le droit à l'autodétermination. Ce droit, qui est du ressort de Madrid, leur a été refusé, et l'organisation d'un référendum par le gouvernement catalan est considérée comme inconstitutionnelle. Le bras de fer entre Madrid et Barcelone a pris une ampleur inégalée jusqu'ici, et augure mal de la suite de la cohabitation au sein d'un même royaume "unifié".

Dans toutes les situations de crispation identitaire et de poussée indépendantiste, il y a une tension forte entre l'expression démocratique des peuples et le respect des règles constitutionnelles qui ↵

⇒ protègent d'abord l'Etat central. Là encore, personne n'encourage les Catalans à choisir la voie de l'indépendance, même si ceux-ci jurent de leur volonté de rester au sein de l'Union européenne et d'avoir de bonnes relations avec une Espagne devenue un "pays voisin"... Le reste du monde redoute à chaque fois – c'était déjà le cas en 1991 avec la fin de l'URSS – d'ouvrir la boîte de Pandore de la division et du micro-nationalisme.

L'exemple le plus frappant est finalement celui de l'ex-Yougoslavie, qui, après s'être séparée en six républiques indépendantes, correspondant à l'ancienne fédération, a vu une partie de la Serbie, le Kosovo, devenir indépendant avec le soutien de l'Occident, et la Bosnie-Herzégovine continuer de connaître de vives tensions entre ses trois composantes, serbe, croate et musulmane.

LA CHINE OBSERVE, AVEC VIGILANCE...

Les pays, comprenant de fortes minorités ou des

régions mal intégrées dans l'ensemble national, redoutent ce phénomène centrifuge, et serrent plus encore la vis sur tout ce qui pourrait ressembler à des velléités indépendantistes. La Chine observe ainsi avec vigilance tout ce qui passe, même à l'autre bout du monde, et qui pourrait servir de précédent pour le Tibet ou même pour Hongkong.

Dans un récent essai publié par le "New York Times", Joshua Keating, auteur d'un livre à paraître sur "les pays invisibles", souligne que la carte du monde actuelle est encore "loin d'être parfaite". Il rappelle qu'elle continue à subir des changements, certains par la force comme l'annexion de la Crimée par Vladimir Poutine à la faveur de la crise ukrainienne en 2014, toujours considérée comme "illégal" par la communauté internationale, ou la poussée chinoise en mer de Chine méridionale où Pékin change les limites de sa zone maritime. L'auteur plaide pour que la communauté internationale permette "des sépa-

rations pacifiques, ordonnées, démocratiques", plutôt que "violentes et chaotiques".

"Je ne plaide pas en faveur des indépendances du Kurdistan, de la Catalogne, de l'Ecosse ou de tout autre endroit. Mais quand la forme des pays a été dessinée par des gens qui n'y vivent pas, ça ne marche généralement pas très bien. Il y a de bonnes raisons d'être sceptique à propos de ces mouvements indépendantistes. Mais cela ne signifie pas que le maintien de la forme existante des pays dans leurs frontières actuelles soit nécessairement un bon principe."

Faudra-t-il alors s'habituer à redessiner nos atlas tous les deux ou trois ans, au gré des naissances de nouveaux pays ? Que nous le voulions ou pas, c'est sans doute inévitable. La vraie question est de savoir si ce phénomène peut être régulé, encadré, négocié, ou s'il s'accompagne inévitablement d'un certain niveau de force, de violence. ■

Kurdistan irakien: assécher les revenus du pétrole dépend de la Turquie

Bagdad (AFP) 25/09/2017
<http://www.lepoint.fr/>

L'arrêt des transactions pétrolières avec le Kurdistan irakien, demandé par Bagdad comme mesure de rétorsion à la tenue lundi du référendum d'indépendance dans cette province autonome, dépend essentiellement de la Turquie.

Furieux de la tenue du scrutin, le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé lundi que des "mesures" allaient être prises "cette semaine" contre la région autonome. L'exportation du pétrole du Kurdistan irakien cessera une fois que la Turquie aura "fermé les vannes", a-t-il prévenu.

Ankara est le premier concerné par la question puisque 550.000 des 600.000 barils/jour produits par le Kurdistan irakien sont exportés via le terminal turc de Ceyhan (sud).

La Turquie peut donc fermer l'oléoduc qui relie l'Irak à Ceyhan, où les dépôts de brut construits dans les années 1980 ont appartenu à Bagdad avant que le gouvernement autonome kurde ne mette la main dessus en 2014.

Selon un récent rapport de la Banque mondiale, ces revenus pétroliers représentent l'essentiel des ressources du Kurdistan irakien, qui n'a pas su diversifier ses ressources.

Sur son flanc est, l'Iran a déjà annoncé la fermeture de sa frontière terrestre par laquelle était acheminé le fioul kurde vers les marchés du Golfe. Avec la fermeture de Ceyhan, le Kurdistan irakien se retrouverait donc asphyxié économiquement.

Si Ankara est vent debout contre le référendum et souhaite montrer ses muscles, une telle mesure de rétorsion ne serait toutefois pas sans dommage pour le pouvoir turc lui-même, relèvent des experts.

"La question n'est pas de pouvoir mais vouloir. Jusqu'à quel point la Turquie est-elle prête à aller pour empêcher qu'il y ait un État kurde à ses frontières ?", s'interroge Ruba Husari, spécialiste du pétrole irakien.

"Si la Turquie est sérieuse dans ses menaces, elle peut bien sûr empêcher l'exportation du pétrole du Kurdistan". Mais elle tirera alors "un trait" sur un juteux commerce, dit-elle.

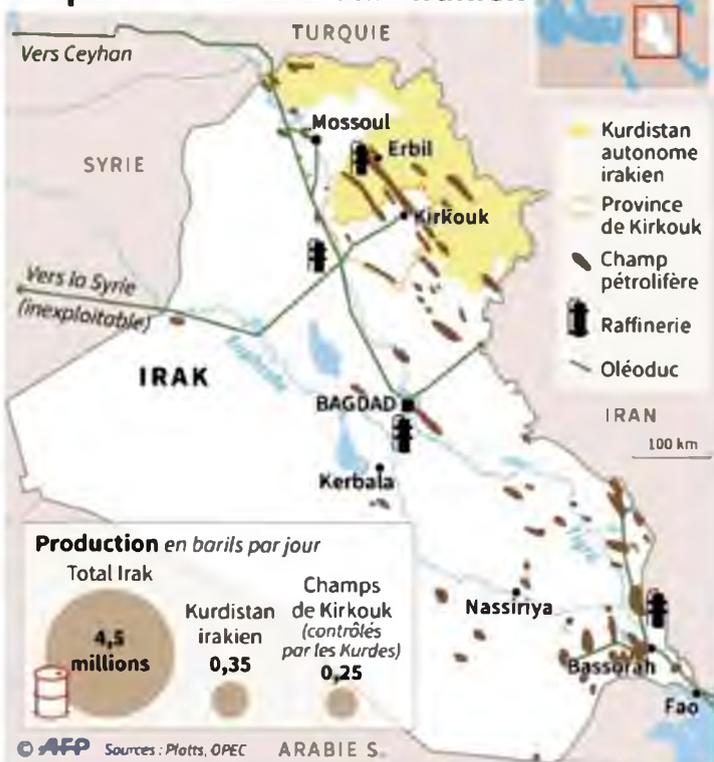
Outre les droits par baril transporté, Ankara tire profit de l'accord signé autrefois entre l'Irak et la Turquie, qui permet à la compagnie publique turque Botas de s'approvisionner en pétrole irakien via cet oléoduc.

Autre bénéfice: les revenus de la vente du pétrole du Kurdistan sont déposés dans une banque turque avant d'être transférés aux Kurdes, selon un accord entre Erbil et Ankara.

Il y a d'autres intérêts croisés, poursuivent les experts, en relevant le fait que la Turquie a accordé des prêts au gouvernement kurde, ou encore qu'une compagnie turque a été créée pour se joindre aux sociétés prélevant le brut à Ceyhan. ●



Le pétrole au Kurdistan irakien



Par notre envoyé spécial à Erbil

CYRIL ROUSSEL

Géographe et chercheur au CNRS, laboratoire Migrinter (UMR 7301), université de Poitiers

Mâtres d'une région qui n'a pas encore fixé ses frontières, car toute une partie du territoire demeure contestée par Bagdad, les Kurdes d'Irak ont organisé un référendum consultatif à l'intérieur des seules zones sous leur contrôle, pour demander que les populations se prononcent sur une indépendance prochaine. En attente d'un Etat depuis près d'un siècle, la quasi-totalité des Kurdes soutient l'idée même d'une indépendance. Selon les résultats proclamés mercredi par la commission électorale, le oui l'a emporté avec plus de 92% (lire ci-contre).

Un processus d'autonomisation inachevé

Après la première guerre du Golfe de 1991 et le retrait des troupes irakiennes et de l'administration centrale d'une partie du nord de l'Irak, un territoire autonome, contrôlé par les organisations politiques kurdes - Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Union patriotique du Kurdistan (UPK) - se dessine enfin. La mise en place d'une zone de sécurité au nord du 36^e parallèle participe à la création d'un sanctuaire pour les Kurdes. Au nord de la « ligne verte » se structure politiquement peu à peu un Kurdistan autonome : élection d'un Parlement en mai 1992, création d'un gouverne-

KURDISTAN

En Irak, l'histoire entre les lignes

ment régional qui s'installe à Erbil (le gouvernement régional du Kurdistan, GRK). Ce territoire couvre environ les deux tiers du Kurdistan, soit près de 75 000 km².

La *green line* ne correspond ni à une limite ethnique entre peuplement kurde et peuplement arabe ni au tracé de la région autonome officiellement définie dans les années 70. Pourtant, elle fait figure de frontière légitime, à la fois dans la Constitution intérimaire irakienne de 2004 et dans la Constitution permanente de 2005 (1). Mais pour Erbil, elle ne peut constituer la fron-

tière méridionale du Kurdistan d'Irak, étant donné que près d'un tiers du peuplement kurde s'en trouve exclu, tout comme les riches gisements d'hydrocarbure de Kirkouk et de la région de Khanaqin. Pour ces raisons, une partie du territoire irakien, cette longue bande située au sud de la *green line*, fait l'objet d'un vif contentieux entre les autorités kurdes et les autorités centrales, ce sont les « territoires disputés ».

L'Irak est devenu un Etat fédéral après la seconde intervention américaine, en 2003 (2). Mais les règles

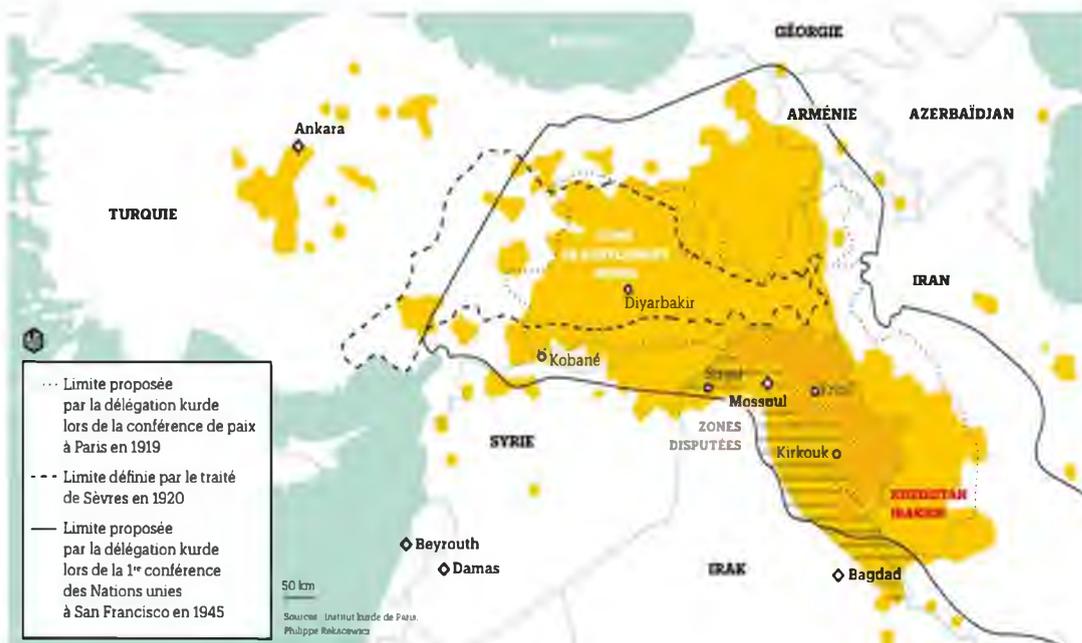
Enjeu économique autant que territorial, le processus menant à l'indépendance est encore loin d'aboutir, malgré une large victoire du oui au référendum organisé cette semaine dans la région autonome irakienne.

du fédéralisme n'ont pas été clairement posées dans la Constitution. Depuis 2005, la rivalité entre Bagdad et Erbil demeure une constante des relations politiques internes du pays. Elle se traduit par une multitude de différends (partage des revenus nationaux, droit d'exploitation des ressources pétrolières ou gazières, droit d'exportation des ressources énergétiques, prélèvement des taxes douanières, contrôle militaire de plusieurs territoires) et pose au fond toujours la même question qui inquiète Bagdad : le Kurdistan cherche-t-il à renforcer son autonomie pour préparer l'indépendance ?

La réponse à cette question semble toute trouvée lorsqu'à la suite de l'offensive en Irak de l'Etat islamique, en juin 2014, les peshmergas kurdes occupent seuls la plupart des zones kurdes des « territoires disputés ». Ils contrôlent alors pour la première fois les gisements géants de Kirkouk, ainsi que toute une bande de territoire qu'ils considèrent comme « détachée » et devant, à terme, revenir sous leur giron.

La ressource pétrolière au cœur du processus

On comprend bien que pour les Kurdes d'Irak, l'économie est au cœur du processus d'autonomisation totale de leur région, car elle constitue le dernier volet d'un processus engagé depuis des décennies et qui est déjà effectif sur bien d'autres plans : politique, institutionnel, gestion territoriale, contrôle militaire... Mais l'économie de la région est dépendante. Le Kurdistan est enclavé et les voies d'exportation de la production régionale et des hydrocarbures sont limitées à ses deux puissants voisins turc et iranien, qui peuvent fermer leurs frontières à tout moment ou, pour la Turquie, couper l'activité de son pipeline sur le territoire kurde qui relie le port de Ceylan (3). Ainsi le rôle de la Turquie est considérable pour l'économie de la



région, c'est pour ainsi dire un partenariat unique: la moitié des entreprises opérant au GRK sont turques, le commerce bilatéral se fait surtout avec la Turquie, et les secteurs bancaires et de la construction dépendent de la Turquie.

Alors qu'ils développent une rhétorique de plus en plus appuyée pour l'indépendance du Kurdistan, en 2013 et 2014, les dirigeants kurdes sont bien conscients que l'indépendance économique demeure l'ultime condition à remplir avant la rupture avec Bagdad. Et celle-ci doit passer selon eux par l'autonomisation de la production et des exportations pétrolières qui constituent la presque totalité des revenus de la région.

Les réserves pétrolières de la région kurde sont estimées à 45 milliards de barils, soit l'équivalent d'un tiers des réserves estimées de l'ensemble de l'Irak. L'annexion par les peshmergas (dès juillet 2014), à la suite de la débâcle de l'armée irakienne face à l'offensive fulgurante de l'Etat islamique (EI), de certains champs de gisement géant de Kirkouk (gisement dont l'ensemble des réserves est estimé entre 10 milliards et 20 milliards de barils), constitue une ressource supplémentaire considérable pour la région autonome. Les Kurdes disposent donc de larges réserves, mais surtout, déjà en exploitation. Au cours de l'été 2014, alors que le prix du baril était encore au-dessus des 100 dollars, les autorités kurdes ont bénéficié d'une fenêtre historique durant laquelle l'indépendance économique et financière de la région était assurée. Les crises politiques, économiques et sécuritaires qui ont suivi ont grandement affaibli depuis leur capacité d'autonomie économique. Pourtant, depuis 2014, la région tient bon, même avec une économie ralentie.

A la recherche de légitimité

Un des enjeux du référendum sur l'indépendance du Kurdistan est territorial. Il s'agit de montrer à Bagdad que les populations des ex-«territoires disputés» sont acquiescées à la cause kurde et qu'elles soutiennent le processus de séparation de la région kurde du reste de l'Irak. Erbil s'assurerait ainsi une légitimité territoriale sur ces zones dont le statut n'a jamais été précisé, alors qu'une loi existait pourtant, qui devait permettre aux populations de choisir leur devenir. Pour le président du

Le «oui» triomphe, le blocus menace

Les partisans de l'indépendance du Kurdistan irakien ont remporté 93% des voix lors du référendum.

Les résultats du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien viennent tout juste de tomber: presque 93% de oui, avec une participation de 72% (3,3 millions de votants et plus de 2,8 millions pour le oui). A Erbil, il est 17 heures mercredi lorsque des klaxons et quelques drapeaux sont agités. Mais la ville est encore calme. Pour l'instant, les expressions de joie sont toujours assez contenues. A vrai dire, Erbil est resté très calme toute la journée de mercredi. Tout comme le reste du Kurdistan d'ailleurs. Même à Kirkouk, ville multiethnique où le référendum n'était pas attendu avec enthousiasme par une partie de la population non-kurde, aucun incident n'est à déplorer. Pourtant dimanche encore, la tenue du scrutin n'était pas assurée partout. Les bureaux de Kirkouk n'ont été livrés en bulletins que lundi matin très tôt.

La participation demeure forte et il s'agit certainement d'une victoire importante pour le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et le président de la région qui va pouvoir capitaliser sur ces résultats. Localement, dans les zones tenues par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), la participation risque d'être moindre. Elle le sera encore moins dans certaines bourgades des «territoires disputés». En attendant la ventilation des résultats par ville, les interrogations portent désormais sur la



réaction des pays voisins. A l'étranger, ce scrutin est largement critiqué, tout particulièrement par la Turquie, la Syrie et l'Iran, pays voisins comptant des minorités kurdes.

Les vols pourraient être suspendus à partir de vendredi. Certains voyageurs ont d'ores et déjà avancé leur départ, préférant devancer des éventuelles restrictions. Les frontières terrestres, elles, restent ouvertes jusqu'à nouvel ordre. Le risque d'un blocus économique ne semble pas inquiéter les responsables locaux qui affirment avoir des garanties. Pourtant ce scénario serait un des pires qui puisse se produire, la région ayant besoin de voix de circulations vers l'extérieur pour l'exportation de ses matières premières et l'importation de produits manufacturés.

CYRIL ROUSSEL (à Erbil)

GRK, Massoud Barzani, cette loi est enterrée depuis la percée jihadiste de 2014 et plus aucune négociation ne sera entreprise avec Bagdad sur les territoires sous contrôle peshmerga. En s'assurant une frontière méridionale qui intégrerait, en plus des trois provinces historiques d'Erbil, Dohuk et Souleimaniye, Kirkouk et les secteurs récupérés en 2014 et 2015 sur l'EI, la région kurde se garantirait une viabilité économique de fait.

Enfin, et c'est bien là aussi un point essentiel pour les Kurdes, entrer dans un processus d'indépendance c'est tenter de légitimer leur place sur la scène internationale. Et c'est bien ce que recherchent les autorités d'Erbil. Mettre la question kurde au cœur de l'agenda diplomatique des grandes puissances – ce qui

pourrait leur assurer une certaine audience – est peut-être devenu vital pour eux, qui voient se renforcer à nouveau le pouvoir de Bagdad, avec en arrière-plan la puissance iranienne. Jusqu'à aujourd'hui, les autorités kurdes étaient cantonnées dans un face-à-face avec l'Etat fédéral irakien, sans reconnaissance juridique internationale. Elles sont aujourd'hui persuadées qu'il est temps de sortir de ce huis clos à haut risque pour tenter d'échapper à la menace des milices chiites pro-iraniennes massées au sud des derniers villages contrôlés par les peshmergas, en faisant fructifier leur collaboration dans la guerre contre le terrorisme. Changer le statut du Kurdistan ne pourra se faire qu'avec l'approbation d'une partie de la communauté internationale, via

l'ONU. En forçant la main à tous ses partenaires de la coalition internationale contre l'Etat islamique, le président Barzani les oblige aussi à se positionner vis-à-vis des nouvelles lignes de fractures qui reconfigurent un Moyen-Orient dorénavant dominé par l'Iran et de poser la question du rôle que pourraient y jouer les Kurdes. ◆

(1) J.R. Hiltmann, «Les frontières incertaines du Kurdistan», *Le Monde diplomatique*, mars 2010.

(2) B. Baban, «L'évolution récente du statut du Kurdistan irakien: la transition d'un Etat fédéré de facto à un Etat fédéré de jure», *Revue de recherche Juridique*, 2008-3.

(3) L'activation de ce pipeline, en 2014, représente un grand défi lancé par le GRK à Bagdad. Il a entraîné une crise d'une ampleur sans précédent entre l'Etat irakien et la région kurde, crise dont le pays n'est pas sorti et sur laquelle se sont additionnées la percée jihadiste et la chute des cours du baril, qui plonge l'ensemble du pays dans une crise économique.

Q&A How would a divorce between Baghdad and Irbil take shape?

By Nabih Bulos / September 27, 2017
<http://www.latimes.com>

On Wednesday, Kurdish officials released the official results of a referendum wanted by no one but the Kurds and whose outcome was never in doubt. A crushing majority, some 92% of the 3 million Kurds who voted Monday, want to secede from Iraq to form their own state.

Here's a look at what the referendum could signify.

First off, who are the Kurds?

The Kurds are an ethnic minority who hail from the mountainous region encompassing parts of what are now Iraq, Turkey, Syria and Iran. They number anywhere from 28 million to 46 million people, according to estimates from both the Central Intelligence Agency's Factbook and the Paris-based Kurdish institute.

That makes them the fourth largest ethnic minority group in the region, one with their own culture and language (with several dialects). Yet they have never had a state of their own.

While most follow the Sunni Muslim faith, a small number of Kurds adhere to Shiite Islam, Christianity and other religions.

They came close to achieving their dream of a "Kurdistan," literally "land of the Kurds," in the tumultuous period after World War I. In 1920, with the Ottoman Empire defeated, Western powers signed the Treaty of Sevres, which portioned off a section of what is now Turkish territory for a Kurdish homeland.

The agreement, however, was usurped three years later by the Treaty of Lausanne. This time, the Kurds were given nothing. Since then, they have fought bitterly as a restive minority against governments who often viewed them as fifth columnists.

And what about Kurds in Iraq?

It was no different in Iraq, where Kurds are the country's largest ethnic minority, making up 15% to 20% of the population in 2017. There, Kurdish leaders led successive revolts against Baghdad, even allying themselves for a time with the United States and Iran against Iraqi strongman Saddam Hussein. He retaliated with a so-called Arabization drive, targeting scores of non-Arab villages for destruction and deporting their inhabitants, with Arab families encouraged to settle in their stead.

He also launched the Anfal campaign, a brutal, three-year operation that included summary executions, mass disappearances, aerial and ground offensives, and even chemical warfare. Conservative estimates say 50,000 to 100,000 Kurds were killed; others put the figure as high as 182,000.

Anfal culminated in September 1988 in a chemical weapons attack on the Kurdish-dominated city of Halabja that killed thousands of



A Kurdish flag hangs in the Irbil International Airport on Wednesday. Iraq's prime minister ordered the country's Kurdish region to hand over control of its airports to federal authorities or face a flight ban. ((Khalid Mohammed / Associated Press))

civilians. (The attack earned its commander, Ali Hassan Majid, the moniker "Chemical Ali.")

After the U.S. invasion in 2003, the new Iraqi Constitution established a semi-autonomous region over the three Kurdish-majority provinces of Irbil, Sulaimaniyah and Dohuk under the authority of the Kurdistan Regional Government, or KRG, in Irbil. Longtime Kurdish nationalist fighter Masoud Barzani was installed as president.

Some territories, including Kirkuk, the oil-rich province that is a perennial tinderbox, remain under dispute between Baghdad and Irbil.

So why hold a referendum now?

Many Kurds say they are fed up with Iraq.

We have a constitution where we are equal, to be treated as first-class citizens, but it never came true.

— Ari Mamshae, a staffer in KRG leader Masoud Barzani's office

"Who wants to be part of this failed state? We agreed to have a federal, stable, democratic country. We don't see that, we see the opposite. No one would want to be part of this," Ari Mamshae, a staffer in Barzani's office who was involved with the referendum campaign, said in a phone interview Wednesday.

"We have a constitution where we are equal, to be treated as first-class citizens, but it never came true."

Kurds now enjoy unprecedented influence in the country. They played an instrumental role in rolling back Islamic State's juggernaut gains in 2014, and have become the U.S.-led coalition's primary ally among the different Iraqi security services.

With Islamic State on the back foot, especially after the loss of its de facto Iraqi capital of Mosul, Kurdish leaders say it's time to move

forward with separation, even while insisting that they will still be a partner against the militants.

They add that, like "Brexit," independence is a process that will come through negotiation and take place in one or two years.

Virtually all of the international community is unconvinced, leaving the Kurds, as an old Kurdish saying goes, with "no friend but the mountains."

How easy is it to separate?

Kurdish leaders say there will be no immediate declaration of independence, but the vote gives them a mandate to negotiate a friendly divorce from Baghdad. The question is whether Baghdad is ready to negotiate.

"If the Kurds turned around and said 'we just want our three provinces', there would be a lot of sympathetic ears to that in Baghdad. ... But because they insist on Kirkuk, — that's what makes conflict likely," said Zaid Ali, an Iraq expert and author of the book "The Struggle for Iraq's Future" who was contacted by phone Wednesday.

It would be messy in social terms. The disputed areas include ethno-religious communities interspersed with Arab tribes. It's unclear how many would prefer to live in a Kurdish state, and whether Arabs could remain. Kurdish cities have also become a refuge for the multitude of those displaced by Iraq's seemingly unending series of wars.

Economically, the KRG boasts of stability not found anywhere else in Iraq, with investments that have transformed once dilapidated streets into an ersatz imitation of Dubai's boulevards.

And of course there's oil. Oilfields in a Kurdistan that includes disputed areas such as Kirkuk, a perennial tinderbox between Baghdad and Irbil, would grant the KRG production of almost 600,000 barrels per day, according to a 2016 report from the Kurdish Ministry of National Resources. Baghdad, which is already suffering a budget crisis due to low oil revenues, cannot countenance losing these resources.

How have other countries reacted?

The United States said it was "deeply disappointed" with the decision to go forward →

→ with the referendum.

“The United States’ historic relationship with the people of the Iraqi Kurdistan region will not change in light of today’s non-binding referendum, but we believe this step will increase instability and hardships for the Kurdistan region and its people,” State Department spokeswoman Heather Nauert said in a statement Monday.

Iran and Turkey, who fear a similar bid for statehood by their own Kurdish minorities, say their relationship will change. As the KRG’s main trading partners, they have threatened to establish a de facto embargo by shutting down all commercial traffic and oil pipelines, effectively strangling the Kurdistan economy. Turkish forces, meanwhile, are running joint exercises with the Iraqi army on the border between the two countries, in anticipation of any violence.

But if the Iraqi Kurds press ahead with independence, their neighbors might come around to the idea.

“I think Turkey would be at the front of the queue, because Turkey would benefit the most from an independent Kurdistan,” said David L. Phillips, a former State Department advisor who now heads Columbia University’s Institute for the Study of Human Rights.

The landlocked Iraqi Kurdish region already exports its oil through a pipeline to Turkey and

imports many consumer goods from the country.

“Construction contracts, oil transports, energy supplies, sale of Turkish consumer goods and a buffer between Turkey and Shiite Arab Iraq are all assets for Turkey,” Phillips said.

Kurdish populations in neighboring countries have also taken notice. Syrian Kurdish leader Saleh Muslim said in an interview with London-based daily Al-Sharq Al-Awsat that his forces — Kurdish militiamen who, coincidentally, are the United States’ top ally in Syria — were ready “to stand by the Kurdish people in the Kurdistan region if it is attacked.”

Activists also posted videos of protests held in Turkey and Iran in solidarity with the referendum.

And what about Baghdad?

Iraqi lawmakers, infuriated by Kurdish leaders’ intransigence, authorized Iraqi Prime Minister Haider Abadi on Wednesday to deploy troops to Kirkuk and secure the oil fields, part of a 13-point list of demands that would close off the Kurdish enclave and prosecute its leaders. There would be no negotiations until the referendum was annulled.

Kurdish authorities, meanwhile, were given until Friday to hand over control of their airports and other border crossings — a proposi-

tion the Kurdish transportation minister, Mawlood Bawamurad, dismissed out of hand in a press conference Wednesday.

“As a result of this political maneuvering, the rhetoric has escalated, and on Iraqi TV there are loads of military leaders saying stuff like we won’t compromise on a single inch of Iraqi soil,” said Iraq expert Ali.

“It can easily spiral out of control.”

Ramzy Mardini, a non-resident fellow at the Atlantic Council, said in an e-mail Wednesday that Abadi is being forced to escalate his position in order to save face and maintain his political survival.

“We now have two leaders in Baghdad and Irbil that are locked in within their electoral cycles and playing to their audiences in the midst of heightened Arab and Kurdish nationalism,” he wrote.

“It has been a game of chicken, but that game has not ended with the referendum.”

Nevertheless, Abadi insisted on Wednesday in a speech to parliament that there would be no fighting between “Iraqi brothers.”

“We will impose the rule of Iraq in all areas of [the Kurdish region] by the force of the constitution,” he said. “Kurdish citizens are Iraqis and they will remain so.” ♦



SEPTEMBER 28, 2017

Kurdistan plans a gas-powered leap forward

ERBIL, September 28, 2017

www.theoilandgasyear.com

The Kurdistan Region of Iraq voted overwhelmingly in favour of independence from Iraq in a non-binding referendum on September 25, 2017. The full implications of this vote are not yet clear. However, regardless of its legal status, the regional government has followed up more than a decade of development in its oil production abilities with major steps toward a viable gas revolution.

Commentators emphasising the importance of oil in the referendum have missed a bigger story: Natural gas is at the heart of Kurdistan’s vision for its independent economic development.

TOGY’s latest story map charts the Kurdistan Region’s history of oil and gas development, profiling its key assets and the recent moves to revive oil production and pave the way for growth centred on gas.

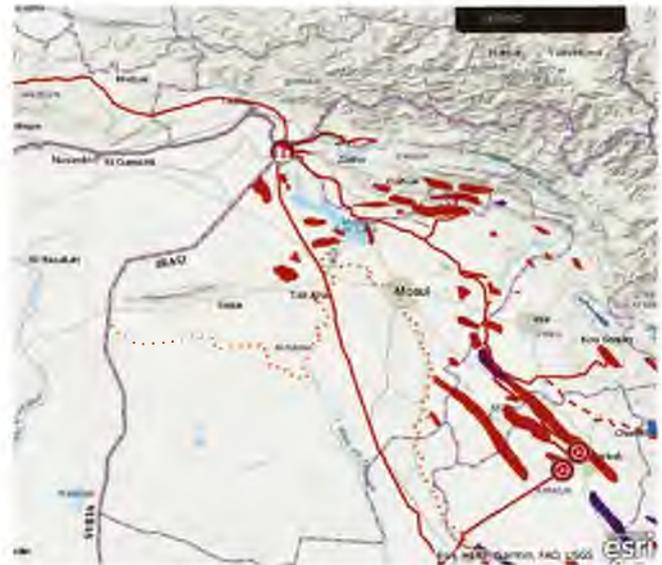
While the Kurdistan Regional Government (KRG) has made a number of recent moves to resume output at its oil assets by settling its oil sales debts, such as its August improvement of contract terms for Genel Energy and DNO and USD 15-million payment to Gulf Keystone, the new wave of activity the government is courting is heavily focused on gas.

In mid-September, sources told TOGY that Rosneft was in talks with officials from the KRG to help fund and build a pipeline that would export natural gas into Turkey and Europe. After the company went public with the news, international media reported that the deal, including a parallel pipeline investment in the region, would be worth more than USD 1 billion.

Rosneft’s show of interest in gas infrastructure comes three months after June’s revelation that the company had signed five production-sharing agreements covering five blocks in the region. The company has also stoked its ties with the KRG by lending a portion of the funds the government used to settle a long-running arbitration with the Pearl Petroleum consortium, paving the way for ramped-up production at Khor Mor and Chemchemical, two of the region’s major gasfields.

The Khor Mor field went on stream in 2008 and now produces about 9.2 mcm (325 mcf) of gas per day. Gas is transported via pipeline to the Bazian and Erbil power plants. The field’s gas processing facility also includes two LPG trains.

The Chemchemical field has not yet been developed, but contains 58.6



bcm (2.07 tcf) in recoverable gas. While no specifics have been announced, Crescent Petroleum CEO Majid Jafar has said the consortium intends to more than double its production in the region to 22.7 mcm (800 mcf) of gas per day in the next two years.

New pipeline infrastructure will be key to bringing more of Kurdistan’s gas assets on stream. The Kurdamir and Topkhana oil and gasfields and the Miran and Bina Bawi gas and condensate fields will be key among these. While Kurdamir and Topkhana are primed for development once a pending gas sales deal is inked, Miran and Bina Bawi were the subject of a fresh agreement in February between the KRG and Genel, which is seeking partners as it pushes ahead with the project. □

Le Kurdistan seul au monde après son référendum

THIERRY OBERLÉ [@ThierryOberle](#)

MOYEN-ORIENT La pression monte sur Massoud Barzani. Le président de la région autonome du Kurdistan irakien n'a pas savouré longtemps le triomphe du oui, qui a recueilli 92,73 % des suffrages au référendum sur l'indépendance, avec une participation de 72 % des électeurs. L'élan de ferveur et d'enthousiasme nationaliste soulevé par la victoire des partisans du divorce avec l'Irak s'est fracassé, avant même l'annonce des résultats officiels, sur les grandes manœuvres de Bagdad et des pays voisins contre le séparatisme kurde. L'offensive conjointe de l'Irak, de l'Iran et de la Turquie vise à isoler géographiquement l'enclave sécessionniste, à l'étrangler économiquement et à serrer l'étreinte en déployant des troupes aux portes tenues par les pechmergas, les combattants kurdes.

Fermeture des aéroports

Ce sont tout d'abord les vols internationaux qui sont touchés. Le premier ministre irakien, Haïder al-Abadi, a exigé la restitution du contrôle des aéroports internationaux d'Erbil et de Souleïmanieh, les deux principales villes du Kurdistan irakien, faute de quoi un embargo international serait imposé à la région. Le gouvernement kurde lui a opposé une fin de non-recevoir. Les compagnies aériennes étrangères devraient donc cesser de desservir ces destinations dès la fin de l'ultimatum qui s'achève vendredi dans l'après-midi. Seuls les vols intérieurs devraient être maintenus à compter de cette date. Hier soir, le ministre kurde des Transports, Mowlud Murad, a accepté de tenir des discussions sur l'envoi d'observateurs irakiens dans les deux aéroports.

De son côté, le Parlement irakien a voté l'envoi de troupes dans la région de Kirkouk, une cité pétrolifère sous contrôle kurde depuis la débâcle en 2014 de l'armée irakienne devant l'insurrection des djihadistes de l'État islamique. La ville multiethnique que le Kurdistan irakien entend annexer est une poudrière. Les Kurdes indépendantistes y côtoient des Arabes et des Turkmènes farouchement opposés à un rattachement au Kurdistan. Le moindre incident entre communautés peut provoquer une réaction en chaîne, alors que la province n'est pas encore débarrassée de Daech. Une poche de l'État islamique résiste toujours à Hawija, à une quarantaine de kilomètres de Kirkouk. Elle est sous le feu des milices chiïtes qui se disent aussi prêtes à en dé-



Un homme danse au moment de voter, dimanche dernier, dans un bureau d'Erbil lors du référendum sur l'indépendance. EMILY IRVING SWIFT AHMED DEEB/AFP

coudre avec les Kurdes s'il le faut. Véritable coffre-fort pétrolier et gazier, Kirkouk est l'épicentre de la querelle territoriale entre l'État central et la région du Kurdistan irakien. Son sous-sol contient 40 % des réserves de brut de l'ensemble de l'Irak. Et l'exploitation de ses champs d'hydrocarbures assure au gouvernement kurde une grande partie de ses recettes.

Le Parlement irakien réclame également un déploiement de troupes dans la plaine de Ninive et dans la région de Sinjar, les deux autres territoires disputés entre Bagdad et Erbil, où les Kurdes ont étendu leur contrôle à la faveur de la guerre victorieuse contre Daech.

L'Irak est encouragé, voire poussé, par l'Iran, qui craint un réveil de son importante minorité kurde à défendre l'intégrité de sa souveraineté. Ankara joue un rôle clé dans la stratégie d'étranglement de l'entité kurde. Le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a longtemps été le seul allié de Massoud Barzani dans la région, a mis en garde contre un risque de « guerre ethnique et confessionnelle », si le Kurdistan irakien menait à terme son projet.

La Turquie est en mesure d'asphyxier la région rebelle. Elle peut, du jour au lendemain, provoquer de terribles pénuries en fermant le poste frontière d'Habur par lequel un flot continu de camions approvi-

sionne en denrées et produits manufacturés le Kurdistan. Cette mesure aurait toutefois un coût pour Ankara, qui exporte annuellement environ 8 à 10 milliards de dollars vers Erbil et obligerait Ankara à trouver d'autres routes, « via l'Iran ou par la mer », pour continuer « de commercer avec le gouvernement central irakien », comme l'a indiqué le ministre des Douanes turc, Bulent Tufenkci. La Turquie peut surtout paralyser le terminal turc de Ceyhan. Une fermeture de l'oléoduc priverait le Kurdistan de tous ses revenus pétroliers officiels.

Face à ces risques d'explosion régionale, les États-Unis se sont dits « profondément déçus » par leurs amis kurdes. Engagée dans des projets gaziers avec Erbil, la Russie s'est montrée plus réservée, disant considérer « avec respect les aspirations nationales kurdes ».

Massoud Barzani, qui s'attendait à affronter une telle tempête, a invité mardi soir les Irakiens à des « négociations afin d'aboutir à un meilleur avenir ». Il reste convaincu que le temps de l'apaisement viendra. Un pari pour le moins osé. « Nous ne discuterons jamais du résultat » du scrutin, a répondu l'Irakien al-Abadi, pour qui la consultation populaire n'a pas plus de valeur qu'un sondage. Entre le premier ministre irakien et le président kurde, le bras de fer ne fait que commencer. ■

Kurdistan irakien. Un référendum qui bouleverse le Moyen-Orient

Paris le 29/09/2017

//www.courrierinternational.com

Après le triomphe du oui lors du référendum sur l'indépendance organisé le 25 septembre dans le Kurdistan irakien, les médias israéliens, arabes, iraniens et turcs se demandent quel impact aura cet événement sur la carte de la région.

Le oui l'a massivement emporté lors du référendum sur l'indépendance organisé le 25 septembre dans le Kurdistan irakien : 92,7 % avec une participation de plus de 72 % de votants.

L'envoyé à Erbil de Ha'Aretz, le quotidien israélien de gauche, est stupéfait.

J'ai entendu des Kurdes reprendre avec enthousiasme l'idée d'une alliance avec Israël et montrer peu de sympathie pour les Palestiniens. Il semble que pour beaucoup d'entre eux, Israël est le modèle à suivre.

Même ton dans le Yediot-Aharonot, le quotidien du centre droit de Tel-Aviv qui explique la nécessité pour Israël de soutenir l'établissement d'un État kurde "pour des raisons stratégiques et morales". Ajoutant que le nationalisme kurde n'a rien à voir avec celui des Palestiniens pour qui l'indépendance veut dire nuire à l'État hébreu, alors que l'indépendance kurde "signifie une contribution à la stabilité régionale".

Pourquoi leur reprocher l'amour d'Israël ?

Aux nombreux articles dans la presse arabe qui voit dans un État kurde "un nouvel Israël au Moyen-Orient", le quotidien panarabe Al-Hayat répond :

Il est douloureux de constater qu'Israël est le seul État au monde à avoir soutenu le référendum kurde, alors qu'il refuse de régler le problème



Une banderole pour le référendum du 25 septembre 2017, à Erbil, le 24 septembre 2017, Kurdistan irakien. PHOTO / REUTERS.

palestinien. Cette position risque de faire naître chez les Kurdes un amour d'Israël – une accusation portée par les Arabes contre les Kurdes, bien avant le moindre flirt avec l'État hébreu. Les attaques arabes ont poussé les Kurdes dans les bras d'Israël. Aujourd'hui, des voix arabes mais aussi iraniennes et turques se demandent avec étonnement : 'pourquoi les Kurdes nous haïssent et aiment l'État hébreu ?'

Barzani "rend service à Daech"

L'obsession d'Israël, on la retrouve aussi en Iran. À Téhéran, le quotidien ultraconservateur Javan, proche des gardiens de la révolution, voit les mains de Jérusalem derrière la tenue du référendum. "Israël s'inquiète de l'énergie créée dans la lutte contre Daech. Il a peur qu'après avoir vaincu l'État islamique, le potentiel des combattants expérimentés pakistanais, irakiens, afghans, syriens, libanais et iraniens, en Irak et en Syrie, soit utilisé pour la libération du plateau du Golan. Voilà

pourquoi il cherche à ce que ces forces soient occupées à résoudre une autre crise."

Le quotidien gouvernemental Iran s'en prend, le 27 septembre, à Massoud Barzani [président régional du Kurdistan] qui, en organisant le référendum, "a détourné l'attention de la lutte contre Daech au Moyen-Orient" et "a ainsi rendu service aux combattants de l'État islamique et entravé la lutte contre le terrorisme. Barzani n'a-t-il pas poussé le peuple du Kurdistan dans une aventure coûteuse juste pour se débarrasser de ses problèmes en tant que leader ?"

Peur turque de la contagion

Enfin entre nationalisme et pragmatisme, la presse turque semble divisée. Le résultat du référendum inquiète le voisin turc. Les éditorialistes ont peur de la contagion séparatiste, la Turquie hébergeant la plus grande minorité kurde du monde [entre 12 et 15 millions de Kurdes].

"C'est la première fois depuis la création d'Israël [en 1948] que la carte de la région est à ce point bouleversée. Pour la Turquie comme pour d'autres pays, il s'agit d'une nouvelle donne géopolitique d'importance majeure. À présent, chaque pays de la région peut voir son intégrité territoriale potentiellement menacée", estime Ibrahim Karagül, un proche de Recep Tayyip Erdogan, dans les colonnes du titre islamo-nationaliste Yeni Safak.

Reste à trouver un moyen pour faire pression sur le voisin kurde. "Un des moyens de pression utilisable est la fermeture du poste frontière de Habur par lequel transite le commerce avec l'Irak. La moitié de ces exportations en direction de l'Irak sont destinées au Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak. Mais alors que, pour de multiples raisons, notre commerce extérieur n'a cessé de s'affaïsser ces dernières années, cette solution est-elle vraiment réaliste, ou n'est-ce qu'une façon de se tirer une balle dans le pied ?" s'interroge le journal d'opposition Hürriyet. ■

LesEchos

30 SEPTEMBRE 2017

Le Kurdistan irakien sous blocus aérien

Yves Bourdillon Le 30 / 09 / 2017 www.lesechos.fr

Bagdad exige qu'Erbil déclare caduc son référendum d'indépendance. Elle a ordonné la suspension de toutes les liaisons aériennes commerciales vers ou au départ des deux aéroports internationaux.

C'est un cas comptant peu d'équivalent dans le monde depuis des décennies, hors situation de guerre. Le Kurdistan irakien fait l'objet d'un blocus aérien depuis vendredi soir. Bagdad a ordonné la suspension de toutes les liaisons aériennes commerciales vers ou au départ des deux aéroports internationaux, Erbil, la capitale, et Souleimaniyeh, de cette région du nord de l'Irak. Une décision approuvée par tous ses voisins, pourtant rivaux, et surtout par la Turquie, unique débouché du pétrole du Kurdistan, qu'elle



L'aéroport international d'Erbil est vide. Son dernier vol a décollé vendredi en soirée./AFP PHOTO/

menace de fermer. L'Irak a annoncé samedi matin un embargo pétrolier sur Erbil.

RENIER 93 % DES ÉLECTEURS

L'objectif de ce blocus aérien est clairement d'étrangler économiquement le Kurdistan irakien, coupable d'avoir organisé lundi dernier un référendum par lequel ses 3.5 millions d'électeurs se sont prononcés à 93 % en faveur de l'indépendance.

► Un scrutin jugé illégal à Bagdad, Ankara, Damas et Téhéran, pays menacés par les velléités d'indépendance de leurs minorités kurdes. « Il n'y a aucune négociation, ni officielle, ni secrète, avec les responsables kurdes. Et il n'y en aura pas tant qu'ils ne déclareront pas les résultats du référendum caducs », a déclaré Bagdad. Une capitulation d'Erbil qui semble impensable, puisqu'elle imposerait à l'exécutif kurde de déclarer nulle et non avenue l'expression de la volonté de 93 % de sa population...

Erbil dénonce une « punition collective ». Bagdad exige aussi qu'Erbil, qui jouit de facto d'une très large autonomie depuis 1991, lui remette le contrôle de ses postes frontières et aéroports et a pris les premières mesures en ce sens samedi. L'isolement d'Erbil est aussi diplomatique : son allié américain, qui a financé et formé ses combattants peshmergas, a déclaré samedi qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats du référendum « illégal et unilatéral ».

0,6 % DU COMMERCE MONDIAL D'OR NOIR CONCERNÉ

La suspension des liaisons internationales (hors vols diplomatiques ou militaires) du Kurdistan a poussé les étrangers, travailleurs humanitaires,

cadres du pétrole et journalistes, à se précipiter sur les derniers vols pour éviter d'être pris au piège. En effet, ils ne pourraient quitter la région par la route car le visa fourni à l'arrivée à Erbil n'est pas reconnu par Bagdad. Le Kurdistan irakien exporte 550.000 barils par jour de pétrole, soit 0,6 % du commerce mondial d'or noir. La menace d'une fermeture de l'oléoduc turc a contribué à une hausse de 0,5 % des cours vendredi, à 57,66 dollars le baril, une prise en compte d'un risque géopolitique inédite depuis trois ans.

UN RÉPIT POUR DAECH

Des soldats occidentaux sont aussi déployés au Kurdistan, où ils assistent l'effort de guerre kurde contre les djihadistes de Daech. Un effort de guerre que Washington a dit craindre vendredi de voir dispersé.

Erbil est desservi par des compagnies iraniennes, turques, irakiennes, qatari, égyptienne, allemande, britannique et jordanienne. Toutes ont annoncé qu'elles suspendaient leurs liaisons à partir de vendredi, sauf Lufthansa. Les vols en provenance d'Iran ont déjà été suspendus la veille du référendum. ■

Le Monde 29 SEPTEMBRE 2017

Le Kurdistan vote massivement pour l'indépendance

Sans fermer la porte au dialogue, Bagdad a adopté une série de sanctions contre la région autonome

ERBIL - correspondance
BAGDAD - envoyée spéciale

Le succès du référendum de lundi 25 septembre sur l'indépendance du Kurdistan irakien était considéré comme acquis. Mercredi, à Erbil, la capitale de la région autonome, les représentants de la Haute Commission indépendante kurde pour les élections et le référendum ont annoncé la victoire écrasante du oui à l'indépendance, qui a rassemblé 92,73 % des suffrages pour une participation donnée à 72,16 % des 4,6 millions d'inscrits.

Le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, à l'initiative du référendum, n'avait pas attendu la publication des résultats pour annoncer, la veille, le début d'une « ère nouvelle » pour les habitants de la région autonome et des zones au-delà contrôlées par les forces kurdes, appelés aux urnes. Sans pour autant proclamer la victoire ni faire d'annonce significative sur la suite du processus qui devra mener à l'indépendance, il a parlé de « difficultés » à venir tout en promettant un « avenir meilleur » pour le Kurdistan.

Au sein de son parti, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), on défend la position officielle qu'il a fixée dans un vague appel « au dialogue » et à la « résolution des problèmes » par la « négociation ». « Le référendum n'est pas un but en soi, c'est un moyen d'ac-

céder à l'indépendance. Nous devons être très prudents, toutes les portes de la négociation sont ouvertes », déclare Ali Hussein, un haut responsable du PDK.

Ultimatum

Le Parlement irakien n'a pas envoyé le même signal, en votant mercredi une série de sanctions avant même la proclamation des résultats du référendum. Présent à cette session, où seuls manquaient les députés kurdes, le premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, a assumé ces sanctions et plaidé pour l'ouverture d'un dialogue « dans le cadre de la Constitution », à la condition que le résultat du scrutin soit annulé.

Parmi ces mesures de rétorsion figurent, notamment, la fermeture des postes-frontières contrôlés par les forces kurdes et l'ouverture de poursuites judiciaires contre les responsables et les fonctionnaires qui ont organisé ou participé au référendum. Le Parlement a validé l'ultimatum de 72 heures lancé la veille par le gouvernement irakien aux autorités kurdes, leur enjoignant de remettre le contrôle de leurs deux aéroports aux autorités fédérales, sous peine d'interdire tous les vols dès vendredi. Des compagnies aériennes comme EgyptAir et Middle East Airlines (Liban) ont déjà annoncé l'arrêt de leurs vols à partir de cette date.

Mais Bagdad semble disposé à accorder un répit à M. Barzani.

Opter pour une solution militaire pourrait coûter à Bagdad le soutien unanime de la communauté internationale

« Au Parlement, M. Abadi a voulu montrer qu'il est à l'initiative de ces mesures fortes, mais il a aussi fait comprendre qu'il ne serait pas plus dur, sinon ce serait renforcer M. Barzani. Les autres partis politiques comprennent cela », commente Ahmed Al-Rushdi, conseiller diplomatique du président du Parlement, Selim Al-Joubouri.

Opter pour une solution militaire pourrait coûter à Bagdad le soutien unanime de la communauté internationale, au nom du respect de l'unité de l'Irak. Selon des experts étrangers, M. Abadi ne devrait pas imposer dans l'immédiat aux ambassades étrangères de fermer leurs représentations à Erbil, comme l'exige le Parlement. Il pourrait envisager des arrangements comme celui proposé mercredi par le gouvernement kurde d'autoriser la présence d'observateurs fédéraux dans ses aéroports.

L'envoi de forces de sécurité pour reprendre les territoires disputés, notamment à Kirkouk et dans ses champs pétroliers, requis par le Parlement, ne semble

pas imminent. Devant les chefs des forces armées irakiennes, mardi, M. Abadi a écarté l'option militaire contre Erbil, donnant la priorité à la lutte contre l'organisation Etat islamique. L'attaque surprise menée par les djihadistes, mercredi, à Ramadi, la capitale de la province de l'Anbar libérée début 2016, conforte ce choix.

A Kirkouk, la menace de Bagdad n'est pas prise au sérieux. « Je ne crois pas que ces menaces seront suivies d'effet. Il faut à tout prix négocier. Si c'est impossible, nous répondrons à une intervention militaire de Bagdad par la force », promet Wasta Rassoul, le commandant des forces kurdes de Kirkouk. Les milices chiites irakiennes déployées dans la région, hostiles à l'indépendance kurde, se gardent de toute surenchère pour le moment.

« Il y a des mécanismes dans la Constitution pour régler la question des territoires disputés, assure Laïth Al-Adhari, membre du bureau politique du mouvement chiite Asaib Ahl Al-Haq. Tant que nous n'en aurons pas fini avec ce cancer qu'est le soi-disant Etat islamique, on ne pourra pas parler de solution militaire au Kurdistan. Aux Kurdes d'en profiter et d'écouter la voix de la sagesse. Mais si M. Barzani s'entête à créer un fait accompli à Kirkouk, nous serons dans l'obligation d'intervenir. » ■

ALLAN KAVAL
ET HÉLÈNE SALLON

Référendum d'indépendance: le Kurdistan irakien joue gros en fâchant la Turquie

Erdogan a menacé de couper les liens économiques forts tissés avec le Kurdistan irakien. Bluff ou non, la partie de poker a débuté.

Par Clément Daniez, le 30/09/2017
http://www.lexpress.fr

Après le référendum d'indépendance au Kurdistan irakien, les bruits de moteur vont-ils se faire plus rares à Khalil Ibrahim? Ce poste-frontière est l'unique point de passage officiel entre la Turquie et l'Irak. Il voit transiter chaque jour des centaines de camions remplis de produits turcs, que l'on peut retrouver quelques heures plus tard dans les magasins ou sur les étals des marchés de la région autonome du Kurdistan irakien (GRK).

Au même titre que Bagdad et Téhéran, Ankara a vivement condamné la tenue du scrutin de lundi, où le "oui" l'a emporté à près de 93%. "Quand les camions cesseront de traverser la frontière vers le nord de l'Irak, [les Kurdes irakiens] ne trouveront plus rien à manger, ni de quoi se vêtir", a menacé dès le lendemain le président turc Recep Tayyip Erdogan.

En fâchant la Turquie, le Kurdistan irakien joue gros. Son modèle actuel repose en effet sur les relations économiques avec son puissant voisin, qui pèsent une dizaine de milliards d'euros par an. La Turquie achète du pétrole aux Kurdes, qui achètent en retour des produits turcs. "Dès que nous aurons fermé les vannes, ce sera terminé. Tous leurs revenus s'évaporeront", a prévenu Erdogan.

INTERDÉPENDANCE ENTRE ANKARA ET ERBIL

Il y a une menace, mais pas encore ultimatum. Seuls les vols commerciaux à destination du Kurdistan irakien ont pour l'instant été annulés, Ankara appelant par ailleurs à la tenue d'un sommet avec Bagdad et Téhéran pour convenir des réponses à donner au référendum.



Le gouverneur de Kirkouk Najim al-Din Karim montre son doigt taché d'encre après avoir voté, le 25 septembre 2017.
afp.com/Marwan IBRAHIM



Le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, lors d'un rassemblement en faveur du référendum d'indépendance, le 22 septembre 2017 à Erbil.
afp.com/SAFIN HAMED

Et pour cause: la Turquie dépend moins du Kurdistan irakien que l'inverse, mais elle pourrait y laisser des plumes. "La Turquie et le Kurdistan irakien sont deux territoires dans une structure d'interdépendance, mais à dominante turque", explique Hardy Mède, docteur en sciences politiques et spécialiste de l'Irak.

Ainsi, au Kurdistan irakien, les biens de consommation sont-ils très majoritairement turcs. Cette interdépendance concerne également les investissements, rendus possibles par la fin de l'embargo, imposé du temps de Saddam Hussein, et la recherche, sous Erdogan, d'opportunités économiques dans tout le Moyen-Orient. "La moitié des entreprises étrangères installées au Kurdistan sont turques, indique le géographe Cyril Roussel, chercheur au CNRS. C'est un intérêt partagé. Il y a une imbrication politique et économique très forte."

DES CONTRATS À HONORER

Rien ne permet pour l'heure d'affirmer que la Turquie est prête à aller jusqu'au blocus. Mais l'économie va inévitablement peser sur la décision d'Ankara. "Entre le gouvernement régional et la Turquie, il y a un contrat signé sur 50 ans pour l'export de pétrole. Et La Russie vient d'annoncer la construction d'un gazoduc pour permettre au Kurdistan irakien d'exporter son gaz vers l'Europe via la Turquie", raconte Hardy Mède.

Selon le chercheur, qui a participé au dernier numéro de la revue Anatoli consacré aux Kurdes, Erbil a calculé son coup: "Il y a toujours le risque d'une opération militaire, mais les Kurdes irakiens se disent prêts. Si le dialogue n'est pas possible, l'option de l'indépendance s'impose par défaut. Bagdad va céder, car ne pas dialoguer serait donner au GRK un prétexte pour déclarer vraiment l'indépendance. Mais il

y aura peut-être un isolement temporaire". Contraint de faire appel à l'aide internationale pour reconquérir les territoires de l'État islamique, le pouvoir chiite n'a pas les moyens d'une nouvelle guerre civile.

Massoud Barzani, le président du GRK, le parti au pouvoir au Kurdistan Irakien, est prudent. Il a donc tenu à préciser que le référendum d'autodétermination était une base de négociations et qu'il était ouvert au dialogue, notamment sur la question on ne peut plus sensible des frontières. Bagdad souhaite retrouver une part de contrôle sur la ville de Kirkouk, abandonné aux Kurdes en 2014 lors de la vaste offensive de Daech.

DES KURDES HABITUÉS À CONSOMMER

En prenant le risque de l'isolement économique, le GRK joue avec le feu. "Il y a un contrat politique passé entre les élites et la population, pour l'accès de tous à la consom-



Des passagers à l'aéroport d'Erbil, le 28 septembre 2017, au Kurdistan irakien.
afp.com/SAFIN HAMED

mation, prévient Cyril Roussel. Le paiement des fonctionnaires, 1,3 millions de personnes sur les cinq millions que compte le Kurdistan irakien, est crucial. Il ne faut pas que les revenus s'assèchent."

Le Kurdistan irakien a une très ancienne tradition de contrebande, que ce soit côté iranien ou turc. Si Ankara fermait les frontières, d'autres passages, qui existent déjà, prendraient le relais, mais sans pouvoir compenser un blocus. "La contrebande ne pourra pas se substituer à ce fleuve de marchandise depuis Khalil Ibrahim, estime Cyril Roussel. Mettre la région à genou est facile, comme on a pu le voir avec l'embargo des années 90." ♦



The Kurds deserve their independence like no one else

The overwhelming majority of Iraqi Kurds have voted for the dream of their lifetime - independence. The outcome of the referendum about the independence of Iraqi Kurdistan was predictable - and justified.

By **Dmitriy Sudakov** / 29 Sep 2017
www.prawdareport.com

The Kurds, with weapons in their hands, could defend their ancestral lands from gangs of international terrorists and now they can rightfully administer their own destiny by determining their status and the form of government of their regions.

For some strange reason, the decision of the population of Catalonia to hold a similar referendum does not cause such outrage in the international community and neighbouring states. Yet, Iraqi rulers (the Abadi/Maliki regime), Iranian ayatollahs, Turkey's President Erdogan, and a number of other "friends" of the Kurdish people hysterically rejected the expression of the will of the people of Iraqi Kurdistan.

As a Persian proverb says, the dogs bark, and the caravans move on. There is an opportunity for the Iraqi Kurds to finally make their lifetime dream a reality - to create an independent and sovereign state. Experts admit that this is the only solution for the Kurds to protect themselves from further attacks. The capital of Iraqi Kurdistan, Erbil, may become not only an oasis of peace and prosperity, but a centre to ensure the prosperity of rich culture and millennial traditions of the entire Kurdish nation.

If central authorities of Iraq and other countries with Kurdish regions had guaranteed the Kurds equal rights and freedoms with titular nations (Arabs, Turks, Persians), such as local self-government, the use of the Kurdish language and equal representation in central government bodies, the Kurds would have continued their existence as part of existing states.

After all, the Kurds are neither extremists, nor separatists. Due to their political, national and confessional tolerance, they can cooperate perfectly with other groups of people. Moreover, the example of Iraq and Syria shows that the Kurds could become a link and the core in future multinational states and act as mediators in resolving inter-Arab disputes and conflicts.

The authorities of Iraq, Syria, Iran and Turkey should approach legitimate

demands of their Kurdish minorities with understanding and ensure their peaceful self-determination with the prospect of maintaining good-neighbourly and mutually beneficial relations with them.

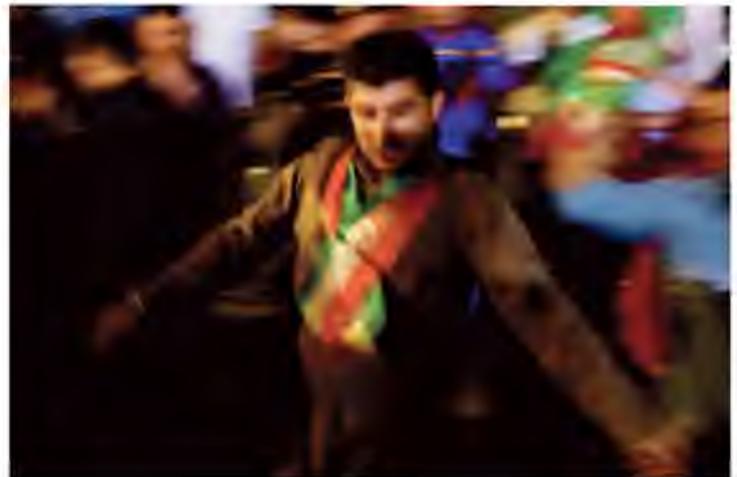
The 40-million-strong Kurdish people with more than a thousand years of history represent the aggregation of numerous tribal groups settled in the mountains of the Middle and Northern Zagros, as well as in the headwaters of Tigris and Euphrates rivers - the region that is conventionally referred to as Kurdistan (Kurdish country).

In the past, there used to be Kurdish princedoms, emirates, kingdoms and republics, but there are no Kurdish national states nowadays, largely because of the colonial policy of WWI victor countries. The interests of the Kurdish people were ignored when partitioning territories of the former Ottoman Empire and creating new states by France and Great Britain in 1921-1926. By the will of the great powers, the Kurdish people had found himself in the position of national minorities in Turkey, Iraq and Syria.

The leaders of these countries, like Iran, took the course towards the forced assimilation of the Kurds and their all-out oppression. The Kurdish language, Kurdish parties and public Kurdish organisations would be banned leaving the Kurds in the position of outcasts or second-class citizens. Mass deportation of the Kurds, campaigns to deprive them of their citizenship and the population of Kurdish lands by Turks, Arabs, Persians would be commonplace.

The Kurdish national movement and rebellions would be brutally suppressed even with the use of chemical weapons during the regime of Saddam Hussein in Iraq (Halabja, 1988). The Turkish authorities would call he Kurds "highland Turks" whereas the Syrian Baathist government would deprive over 100,000 Kurds of their citizenship.

Nevertheless, the Kurds managed to preserve themselves as a people. Moreover, they managed to take the rightful place in the political and social life of the host countries. Nowadays, the majority of the Kurds reside in



Turkey (20 million), Iran (9 million), Iraq (6 million) and Syria (3 million). There are also Kurdish communities in the EU countries, Russia, Kazakhstan, Armenia, Georgia, Azerbaijan, Afghanistan and in a number of other countries.

The Kurds have a deep connection of national identity with a sense of love for their historical homeland. The overwhelming number of the Kurds will never give up the idea of the independent Kurdish state.

The Iraqi Kurds have progressed most in the endeavour of self-determination. In accordance with the new Constitution of Iraq, they created a sub-sovereign entity with extensive rights and powers in four northern provinces of the country (Erbil, Dahuk, Sulaymaniyah, Halabja).

The capital of Iraqi Kurdistan is Erbil. The Kurdish region has its own flag, anthem, constitution, its own set of regional laws, parliament, president, government, other legislative and executive bodies, judiciary, intelligence agencies, police, customs, border checkpoints, armed forces (Peshmerga brigades), several dozens of parties and hundreds of public organisations. All local ethnic groups and religious groups are represented in the regional parliament.

Iraqi Kurdistan successfully carries out foreign policy and foreign economic activities. There are two international airports, more than 35 foreign diplomatic missions, hundreds of foreign firms and companies, including

Russia's Gazpromneft and others - all of them are accredited in the region. The Consulate General of the Russian Federation has been operating in the region for ten years already, whereas Kurdish students study at Russian universities.

During the post-Saddam period, Iraqi Kurdistan turned into an oasis of stability and prosperity against the backdrop of feuding central and southern Arab provinces. President of Iraqi Kurdistan Masud Barzani and former Iraqi President Jalal Talabani played an important mediating role in overcoming hostility between Shiite Arabs and Sunnis.

The government of Nuri al-Maliki launched a massive campaign to eradicate the Baath party in Iraq. The campaign led to extensive repressions against Sunni Arabs. Judicial and extrajudicial executions of members of the Sunni opposition, explosions of Sunni mosques, punitive actions of Shiite "death squads" - all this was widely spread.

The actions of the new Iraqi authorities triggered anti-government actions in the Sunni community and forced former servicemen and members of the Baath party to form resistance detachments and switch to guerrilla and terrorist methods of warfare against the Shiite government.

In the summer of 2014, several Sunni provinces rebelled and supported the invasion of the country by Islamic State terrorist group (banned in Russia) who came from

neighbouring Syria. The hastily assembled Iraqi army proved to be incapable of repelling the aggression. The army fled in panic and abandoned its arsenals of heavy weapons and military equipment in warehouses and military camps. ISIL terrorists seized the strategically important city in the north of the country - Mosul, as well as dozens of other cities and settlements, including Sinjar, mostly populated by Yazidi Kurds.

The central authorities could not pro-

tect the population of their northern provinces from jihadist aggression and genocide. Objectively, Kurdish brigades of the Peshmerga remained the only military force that could stop the further offensive of Islamists in the north of the country.

With the support of the Western Coalition, the Kurds could liberate Sinjar and many other settlements. Thanks to successful actions of Kurdish soldiers, Mosul was liberated from ISIL terrorists as well.

Over 2,000 Peshmerga fighters gave their lives for their historical homeland and their loved ones. They showed the world the high morale, solidarity, their inherent courage and loyalty to traditions of the great Kurdish military leaders - Salah ed-Din and Mustafa Barzani.

The world community appreciated the role and importance of the Kurds in stabilising the situation in Syria and Iraq.

Nevertheless, the ruling Arab-Shiite majority in Baghdad is unable to regain the support of both the Sunni Arabs and the Kurds. There are serious reasons to expect the continuation of the armed confrontation in the country between the Shiites and the Sunnis, as well as attempts of Baghdad to resort to blackmail and military force to resolve the Kurdish issue. ■



September 28, 2017

Washington Plans to Call for Negotiations between Baghdad, Erbil

Heba El Koudsy September 28, 2017
<https://english.aawsat.com>

Washington- The United States has reiterated its rejection of the independence referendum held in Iraq's Kurdistan region, calling for "constructive" talks between Baghdad and Erbil.

"One of the things we would do is call on all sides to engage constructively. We want the – both sides to come together and have some conversations and be able to move things forward, but do it in a constructive fashion," State Department spo-

kesperson Heather Nauert said.

"We know that the turnout was obviously quite high and we certainly would understand why, a lot of enthusiasm, certainly, for that," she said in her press briefing.

But Nauert stressed that the US government "did not support that referendum."

US Secretary of State Rex Tillerson had spoken with Iraqi Kurd leader Massud Barzani and Prime Minister Haider al-Abadi by phone.

"We expressed our deep concern about that

(the referendum), and also our disappointment that they decided to go ahead and conduct that vote," said the State Department spokesperson.

"I think our conversations will be ongoing. We will continue to have conversations both with our friends in Baghdad as well as our friends in the north," she told reporters.

"The United States government and the coalition's concern about this and the timing of this referendum was we didn't want to splinter Iraq. We see the primary issue as taking on ISIS, defeating ISIS, annihilating ISIS," Nauert added.

Monday's vote took place across the three northern provinces of autonomous Iraqi Kurdistan — Erbil, Sulaimaniyah and Dohuk — and in disputed border zones such as the oil-rich province of Kirkuk. ♦



September 28, 2017

US calls for calm after Kurdistan's 'destabilizing' referendum

By Rudaw.net 28/9/2017

WASHINGTON, DC – The US has called for calm and warned against inflaming tensions after Kurdistan's "destabilizing" independence referendum.

Noting that the US had repeatedly warned Kurdistan against holding the vote because of fears it could cause instability, "unfortunately that has been born out. This is destabilizing," said Heather Nauert, US State Department spokesperson in a Thursday press briefing.

After Monday's referendum, Kurdistan's leaders have said they are open and ready for dialogue with Baghdad.

Iraqi leaders, however, have rejected the vote and dialogue. Baghdad issued a number of measures against the Kurdistan Region, including imposing a flight ban, ordering the deployment forces to the Peshmerga-held Kurdistan

areas such as the oil-rich Kirkuk province, demanding oil exports be brought under central authority, and calling for foreign missions to close their offices in Kurdistan.

The Kurdistan Regional Government has in turn rejected Baghdad's decrees, describing them as "collective punishment" and arguing the central government does not have the legal or constitutional authority to enforce the measures.

Kurdistan's neighbours, Turkey and Iran, have both committed to assisting Baghdad maintain the unity of Iraq. In the lead up to the referendum, Iraqi and Turkish troops carried out joint military exercises in Turkey near the Iraqi border. On Wednesday, Iraq's army chief of staff visited Tehran to discuss enhancing military cooperation.

Iraq, Turkey, and Iraq will hold high-level talks on the Kurdistan referendum in the near future,



Heather Nauert, US State Department spokesperson. Photo: US Department of State video

Turkey's Prime Minister Binali Yildirim told reporters on Thursday.

Nauert said the US is willing to help facilitate conversations between Erbil and Baghdad, but only "if asked."

She stressed that the United States is friends with Kurds and Iraqis, having fought side-by-side with both parties, and is invested in a stable Iraq, free of ISIS. Their rela-

tionship with Kurds will not change, she said.

She declined to discuss Kurdistan independence, arguing that was a hypothetical situation.

Asked if the US was closing its consulate in Erbil, as Baghdad has ordered, Nauert was not aware of any such requests. "Our consulate in Erbil remains open," she said. ■



Avec Massoud Barzani, le jour d'après

Le oui l'a emporté à 92% au référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien qui s'est tenu ce lundi. Le lendemain, Bernard-Henri Lévy a rencontré le chef des peshmergas, apaisé et déterminé à négocier avec Bagdad. Le président kurde compte aussi sur la médiation d'Emmanuel Macron.

BERNARD-HENRI LÉVY



Philosophe

« **O**n m'a dit, commence le président de la région autonome du Kurdistan d'Irak et chef des peshmergas, qu'un président français s'est exclamé, en 1918, le soir de la victoire de la France sur l'Allemagne : maintenant, je peux mourir... C'est un peu ce que je ressens ce matin. »

Les conseillers qui entourent Massoud Barzani, ce mardi matin, dans son palais présidentiel de Salahaddin, au nord d'Erbil, se récrient que, le référendum sur l'indépendance du Kurdistan qui s'est tenu lundi, gagné, la vraie bataille commence et qu'il reste, à 71 ans, trop cher à son peuple pour avoir des pensées pareilles. Il enfonce le clou. « Cela fait la moitié d'un siècle que je mène le combat. J'ai bravé, avec tous les miens, les massacres de masse, les déportations, les gazages. Je me souviens des moments où nous nous pensions perdus, voués à l'extermination. Je me souviens de ceux où, comme en 1991, après la première guerre contre Saddam, les démocraties venaient à notre secours, mais où le maintien de la dictature nous replongeait dans les ténèbres. Pendant ces dé-

cennies de résistance, d'espoirs déçus et renaissants, je n'ai jamais imaginé voir, de mon vivant, le jour où, par un vote exemplaire, sans incident notable, sans vaine querelle politique, mon peuple, rassemblé, pourrait enfin dire au monde sa volonté d'être libre. Eh bien, ce jour est arrivé. C'est le plus beau jour de ma vie. C'est comme si tout ce que j'ai fait, rêvé, toutes les luttes que nous avons menées, convergeait vers cet instant... »

Je pense, en l'écoutant, à tous les petits messieurs qui, dans les chancelleries, ont spéculé, jusqu'à la dernière minute, qu'il allait accepter de surseoir. Je pense au « deal » que lui a offert Donald Trump, cinq jours avant le vote. J'ai eu accès au « draft » de ce deal. C'était, d'une certaine façon, un « bon deal » qui, en échange de l'ajournement de son rêve, le payait de belles paroles, d'une aide financière massive et de la garantie américaine. Mais c'était compter sans l'invincible fierté de ce vieux lion. C'était ne rien entendre à la certaine idée qui le hante et donne sens, non seulement à sa vie, mais au destin de son peuple. Comme s'il lisait dans mes pensées, il poursuit.

« Il faut que vous compreniez. Mon idée fixe, pendant ces semaines où l'on me pressait, de toutes parts, de renoncer à consulter mon peuple, était, le moment venu, quand ma journée serait accomplie, de pouvoir regarder dans les yeux celles et ceux qui m'ont mandaté. Les vivants, bien sûr. Mais, aussi importants, ceux qui ont sacrifié leur vie à la défense de la cause kurde. Lors de mon dernier

meeting, jeudi dernier, au stade Hariri d'Erbil, je n'avais qu'une obsession : ne pas avoir à rougir (not to be embarrassed) quand je paraîtrai devant eux. »

Je reviens à la charge, pensant à ceux qui le soupçonnent d'avoir organisé cette consultation dans le but de différer l'heure où il aurait à céder la place. Et je lui rappelle comment l'une des dernières fois où nous nous sommes vus, sur la ligne de front, à l'avant-veille de son offensive contre Daech dans le Sinjar, il m'avait confié, lui, le libéral, le pro-occidental, que son modèle était le général nord-vietnamien Giap. Le temps n'est-il pas venu où Giap doit se muer en Ho Chi Minh et le stratège en bâtisseur de cette nation naissante qu'est, à dater de ce mardi, le Kurdistan ?

« Non, martèle-t-il, presque impatient. La première chose que j'ai faite, hier soir, quand j'ai su que le dernier bureau de vote, dans le village le plus reculé des monts Barzan, avait fermé, fut d'aller me recueillir sur la tombe de Mustafa Barzani, mon père et le père de la nation kurde. Rappelez-vous ce que je vous ai dit, dans le Sinjar. Toute ma vie, comme lui, mon père, j'ai été un peshmerga. Et être peshmerga m'a toujours semblé plus grand qu'être président. Je n'ai pas changé d'avis. Alors, prendre le temps d'expliquer à nos voisins le sens de ce référendum pacifique, oui, d'accord. Mais Hô Chi Minh, non, franchement non – il faut, à la nation kurde, une génération de jeunes dirigeants. » Son regard s'est durci à l'évocation de ces « voisins »

– Turquie, Iran et Irak – qui multiplient, ces dernières heures, les mises en demeure et les bruits de bottes.

« Nous n'avons commis aucun crime. Nous n'avons violé ni la loi fédérale irakienne ni la charte des Nations unies. Et je n'ai cessé de répéter, jusqu'au vote, qu'il n'était pas question de proclamer une indépendance unilatérale et précipitée, mais d'ouvrir une négociation franche, qui durera ce qu'elle durera, avec Bagdad. Alors, vous comprendrez que, lorsqu'on nous répond sur ce ton, lorsqu'on réagit à notre scrutin par le chantage et les menaces, nous ne pouvons pas ne pas nous dire que nous avions bien raison de nous méfier et d'enviesager, après tant de siècles de trahisons, de prendre enfin nos affaires en main. » Je m'inquiète du degré de sérieux de ces menaces. J'insiste sur la géographie tragique qui enclave son jeune et vieux pays. J'évoque la Bosnie sous blocus. L'assaut contre Israël au lendemain de sa naissance. L'autre Massoud, l'Afghan, assiégé dans son Panchir. « Chaque chose en son temps... »

Falah Mustafa, son ministre des Affaires étrangères, qui fait office de traducteur et a le don, comme souvent les dirigeants kurdes, de parler américain

avec l'accent d'Oxford, dit exactement : «Don't meet trouble half way.»

Je sens, comme dans toute cette conversation, sa volonté d'afficher, face à la fébrilité du trio Bagdad-Ankara-Téhéran qui ne laisse pas passer une journée sans annoncer une nouvelle rétorsion, son inébranlable esprit de mesure.

«Chaque chose en son temps, oui. Ils ne sont qu'au début de leur escalade. Et j'espère de tout mon cœur qu'ils n'iront pas au bout. Mais si tel était le cas...»

Je sens qu'il pèse ses mots.

«Si tel était le cas, s'ils cherchaient vraiment à nous étouffer, à fermer nos aéroports ou à couper nos voies commerciales, alors, je vais vous dire. Nous en avons vu d'autres. Nous avons été torturés, raflés, déplacés. Autrefois dans les montagnes et, hier encore, sur les 1000 kilomètres de front que nous avons tenus, presque seuls, contre l'Etat islamique, nous avons payé au prix fort, très fort, notre amour de la liberté.

Alors, comprenez bien qu'aucune mesure hostile, aucune punition collective

ne pourra être plus cruelle que ce que nous avons enduré. Et puis autre chose...» Il se tourne vers ses compagnons comme s'il les passait en revue du regard. «Chacun d'entre nous a dans sa mémoire, marqué au fer rouge, le pire que l'homme puisse infliger à l'homme.

Alors, il faut que tous en soient bien conscients. Ce temps-là est terminé.

Nous ne nous laisserons plus faire. Nul n'attentera plus impunément à notre dignité. Et quant à la communauté internationale...»

C'est moi qu'il regarde, cette fois. Avec, dans l'œil, un air de défi.

«Supposons que nos voisins aillent au bout de leurs desseins déraisonnables. Est-ce que la communauté internationale nous regardera nous faire étrangler sans bouger? Sera-t-elle au spectacle, comme quand nous nous faisons gazer? Rappelez-vous, l'année dernière encore, au début de la bataille de Mossoul, l'incident de Fazlya. Vous étiez là, n'est-ce pas?»

Oui, bien sûr, j'étais là avec mes camarades. Une unité de peshmergas

tombee dans une embuscade. Plusieurs heures de combats acharnés. En dépit des appels répétés du commandant de la colonne, et au mépris des règles d'engagement de la coalition, pas de support aérien. Et, le soir venu, dans son campement des monts Zartik, la colère froide du Président.

«La coalition avait promis et elle n'a, ce jour-là, pas tenu sa promesse. Elle n'avait que les peshmergas à la bouche. Le courage des peshmergas. Le sacrifice des peshmergas. Mais, au moment de prêter main-forte aux peshmergas, il n'y avait plus personne. Jusqu'à ce jour, je n'ai pas d'explication.»

Il semble, à cette évocation, retrouver son courroux d'alors. Mais, très vite, il retrouve sa sérénité.

«Nous sommes, je ne le dirai jamais assez, demandeurs de négociation et de dialogue. Nous sommes prêts à répéter, encore et encore, que l'indépendance à laquelle nous aspirons est celle des Kurdes d'Irak et que nous n'avons aucune intention de nous mêler des affaires des pays voisins. Je l'ai rappelé

à votre Président lorsqu'il m'a téléphoné, la semaine dernière, à son retour de New York. Il était amical. Il l'a compris.»

Je sais que le président Macron lui a, ce jour-là, proposé la médiation de la France. Je sais aussi qu'il lui a fait savoir, ce matin même, qu'il est prêt à le recevoir, sans délai, avec le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi. Son visage s'éclaire.

«J'ai confiance dans le président Macron et dans son leadership. Il y a une histoire spéciale, vous le savez, entre votre pays et le mien. Transmettez-lui que tous les Kurdes se sentent un peu les enfants d'une grande dame de France qui s'appelait Danielle Mitterrand. C'est un honneur, pour moi, d'accepter son invitation. Je peux venir dès demain. J'espère qu'il en ira de même pour M. Abadi.»

L'Humanité

29 SEPTEMBRE 2017

Quel avenir pour le Kurdistan irakien après le référendum kurde ?

Par **Luai JAFF**, Président de KESCC Paris, Centre franco-kurde pour la science et la culture à Paris.
Vendredi, 29 Septembre, 2017
Humanite.fr

La région autonome du Kurdistan irakien tenait ce lundi 25/09/2017 un référendum pour son indépendance dans les villes d'Erbil, Souleimaniyeh, Dohouk, Halabja, Garmian et Raparin mais aussi dans les villes détachées du Kurdistan irakien, à savoir Kirkuk, Xanakine et les autres petits villages de majorité kurde et libérés de Daech.

Le vote s'est déroulé dans une atmosphère sereine et calme. Il n'y a pas eu d'incidents de vote significatifs et comme le Kurdistan est une zone sûre et sécurisée, il n'y a pas eu non plus d'attentats suicides pendant le référendum. Le taux de participation a dépassé les 70%, ce qui représente une bonne proportion dans les circonstances politiques et économiques difficiles de la région.

Les scénarios post-référendum :

Un grand nombre de dossiers divise Bagdad et Erbil, et entrave la possibilité d'établir un véritable partenariat dans la gouvernance du territoire irakien: l'application de l'article 140 de la constitution irakienne concernant Kirkuk et

les zones disputées, la loi sur le pétrole et le gaz, le budget fédéral et l'armement des Peshmergas dans le cadre du système de défense irakien.

Dans les jours précédant le référendum, la présidence du Kurdistan s'est opposée à la proposition faites par les Nations Unies et les principaux pays de la Coalition internationale contre le terrorisme et Daech (Les Etats-Unies, la Grande-Bretagne et la France) d'entamer encore une fois de plus un dialogue avec le gouvernement central car elle doutait de la sincérité de Bagdad dans les négociations entre les deux parties. De plus, la proposition n'incluait pas le report du référendum à une date précise, ce qui a poussé les Kurdes à la refuser et passer par l'autodétermination et le référendum interne qui n'est pas un coup de force mais un droit. Maintenant que la procédure de vote a eu lieu, il convient de s'interroger sur les conséquences et la portée de ce référendum.

La réponse peut être trouvée dans les options suivantes :

1 - La Sécession de la région du Kurdistan en Irak : Les données actuelles indiquent que la question de la sécession ne serait pas reçue favorablement dans un climat international, régional et

irakien qui n'est pas encore favorable à l'idée de l'indépendance kurde et peu propice à redessiner la carte de l'Irak. L'une des principales raisons à cela est que la reconnaissance d'un Etat Kurde pourrait être une menace pour l'équilibre régional (le respect des frontières). La guerre contre l'Etat islamique n'est pas encore terminée et la stabilité du Moyen-Orient est l'une des priorités des pays de la coalition internationale à ce stade. Les Kurdes pourraient être sacrifiés encore une fois.

2 - La formation d'une confédération entre Bagdad et Erbil : Cette option est plus facile à accepter à l'échelle internationale, régionale et irakienne car non seulement elle conserve l'unité de l'Irak mais tend à l'améliorer et peut renforcer la stabilité du pays et de la région. Mais il y a une crise de confiance profonde entre Bagdad et Erbil qui s'est considérablement aggravée après la maladie du président Jalal Talabani en 2012. C'est pour cela il faut restaurer la confiance perdue entre Bagdad et Erbil et entamer un dialogue sérieux en vue d'un accord pour trouver une autre forme de partenariat. Les démocraties occidentales devraient jouer un rôle dans ces négociations en accompagnant leurs alliés

kurdes.

3 - Le renforcement du fédéralisme actuel: Dans ce cas, Bagdad et Erbil doivent mutuellement établir un dialogue sincère. Il faut sans délai régler la question de la répartition des richesses et notamment des revenus du pétrole ainsi que celle des territoires disputés et tous les autres dossiers en suspens entre les deux parties.

Dans tous les cas, les Nations Unies, les principaux pays de la Coalition internationale et les démocraties occidentales devraient privilégier les impératifs de justice et de stabilité en imposant le dialogue comme la seule solution aux problèmes. Ils doivent impérativement maintenir la paix et l'harmonie sociale entre toutes les composantes irakiennes, en particulier entre les Arabes et les Kurdes. Le nouvel Irak après 2003 a été construit sur la base du pluralisme, du partenariat et de l'harmonie entre les communautés. Les principes de tolérance, de dialogue et d'écoute établis par le président Jalal Talabani pendant sa présidence doivent orienter le dialogue entre les Irakiens afin de trouver une résolution pacifique à la question de l'indépendance du Kurdistan irakien. ♦

30 septembre 2017



Contre les Kurdes, la bande des quatre

Gilles Hertzog, observateur, avec Bernard Henri Lévy, du référendum kurde revient sur l'erreur historique de l'Occident avalisant le chantage de l'axe Téhéran-Bagdad-Ankara-Damas.

Par Gilles Hertzog
30 septembre 2017
<http://laregledujeu.org/>

Consulté par référendum, le peuple du Kurdistan irakien s'est prononcé en masse en faveur de l'indépendance du pays.

Parmi nombre d'observateurs étrangers du scrutin venus du monde entier, nous nous sommes rendus, BHL, le photographe Marc Roussel et moi-même, sur une des anciennes positions avancées de la ligne de front tenue par les Peshmergas du général Barzani, où fut tourné un des épisodes de Peshmerga (le film de Bernard-Henri Lévy).

En sa compagnie, nous avons assisté au vote des deux cent soldats et soldates qui veillent depuis le fortin sur la plaine de Ninive en contre-bas.

Enthousiasme, sérénité, sentiment que l'heure était historique. A la clôture du scrutin, tous brandirent devant nous, fièrement, noirci à l'encre indélébile, leur index vers le ciel : ils avaient voté pour l'indépendance de leur terre, ce rêve vieux d'un siècle, pour lequel tant de leurs aïeux et tant des leurs avaient sacrifié leur vie, tant d'autres avaient été tués, massacrés, déportés, gazés, déplacés, expropriés, arabisés de force. C'était fini. Plus jamais ça. Demain, le Kurdistan indépendant. Demain, un pays libre. Et un nouveau venu dans la communauté des nations.

Et pas n'importe quel nouveau venu ! A l'heure où la démocratie recule partout, où l'autoritarisme, le populisme, le nationalisme, l'obscurantisme religieux, gagnent de nouveau, un nouveau venu laïque, avec un Parlement où l'opposition est majoritaire, une Presse libre, où l'égalité hommes-femmes n'est pas un vain mot, et un pays ouvert sur l'Occident.

Mais un nouveau venu qui, comme depuis l'origine, dérange par son irrédentisme dans un environnement arabe au sud et perse au nord ; une société libérale, démocratique au beau milieu de régimes autoritaires qui l'enserrent de toutes parts. Aux yeux de la Bande des Quatre, Irak, Iran, Turquie, Syrie, le Kurdistan est un très, très mauvais exemple pour leurs peuples sous la botte et pire encore pour les minorités kurdes depuis toujours opprimées par ces régimes de fer.

Le Kurdistan, ce sont huit millions et

demi d'hommes et de femmes (dont un million et demi de réfugiés chrétiens, yézidis, arabes, fuyant hier Mossoul et le nord de l'Irak tombés aux mains de Daech) qui vivent entourés d'un univers hostile dont les dirigeants, après avoir eu besoin des Kurdes contre Daech, se sont, le danger éloigné, brutalement réveillés.

Sous prétexte que le Kurdistan ferait partie de l'Irak, un Etat soi-disant fédéral (qui depuis des années ne remplit plus une seule de ses obligations, à commencer budgétaires, envers Erbil), Bagdad a multiplié les menaces pour empêcher la tenue du référendum de lundi dernier.

Devant le courage des Kurdes, ces éternels Résistants bravant l'interdit, la Bande des Quatre est passée à l'action.

L'Irak ferme ce samedi l'espace aérien du Kurdistan. Plus de vols sur Erbil, le pays sera coupé du monde.

Quant à Erdogan qui menace de couper le pipeline vital pour le Kurdistan et a lancé des manoeuvres conjointes avec l'Irak, « les Kurdes, dit-il, mettent le feu au Moyen-Orient », par le référendum. Vous avez bien lu : les Kurdes, pas Erdogan. L'Iran qui règne en maître à Bagdad via les milices chiites, a fermé sa frontière avec le Kurdistan et laisse ses protégés sur place menacer le Kurdistan d'une intervention dans la région pétrolière de Kirkouk, vitale pour le Kurdistan car sa seule ressource. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Qu'est-ce que c'est que cette vilénie occidentale ?

Certes, les Kurdes en ont vu d'autres, et de pires, au cours de leur tragique histoire, le dernier épisode en date face à Saddam Hussein. Et leur humeur est relativement sereine.

Mais le risque d'asphyxie est réel. Et d'abord pour le million et demi de réfugiés dans les camps, qui dépendent, pour une bonne part, de l'aide internationale en vivres et équipements, de la logistique et des équipes humanitaires d'expatriés, administrateurs, médecins, logisticiens qui se relaient depuis l'étranger. Ceux-ci bloqués sur place ou privés de relève, tout est remis en question.

Jusqu'où ira l'escalade des faiseurs de blocus ? Jusqu'à l'asphyxie ? Les plus hautes autorités kurdes nous ont assuré que le Kurdistan, qui n'a cessé de proposer à Bagdad une négociation sur tous les sujets pendants, ne se laissera pas faire. Le risque

de guerre est faible. Les Peshmergas sont aujourd'hui 200.000 hommes, et l'armée irakienne, occupée à en finir avec Daech, ne peut mener deux guerres à la fois. Mais les troubles, les provocations dans la zone de Kirkouk et dans les zones « disputées » (arabisées de force sous Saddam Hussein) ne sont pas à exclure.

Un sujet de tristesse, en ce qui nous concerne, nous Occidentaux : au lieu d'applaudir à ce référendum et d'accueillir ce nouveau membre dans le camp de la liberté et la famille des démocraties, les pays occidentaux, à commencer par l'Amérique de Donald Trump, ont condamné le référendum et continuent de tenir soigneusement la balance égale, au nom de l'unité fictive du pays, entre un Irak arabe de quarante millions d'habitants déchirés par la guerre chiites-sunnites et le petit Kurdistan démocratique, accusé à demi-mots de « déstabiliser » une région qui n'en a vraiment pas besoin et n'en a pas fini avec Daech.

Pas besoin de démocratie ? Ah oui, vraiment ? Et qui déstabilise qui ? Les Kurdes dans leurs frontières et dans leur plein droit, ou les milices chiites de Bagdad, ou encore les chars turcs stationnés dans le nord de l'Irak, ou bien les Pasdarans iraniens de l'autre côté de la frontière ?

Que vont faire les chancelleries occidentales qui ont avalisé le chantage des grands voisins du Kurdistan contre le référendum, si l'Irak, au prétexte de sa souveraineté sur le Kurdistan, demande la fermeture des représentations consulaires à Erbil ? Se plier ?

Que vont faire l'Amérique, la Grande Bretagne, la France, si le blocus irakien, et turc, asphyxie physiquement le Kurdistan ?

Une occasion historique a été manquée lors de ce référendum. L'indépendance du Kurdistan est irréversible. Nos pays, hélas, n'en auront pas été (« De Gaulle, réveille-toi, ils sont devenus amnésiques »). Les Kurdes feront semblant de ne pas s'en souvenir. Mais va-t-on, au nom de la Realpolitik, laisser, pour crime d'indépendance, un petit pays, le seul du Moyen-Orient avec Israël à partager nos valeurs, à la merci de ses si peu recommandables voisins ? L'Histoire d'un peuple sacrifié sur l'autel jadis des charcutages territoriaux et des intérêts de puissance hier encore va-t-elle se répéter ? ♦

Why Kurdish referendum means the end of Iraq



People celebrate to show their support for the upcoming September 25th independence referendum in Zakho, Iraq September 14, 2017. REUTERS/Ari Jalal

By Peter Van Buren / REUTERS
Sep. 30 , 2017 WASHINGTON
<https://japantoday.com>

There are many worthy markers that America's Iraq Wars have been a terrible, terrible waste, but as history loves a signature event, let it be the September 25, 2017 Kurdish independence referendum. While the referendum is non-binding and the final vote tally may not be known for several days (though it will certainly be "yes" to independence), the true results of America's decades of war in Iraq are already clear.

Along with the ongoing decimation of Iraq's Sunni population, the referendum means that in practice "Iraq" no longer exists. In its place is a Shiite state dominated by Iran, the de facto new nation of Kurdistan, and a shrinking population of Sunnis tottering between annihilation or reservation-like existence, depending on whether the United States uses the last of its influence to sketch out red lines or abandons the people to fate.

The waste comes in that a better version of a de facto tri-state Iraq was available in 2006. Every life lost (out of a million some, including 4,424 Americans), every dollar spent (in the trillions), and every unanticipated outcome suffered (rise of Islamic State, conflict in Syria, de-democratization of Turkey) since then has been unnecessary.

The post-World War One failure to create a Kurdish state resulted in 30 million Kurds scattered across modern Iraq, Iran, Turkey, and Syria. The 2003 American invasion of Iraq destroyed civil order in much of the area populated by those Kurds and opened the door to Iranian influence. Iran and its Iraqi-Shiite allies directed political violence against Iraqi Sunnis, paving the way for a Sunni protector, Islamic State, to move in.

When the American-trained (cost: \$25 billion) Iraqi national army dropped its weapons and ran in 2014, and Shiite militias proved too weak to fill the breach, Obama reinserted the American military into Iraq, saving the Kurds, by then also under threat from Islamic State. The United States subsequently turned those Kurdish fighters loose in Iraq and later Syria against Islamic State. It was expediency over strategy; there was no force otherwise available in bulk.

And it kind of worked. In the short run.

The Kurds, with American help, blunted Islamic State's progress. The problem was that while American diplomacy, the carrot-and-stick of aid, and the difficulty of maintaining long-distance logistics

saw the Kurdish forces replaced by Shiite militias in some locations, the Kurds held on to their gains in the north, having in most instances displaced Iraqi Sunnis. Victorious and bloodied, the Kurds were not about to renounce their hard-earned gains.

The need for American arms did force Kurdish leaders to postpone an independence referendum, opposed by Washington, in 2014. Three years later, with Islamic State mortally weakened, Washington no longer holds sway over Kurdish ambitions. And although the Sept. 25 referendum has no legal force, Kurdish leaders will use the vote to push Baghdad for full autonomy. Donald Trump, the fifth consecutive American president to make war on Iraq, may be the last - simply for lack of an Iraq to fight over.

The ground truth of autumn 2017 - a Kurdistan in the north, a Shiite state in the south, a marginalized Sunni population out west - is pretty much the deal that could have been had in 2006 when then-Senator Joe Biden proposed dividing Iraq into statelets. Biden wanted the United States to leave a "residual force to combat terrorists and keep the neighbors honest." The Senate actually passed a resolution supporting Biden's idea.

It probably would have stabilized the

region. The Middle East in 2006 was a very different place.

In 2006 Iran faced an American military as yet undamaged by an additional decade of grinding war. That military sat on both Iran's western border with Iraq and its eastern border with Afghanistan. The Iranian nuclear program was years behind where it is today. Syria was a relatively stable place under not-then-yet-enemy of the free world Bashar al-Assad; indeed, the British-educated Assad was initially seen as a minor reformer. Turkey was stable. Russia was not a major player in the Middle East.

With many of 2017's regional Pandoras still in the box, by Middle Eastern standards security in a divided Iraq would have been manageable via a modest American military presence.

Instead, events of the last decade mean the chance of Kurdish independence adding to regional stability is near zero. Iran, fearing that an independent Kurdish state could threaten its own sectarian balance, is already conducting maneuvers on the border, has canceled flights to and from Kurdistan, and will push its proxies in Baghdad to take action. Will Turkey, now politically distant from NATO, move to open war over disputed borderlands with Kurdistan? The Turkish parliament just extended its authorization for cross-border incursions for another year. Will Kurdish minorities in Turkey and Iran see this all as their moment to rise? Will Israel, which backs Kurdish independence in its search for regional allies, supply weapons?

In a best-case scenario, where everyone tacitly acknowledges Kurdistan while maintaining the status quo (as with Taiwan, which officially exists as a part of China even as it acts like an independent nation) there may be a measure of stability in the near term. Baghdad will talk tough even as it allows the Kurds a surprising amount of free reign - for example, Baghdad has withdrawn its police from contested Kirkuk, leaving Kurdish forces fully in charge of the oil-rich city. Kurdistan already has full control over its own education, security, military, taxes, and diplomatic representation. Massoud Barzani, president of the Kurdistan regional government, has experimented with diplomatically vague language, saying "self-determination wouldn't mean a direct separation from Iraq."

Darker predictions involve Syrian-Russian forces contesting Kurdish occupiers inside Syria. →

⇒ Iranian-backed Shiite militias have signaled plans to re-enter Kirkuk, and Turkey already has a running war with Kurdish fighters; tank maneuvers are ongoing with new threats gushing out of Ankara.

American policy has been a blurry Agray for some time, calling for the referendum to be postponed without actually supporting or opposing independence. Traditionally the State Department favored a united Iraq somehow, while the Pentagon,

with its history of in-the-dirt cooperation with Kurdish fighters stretching back to the 1991 no-fly zone and Operation Provide Comfort that essentially established the preliminary borders of Kurdistan, has been more sympathetic towards independence. The wording of America's reaction (there has been no post-election statement issued as this is written) to the referendum could signal which part of government is making foreign policy in Iraq these days.

What seems clear is the American role going forward will be mostly limited to diplomacy, and that, regardless of who is carrying out the task, is not the country's strong suit these days. There seems no appetite in Washington for large-scale troop redeployments, the kind of boots-on-the-ground necessary to decisively shape events.

The American military, which once could have played a role similar to

its help in bringing peace to former Yugoslavia, instead will exist as a crumple zone among its own warring semi-allies. Such a scenario exposes what might have been in 2006 when the United States could have managed events, and 2017, when America can do little more than witness them. u

Peter Van Buren is a 24-year State Department veteran and the author of books on foreign policy.

KRGexit

Who's Afraid of an Independent Kurdistan?

Andrew Bernard / Sep 26, 2017
www.the-american-interest.com

At long last, Iraq's Kurdistan Region (KR) held its independence referendum. The votes will be counted for the next few days, but pre-referendum predictions and the initial results point to a strong "yes" vote. In a sense, the decision to go forward with the referendum remains more provocative than whatever the final vote count may be. It won't exactly be a surprise if 70, 80, or 90% of Iraq's Kurds (not to mention the non-Kurdish residents of the KR) vote for independence after enjoying more than two decades of near-total autonomy and three years of fending for themselves against ISIS.

The vote itself won't immediately trigger secession, but will instead prompt independence talks between the Kurdistan Regional Government and the federal government in Baghdad. But the neighbors of a potential Kurdistan have already started making threats about the consequences the new state would face. As the Turkish state-run Anadolu Agency reports:

Turkey and Iraq will launch a joint military exercise on the Turkish-Iraqi border on Tuesday following a controversial referendum in northern Iraq, according to the Turkish military late Monday.

Turkey started its military manoeuvres in southeastern Silopi region on Sept. 18, a week ahead of the referendum on independence in northern Iraq. [...]

In a brief statement on its official website, the Turkish General Staff said the third phase of the military exercise will start on Tuesday jointly with the Iraqi military in the Habur border gate, also known as Ibrahim Khalil border crossing, on the Turkish-Iraqi border in Silopi district of Sirmak province.

Iran, for its part, has closed its airspace to flights bound for the KR at Baghdad's request and is holding war games along the border. The Turks have stated that the border crossing has not been closed, but the obvious implication that cross-border

traffic could be closed was made explicit by the ever-colorful Turkish President Erdogan. Hurriyet Daily:

"There are several measures on the table... We will see through which channels the northern Iraqi regional government will send its oil, or where it will sell it," he said in a speech.

"We have the tap. The moment we close the tap, then it's done."

As if that wasn't theatrical enough, Erdogan was also quoted as threatening that "we can come unexpectedly in the night."

For now, the most noteworthy result is that Turkey hasn't actually taken punitive measures in response to the vote. An independent Iraqi Kurdistan is arguably less threatening to Turkey than any of its would-be neighbors. While it would end the territorial integrity of Iraq and risk joining with the autonomous Kurdish region in Syria, an independent KR would instantly become a Turkish tributary, entirely reliant upon Turkey for its links to the outside world. As we've written before, an independent KR would see an end to the oil sharing agreement between Erbil and Baghdad, thus further lining Turkey's pockets with oil money. For all of its fears of Kurdish separatism, Turkey might just go along with Kurdish independence provided it can be given a few billion reasons to look the other way.

The U.S. position after the referendum on the other hand is only going to get more and more uncomfortable. Officially, the U.S. pushed for the KR to postpone the vote in the interest of focusing on the anti-ISIS campaign. That effort failed. The U.S. now finds itself as the largest foreign backer of a would-be breakaway state under potential threat from a U.S. ally (Turkey), a U.S. partner (Iraq), and a U.S. adversary (Iran). To the extent that the federal Iraqi government isn't already under the complete domination of Iran, the Kurdish issue threatens to destroy what remains of U.S. influence. Iraqi Prime Minister Abadi yesterday rejected an independent Kurdistan as



constituting a "sectarian, racist state." That's the baseline of rhetoric that he will have to maintain going into the Iraqi parliamentary elections in April, and that's coming from arguably one of the most pro-American Iraqi nationalist politicians in the country. Pro-Iranian politicians, not to mention Iranian-backed militias, will go much further.

If we were to imagine that the KR somehow achieves independence, its creation would have two consequences for the United States. Lacking any other export routes for its oil or access to the outside world, the independent Kurdish state would be almost entirely reliant upon Turkey, a country that has grown increasingly distant from the United States and its fellow NATO allies. Secondly, its creation would cement a similar vassalage relationship between Iran and rump-Iraq, ending once and for all American influence over a country into which the U.S. has spent enormous blood and treasure since 2003.

While Americans might feel warm and fuzzy about the creation of a new, pro-America, pro-Israel, democratic and largely secular state in the Middle East, the uncomfortable truth is that the U.S. has been well served by a status quo that after the referendum will be extremely difficult to maintain. The U.S. has plenty of leverage over the Iraqi Kurds—it could withdraw funding and support for the Peshmerga, or close U.S. military bases—but that leverage doesn't mean much if the U.S. is unwilling to use it.

Instead, with the KRG in the drivers seat, U.S. "mediation" will be of questionable value. If the U.S. isn't going to stop the push for Kurdish independence, then it will need to both deal with the consequences as well as recognize that there is a risk of serious military conflict both in northern Iraq and eastern Syria. If the U.S. wants to delay Kurdish independence or maintain the status quo, it's going to have to start throwing a lot more weight into the issue. ■

As Kurdish Borders Close, War of Words Heats Up

By ROD NORDLAND and DAVID ZUCCHINO SEPT. 29, 2017
<https://www.nytimes.com/>

ERBIL, Iraq — The president of Iraq's Kurdish region warned on Friday that the Kurds might be forced to retaliate if the central government persists with what his spokesman called a "very aggressive" stance toward the pro-independence referendum.

Overseas flights were canceled on Friday from the international airport in Erbil, hours before a ban by the Iraqi government took effect, while officials in Baghdad warned that land borders might also be closed. There were also reports of internal highway closures.

"We are hopeful that these are all temporary measures," said Vahal Ali, director of communications in the office of Massoud Barzani, the Kurdish region's president. "We want this to be a peaceful transition, but if Baghdad decides not, there is a lot we can also do."

Mr. Ali was critical of threats by Baghdad to ask Turkey to cut a vital oil pipeline, which provides most of the estimated \$8 billion the Kurdish region earns annually from oil revenue, and a request from the Iraqi parliament to move troops into the oil-rich, Kurdish-held city of Kirkuk. "Baghdad's response to the referendum was very aggressive, so we don't know what will happen," the spokesman said.

Iraqi Kurds overwhelmingly voted in favor of independence in a referendum on Monday, which Mr. Ali said obliges Mr. Barzani to negotiate independence from the rest of Iraq. Baghdad has refused to enter such negotiations, and Mr. Ali said



Protesters gathered on Friday to condemn Iraq's ban on international flights at the airport in Erbil, in the region where Kurds have voted for independence. Credit Ivor Prickett for The New York Times

that if it maintained that attitude, Kurdistan would be forced to unilaterally declare independence.

"President Barzani was obligated to conduct the referendum and now is obligated to respond to that result," Mr. Ali said. "We've repeatedly said we can negotiate, but that has to be on the question of independence."

Kurdish officials have expressed dismay at the absence of support they have found internationally, with the United States and other powers, as well as the United Nations, critical of the decision to even hold the referendum, and none expressing approval for the pro-independence result.

Secretary of State Rex W. Tillerson bluntly expressed the American rejection of the referendum and its outcome in a statement released on Friday, saying "the vote and the results lack legitimacy."

Hoshyar Zebari, who helped lead the referendum drive in the Kurdish region and was formerly Iraq's foreign minister, said that criticism of the vote from the United States had "emboldened Baghdad" to take a hard-line position toward the Kurds. Baghdad's threatened retaliation was, he said, "very damaging and provocative, and illogical and destructive."

Mr. Ali said the Kurds were hopeful that international allies would eventually come around to the idea of Kurdish independence, and said they were heartened at some individual voices praising the referendum result. He cited, for instance, Charles E. Schumer of New York, the minority leader in the United States Senate, who on Wednesday praised the Kurdish independence vote.

Iraq's influential Shia spiritual leader, Ayatollah Ali al-Sistani, in his Friday sermon in the southern city of Karbala, was strongly critical of the Kurdish move. "Any individual steps toward division and separation and the attempt of making this thing reality will lead to internal and external reaction and bad consequences that would damage our dear Kurdish citizens in the first place and maybe lead to what is more dangerous than that, God forbid, and will give way for many regional and international sides to intervene in Iraqi affairs," Ayatollah Sistani said.

On Friday, military officials in Baghdad confirmed that the strategic highway linking Mosul and the northern city of Dohuk, in Kurdish-held territory, was closed by the Iraqi military for several hours. In addition, protests by civilians forced the closure of the Kirkuk-Baghdad highway on Friday. Saad al-Hadithi, the spokesman for Prime Minister Haider al-Abadi of Iraq, said that land borders would also be closed between Iraq's Kurdish region and Turkey and Iran, but there was no confirmation if that had happened.

The Iraq border agency announced that it was sending convoys of police officers and Interior Ministry officials to guard three key land border crossings between the Kurdish region and Syria, Turkey and Iran beginning on Saturday.

Mr. Ali said that he was aware of no such move and that it would be unconstitutional.

He said that cutting off the Kurdish region's trade with Turkey, which he said totals \$17 billion a year, would hurt everyone.

He also warned of measures that the Kurdish regional government could take if Iraq's crackdown on air travel and the borders continued, including severing internet and mobile telephone coverage, much of it based in the region, and even the supply of cement, most of which comes from the region.

"The list is very long. There's a lot we can do, if we're talking about that," he said. "We could cut off communications. We can also close the Erbil International Airport to domestic flights, to Baghdad and Najaf." That, he said, would hurt many Iraqi officials whose family members live in the Kurdish region. "The families of all their policy makers live in Erbil because it's not safe in Baghdad anymore," Mr. Ali said.

Mr. Ali also scoffed at Iraqi threats to move troops into Kirkuk, the oil-rich city claimed by both Arabs and Kurds. Kurdish forces took →



Turkish and Iraqi forces participating in joint exercises in Turkey on Tuesday, near the border with Iraq's Kurdish region. Iraq's border agency is increasing security at three major border crossings between the Kurdish region and Iran, Syria and Turkey. Credit Ilyas Akengin/Agence France-Presse — Getty Images

→ control of most of the city after Islamic State extremists chased the Iraqi army out in 2014.

"They're talking about sending troops?" Mr. Ali asked. "They couldn't enter Kirkuk under ISIS, they couldn't liberate it then, and now?"

Flights after 5 p.m. on Friday were canceled by international airlines flying out of Erbil, according to travelers at the airport. The Iraqi ban took effect at 6 p.m.

Prime Minister Abadi's office released a statement that the Kurdish region's two international airports, in Erbil and Suleimaniya, could be reopened as soon as Kurdish officials

transferred control of them to the federal government. Kurdish officials said that was not going to happen.

The Kurdish region's minister of transport, Mawlood Bowa Morad, accused the Iraqi government of having issued orders to shoot down any airliners that defied its ban on international flights into Erbil or Suleimaniya airports. "There is a military order that if any flights are coming in, they are going to shoot them down," Mr. Morad said, during an interview at the nearly deserted Erbil airport after the 6 p.m. deadline had passed.

Producing his smartphone, Mr. Morad displayed a scan of what he described as a docu-

ment that had come from a high official in Prime Minister Abadi's office, issuing the shoot-down order to the Ministry of Defense in Baghdad. Officials in Mr. Abadi's office said that the document was a forgery, and that the official who supposedly had signed it was a retiree with no authority. ■

Rod Nordland reported from Erbil and David Zucchino from Baghdad. Omar al-Jawoshy and Falih Hassan contributed reporting from Baghdad, and Alissa J. Rubin and Kamil Kakol from Erbil.



September 28, 2017

Kurdish earthquake hits Turkey

Sayed Abdel-Meguid / 28 sept. 2017
<http://weekly.ahram.org.eg>

Commentators in Turkey this week were saying that the referendum on the independence of Iraqi Kurdistan from the rest of Iraq was an "earthquake" for the country whose aftershocks could trigger Arab-Kurdish wars and result in yet more suffering and destruction in the region.

The "mistake" of the referendum, as former Turkish president Abdullah Gul described it, would make matters worse in the Iraqi city of Kirkuk where Turkmen, Arabs and Kurds live, commentators said.

In short, "Turkey is facing the most destructive plot after the collapse of the Ottoman Empire and the construction of the republic on its ruins."

Since the event was a "terrible disaster," steps were needed to contain it, but so far these have not happened. But it should not be hard, if the very fabric of Anatolia is under threat, as some have claimed, for the Turkish government and main political parties to reach agreement on extending sending soldiers overseas

The only exception to this has been the Turkish Kurdish Democratic People's Party, which has demonstrated support for its ethnic group in pursuing the dream of an independent Kurdistan. With the separation of this core territory from the rest of Iraq, other Kurdish areas will "fall like dominoes," the argument goes, and those in southeast Anatolia will return to the homeland.

It has also been easy for Turkish President Recep Tayyip Erdogan and key players in his regime to find enthusiastic support among neighbours in the region on the question of Kurdish independence.



The danger of separatism will destroy other countries besides Turkey, because it would jeopardise their unity and the cohesion of their homeland. Iran, for example, is living through a honeymoon phase with Turkey, and relations are inching closer in cooperation that has been unprecedented for decades.

Iraq has also announced its participation in military exercises on the border with Iran, which until recently it described as "an occupying power" due to the crisis over the Bashiqa military camp and the proximity of Iranian army units near Mosul.

"There is no option but to stand together in the face of a separatist enemy," claims the Anatolian media machine, warning against the imminent danger threatening the region. Turkish media outlets are focusing on such threats, demanding immediate action against the "Kurdistan province" of Iraq starting with a siege, strangling it economically, shutting down the Kirkuk-Yumurtalic oil pipeline which rakes in \$10 billion to \$12 billion annually, and concluding in military action.

In this cacophony, the Turkish president has threatened military action similar to Operation Euphrates Shield when Turkish forces pushed

into Syria and stayed there for seven months. He seems to have forgotten, however, that this operation did not achieve its goals and killed dozens of Turkish soldiers.

The ruling Turkish Justice and Development Party (JDP) has taken the lead in mobilising public condemnation of the Kurds, and it has even collaborated with the Turkish left and secularists in unveiling behind the referendum the hands of the "colluding West."

As part of such public mobilisation, there have been condemnations of "the cursed Zionists" and "the great Satan" of the US that supports "the traitor" Masoud Barzani, the leader of Iraqi Kurdistan.

One key image circulating on social media has been the dozens of people gathering outside the residence of the Israeli ambassador in Ankara last week to protest against support for Barzani. Meanwhile, Erdogan was meeting with Jewish groups in New York for "very important discussions" behind closed doors and away from the media.

The Turkish opposition, which always accuses the government of double standards, "insulting Israel in public but making deals with it behind the scenes," took advantage of

the situation to renew its accusations and confirm that the ongoing fuss over Iraqi Kurdistan would not continue to escalate or end in military action.

Washington, and its agent Israel, would never allow this to happen, it said. As well as such red lines, there are also already differing views within the circles of power in Turkey, manifesting in contradictory statements about closing the borders, later denied, or a flight ban, also denied within hours.

Ankara, in shock over Washington's position on the referendum, will have to be more realistic about its weaker position and its diminishing influence.

The alliance with Iran will also not be beneficial, since Tehran, verbally fuming, will not take action. Instead of assisting Baghdad in closing ranks and overcoming divisions, it has been promoting sectarian and doctrinal agendas that have fractured Iraq.

Barzani was not mistaken when he stated that the central Iraqi government had "forced" the Kurds to secede.

What Turkey had feared the most is thus becoming reality on the ground. Observers have revealed that a key portion of US arms now goes to the Kurds in Sinjar and their extension the Kurdish People's Protection Units in northern Syria. The plan is to open a corridor to the Mediterranean Sea, but the question is whether this can happen without a green light from the Pentagon.

The genie of Kurdish secession has been released. Observers are not mistaken when they say it has been done under the auspices of the US and with the silence of Russia. ●

EXPÉRIENCE LIBERTAIRE AU ROJAVA

Une utopie au cœur du chaos syrien

Fers de lance de la bataille contre l'Organisation de l'État islamique à Rakka, les Kurdes du nord de la Syrie tentent de mettre en place un projet politique original. Mais leur « confédéralisme démocratique » se construit sur un champ de ruines, dans un contexte d'affrontements ethno-religieux et d'alliances avec les grandes puissances qui hypothèque son avenir.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX MIREILLE COURT ET CHRIS DEN HOND *

* Respectivement professeure d'anglais, membre de la Coordination nationale Solidarité Kurdistan, et journaliste.

MALGRÉ LA NUIT, une chaleur suffocante pèse encore sur Kamechliyé. Vite sortis du petit aéroport toujours contrôlé par quelques dizaines de policiers et de soldats du régime de M. Bachar Al-Assad, nous entrons immédiatement sur le territoire de la Fédération démocratique de Syrie du Nord, souvent appelée Rojava (« ouest » en kurde). Le long de la frontière turque, entre l'Euphrate et l'Irak, au moins deux millions de personnes (dont 60 % de Kurdes) résident sur ces terres reprises par les armes aux djihadistes de l'Organisation de l'État islamique (OEI). Depuis 2014, ces Syriens vivent une expérience politique inspirée par M. Abdullah Öcalan, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), détenu en Turquie depuis 1999. Abandonnant le marxisme-léninisme, le PKK et son allié syrien du Parti de l'union démocratique (PYD) se réfèrent depuis les années 2000 au communalisme libertaire de l'écologiste américain Murray Bookchin (1921-2006) (1). Adopté en 2014, leur texte fondamental, le Contrat social de la Fédération démocratique de Syrie du Nord, rejette le nationalisme et prône une société égalitaire, paritaire, respectueuse des droits des minorités.

Le Rojava est autonome de facto (2). Excepté les enclaves de Hassaké et de l'aéroport de Kamechliyé, sous l'autorité de Damas, la région est contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui regroupent les combattantes et combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG en kurde), des Unités de protection des femmes (YPJ) ainsi que des contingents de milices arabes sunnites, yézidiennes et chrétiennes (voir la carte page 15).

D'immenses drapeaux des YPG flottent sur les nombreux barrages de Kamechliyé, où la police du gouvernement autonome inspecte avec minutie les véhicules. Les attentats-suicides perpétrés par des djihadistes représentent une menace permanente. Tout le monde garde en mémoire celui du 27 juillet 2016, qui a fait quarante-quatre morts et cent quarante blessés. L'obscurité des rues contraste avec les illuminations de Nusaybin et Mardin, deux villes situées par-delà la frontière turque. Dans une région qui regorge de ressources, la question de l'énergie illustre les défis du nouveau pouvoir. À Rumeilan, à cent kilomètres de Kamechliyé, sur la route de l'Irak, de longues files d'attente se forment devant les stations-service. Avant le début de la



Les artistes Ahmed Shamdin (à g.) et Abdullah Abdul (à dr.) peignent les toiles qui formeront le toit du Parlement à Derik, dans la région autonome du Rojava (2015) JONAS STAAL.

guerre, en 2011, cette région fournissait 380 000 barils de brut par jour, le tiers de la production du pays. Avec les combats, l'extraction a chuté de 70 %, et l'essence manque cruellement. Faute de raffineries, le gouvernement autonome se voit contraint de vendre une partie du pétrole brut à l'administration syrienne, qui lui livre ensuite le carburant au prix fort : 80 centimes d'euro le litre.

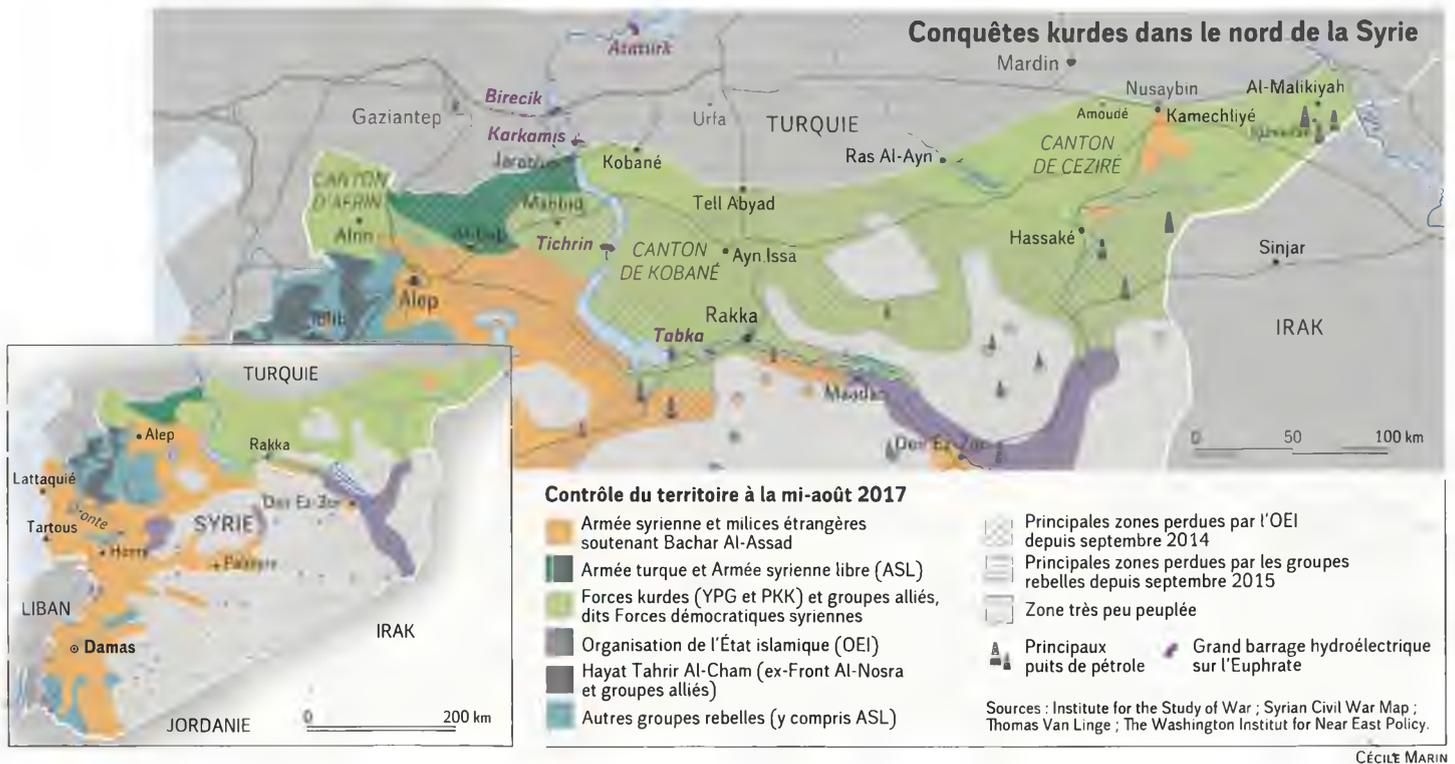
Répartir le pouvoir entre les régions

Une multitude de petites raffineries artisanales locales commercialisent par ailleurs une essence à 20 centimes d'euro le litre, mais leur impact sur l'environnement devient préoccupant. Les fumées noircissent le paysage ; les maladies de peau et les problèmes respiratoires se multiplient. « Nous n'avons pas d'autre solution pour le moment, admet M^{me} Samer Hussein, directrice adjointe de la

commission de l'énergie – dont le siège est à Rumeilan. Dès que nous le pourrons, nous construirons des raffineries modernes et nous nettoierons la région. Et, bien sûr, nous embaucherons tous ces travailleurs dans les nouvelles usines. »

Dans d'autres régions du Rojava, comme Manbidj, l'interdiction des raffineries artisanales a déplu à une partie de la population, déjà rationnée en électricité malgré la prise des trois principaux barrages sur l'Euphrate par les FDS. Selon les accords internationaux, la Turquie, qui domestique le fleuve en amont, doit garantir le passage de six cents mètres cubes d'eau par seconde. « Quand ces barrages étaient sous le contrôle de l'OEI, la Turquie laissait couler un volume supérieur, affirme M. Ziad Rustem, ingénieur et directeur adjoint de la commission de l'énergie du canton de Cezire. Mais, lorsque les Forces démocratiques syriennes les ont libérés, elle a commencé à diminuer le volume d'eau. Aujourd'hui, le débit est inférieur à deux cents mètres cubes par seconde. »

Journaliste de la chaîne kurde Ronahi TV à



Kamechliyé, Sherwan Youssef témoigne du mécontentement populaire : « *Quelques centaines de personnes ont manifesté à Kamechliyé. Elles blâment le gouvernement autonome, mais pas la Turquie. Je trouve ces manifestations tout de même justifiées. La guerre ne peut pas toujours être une excuse pour le manque de services fournis.* » Si la protection de l'environnement figure en bonne place dans le Contrat social, d'autres interlocuteurs insistent sur le contexte qui empêche la construction de raffineries, la modernisation des barrages ou le développement des énergies renouvelables : la Turquie impose un blocus de la région, tout comme ses alliés du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui tiennent le nord de l'Irak et voient d'un mauvais œil les succès du PKK et du PYD (3).

Les besoins urgents et les combats n'ont pas empêché la mise en place du projet institutionnel de confédéralisme démocratique, fondé sur le principe d'autogouvernement local. Les communes sont regroupées en trois cantons – Cezire, Kobané et Afrin –, qui disposent chacun d'une assemblée législative et d'un gouvernement cantonal. Un Conseil démocratique syrien doit à terme coiffer les trois cantons, qui coordonnent déjà leurs politiques. Les premières élections ont eu lieu en mars 2015, et d'autres sont prévues pour la fin de l'année, tandis que les assemblées législatives doivent être élues début 2018.

Les premiers scrutins ont été boycottés par les Kurdes syriens proches du PDK, comme Mme Narin Matini, membre de la direction du Mouvement de l'avenir kurde et du Conseil national kurde (CNK), dirigé par M. Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien. Elle accueille les journalistes dans sa maison du quartier populaire de Kamechliyé : « *Notre projet est un projet national kurde, un Kurdistan indépendant, dit-elle. Nous n'adhérons pas à celui d'une Fédération démocratique de Syrie du Nord. Les autorités ont fermé nos bureaux et ont arrêté puis relâché nos dirigeants. Le gouvernement autonome nous dit qu'il faut nous enregistrer pour avoir l'autorisation de fonctionner. Mais cela signifierait que nous le cautionnons.* »

L'Assemblée législative de Cezire siège à Amoudé, à une vingtaine de kilomètres de Kamechliyé. Le bâtiment qui l'abrite est très protégé, accessible uniquement à pied après fouille et vérification d'identité. Avec cent un membres, dont la moitié de femmes, cette instance réunit les représentants des partis politiques qui ont signé le Contrat social. Figurent aussi les représentants d'associations de la société civile, qui envoient deux membres, obligatoirement une femme et un homme. Ils sont proposés par leur communauté ou association, et validés par l'Assemblée législative. En outre, une dizaine d'organisations politiques kurdes ou arabes ont reçu l'autorisation et des moyens pour fonctionner sans pour autant siéger.

La fondation d'un État-nation kurde ne fait pas partie des objectifs fixés par M. Öcalan, qui présente son mouvement comme antinationaliste : « *Il vise à accomplir le droit à l'autodéfense des peuples en contribuant à la progression de la démocratie dans toutes les parties du Kurdistan, sans toutefois remettre en cause les frontières politiques existantes* », écrit-il de sa prison (4). « *Nous ne voulons pas être séparés des autres territoires syriens, précise Mme Siham Queryo, coprésidente du comité des affaires étrangères du gouvernement autonome du canton de Cezire. Les Kurdes, les Arabes et les Syriens sont tombés d'accord en 2013 pour établir un gouvernement autonome.* » Membre de la communauté chrétienne, qui englobe principalement les Syriens, les Assyriens et les Chaldéens, elle rappelle au passage que la liberté de culte est garantie et qu'il n'y a pas de religion d'État.

Aux yeux de la Coalition nationale syrienne, censée fédérer l'opposition mais proche des Frères musulmans, le PYD et ses groupes militaires sont toujours des « *organisations terroristes* (5) » associées au PKK. De nombreuses personnalités de l'opposition syrienne l'accusent de faire le jeu du régime, qu'il ne combat pas sur le terrain (lire l'encadré page 15). Mais d'autres ont changé de point de vue, à l'instar de M. Bassam Ishak, ancien directeur exécutif d'une organisation de défense des droits humains originaire de Hassaké. Il a d'abord rejoint le Conseil national syrien (CNS), partie prenante de

la Coalition, qui siégeait à Istanbul, avant de gagner le Rojava : « *Quand la révolution est passée des manifestations pacifiques à l'insurrection armée, il est devenu évident que le CNS avait un projet différent du mien. Cette opposition veut chasser Al-Assad et avoir le monopole du pouvoir. J'avais donc le choix entre le projet d'État religieux du Conseil national syrien, celui d'une Syrie arabe nationaliste et celui d'un État pluraliste. La meilleure façon d'éviter que nous ayons de nouveau un dictateur à Damas, c'est de répartir le pouvoir entre les régions.* »

Allégations de recrutements forcés

À toutes nos haltes, de nombreux Kurdes dénoncent les accusations de collusion du Rojava avec Damas et reviennent sans cesse sur ce qu'ils considèrent comme les erreurs stratégiques de l'opposition. Enseignant, M. Muslim Nabo a étudié à l'université de Lattaquié. Ses amis et lui publiaient secrètement un magazine en kurde. Arrêtés en 2007 et transférés à Damas, ils ont été entassés dans une cellule minuscule et battus pendant trois mois. « *Certains disent que nous soutenons le régime d'Al-Assad. C'est un mensonge* », affirme-t-il. Il a été relâché au bout d'un an et une semaine, le maximum pour une détention administrative sans procès. « *Nous avons beaucoup souffert de ce régime, qui a torturé et tué certains de nos chefs politiques. En revanche, les partis kurdes ne voulaient pas d'une révolution militarisée qui dépende de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar. Le soutien de ces pays aux groupes djihadistes a été catastrophique pour la révolution syrienne.* »

Quant à l'aide américaine, « *c'est un soutien militaire et pas politique ni économique* », affirme le commandant Nasrin Abdallah. Un accord « *temporaire, transparent et tactique* », selon plusieurs responsables kurdes que nous avons rencontrés.

En 2014 puis en 2015, deux rapports internationaux ont jeté le trouble sur la politique réelle du

PYD dans les zones reprises à l'OEI, notamment à Tell Abyad : « *En détruisant délibérément les habitations de civils, dans certains cas en rasant et en incendiant des villages entiers, en déplaçant leurs habitants sans aucune justification militaire, l'administration autonome abuse de son autorité et bafoue de manière éhontée le droit international humanitaire, dans le cadre d'attentats constituant des crimes de guerre* », déclarait M^{me} Lama Fakih, conseillère pour les situations de crise à Amnesty International, en octobre 2015 (6). Un an plus tôt, un rapport de Human Rights Watch relatait des faits proches (7).

On ne peut pas parler de nettoyage ethnique des Arabes, se défend M^{me} Queryo : « *Quand les batailles étaient imminentes, les YPG demandaient aux populations de quitter leurs maisons le temps des combats. J'ai moi-même visité après les batailles beaucoup de villages libérés autour de Tell Abyad ou de Rakka. Les gens m'ont tous expliqué que cela s'était passé ainsi. Au bout de quinze jours, ils sont rentrés chez eux.* » Le rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, publié en mars 2017, contredit les allégations de nettoyage ethnique : « *La commission n'a trouvé aucune preuve étayant les accusations selon lesquelles les forces YPG ou FDS aient jamais ciblé les communautés arabes sur des bases ethniques, ni que les autorités cantonales YPG aient cherché systématiquement à modifier la composition démographique des territoires sous leur contrôle en visant un quelconque groupe ethnique* (8). » Tout en notant que les bombes dissimulées par l'OEI justifiaient les déplacements, le Conseil critique le manque d'aide humanitaire « *adéquate* » apportée aux communautés déplacées et des « *recrutements forcés* » des YPG pour le service militaire.

Nous quittons Amoudé pour Kobané, dans l'ouest du Rojava. La route longe un mur interminable de cinq cents kilomètres, construit par la Turquie en empiétant sur le territoire syrien. Cet ouvrage en béton hérissé de barbelé renforce le sentiment d'isolement de ces terres qui ont toujours été le grenier à blé du pays. En ce début juillet, les immenses champs de céréales sont déjà moissonnés et les troupeaux de moutons y cherchent leur pitance. Les collines sont couvertes de jeunes oliviers bien alignés – une culture récente dans la région. Les ouvriers agricoles, souvent très jeunes, arrivent tôt pour finir le travail avant les grosses chaleurs. Près de Tell Abyad, la route passe au-dessus d'une rivière à fort débit. Ce n'était qu'un filet d'eau il y a peu, mais, en retenant l'eau de l'Euphrate, la Turquie dérive les précipitations vers des rivières secondaires, ce qui profite à l'irrigation...

À l'entrée de Kobané, les photos de « martyrs », dont beaucoup de femmes, jalonnent le terre-plein central. Le portrait de M. Öcalan est lui aussi omniprésent. En grande partie détruite il y a encore deux ans, la ville bouillonne d'énergie et d'activité. Les grues et les immeubles en construction voisinent avec les pâtés de maisons détruits par les missiles et les obus. « *Nous voulons reconstruire le plus vite possible pour que les gens reviennent* », confie M^{me} Hawzin Azeez, qui travaille dans une association d'aménagement urbain. Selon elle, l'aide humanitaire n'est pas à la hauteur des attentes ni des promesses : « *La reconstruction se fait surtout avec nos propres forces.* »

La bataille de Kobané, qui s'est déroulée entre septembre 2014 et janvier 2015, a marqué un tournant décisif dans la lutte contre l'OEI. Après la prise de Mossoul en Irak et de Rakka en Syrie, l'expansion du « califat » a enregistré ici son premier coup d'arrêt. Cette bataille a également permis au monde de découvrir une autre place pour les femmes

au Proche-Orient. Kongra Star est le nom donné à la maison des femmes de la ville. Dans une petite rue tranquille, ce vaste édifice accueille notamment celles qui viennent porter plainte pour violences conjugales. Une grande salle de réunion donne sur le jardin, avec au mur la reproduction d'un tableau peint par un artiste de Gaza : une jeune femme surgissant des ruines, symbole de l'avenir et de l'espoir. De part et d'autre de cette image, les murs sont couverts de portraits de femmes tuées pendant la bataille de Kobané. L'autre partie de la maison, dotée d'une entrée indépendante et discrète, permet de recevoir les femmes en détresse.

Nos interlocutrices insistent sur l'égalité entre les sexes comme pilier central du Contrat social du Rojava. « *Selon les nouvelles lois votées par le gouvernement autonome, un fils et une fille héritent à égalité de parts, alors que la loi islamique ne prévoit qu'une demi-part pour elle*, explique à titre d'exemple M^{me} Sara Al-Khali, l'une des responsables de Kongra Star. *Il n'est pas évident d'appliquer ces nouvelles dispositions dans une société traditionnelle. Mais, peu à peu, les gens commencent à l'accepter.* » Le gouvernement autonome interdit aussi la polygamie, même s'il existe une exception à la règle. La « *pénurie de jeunes hommes* » pousse certaines femmes à vouloir épouser des hommes déjà mariés, raconte M^{me} Azeez : « *Si toutes les parties concernées sont consentantes, le juge peut accorder exceptionnellement ce droit.* »

Trois langues sur un pied d'égalité

« *Dans cette région, il y a une coutume terrible : la vengeance*, nous explique aussi M^{me} Al-Khali, fière de participer à l'éradication des « crimes d'honneur ». *Si quelqu'un tue mon frère, ma famille doit se venger en tuant un membre de l'autre famille. Kongra Star a formé un comité pour obtenir une réconciliation par l'intermédiaire de représentants des deux familles afin d'éviter la vendetta. Lorsqu'un problème apparaît dans une commune de quartier, un comité de femmes intervient pour tenter de le résoudre. Quand elles n'y arrivent pas, elles viennent ici. Si la maison des femmes ne trouve pas de solution, le conflit est transféré à la cour de justice.* »

On retrouve là l'application directe de principes inspirés du communalisme de Murray Bookchin. « *Ici, chaque rue, chaque quartier peut créer une commune*, confirme M. Ibrahim Moussa, habitant de Kobané. *C'est comme un gouvernement de base, élu par les habitants et révocable. L'année dernière, 2300 communes ont été enregistrées dans le canton de Kobané. Elles ont pu traiter 9700 plaintes, et seulement 500 ont dû aller en justice. Autre exemple : les habitants vérifient que la loi antimonopole est bien respectée dans chaque quartier, afin que les commerçants ne profitent pas de l'embargo pour augmenter les prix.* »

La situation à Kobané illustre aussi les défis posés par la cohabitation de plusieurs communautés unies pour combattre l'OEI, mais pas forcément d'accord sur le reste. Sous le régime de M. Al-Assad, l'éducation se faisait uniquement en arabe. Non sans difficulté, une réforme du système scolaire a permis de mettre à égalité les trois langues officielles, syriaque, arabe et kurde, comme l'explique M. Dildar Kobani, membre de la direction de l'éducation de ce canton : « *Certains nous accusent de "kurdisation" : c'est absurde. La moitié de nos vingt mille enseignants sont arabes. À Kobané, la plus grande partie de l'administration est kurde, comme la population. Mais,*

à Tell Abyad, une région mixte, l'administration est moitié kurde, moitié arabe. »

De jeunes miliciennes yézidiennes partent au front

Notre avant-dernière étape est Manbij, ville libérée en août 2016 de la férule de l'OEI par les FDS, au terme d'une violente bataille qui a vu celles-ci se battre aussi contre les troupes turques et contre une partie de l'Armée syrienne libre (ASL). Dans le souk, la diversité culturelle saute aux yeux. Des femmes couvertes du voile intégral font leurs courses à côté de femmes tête nue. Des Arabes vendent des fruits à côté de bouchers kurdes et de boulangers circassiens. Ahmed, un Turkmène, prépare des pizzas et balaie l'idée d'une intervention turque. « *Nous vivons ici ensemble, comme des frères. La relation entre les communautés turkmène, kurde, arabe, tchéchène est très bonne. Il y a même des mariages mixtes. Alors qu'est-ce que la Turquie viendrait faire ici ?* »

M^{me} Abeer Al-Aboud, qui porte le voile, appartient à la grande tribu arabe des Beni Sultan. Son nom est cité pour un siège au gouvernement civil de Manbij, et elle aussi s'empare contre les ambitions prêtées à la Turquie : « *Nous contestons radicalement les allégations turques selon lesquelles les Kurdes domineraient les citoyens arabes, turkmènes, tchéchènes ou tcherkesses. Les cinq communautés sont représentées dans le grand conseil, et les Arabes sont majoritaires dans tous les autres. La Turquie essaie de salir notre réputation. Si elle veut se battre contre les Kurdes sous ce prétexte, nous, les Arabes, ferons corps avec eux pour défendre notre mosaïque de peuples.* »

Non loin du marché, nous rencontrons M. Ali Hatem, un Arabe qui a travaillé toute sa vie comme chauffeur dans la construction. Maintenant, il vend des cigarettes, ce qui était passible de mort sous la coupe de l'OEI. « *Quand l'Armée syrienne libre et le Front Al-Nosra sont venus ici, la situation est devenue très mauvaise. Ils intervenaient dans tous les aspects de la vie. En plus, ils nous volaient et se battaient entre eux. Avec l'OEI, c'était encore pire. On avait peur de parler, on pensait que les murs avaient des oreilles. Aujourd'hui, si nous avons un problème, nous avons un conseil de quartier.* »

Les autorités locales doivent aussi composer avec le poids d'un passé récent dramatique et la nécessité d'empêcher de nouvelles haines. Membre du Conseil pour la réconciliation et l'intégration, M^{me} Abeer Mahmoud est sans nouvelles depuis trois ans de son mari, arrêté par l'OEI. Elle insiste pourtant sur les efforts à mener en matière de conciliation. « *Quand Manbij a été libérée, beaucoup de gens sont venus voir les FDS pour dénoncer les collaborateurs. Ces derniers ont été arrêtés par le conseil militaire pour empêcher qu'il y ait des vengeances sans procès. À la suite de notre travail de conciliation, 250 hommes qui n'avaient pas de sang sur les mains ont été libérés. La peine de mort n'existe pas ici.* » Les djihadistes soupçonnés ou condamnés pour des crimes de sang sont détenus dans des prisons qui respecteraient la Convention de Genève, signée par les YPG.

Sur la route de Rakka, nous faisons halte à Ayn-Issa, le quartier général militaire des FDS. Un milicien est en train de peindre au pochoir sur un mur « *Forces démocratiques syriennes* » en arabe, en kurde et en syriaque. Le gouvernement autonome impose un service militaire de neuf mois. Mais, au front,

l'immense majorité des combattants sont des volontaires, dont quelques étrangers, comme Robert Grodt, ancien militant d'Occupy Wall Street, mort le 6 juillet lors de l'entrée des YPG dans les faubourgs de Rakka. Des convois militaires de blindés légers américains circulent sur les petites routes du secteur. Après deux heures de route, à travers un paysage parsemé de bâtiments détruits et de voitures calcinées, la ville surgit. Les tireurs d'élite et les attentats djihadistes ralentissent la progression des FDS. À l'entrée de la ville, un poste de secours de fortune, installé dans un ancien garage, permet de soigner les blessés légers. Un peu plus loin, dans un autre immeuble, un groupe de jeunes miliciennes yézidiennes, une minorité religieuse kurde d'Irak, se prépare à partir au front. L'une d'elles affirme vouloir venger toutes les femmes victimes de l'OEI. « *Peu m'importe si les femmes détenues sont yézidiennes, arabes ou turkmènes; nous sommes venues ici pour les libérer. Après, nous rentrerons chez nous, parce que nous ne sommes pas une force d'occupation.* »

De la terrasse de l'immeuble où les combattants viennent se restaurer et se reposer, la vue sur cette agglomération qui comptait autrefois 200 000 habitants est impressionnante. Entre les maisons détruites et celles qui sont encore debout, les rues sont vides. Tous les habitants du quartier ont été évacués par précaution; on entend des tirs sporadiques et quelques explosions. À l'étage du dessous, des combattants partagent un grand plat de riz, de légumes et de poulet. Les insignes de leurs uniformes sont différents. Les uns sont arabes, les autres kurdes ou yézidis, mais tous écoutent attentivement les échanges par radio entre un membre du groupe et l'état-major des FDS, qui leur transmet les instructions. Leur pause est de courte durée. L'OEI résiste et, même si sa défaite est annoncée comme inéluctable, d'autres combats restent à mener pour que le nom du Rojava ou de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord figure un jour sur les cartes.

MIREILLE COURT
ET CHRIS DEN HOND.

Une force devenue indispensable

Si l'intervention russe a été décisive dans le renversement du cours de la guerre civile à partir de septembre 2015, les troupes kurdes et leurs alliés au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) jouent un rôle majeur dans le repli de l'Organisation de l'État islamique (OEI). L'annonce, début juillet, de l'arrêt de l'aide américaine aux milices de l'opposition consacre une réalité de plus en plus prégnante : les bombardements occidentaux ne peuvent être efficaces qu'avec un relais au sol, que seules les FDS peuvent assurer.

Fort de l'appui aérien russe et de l'aide des milices étrangères (Hezbollah libanais, brigades iraniennes et irakiennes, etc.), le régime syrien a réussi à consolider le contrôle de la frange occidentale de la Syrie, celle où se trouve la majeure partie de la population. L'opposition syrienne a perdu la plupart de ses bastions urbains, à l'exception d'Idlib, où l'ex-Front Al-Nosra, renommé Hayat Tahrir Al-Cham, dispute l'hégémonie de la province à un autre groupe salafiste, Ahrar Al-Cham, avec, entre les deux, des lambeaux marginalisés de ce qu'il reste de l'Armée syrienne libre (ASL).

À partir de leurs réduits du Nord et de l'Ouest, les Unités de protection du peuple (YPG en kurde), fondues dans les FDS, ont de leur côté repris progressivement une bonne partie de la rive droite de l'Euphrate. À l'exception d'un bref épisode (victorieux) à Hassaké, elles n'affrontent pas les forces du régime, mais jouent leur propre carte. Redoutant l'établissement d'un Kurdistan syrien durable par la jonction entre le canton d'Afrin et les deux cantons de l'Est, la Turquie est à son tour directement entrée en scène en août 2016, en renfort aux troupes de l'ASL, sous le prétexte de participer à la bataille de Rakka. Mais l'armée turque a mis plus de trois mois à reprendre une seule petite ville tenue par l'OEI, Al-Bab. Après la chute de l'est d'Alep, cela a laissé le temps aux troupes fidèles au président Bachar Al-Assad de couper la route du sud et de mettre fin aux prétentions turques de jouer les premiers rôles.

Absents des pourparlers d'Astana et de Genève, les Kurdes syriens ont su nouer des contacts avec les grandes puissances, notamment à travers l'ouverture de représentations du Rojava dans plusieurs capitales, dont Paris, Berlin, Washington et Moscou. Tout en ménageant Ankara, la Russie protège indirectement le statu quo pour le canton d'Afrin et laisse passer des combattants. Au grand dam des Turcs, les Occidentaux soutiennent de plus en plus ouvertement les FDS, non seulement par un appui aérien, mais aussi par l'envoi d'un arsenal sophistiqué et de forces spéciales – principalement américaines, mais aussi françaises et britanniques. Si la mosaïque des adversaires en présence s'est simplifiée depuis deux ans aux dépens de l'opposition armée et des djihadistes, la question de l'intégration de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord dans une solution durable pour le pays reste entière.

M. C. ET C. D. H.

- (1) Lire Benjamin Fernandez, « Murray Bookchin, écologie ou barbarie », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.
- (2) Le texte fondamental est disponible en français sur le site de la représentation du Rojava en France, www.rojavafrance.fr
- (3) Lire Allan Kaval, « Les Kurdes, combien de divisions? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.
- (4) Abdullah Öcalan, « Le confédéralisme démocratique », dans Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond (sous la dir. de), *La Commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation*, Critica-Syllepse, Bruxelles-Paris, 2017.

- (5) Communiqué du 31 juillet 2017.
- (6) « Forced displacement and demolitions in northern Syria », Amnesty International, Londres, 13 octobre 2015.
- (7) « Syria : Abuses in Kurdish-run enclaves », Human Rights Watch, New York, 18 juin 2014.
- (8) « Human rights abuses and international humanitarian law violations in the Syrian Arab Republic, 21 July 2016 - 28 February 2017 », Conseil des droits de l'homme des Nations unies, commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Genève, 10 mars 2017.



29 SEPTEMBRE 2017



PAR BERNARD GUETTA
29 septembre 2017
Journaliste, spécialiste de politique internationale
www.franceinter.fr/

Le réveil des nations oubliées

Où l'on voit qu'il y a beaucoup de points communs entre la Catalogne européenne et le Kurdistan proche-oriental

En Irak comme en Espagne les Catalans et les Kurdes défient les Etats auxquels ils appartiennent au nom d'une aspiration à l'indépendance et du droit à l'autodétermination. C'est inquiétant, risqué, prématuré, mais c'est comme ça.

Les Catalans voteront dimanche. Pour les Kurdes irakiens, c'est fait. Le « oui » à l'indépendance l'a emporté à plus de 90% et, dans les deux cas, les représailles sont sévères. En Catalogne, l'Espagne a saisi les bulletins de vote, procédé à des arrestations, dépêché d'impressionnantes forces de police et s'apprête à tenter d'empêcher que ce référendum ne se tienne.

A Erbil, c'est bien pire. De fait autonome depuis la première guerre d'Irak, celle qui avait suivi l'invasion du Koweït en 1991, le Kurdistan

irakien est aujourd'hui l'objet d'un blocus aérien organisé par l'Irak et les pays voisins. Il est coupé du monde, virtuellement ruiné aussi car il ne pourra plus faire transiter par la Turquie les exportations de pétrole dont il tire l'essentiel de ses revenus. Alors même qu'ils sont à couteaux tirés – Turquie d'un côté, Iran, Syrie et Irak de l'autre – tous les pays dans lesquels vivent des minorités kurdes font maintenant front commun, sur ce dossier au moins, car tous craignent qu'une indépendance des Kurdes irakiens ne réveille l'irréductibilité de leurs propres Kurdes et n'ampute donc leur territoire.

En Catalogne, il s'agit d'un ancien Etat européen qui rêve de retrouver ses frontières car il pense qu'il serait plus puissant et plus riche en dehors de l'Espagne qu'en son sein. Au Kurdistan, il s'agit d'un peuple sans terre auquel la Grande-Bretagne et la France avaient refusé un Etat lorsqu'elles se sont partagé les dépouilles de l'Empire ottoman à la fin de la Première guerre mondiale. Les situations sont

différentes mais, dans les deux cas, l'on assiste à une même renaissance de nations oubliées qui ne voient plus d'avantages à rester parties d'Etats unitaires que la mondialisation de l'économie a considérablement affaiblis.

Ce ne sont là que les premiers grondements d'un tremblement de terre qui s'était déjà fait entendre en Ecosse ou dans l'ancienne Union soviétique et le phénomène est si profond qu'il appellerait plus d'intelligence que n'en montrent l'Espagne et le Proche-Orient.

L'Espagne exacerbe les tensions catalanes en se comportant en puissance occupante alors qu'elle aurait pu autoriser l'organisation de ce référendum qui n'aurait pas donné de majorité à l'indépendance. La Syrie, l'Irak, l'Irak et la Turquie croient se défendre en s'alliant contre les Kurdes mais ne font que les unir par leur brutalité et que se préparer de bien difficiles lendemains. Dans les deux cas, c'est négocier qu'il faudrait et non pas cogner, aussi bêtement. ●

